NOUVELLES ÉTUDES HONGROISES

1973

György Aczél: Les grandes tendances de l'enseignement 3
József Bognár: Réforme, développement et stabilité dans l'économie 23
György Lukács (1885-1971) 73
Le 150e anniversaire de la naissance de Sándor Petőfi (1823-1849) 113
Pál Pándi: Idéologie et poésie chez Petőfi 115
Sciences humaines et culture 131
Relations franco-hongroises 171
Revue des livres et des revues de Hongrie paraissant en langues étrangères 215

PRIX: 10,20 F $ 2

NOS AUTEURS

GYÖRGY AczÉL, membre du Bureau Politique, secrétaire du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois

JÓZSEF BOGNÁR, académicien, président du Conseil Hongrois d'Économie Mondiale

FERENC FEKETE, directeur adjoint de l'Institut de Recherche Agronomique de l'Académie des Sciences de Hongrie

BÉLA KÖPECZI, professeur à l'Université de Budapest, secrétaire général de l'Académie des Sciences de Hongrie

GYÖRGY SZÉP, directeur adjoint de département du Ministère de la Justice

PÁL PÁNDI, professeur à l'Université de Budapest

ISTVÁN LÁNG, secrétaire général adjoint de l'Académie des Sciences de Hongrie

KÁLMÁN SZABÓ, recteur de l'Université Économique Karl Marx de Budapest

IVÁN VITÁNYI, directeur de l'Institut d'Éducation Populaire

JEAN BÉRENGER, professeur à l'Université de Rennes II

PHILIPPE G. ROY, chercheur au service historique de l'Armée française

LÁSZLÓ DOBOSSY, professeur à l'Université de Budapest, directeur de l'Institut Hongrois de Paris

ALBERT CZILI, fonctionnaire au Ministère du Commerce Extérieur

GÉZA RAJNAVÖLGYI, fonctionnaire à l'Institut des Relations Culturelles

Les photographies ont été mises à la disposition de l'éditeur par le Musée Littéraire « Petőfi » de Budapest

Éditions Corvina, Budapest
Printed in Hungary, 1973
Imprimerie Zrínyi, Budapest

NOUVELLES ÉTUDES HONGROISES

VOLUME 8, 1973

Publiées sous la direction de Béla Köpeczi
Secrétaire de rédaction : István Fodor
Secrétariat : 1052 Budapest V., Pesti Barnabás u. 1.

SOMMAIRE

L'ÉDIFICATION SOCIALISTE

György Aczél : Les grandes tendances de l'enseignement 3
József Bognár : Réforme, développement et stabilité dans l'économie 23
Ferenc Fekete : Aspects sociaux et économiques de l'agriculture coopérative 37
Béla Köpeczi : Patrie et nation en Europe centrale : une discussion idéologique 53
György Szép : Problèmes actuels de la législation 61

GYÖRGY LUKÁCS (1885–1971)

Documents inédits en français 73
Mon chemin vers Marx *(Préface)* 77
Lénine *(Avant-propos)* 93
Art et société *(Préface)* 97
Littérature mondiale *(Préface)* 109

LE 150e ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE SÁNDOR PETŐFI (1823–1849)

Pál Pándi : Idéologie et poésie chez Petőfi 115

SCIENCES HUMAINES ET CULTURE

István Láng : La recherche dans le domaine de la biosphère en Hongrie 131
Kálmán Szabó : Les sciences économiques en Hongrie 143
Iván Vitányi : Goût, aspirations intellectuelles, culture 161

RELATIONS FRANCO-HONGROISES

Le Passé

L'époque de Louis XIV
Jean Bérenger : Les relations franco-hongroises au temps de l'insurrection d'Emeric Thököly 171
Philippe G. Roy : La Diète hongroise de 1687-1688 185
Jean Bérenger : Les relations franco-hongroises pendant la guerre de Succession d'Espagne 195
László Dobossy : Une lettre inédite de Romain Rolland sur la République Hongroise des Conseils 203
László Dobossy : A propos d'une lettre inconnue de Barbusse 205

Le Présent

Chronique des relations franco-hongroises 1971
Économie 207
Culture 211

REVUE DES LIVRES ET DES REVUES DE HONGRIE PARAISSANT EN LANGUES ÉTRANGERES

215

L'édification socialiste

Les grandes tendances de l'enseignement

Le présent texte a été rédigé d'après les notes sténographiées de la conférence faite par l'auteur le 20 septembre 1972 aux Assises nationales de la Politique de l'Enseignement. De nombreux instituteurs, professeurs, maîtresses d'école maternelle, directeurs d'école, fonctionnaires des organismes du Parti, des conseils et d'autres autorités ont participé à cette conférence. Nous avons ici et là ajouté à ce texte certaines parties du rapport fait au Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois par György Aczél sur la situation actuelle et le développement de l'instruction publique.

Il y a à peine deux ans, dans son compte rendu au X[e] Congrès du Parti János Kádár déclarait que « les tâches qui s'imposent au pays, ainsi que l'évolution rapide des sciences et de la technique, exigent un élargissement incessant des connaissances et un renforcement de la formation professionnelle de la population, à l'échelle de la société tout entière. Par suite, le perfectionnement de l'instruction publique et le relèvement du niveau de la culture générale constitue l'un des problèmes fondamentaux de notre développement socialiste. Il est nécessaire que notre parti mette à l'ordre du jour et passe en revue l'ensemble du système de l'instruction publique. »

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

C'est par une analyse scientifique des tendances réelles que le congrès du parti a mis en évidence la nécessité de réexaminer la question de l'instruction publique.

L'analyse de la réalité a révélé trois ensembles de faits dont le point d'intersection est l'instruction publique. Il est apparu d'abord que les exigences accrues en ce qui concerne la production industrielle, agricole et intellectuelle ne sauraient être satisfaites que parallèlement au relèvement du niveau général de l'éducation. L'augmentation de ce niveau assigne partout dans le monde un objectif aux responsables de l'instruction : éliminer de l'enseignement tout ce qui est dépassé, superflu, rétrogade ou conservateur, et y faire circuler un courant moderne — donc progressiste.

Cette tâche apparaît particulièrement urgente dans les pays socialistes, ou au moins dans la plupart d'entre eux, où il s'agit non seulement de passer d'une manière révolutionnaire de la production à caractère agraire, héritage des temps révolus, aux formes modernes d'une production industrielle-agraire, mais aussi de créer une vie sociale d'un type nouveau et de permettre, grâce à un développement continu, la formation d'un idéal de vie socialiste.

Nous en arrivons ainsi au second groupe de phénomènes : la situation de la jeunesse à l'échelle mondiale, et tout particulièrement dans la société socialiste. La société, qu'elle soit capitaliste ou socialiste, a le même intérêt à intégrer les générations qui se succèdent ; cependant il existe, bien entendu, des contradictions de classe fondamentales entre les intérêts des deux sociétés. Nous souhaitons que cette intégration se fasse d'une manière socialiste. Or, pourrait-on affirmer que nous avons fait totalement nôtre le mécanisme scientifiquement généralisé et pratiquement éprouvé de ce processus ? Peut-on affirmer que les expériences des conditions anciennes soient encore valables dans une situation historique entièrement différente ? On peut par contre affirmer avec certitude que, pour examiner ce problème avec sérieux, il ne faut négliger aucun des quatre grands facteurs déterminant l'existence de la jeunesse dans la société, à savoir la famille, l'école, le travail et le mouvement.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi le rôle de l'école deviendra plus important dans cette décennie, relativement paisible et, espérons le, au cours des décennies à venir. Parmi ces raisons figurent le changement, la transformation de l'ancien système économique, les modifications survenues dans la condition sociale de la famille, ainsi que la lutte, les rivalités multiples, qui ne font que se développer entre les deux systèmes mondiaux.

A propos de ces phénomènes sociaux qui se produisent dans une sphère assez large, nous abordons un troisième ensemble de phénomènes qui tiennent au fait qu'il existe aussi, dans notre société édifiant le socialisme, des contradictions, des contradictions de développement, qui se font de plus en plus sensibles au fur et à mesure que nous avançons, et qui sont très nettement perceptibles dans la vie de l'école. Il ne faut pas oublier que nous avons hérité de l'ancien ordre social un système scolaire désuet. Avant la Libération, il y avait des différences énormes et inconciliables entre les écoles des villes, de la campagne et des hameaux dispersés. Avant 1945, seuls 34 pour cent des élèves pouvaient poursuivre leurs études jusqu'à l'âge de 14 ans. Au cours des trente dernières années nous avons remédié d'une manière fondamentale à cet état de choses, mais il existe encore des différences entre l'école des hameaux et celle des villes, et les chances des jeunes de poursuivre leurs études restent assez inégales, les élèves ne vivant pas et n'étudiant pas dans ces conditions également favorables. Si à présent, parvenus à un certain niveau de notre évolution, nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, les disparités entre les différents types d'école pourraient entraîner des tensions sociales.

Ces trois ensembles de phénomènes se manifestent en même temps dans le domaine qui nous intéresse, ce qui explique le fait que la décision relative à l'instruction publique ne reflète pas seulement des exigences d'ordre éduca-

tionnel, dont elle souhaite la satisfaction, mais montre également que nous sommes en présence de tâches sociales et politiques très importantes.

C'est donc à ces besoins, à ces exigences, que le Comité central a voulu satisfaire lorsqu'il y a à peine trois mois, il a précisé après une analyse approfondie la situation et les tâches qui imposaient le développement de l'enseignement.

LA MÉTHODE DE CONTROLE

Au cours de l'analyse de l'état de l'instruction publique, nous avons adopté la méthode du Comité central, appliquée de longue date dans l'élaboration des problèmes sociaux de grande portée. Un nombre très important d'organismes et des personnes ont pris part aux travaux d'examen de la situation actuelle de notre instruction publique et à définir les tâches nécessaires et réalisables dans un délai plus ou moins long. Ces travaux ont bénéficié du concours des organes du Parti, des institutions sociales, des organismes d'État, de chercheurs scientifiques, de dirigeants de l'industrie et de l'agriculture, des étudiants et des activistes, des personnalités de la vie publique, des parents d'élèves — et, bien entendu, en premier lieu des enseignants à tous les niveaux de l'instruction publique, des écoles maternelles à l'enseignement supérieur. Le dévouement, le zèle, la compétence, le sentiment de responsabilité sociale de tous ceux qui ont participé aux travaux ont apporté une fois de plus la preuve de l'efficacité du démocratisme de la vie publique socialiste, et ont témoigné des possibilités contenues dans ce démocratisme. La participation des enseignants a été particulièrement utile, car ce sont eux qui pouvaient fournir et ont effectivement fourni l'aide la plus efficace pour l'appréciation juste de la situation et l'indication des tâches à remplir.

Un long travail d'analyse a précédé le rapport de la commission déléguée par le Bureau politique, et qui avait dirigé les travaux de treize commissions de travail. Nous avons accompli le travail en deux étapes : au cours de la première phase nous avons analysé la situation et fixé les buts, tandis qu'au cours d'un deuxième temps nous avons élaboré les propositions. Les débats poursuivis au sein de ces commissions étaient entièrement libres. Je veux dire par là qu'on pouvait — et même qu'on devait — critiquer toutes les propositions ; il n'y avait aucun sujet tabou, toutes les questions, toutes les idées, toutes les propositions relatives à l'instruction publique pouvaient et devaient être soulevées et discutées. Les débats se sont déroulés librement et très sérieusement, les participants étant conscients de leur responsabilité, cela nous a valu des résultats appréciables, comme par exemple d'éviter le danger de subjectivisme ; le plus grand péril dans une société n'est-il pas en effet de confondre ses désirs avec la réalité ?

Lors des travaux préparatoires, les participants avaient rassemblé des centaines de documents et d'études personnelles, et discuté entre eux et avec les enseignants. Parmi ces participants, on comptait une cinquantaine de personnalités de la vie publique (savants, directeurs d'usines, hommes de lettres) qui ont fait des propositions relatives aux problèmes du développement de

l'instruction publique. Les documents et les études portaient sur tous les sujets ayant trait au contenu, au développement, à l'organisation, à la planification, aux méthodes et aux problèmes économiques de l'enseignement. Quant aux études, elles étaient basées sur une recherche très solide. (C'est ainsi que le rapport du Comité du département de Szabolcs-Szatmár a été rédigé en tenant compte des avis émis par 65 organismes de parti des écoles.)

A la fin de l'étape dite critique, nous avons envoyé — avec le consentement du Bureau politique — le résumé des discussions aux membres du Comité central qui, pour la plupart, nous ont apporté une aide précieuse grâce à des remarques écrites fort judicieuses.

Le projet présenté à la séance du Comité central a été débattu deux fois par le Bureau politique, mis à l'ordre du jour et discuté par la Commission culturelle de l'Assemblée nationale, le Syndicat des Enseignants, la Présidence de l'Académie des Sciences de Hongrie, la Fédération des Sociétés techniques et des Sciences naturelles, le Comité central des Jeunesses communistes ; en outre, tous les ministères et autorités nationales principales ont donné leur avis, et un collectif de la jeunesse scolaire a pris part à la discussion des problèmes et des tâches qui nous attendent.

LA QUESTION DE LA QUALITÉ

L'amélioration de la qualité constitue une tâche primordiale dans tous les domaines de l'enseignement. L'amélioration de la qualité signifie aujourd'hui, selon nos exigences présentes, l'élévation du niveau culturel des grandes masses. Le Comité central a ainsi pris la décision d'améliorer en premier lieu le niveau de l'école primaire, en réduisant l'écart entre les différentes écoles. Il faut essentiellement concentrer les efforts sur le développement de l'école primaire, qui assure l'efficacité de l'enseignement secondaire, et même de l'enseignement supérieur ; la nécessité de cet effort s'explique aussi par le fait que ce sont les conditions de l'enseignement dans les écoles primaires qui ont le moins évolué au cours des décennies passées.

C'est dans les écoles professionnelles qu'est dispensé l'enseignement à l'intention de la plus grande partie de la classe ouvrière. Après avoir terminé les huit classes de l'école primaire — donc à l'âge de 14 ans — les jeunes peuvent s'inscrire dans les écoles professionnelles. Les objectifs éducatifs sont en général satisfaisants, l'élévation du niveau dépend essentiellement du perfectionnement des conditions actuelles. Il importe surtout d'assurer la collaboration de bons pédagogues et d'enseignants spécialisés, mais il est non moins indispensable de se concilier le secours matériel et moral des usines, des fermes d'État, et des coopératives agricoles. Si nous ne pouvons obtenir cet appui, le recrutement du personnel des usines et des fabriques s'avérera plus difficile, et l'éducation de la future classe ouvrière en pâtira elle aussi. Il ne s'agit d'ailleurs pas là uniquement d'une question de recrutement. Il faut faire en sorte que l'éducation des générations futures les rende aptes à répondre à des besoins de plus en plus exigeants. La tâche éducative des usines, des fermes d'État et des coopératives

de production agricole est en fin de compte aussi importante que leurs tâches économiques, et la formation continue des travailleurs doit faire partie de leur activité. C'est tout simplement une question de comportement à l'égard des gens. Il est arrivé plus d'une fois en Hongrie qu'un directeur administratif ait été relevé de ses fonctions pour n'avoir pas répondu aux attentes au point de vue économique. A mon avis, on peut très bien imaginer un dirigeant pouvant être à l'avenir congédié pour s'être mal comporté à l'égard des gens, ne s'être pas soucié de leur formation et de leur perfectionnement professionnels.

Dans le domaine scolaire également, c'est l'élévation de la qualité qui importe. L'école secondaire professionnelle s'était assigné un but très attirant : assurer, à côté de connaissances spéciales, un enseignement polyvalent. Cette conception s'est cependant révélée dénuée de réalisme. Aussi ces écoles n'assumeront-elles à l'avenir qu'une seule tâche dans le domaine de la formation : préparer les élèves aux examens d'admission des établissements d'enseignement supérieur correspondants. Par exemple : l'école secondaire professionnelle de la santé publique, tout en décernant un diplôme d'infirmière, doit préparer ses élèves aux examens d'admission de la faculté de médecine ; les écoles professionnelles industrielles, à l'admission à l'école polytechnique et aux écoles supérieures techniques ; les écoles professionnelles d'agriculture aux facultés d'agronomie.

Nous changerons aussi les objectifs professionnels des écoles secondaires agricoles et industrielles. Dans le cadre de ces institutions, nous voulons assurer aux élèves, non pas une base technique, mais une formation professionnelle.

Nous poursuivons le même but d'amélioration de la qualité dans les lycées. La mise en place d'un enseignement plus différencié, l'application du système des cours facultatifs, sont destinées à favoriser à la fois l'accession à l'enseignement supérieur et l'adaptation à la vie.

Je tiens aussi à souligner qu'à l'avenir, tout élève aura le droit de se présenter à l'examen d'admission à l'université, indépendamment de l'école fréquentée et de la date à laquelle il aura passé le baccalauréat, ce dernier n'étant même pas indispensable, selon les règlements en vigueur, pour se présenter aux examens d'admission aux universités.

L'élévation du niveau de l'enseignement et de l'éducation doit être réalisée dans les cadres actuels du système scolaire. La transformation des structures du système scolaire ne présente pour l'instant aucun caractère d'urgence. Les structures actuelles de l'enseignement en Hongrie renferment encore de nombreuses possibilités de développement, qu'il s'agisse des bases de cet enseignement, de l'éducation des enfants ou de la formation différenciée, etc.

Des changements de structure auraient quelque chose de plus spectaculaire et ressembleraient davantage à un progrès. Nombreux sont ceux qui s'attendaient à une décision de cet ordre à l'issue des analyses auxquelles nous nous sommes livrés. On a espéré que le gouvernement étendrait la durée de la scolarité de 8 à 12 ans. Mais, dans la situation actuelle, une telle décision n'aurait servi qu'à voiler les faiblesses de contenu, et nous aurait empêché de concentrer nos forces sur la modernisation réelle de l'enseignement, sur l'élaboration du nouveau programme, sur le développement de la pluridisciplinarité, sur l'édu-

cation polyvalente, sur le perfectionnement des méthodes d'éducation et d'instruction, et sur l'élargissement de la démocratie scolaire.

Il est vrai que 91 pcur cent de nos enfants vont jusqu'au bout des huit classes de l'école primaire, mais ce n'est pas le cas pour 9 pour cent d'entre eux. Il est vrai aussi, n'oublions pas, que tel que nous assurons un enseignement spécialisé dans le cycle supérieur de l'école générale à 95 pour cent des élèves, 5 pour cent des élèves fréquentent encore des écoles où cette spécialisation n'existe pas. La prolongation de la durée da la scolarité aurait augmenté la différence de niveau entre les écoles des villes et celles des villages et entre les écoles des villages et celles des hameaux, ce qui, en tenant compte des conditions de la poursuite des études aurait dans le meilleur des cas perpétué les différences selon les régions et les couches sociales. La transformation des huit classes en douze aurait eu pour conséquence d'élever encore le niveau dans les villes, alors que dans les villages, et surtout dans les hameaux dispersés, le fossé déjà existant se serait encore approfondi. Or, la suppression de ces différences n'est pas seulement un important problème politique, mais aussi un problème social de grande portée. Les inégalités familiales — au détriment des travailleurs physiques — sont les conséquences de conditions sociales objectives qui tendent graduellement à disparaître, mais qui persisteront encore assez longtemps.

Or notre société — la société des ouvriers et des paysans — ne peut tolérer qu'en maints endroits, l'école ne soit pas en mesure d'effacer ou de réduire ces inégalités, et même qu'elle les accentue parfois. La susceptibilité des parents se comprend, puisqu'ils veulent assurer à leurs enfants des possibilités de développement qui leur avaient jadis été interdites, et on comprend de même qu'une tension se fasse sentir au sein de la jeunesse éprise de justice. N'oublions pas que rien ne blesse autant les gens que de voir leurs enfants exposés à une offense. Nous avons également tenu compte de ces sentiments lors de l'élaboration de notre politique d'enseignement, par exemple lorsque nous avons introduit le principe des cours facultatifs. Ceci signifie qu'à partir de la seconde classe des lycées, donc dès l'âge de 15 ans, les élèves peuvent apprendre d'une manière plus approfondie une langue, suivre des cours de musique ou étudier une matière correspondant à leurs inclinations. Jusqu'ici, c'était l'ambition des parents qui en décidait. Or, depuis la mise en place du nouveau système, on peut aussi prendre en considération l'avis plus objectif des professeurs sur leurs élèves — ce qui s'avère finalement plus avantageux pour l'enfant. On ne pouvait jusqu'ici dispenser un enseignement facultatif qu'à un tiers des élèves des lycées, et la différenciation commençait dès la première classe.

L'ÉCOLE ET LES ENFANTS DES TRAVAILLEURS PHYSIQUES

Dès avant le X^{e} Congrès du PSOH, et au cours des débats précédant et préparant la réunion du Comité central, nous nous étions occupé de la question de la proportion des enfants des travailleurs physiques poursuivant des études, de la possibilité de leur inscription dans les écoles secondaires, les universités

ou les écoles supérieures. On discute toujours plus ou moins ouvertement de la question de savoir si on a bien fait, il y a dix ans, de supprimer la catégorisation des élèves selon la profession originelle des parents. Il s'agissait comme dans le cas des prescriptions relatives à la proportion des enfants d'origine ouvrière et paysanne* d'assurer cette proportion par des mesures administratives lors de l'inscription dans les écoles secondaires et les établissements d'enseignement supérieur.

Certains estiment qu'on aurait dû continuer à faire des distinctions entre les parents suivant la profession qu'ils exerçaient en 1938 ou en 1945. Les partisans de cette solution ne tiennent pas compte des profonds changements survenus dans la structure sociale de notre pays. Depuis la Libération, des centaines de milliers d'ouvriers sont devenus des dirigeants. Un quart de ceux qui aujourd'hui ont une activité intellectuelle, étaient à l'origine des ouvriers ou des paysans. Si l'on tient également compte de ceux qui n'étaient pas eux-mêmes des travailleurs physiques, mais dont les parents l'étaient (ou le sont encore aujourd'hui), il apparaît qu'environ 75 pour cent des travailleurs intellectuels sont recrutés dans la classe ouvrière ou paysanne. Si, d'autre part, on rangeait parmi les enfants des travailleurs manuels les enfants, continuant leurs études, des intellectuels d'origine ouvrière, cette proportion approcherait 60 pour cent, dans les universités et les écoles supérieures, et dépasserait même ce chiffre dans les écoles secondaires.

Une nouvelle génération grandit, élevée par notre régime, elle a été suivie par la génération actuelle et même par la suivante, nées toutes deux à l'époque de l'édification du socialisme. Les familles qui assurent à leurs enfants des conditions plus favorables au point de vue intellectuel, ne constituent nullement une couche profitant d'une manière institutionnelle de privilèges culturels. Ce serait donc commettre une grave erreur que d'interpréter comme un antagonisme de classe les différences entre certains groupes sociaux. Il est d'autre part exact que nous n'avons pas encore pu assurer à tous des conditions de scolarité égales, dignes de l'égalité des droits — et cela malgré le fait que le monopole culturel ait été supprimé dans notre pays. Pour atteindre ce but, de grands efforts et un temps encore long seront nécessaires.

Une bonne partie des familles ouvrières et paysannes sont devenues plus exigeantes sur le plan culturel. Néanmoins, elles ne peuvent pour l'instant pas encore éveiller chez leurs enfants autant d'aspirations culturelles, qu'une famille d'intellectuels, où la poursuite des études va de soi, ni fournir à leurs enfants l'appui qu'une famille intellectuelle est prête à assurer — souvent même indépendamment des goûts de l'enfant, et au risque de lui faire rater sa vie — appui matériel souvent considérable, leçons particulières, etc. Avantages incons testables du point de vue de la poursuite des études.

Bien entendu, l'évolution de notre société, la réduction des différences essentielles entre le travail physique et intellectuel, la révolution culturelle, l'activité sociale consciente, l'épanouissement de la démocratie socialiste, tout cela a pour résultat d'améliorer et d'égaliser les conditions permettant aux

* Jusqu'en 1963, l'admission de 51 pour cent de ces enfants était prescrite dans chaque faculté.) *Note de la Rédaction.)*

enfants des travailleurs physiques de prolonger leurs études. Cependant, la réduction, le nivellement des inégalités existant entre les groupes sociaux ne sauraient être considérés en général comme un simple processus spontané et automatique.

Pour améliorer les conditions nécessaires à la poursuite d'études supérieures dans le cas des enfants doués, fils et filles de travailleurs physiques, il ne suffit pas d'avoir recours à la spontanéité, à l'évolution sociale « en général ». Il faut stimuler, aider plus activement les enfants des travailleurs physiques, afin qu'ils se présentent en plus grand nombre dans les écoles secondaires, dans les écoles supérieures et dans les universités — et qu'ils y fassent bonne figure.

Le secours de la société est nécessaire. Coopératives et entreprises doivent créer de nouveaux internats, des bourses doivent être accordées en plus grand nombre, et d'autres formules d'aide sociale nouvelles ou ayant fait leur preuve, doivent être appliquées. Nous attachons un grand prix à cette activité — comme à celle qui consiste à fournir aux étudiants des emplois supplémentaires tels que répétitions, assistance personnelle ou par correspondance. Ces activités ne sont nullement à sens unique ; elles favorisent en effet également le développement de celui qui apporte son aide. C'est aussi une occasion pour les étudiants de s'exercer à une activité communautaire, de faire l'apprentissage d'une existence utile, riche de sens ; ces mouvements deviennent des écoles où s'acquiert le sens de l'humain.

Nous ne modifions donc pas fondamentalement la structure de notre système scolaire. Par contre, nous avons décidé de réduire les différences touchant aux conditions des études, de manière que les plus forts puissent progresser, mais que les possibilités des plus faibles soient rapidement et efficacement accrues.

Nous avons aussi à nous occuper du développement du système scolaire et du développement à long terme de la structure de l'enseignement. Les instituts scientifiques doivent mettre au point un projet de système scolaire pour l'avenir. La mise au point de ce projet, qui prendra plusieurs années, n'empêchera pas d'avancer, dans les limites des structures actuelles, sur la voie de la modernisation, de l'amélioration de la qualité. C'est là le meilleur moyen de frayer le chemin à un nouveau système scolaire.

LES TACHES DE L'ÉTAT

En mettant à exécution les décisions du Comité central, n'oublions pas de mentionner les tâches des autorités suprêmes de l'État, ni les principes fondamentaux qui présideront au travail pratique des organismes centraux.

Il faut réduire le programme, éviter la surcharge des élèves. Les autorités en question devront introduire des changements dans la vie interne de l'école, dans le contenu et dans les méthodes de l'enseignement et de l'éducation ; elles feront en sorte de développer graduellement les conditions matérielles et les effectifs du personnel de l'école ; la formation des enseignants devra être perfectionnée et la conscience de leurs responsabilités accrue.

Il faut augmenter l'autonomie du travail pédagogique.

Il faut élargir le rôle consultatif du personnel enseignant, lui laisser une plus grande liberté de décision.

Il faut faire le nécessaire pour augmenter le prestige du travail pédagogique.

Il faut insister pour que, dans la vie scolaire, les droits et les obligations des élèves s'accroissent en même temps que le sentiment de leur responsabilité.

Les autorités suprêmes doivent veiller à ce que les organes administratifs spéciaux de l'instruction publique comprennent l'essence de cette décision, facilitent sa mise en pratique et exécutent les tâches qui en découlent.

Elles devront aider par leurs propositions et leurs directives, les organes administratifs spéciaux, en vue d'un meilleur accomplissement de leurs buts.

Il convient de déterminer d'un commun accord avec les instituts scientifiques les activités visant au développement à long terme du système scolaire, de prendre des initiatives, de contrôler et apprécier les résultats des expériences entreprises.

PRÉPARER L'AVENIR

L'instruction publique dès aujourd'hui se doit de songer à l'avenir en préparant la jeunesse. Il semble paradoxal de dire, mais c'est une vérité profonde, que ce travail préparatoire incombe aux pédagogues qui ont acquis hier — au sens historique, concret du terme — leur qualification, qui la font valoir aujourd'hui, et qui forment la jeunesse de demain. Il y a là une contradiction qui ne peut être résolue avec les méthodes anciennes, mais seulement grâce à une nouvelle manière de procéder.

Il est impossible de satisfaire aux exigences de l'avenir en essayant d'enseigner tout ce dont aura besoin la jeunesse actuelle dans 25 ou 30 ans. Les jeunes doivent se préparer non seulement pour l'avenir, mais aussi pour le présent. Notre travail serait sans résultat si nous préparions aux techniques futures quelqu'un qui à la sortie de l'école, devra faire usage de la technique actuelle. Impossible encore de conditionner un élève en vue de la société telle qu'elle sera dans vingt-cinq ans puisque l'adolescent à sa sortie de l'école fait son entrée dans la société actuelle. A l'heure actuelle, il arrive souvent que le fait de travailler dans l'enseignement avec des notions idéales entraîne des conséquences fâcheuses, alors qu'une partie des enfants vivent encore dans des circonstances qui sont loin d'être idéales.

C'est pourquoi, aux termes de notre décision, l'école doit en toute chose donner des bases ; que ce soit en matière d'enseignement ou d'éducation, il faut apprendre aux jeunes à penser, et à penser par eux-mêmes. Il ne faut pas préparer les jeunes uniquement aux études supérieures, mais aussi les rendre capables de s'adapter à cette formation continue qu'exige la vie. Nombreuses sont les questions que devront repenser instituteurs et professeurs avant d'être à même d'élaborer le future programme d'enseignement.

Le premier problème — qui mène d'ailleurs à la solution — est celui que pose l'interprétation juste du savoir et de la culture. De nos jours, on comprend

communément par savoir la connaissance statique des faits, des données. Cette façon de penser est encore renforcée dans l'opinion publique par la popularité que connaissent des jeux radiophoniques impliquant des connaissances encyclopédiques. Or, l'interprétation moderne du savoir est tout autre. Le savoir moderne signifie l'appropriation des connaissances de base les plus importantes, leur application, la possibilité de les utiliser judicieusement, et la capacité de s'adapter aux exigences nouvelles dans le domaine de la culture générale et professionnelle. Dans notre conception de la culture, il faut mettre l'accent sur les exigences fondamentales de la société socialiste moderne. Cette conception doit impliquer une manière de voir intégrée, la sensibilité, la réceptivité vis-à-vis de toutes les valeurs de la civilisation, une curiosité incessante, l'art de s'orienter dans les choses de la vie, dans l'évolution de notre société, la compréhension de la place qu'occupe l'individu dans les communautés petites ou grandes, et enfin la capacité d'utiliser le savoir pour le bien de la communauté.

Pour atteindre ce but, il ne suffit pas de garantir une juste proportion entre les sciences humaines et naturelles ; il faut également assurer une culture esthétique approfondie, donner à la culture physique la place qui lui revient, et surtout développer un rapport positif à l'idéal socialiste : le sens de la responsabilité à l'égard de la communauté.

On n'a pas seulement besoin de connaissances concrètes mais aussi, au-delà d'une sélection bien faite, d'une idéologie, d'une éthique humaine aussi élevée que possible. Ce qui empêche l'épanouissement de ces valeurs, c'est encore le maximalisme et le lexicalisme qui font surtout du tort aux enfants, qui se trouvent placés dans des conditions défavorables, dont les aptitudes ne sont pas moindres — et souvent même meilleures que celles de leurs camarades — mais qui, du fait de leur origine, n'apportent avec eux que relativement peu de connaissances ; pour ces enfants, l'école prend une signification beaucoup plus grande que pour ceux dont les conditions familiales sont plus favorables.

Il faut donc, au cours de l'élaboration des nouveaux programmes, rompre avec ces exigences maximalistes. N'oublions pas qu'à l'heure actuelle, 20 pour cent des élèves ne terminent pas l'école primaire en huit ans, parce qu'ils doivent redoubler. Il faut essayer de réduire ce chiffre dans l'avenir. 11 pour cent des élèves échouent dès la première classe. Le taux des échecs est aussi élevé — de 25 à 30 pour cent — dans les écoles secondaires, et dans les universités de 15 à 20 pour cent.

Surtout dans les écoles primaires, mais aussi dans l'enseignement secondaire — il faut avoir des exigences qui ne surchargent pas les élèves mais qui, au prix d'un effort, certes, peuvent être satisfaites.

CULTURE HOMOGENE ET DIFFÉRENCIÉE

Un débat se poursuit sur les problèmes de la culture homogène et différenciée à l'école. Certains prétendent que la culture homogène de base qui doit être dispensée à l'école primaire ne tolère aucune différenciation. Nous sommes d'avis qu'au-delà de certaines connaissances standard — qui constituent une base suffisante permettant l'assimilation de différentes notions spéciales et de disciplines scientifiques — il faut davantage tenir compte des goûts individuels, des dons particuliers, pour que les talents puissent mieux s'épanouir. La révolution socialiste a ouvert le chemin à une éducation complète, polyvalente de l'homme, ce qui ne signifie pas du tout que l'on doive dans le domaine culturel offrir à chacun le même enseignement. Makarenko écrit à ce sujet : « Une tâche organisatrice digne de notre époque ne peut être autre chose que la création d'une méthode qui est, d'une part générale et homogène et qui offre d'autre part à chaque individu la possibilité de déployer ses capacités, conserver son individualité et lui permet de progresser conformément à ses aptitudes ». Nous ne voulons donc pas donner de culture unilatérale ; il s'agit seulement d'assurer des connaissances de base obligatoires pour chacun, réservant leur place aux inclinations et aux capacités individuelles. (Remarquons encore que dans notre pays, pauvre en matière première, le talent et son épanouissement doivent jouer un plus grand rôle.)

Dans notre enseignement, le procédé le plus conservateur est peut-être celui de la notation. Ce système s'est constitué il y a longtemps et n'a pas évolué depuis. Les besoins sociaux et, parallèlement, les fonctions de l'école ont changé ; dans de nombreux cas, l'école ne semble avoir fait quoi que ce soit pour dispenser aux élèves les connaissances qu'exige la vie, se contentant d'enregistrer de façon mécanique le rendement des élèves et de prendre des sanctions en cas de mauvais résultats. Il arrive souvent que les études semblent avoir pour but, non pas l'acquisition de connaissances, mais l'obtention de notes. Dans ce cas-là, c'est précisément l'essence des études qui se perd. La contrainte extérieure prend la place du stimulant intérieur, la soif de savoir.

Dans le même ordre d'idées, on commet aussi l'erreur de penser que l'efficacité du travail pédagogique se mesure aux notes, et que l'autorité des enseignants dans l'enseignement supérieur est fonction du nombre des élèves ou des étudiants reçus ou recalés.

Nous sommes convaincus que la notation est nécessaire, mais qu'il faut adopter — à la place du système actuel, qui présente un caractère nettement coercitif — un système qui incite davantage à l'étude, et favorise l'éveil de la curiosité intellectuelle.

Je voudrais dire un mot des expériences qui se poursuivent dans les écoles. Les changements dans le contenu de l'enseignement ne vont pas sans la mise au point de ces conceptions suivie d'expérimentations, de l'introduction de ces réformes et de la mise en place d'un réseau d'écoles-pilotes en vue d'éveiller l'intérêt et l'esprit d'initiative des enseignants dans le domaine de la recherche pédagogique. Les expériences qui se poursuivent dans les écoles entraînent une grande responsabilité. L'objet de l'expérience est l'être humain et son ave-

nir, ne l'oublions pas ! Le sens de la responsabilité est une bonne chose, mais qui peut se changer en son contraire sous une tutelle mesquine et bureaucratique. Car le bureaucratisme existe encore dans l'instruction publique hongroise, avec trop d'instructions et de règlements. Le recueil des règlements actuellement en vigueur constitue un volume de plus de mille pages. Parmi les règlements et l'instruction, il y en a d'utiles, de salutaires, certes, mais une réglementation outrée ne favorise pas le travail.

Il existe aussi des dispositions bureaucratiques franchement déplaisantes ; il n'est pas douteux qu'il faille les changer.

De nombreux problèmes attendent leur solution conformément à la décision du Comité central. Il est bien entendu impossible de les traiter tous ici. Il y en a cependant de très importants, tels que le rôle accru dans l'enseignement des mass-média modernes, la formation des enseignants ou le développement des sciences pédagogiques. A ce propos, je voudrais mettre l'accent sur l'aide accrue qu'il faudrait accorder aux enseignants qui travaillent dans des conditions peu favorables. Il faut réfléchir à la manière de venir en aide au jeune maître qui enseigne dans une petite école et qui s'occupe, dans une même salle de deux ou même de trois classes, quand ce n'est pas quatre ! La télévision, la radio pourraient exploiter davantage la possibilité de faire parler des savants, des chercheurs qui prêteraient volontiers leur concours au professeur dans son enseignement. Il est de même nécessaire que la télévision participe efficacement au travail de la formation des enseignants.

L'ACTIVITÉ ET LE ROLE DES ENSEIGNANTS

La décision du Comité central est irréalisable sans le consentement et une activité consciente des enseignants. Nous sommes fermement convaincus que les éducateurs comprennent et approuvent nos objectifs, et qu'ils mettront au service de leur réalisation leur travail, leur activité et leur savoir — et qu'ils consacreront de bon cœur leur énergie et leur temps à la bonne cause. Car nous savons que l'immense majorité des enseignants voue toutes ses forces à l'école et aux enfants. Il faut que la société apprécie mieux leur travail, leur témoigne d'une manière plus évidente sa reconnaissance sociale et leur fasse sentir toute notre confiance.

Jusqu'ici, le travail pédagogique était sujet à d'innombrables contraintes. Naturellement, il existe des enseignants mal formés qui ont besoin d'être soutenus, soumis au contrôle fréquent, à des observations réitérées. Mais, pour diriger judicieusement quelqu'un, il faut aussi lui faire confiance. La direction doit prendre en considération, non pas des exemples négatifs, mais surtout les exemples positifs, et au moment de la décision, il faut considérer tout d'abord les innombrables enseignants dont la conscience professionnelle est sans défaut. Les meilleurs enseignants et directeurs d'école — ceux qui savent prendre des initiatives, qui sont le mieux préparés, et qui ont le sens de leur responsabilité à l'égard des enfants — sont très gênés par un grand nombre de mesures de contrainte, et ne peuvent que ressentir de l'amertume lorsqu'un inspecteur au

cours de sa visite ne s'attache qu'aux éléments formels. La tâche de la direction — celle des inspecteurs et des directeurs d'école — et du personnel enseignant consiste à ne pas entraver, mais à soutenir ceux qui sont à la recherche de méthodes meilleures, plus efficaces, à encourager et à stimuler — au lieu de les décourager — les pédagogues qui font un travail fructueux.

L'une des conditions fondamentales d'un choix libre des méthodes pédagogiques est l'existence d'enseignants bien formés. Dans ce domaine aussi, nous avons du pain sur la planche.

Depuis quelque temps, il semble que des points de vue commerciaux interviennent parfois dans la carrière pédagogique, notamment lors des concours ou de l'engagement de nouveaux enseignants. Sous prétexte d'autonomie du directeur, du droit de gérer les fonds et les intérêts destinés au traitement du groupe des enseignants, il est arrivé qu'on préfère un pédagogue « bon marché », un enseignant sans qualifications, à un autre qualifié, parce que cette solution permettait d'économiser 500—600 forints, et de les répartir entre les autres. Il faut s'opposer à de telles manipulations.

En ce qui concerne les éducateurs sans qualifications, nous n'avons hélas pas encore les moyens de renoncer à les employer, mais il faut s'efforcer de réduire leur nombre aussi rapidement que possible. C'est dans ce but que nous avons prévu l'augmentation du nombre des établissements destinés à la formation des enseignants.

LE DÉMOCRATISME SCOLAIRE

Nous voudrions parler tout particulièrement de nos efforts en vue de l'élargissement et du renforcement du démocratisme scolaire. Cette préoccupation comporte aussi des intérêts sociaux. Il faut apprendre le démocratisme aux gens. Quel meilleur terrain à cet effet que l'école ? C'est pourquoi le démocratisme scolaire précède même, sous maints aspects, certaines formes du démocratisme social.

Nous n'en sommes pas encore là pour l'instant, et les cadres manquent aussi dans une grande mesure. Il faut donc tout d'abord créer les cadres. Il faut rendre les gens conscients du fait que les enseignants ont le droit d'intervenir dans les questions intéressant l'école tout entière. Seul est capable d'apprendre aux autres le démocratisme l'enseignant qui le pratique lui-même. L'éducation dans notre pays ne peut être efficace si les pédagogues ne peuvent exercer leurs droits démocratiques et s'ils n'ont pas l'impression d'être étroitement liés à leur école.

Certains pensent que cela restreint les droits du directeur, que son autorité en souffre. C'est là une attitude erronée. Si l'autorité du directeur ne repose que sur une vaine habitude de donner des ordres, il y a lieu d'y remédier. La véritable autorité du dirigeant se fonde sur l'autorité du personnel enseignant. Là où l'enseignant manque d'autorité, le directeur ne peut en avoir. Souvenons-nous de nos anciennes écoles : leur renommée ne tenait pas simplement à l'autorité du directeur ; les professeurs, les éducateurs, tous les enseignants

y avaient leur part : maintes œuvres de la littérature hongroise en apportent la preuve.

Certes, le directeur doit prêcher l'exemple par son engagement, ses convictions politiques, ses connaissances professionnelles, ses capacités de dirigeant — ce qui est d'ailleurs le devoir de tout chef. Et la démocratie scolaire doit y contribuer.

On émet aussi parfois l'avis que les pédagogues ne sont pas encore à la hauteur de l'exercice de droits plus étendus. Nous avons refusé ce point de vue, car on peut affirmer à juste titre que le fait d'obtenir des droits est indépendant du seul désir d'en avoir. En effet, nous avons en général de bons directeurs, mais il en est aussi de moindre valeur. On peut supposer que parallèlement au renforcement de la démocratie, l'évolution dans ce sens produira de bons résultats et qu'il y aura moins d'abus. Certains continueront à l'avenir à ourdir des intrigues, à saper la discipline de travail, mais si nous avions craint les exemples négatifs et si nous avions redouté l'épanouissement de la démocratie dans la société, nous ne serions pas parvenus là où nous sommes, et nous ne progresserions pas aussi rapidement dans le développement de la démocratie socialiste. Il ne faut donc pas craindre les dangers, nous disposons heureusement de moyens pour y parer, pour corriger les erreurs ; il faut partir en premier lieu non pas de données négatives, mais de ce qui est positif ; il faut se garder de considérer les gens comme des êtres mineurs — et surtout ceux auxquels nous avons confié l'éducation de nos enfants. Ce n'est pas une coïncidence si c'est précisément dans les écoles où les rapports entre les dirigeants et le personnel enseignant sont défectueux que les relations entre professeurs et élèves laissent également à désirer.

Mais ce problème a aussi un autre aspect. Il faut apprendre à faire usage de la démocratie, et si un pédagogue est dans l'embarras lorsqu'il s'agit de se prononcer sur une question, la faute en est certainement à l'atmosphère de l'école. La direction de l'école doit être franche, les décisions touchant la totalité des élèves doivent être prises au grand jour, devant l'ensemble des professeurs. Il faut donc créer les conditions d'un corps enseignant homogène et éviter son atomisation; il faut veiller aussi à ce que la décision responsable, personnelle du directeur soit prise en fonction de l'opinion du personnel enseignant.

Nous sommes sûrs que la majorité des directeurs sont aptes à remplir leurs tâches. Ceux d'entre eux qui ne seraient pas à même de remplir leurs fonctions — il s'agit d'une faible minorité — devront être aidés afin de faire valoir leurs connaissances dans un autre domaine ; qu'ils soient relevés de leurs fonctions sans dommages moraux ni matériels et qu'ils puissent continuer dans un autre établissement leur travail de professeur.

Il y a de bonnes raisons pour que la décision relative à l'instruction publique s'occupe avec insistance de la vie à l'intérieur de l'école, de la question de la démocratie scolaire. C'est l'autorité de l'enseignant, son poids dans la société qui sont en jeu. Il existe dans notre société plusieurs moyens de raffermir l'autorité d'une certaine couche. Je dirai pour simplifier qu'il est possible d'accroître l'autorité par en haut et par en bas. Il y a plusieurs moyens de

renforcer, d'en haut, l'autorité, et nous sommes d'avis que dans les conditions sociales actuelles, c'est à la fois nécessaire et indispensable. Mais le but n'est atteint que dans le cas où cela se double d'une augmentation de l'autorité venue d'en bas, motivée par le travail des enseignants.

Les enseignants ont tout notre respect, toute notre reconnaissance, mais nous pourrions leur décerner trois fois plus de distinctions, leur assurer plus de séjours dans les maisons de vacances, élire les meilleurs d'entre eux parmi les dirigeants des différentes organisations sociales, toutes choses que nous faisons effectivement, tout cela vaudrait peu de choses et ne serait que feu d'artifice si, dans les hameaux, dans les villages et dans les villes, la qualité accrue de leur travail n'augmentait pas leur autorité et si cette autorité ne se manifestait pas également au dehors de l'école, sous la forme d'une force morale, professionnelle, et disons-le ouvertement, politique.

Dans la démocratie socialiste, c'est sur le terrain du travail que l'autorité s'acquiert. L'autorité sociale des enseignants doit être recherchée dans cette direction. Les organismes du Parti et du gouvernement tiennent très sérieusement compte de l'autorité résultant du travail à l'école. En effet, lorsque nous avons reconnu le rôle accru de l'école dans la société socialiste, nous avons en même temps déclaré que sans bonne école il n'y a pas de progrès, et que sans enseignants qualifiés, capables d'agir en plein indépendance il n'existe pas de bonne école.

AUTORITÉ ET DÉMOCRATIE A L'ÉCOLE

Parlant de véritable autorité, d'autorité socialiste, j'aimerais envisager cette question au point de vue de la jeunesse. Dans les milieux faussement radicaux, gauchistes, on soutient volontiers — et parfois avec quelque succès — que les jeunes ne respectent pas l'autorité, parce qu'ils la considèrent comme une survivance petite-bourgeoise. Certains pensent aussi que le culte de la personnalité était fondé sur un respect forcé de l'autorité, et que le respect de l'autorité conduit par conséquent au culte de la personnalité. Cela est faux : il y a deux sortes de respect de l'autorité ! Honorons et apprécions l'autorité acquise dans la société : l'autorité socialiste, féconde et précieuse, acquise au prix du travail, de l'honnêteté et des résultats obtenus.

L'école doit avoir un rôle décisif dans ce domaine, et savoir inculquer à la jeunesse le besoin, le respect fondé de l'autorité. C'est à l'école qu'il faut commencer et former la conscience d'une échelle de valeur dont le principe suprême est le respect du travail et des résultats obtenus. Les enseignants eux-mêmes vous diront avec quelle affection les enfants s'attachent aux maîtres qui ne se ménagent pas dans le travail, qui font preuve de fermeté de caractère, et de sûreté de jugement. Les pédagogues savent qu'on ne trompe pas les enfants et qu'on ne peut abuser impunément de leur clairvoyance. Lieu commun, certes. Mais il y en a peu pour se dire que la réflexion sur l'autorité est un produit historique. Il existe donc une tradition de l'autorité, une tradition de l'interprétation de l'autorité, qui influence notre conception à ce sujet.

A côté des bonnes traditions, il en survit aussi de mauvaises. Jadis, le respect féodal d'une autorité établie, formelle, était très répandu en Hongrie. Ce respect de l'autorité formelle a aussi marqué la structure de notre système scolaire par ailleurs sous l'influence « prussienne » d'une éducation militaire. Or, la démocratie scolaire, la démocratie elle-même, n'ont pas de traditions en Hongrie. Ce qui ne signifie pas que nous pouvons négliger pour autant cette démocratie au contenu nouveau d'une école d'un type nouveau lui aussi. L'autorité et la démocratie dans la société socialiste sont deux facteurs qui ne se contredisent pas, mais qui se complètent, l'une ne pouvant exister sans l'autre. Une autorité fondée sur le travail, une démocratie fondée sur l'activité publique des communautés allant en se développant : notre devoir consiste à implanter tout cela dans les écoles.

L'esprit communautaire, la conscience de la démocratie scolaire, de l'appartenance à l'école font encore assez souvent défaut. J'irai jusqu'à dire qu'il existe des endroits où le vieil esprit est plus fort que le nouveau. Peu importe, ce n'est qu'une difficulté de plus à surmonter ! Le sentiment de faire étroitement partie de l'école doit être de plus en plus ancré dans les esprits ! Là encore, nous sommes en présence d'un mélange de traditions bonnes et mauvaises. A nous de choisir les bonnes ! Il s'agit de développer la démocratie dans l'école, intelligemment, calmement, posément mais non pas en s'armant de précautions excessives, du bout des dents parce qu'on nous y oblige ; c'est là le chemin à suivre, et les résultats, malgré les quelques erreurs commises, en vaudront certainement la peine.

Le résultat du travail décidera de la valeur de la méthode. La vie justifie toute nouvelle initiative bien inspirée. Laissons le chemin libre à la démocratie, et par la même occasion nous ouvrirons aussi la voie à l'éducation de l'homme socialiste. Responsabilité et esprit d'initiative sont indissolubles.

ÉCOLE ET TRAVAIL

Les élèves doivent apprendre à l'école ce qu'est le travail. Ils doivent y découvrir la beauté, le goût du travail bien fait. La garantie suprême d'une vie non dépourvue de sens est dans le travail bien fait. Le principal domaine de notre éducation idéologique est le travail. Non pas sous une forme bâclée et mal comprise comme cela s'est fait en plusieurs endroits, avec l'introduction de la semaine des 5 + 1.

Sur 5 des 6 jours d'enseignement, on enseignait les matières scolaires. Le 6e jour, les élèves se consacraient à des travaux manuels et pratiques. Dans beaucoup d'endroits l'essai n'a pas été concluant.

Ce qu'il faut c'est développer des aptitudes, des qualités, de l'habileté manuelle à la persévérance dans le travail — qualités indispensables à toutes les activités, qu'elles soient physiques ou intellectuelles. Dans ce sens, les études sont un travail, et celui qui s'habitue au travail des écoles et y prend goût deviendra un homme sérieux et travailleur. Il faut faire en sorte que notre jeunesse ne recule pas devant un travail plus difficile, exigeant plus d'efforts.

Les jeunes doivent acquérir une endurance les rendant aptes à affronter les épreuves, ce qu'ils acceptent s'ils voient que leur travail a un sens. C'est —disons — le côté pratique du problème.

Mais l'apprentissage socialiste du travail est plus encore : la reconnaissance du travail comme condition fondamentale de la vie, du travail non seulement comme moyen de s'élever au-dessus du niveau biologique mais encore de devenir homme, au plus noble sens du terme, et de le rester.

Apprendre à travailler signifie aussi, dans l'esprit de l'idéologie marxiste, apprendre à devenir un homme. C'est à l'école, aux cours d'histoire, de littérature, que l'enfant découvre que l'homme est devenu ce qu'il est grâce à son travail, à ses luttes ; que le monde d'aujourd'hui, notre civilisation, les connaissances qu'il acquiert sont le résultat des efforts de nombreuses générations qui l'ont précédé. Où l'enfant apprendrait-il, sinon à l'école, ce qu'est dans son essence la morale du travail, ce qui pour Gœthe est le fondement du bonheur lorsqu'il écrit : « La liberté, l'existence sont uniquement l'apanage de ceux qui les conquièrent jour après jour. Ainsi, au milieu des dangers, enfants, adultes, vieillards vivront leur vie de labeur. — Si je voyais dans la plaine le fourmillement, la partie libre d'un peuple libre — Je dirai humblement à l'instant qui passe : 'que tu es beau, oh, ne t'enfuis pas !' »

Les conjonctures de notre société en évolution nous offrent de plus en plus la possibilité de ne pas rendre hommage au travail seulement sur le plan théorique, en soulignant uniquement son rôle historique, sa valeur morale. Dans notre société, chaque être humain participe à l'édification d'un ordre historiquement plus juste, plus humain, plus élevé que tous les ordres jusqu'ici connus. Cette simple vérité confère un prestige particulier au travail socialiste.

Nous sommes à même de faire le nécessaire pour que la carrière, la réussite personnelle soient essentiellement basées sur le travail. Ce qui doit signifier en même temps que la source principale de notre bonheur, de nos désirs, de nos plaisirs et de nos soucis est l'activité que nous déployons en faveur de la communauté, qu'elle soit petite, moyenne ou grande.

Si dans l'enseignement et l'éducation, nous tenons compte de ces points de vue, les élèves ne verront sûrement pas que des grands mots dans ce vers : « nous la louons, la mère de la vie ». Pour différentes raisons, le sens, l'honneur du travail ont été sous maints aspects relégués à l'arrière-plan dans l'éducation idéologique. Notre tâche est de redonner son rang au travail, qui fait de l'homme ce qu'il est. (Péter Veres, l'excellent écrivain paysan, disparu en 1971, aimait à répéter : « on a le droit de crever, mais pas de vivre en fripouille ». Ce principe, l'obligation d'accomplir sa tâche, de penser dans l'intérêt du peuple, de la communauté, peut être complété par une idée de György Lukács : « s'élever au-dessus du partiel, progresser de la partie pour penser en termes d'humanité ».)

Il faut chercher les méthodes efficaces qui permettront de faire de la jeunesse une génération courageuse, active, armée de principes solides et défendant avec fermeté les exigences idéologiques. Sous cet aspect, nous faisons surtout confiance à l'école. La condamnation de la course à l'argent, du carrié-

risme, de l'égoïsme, le refus de l'inhumain, de la cruauté doivent être inculqués aux jeunes dès leurs années d'études.

Notre jeunesse est réceptive, intelligente, mais elle manque encore de l'expérience de la vie. Beaucoup de ces jeunes peuvent s'égarer. Le but principal de notre éducation idéologique, de notre enseignement doit être de les préserver contre les fausses routes et de les préparer en même temps aux difficultés qu'ils auront à affronter. C'est une noble tâche non seulement au sens de la politique quotidienne, mais au sens plus strict du mot. Pour former une jeunesse capable de juger en toute indépendance, d'assumer la responsabilité de ses actes, de respecter l'éthique communautaire, il nous incombe d'éviter toutes les extrêmes de mauvais aloi. Notre idéal n'est ni une jeunesse disciplinée à l'outrance et obéissant aveuglement à des ordres, ni une jeunesse pratiquant le chantage avec les adultes. Nous avons besoin de jeunes qui reconnaissent et fassent leurs les règles de la coexistence humaine, qui les fait respecter par les autres ; d'une jeunesse disciplinée, qui subordonne spontanément ses buts individuels aux intérêts de la communauté. Nous voulons former non pas des individualistes anarchiques, mais des hommes conscients de leurs obligations, connaissant leur responsabilité, et qui trouvent leur bonheur au service de la chose commune. Et cette communauté sera l'œuvre des pédagogues. Notre organisation de jeunesse assume avec succès la charge de l'éducation communautaire. Dans les écoles où l'éducation communautaire laisse à désirer, les organisations de jeunesse ne prospèrent pas non plus. Tantôt on restreint leur sphère d'activité, tantôt on les abandonne trop à elles-mêmes.

Il est faux de dire que la jeunesse aime le désordre et qu'elle se plaît à l'indiscipline. Des milliers de clubs, de camps, de groupes d'étude — bien organisés — apportent la preuve que la jeunesse est capable de travailler et de se distraire, en pleine indépendance, intelligemment, en respectant les intérêts des autres — à condition qu'on lui ait appris comment se conduire. L'école doit faire des efforts dans ce sens.

Notre Comité central a répondu à la décision du X^e Congrès du Parti. Après avoir soigneusement pesé les avis, les souhaits, les propositions d'un très grand nombre de personnes — communistes et sans-parti — notre décision visant à l'amélioration de l'enseignement a vu le jour. Cette décision n'est ni spectaculaire, ni prétentieuse. Ses objectifs sont réalistes, je dirais même — quoique cela ne soit pas tout à fait vrai — qu'ils sont modestes ; ses prescriptions ont trait au travail quotidien, dans le cadre de l'école, et prévoient le développement et l'amélioration de ce travail.

Et c'est là que réside leur force ! Nous nous sommes assigné des buts réalisables, des buts élevés, mais qui peuvent être atteints grâce à de sérieux efforts. Et l'exécution de notre tâche aura pour résultat un niveau plus élevé de notre enseignement, de l'édification socialiste de notre pays — et servira ainsi la réalisation plus rapide de nos objectifs sociaux de grande portée.

Nous voulons construire une société socialiste qui sache prendre la tête de la révolution scientifique et technique, mais aussi créer une collectivité de gens travailleurs, de gens — disons le mot — heureux, une collectivité capable d'acquérir le savoir du passé sans être l'esclave de méthodes désuètes, toujours

prête à assimiler les connaissances modernes, à les élargir d'un manière créatrice, une collectivité dont le besoin vital consiste à servir les nobles buts de la communauté, de notre patrie socialiste.

GYÖRGY ACZÉL.

BIBLIOGRAPHIE

Gy. Aczél : *Culture et démocratie socialiste*. Éditions Corvina, Budapest – Éditions Sociales, Paris, 1972.

B. Köpeczi : « La réforme de l'enseignement supérieur ». *Nouvelles Études Hongroises*, 1969–70.

K. Kulcsár : « Problèmes de l'enseignement ». *Nouvelles Études Hongroises*, 1971.

Sur la session du Comité central du PSOH consacrée au problème de l'instruction publique, voir *Bulletin d'Information* nº 4, septembre 1972.

Réforme, développement et stabilité dans l'économie

Avant le développement de la révolution socialiste, les économies des pays est-européens se trouvaient dans une situation périphérique par rapport à l'Europe occidentale. La « troisième vague » de l'industrialisation qui s'est amorcée dans les dernières décennies du XIX^e^ siècle et a continué au début du XX^e^, n'avait qu'un succès fort limité en comparaison des deux vagues précédentes (l'avance de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne). Si des résultats remarquables ont pu être enregistrés dans la création de l'infrastructure — depuis l'instruction publique jusqu'à la régularisation des cours d'eau et l'établissement de voies ferroviaires — la structure semi-féodale de la société et celle qui lui faisait pendant sur le plan de la politique et du pouvoir ont plus ou moins empêché ces impulsions de se communiquer aux branches d'industrie modernes et à l'agriculture. Même la plus grande partie du capital importé affluait vers les secteurs non dynamiques.

La révolution socialiste n'avait donc pas seulement une œuvre de justice historique et de transformation sociale à accomplir, tâche qui suffit déjà à elle seule à absorber les forces vives d'une nation. La nouvelle société traînant derrière elle une séquelle de problèmes et de formes hérités de l'économie de guerre devait aussi s'industrialiser dans des conditions internationales fort difficiles. Non seulement celles-ci rendaient impossible toute importation de capital et de nouvelles techniques, mais elles empêchaient même l'épanouissement d'un commerce extérieur normal basé sur le principe des avantages mutuels. L'embargo initié par les États-Unis et adopté par les pays ouest-européens couvrait 50 pour cent des articles usuels du commerce international.

Dans ces conditions, le développement économique et l'industrialisation ne pouvaient se réaliser qu'avec l'adoption d'un modèle (système de gestion) fortement centralisé qui contrôlait entièrement la répartition des revenus, laissait de côté tout souci d'économie à courte échéance et regroupait librement les moyens. La transformation sociale rend par avance impossible la formation d'un « centre économique » non-subordonné aux intérêts de la révolution. Or l'économie est un système rationnel d'objectifs, dans le fonctionnement duquel les intérêts matériels ont joué un rôle majeur. Par contre la révolution, dont les motifs sont à l'origine pour la plupart économiques pense, en catégories rationnelles de valeurs dès qu'elle vient à se consolider, et rejette généralement de ses rangs ceux qui entendent modérer son allure au nom d'intérêts propres

au système rationnel d'objectifs. Il ne faut pas non plus oublier que le socialisme a un système de valeurs solidement assis et nettement défini, dont l'application à une large échelle nécessite beaucoup de temps et de ressources matérielles, mais qu'il s'est efforcé de garantir dès les premières années le droit au travail, c'est-à-dire le plein emploi. Dans un pays où 50 à 80 pour cent de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture (en Hongrie, cette proportion atteignait 60 pour cent en 1938), l'industrialisation tendant à assurer le plein emploi ne saurait être qu'extensive, c'est-à-dire utilisant la main-d'œuvre et économisant le capital.

Dans cette période du développement, la gestion économique a eu recours à la méthode des directives du plan, obligatoires pour tous.

En parlant des plans d'économie nationale — question à laquelle nous reviendrons encore par la suite — il convient d'établir une distinction entre la conception de politique économique (agencement d'un ensemble cohérent de buts et de moyens pour une période déterminée) et les méthodes d'exécution de cette conception. Quand les prescriptions du plan sont « spécifiées » à l'échelon des entreprises et que leurs modes de réalisation sont également prescrits en détail sous le rapport de l'organisation (achat, vente, stockage, délais, indices naturels relatifs à l'accomplissement du plan), nous parlons de *système des directives du plan.*

Ce système de directives s'est révélé efficace au temps de la transformation révolutionnaire, quand il s'agissait de concentrer les moyens, de modifier les taux de répartition de la main-d'œuvre (entre l'industrie et l'agriculture), d'assurer le plein emploi et de former à un rythme accéléré une nouvelle structure industrielle. Grâce à ce système, ces tâches ont pu être accomplies sans importation de capitaux et sans l'application de techniques étrangères, dans des conditions internationales que d'éminents économistes suédois ont pu qualifier de « campagne économique occidentale ».

Naturellement, cette croissance économique accélérée, qui s'est opérée pendant une révolution sociale aiguë, au milieu des luttes qu'implique une telle transformation, comportait aussi des inconvénients et des dangers. Mais une génération dont les prédécesseurs étaient — pour une raison quelconque — en retard sur le développement mondial ne se voit guère offrir de choix entre les voies et les moyens à adopter. (Je tiens à souligner qu'il ne s'agit point de porter ici un jugement moral, ni de condamner nos « prédécesseurs », dont bon nombre avaient été conscients des dangers de ce retard et avaient fait de leur mieux pour y parer. En Hongrie, deux révolutions réprimées, celles de 1848-49 et de 1918-19 en témoignent. Mais il est indiscutable que la courbe intellectuelle de notre « classe dirigeante » — l'aristocratie et la gentry — avait baissé depuis le début du XIX^e^ siècle à une allure vertigineuse.)

La croissance économique accélérée qui se réalise parallèlement à la révolution sociale présente des inconvénients et des dangers :

a) L'arbitraire et les méthodes administratives s'étendent à l'ensemble de la vie sociale, donc aussi à l'économie. Dans cette période, la vie économique ne peut pas être basée sur les intérêts, de sorte que sa direction par méthodes administratives s'impose. Or l'intensification de la lutte de classe exclut à priori

toute possibilité de s'élever contre les décisions centrales volontaristes ou même irrationnelles, car en de telles périodes on n'arrive pas toujours à faire la différence entre les groupes opposés à la transformation sociale et les spécialistes (économistes, ingénieurs, agronomes) dont la conduite répond aux exigences des années de gestion rationnelle.

b) Le système des directives engendre une forte bureaucratie, pour laquelle le mouvement et les lois de la vie économique s'identifient bien souvent avec les normes intérieures de l'appareil d'État et qui se prend pour le représentant le plus conséquent de la transformation. Cette couche tend — indépendamment même de sa volonté — à se perpétuer et à se renforcer sans cesse. Tout système de gestion a une logique intérieure qui lui est propre. Celle du système des directives consiste à chercher la cause de toutes les déficiences, difficultés et perturbations dans l'insuffisance des directives, qui ne couvrent pas toute l'activité des entreprises. (Une liberté d'action minimale existe, en effet, même dans le système le plus centralisé.) Il s'ensuit évidemment que le système des directives doit devenir intégral. S'il ne l'est pas devenu, c'est que la complexité et le caractère interdépendant toujours plus prononcés de l'économie ne se plient guère à la gestion par directives, qui risquerait à la longue de provoquer de graves troubles économiques et politiques.

c) Du point de vue purement économique, le problème majeur était que, dans ce climat, rien n'incitait pratiquement à l'efficience. La conception de la nouvelle structure économique était née essentiellement de considérations techniques de caractère théorique, et ceci pour deux raisons. D'une part, l'industrie ne pouvait alors prétendre parvenir au degré de rentabilité international, d'autre part, les conditions créées par le système des prix imposés et l'embargo rendaient tout calcul impossible. Il s'ensuivait que le coût des investissements dépassait les prévisions, que les investissements étaient réalisés avec de gros retards (se traduisant non seulement par l'augmentation des dépenses, mais aussi par le vieillissement technique) et que le nombre des investissements inachevés s'accroissait chaque année. Cela conduisait à des déséquilibres dans la balance des paiements internationaux aussi bien que sur le marché des biens de consommation (le haut niveau des investissements ayant rapidement élevé le pouvoir d'achat) ; en d'autres termes, d'un côté les marchandises et les moyens étaient immobilisés, tandis que de l'autre, la demande solvable restait sans couverture. Il faut enfin rappeler que, privée de tout encouragement, l'agriculture se développait à un rythme lent et que son « dynamisme d'exportation » était donc très affaibli.

Cette situation de la politique économique a bien provoqué à plusieurs reprises des changements d'orientation, mais ces changements se limitèrent au début à une réduction des objectifs de développement (diminution du nombre des investissements), à l'amélioration de l'équilibre (par la réduction des importations) ou à un meilleur approvisionnement du marché de consommation. Enfin, on en est venu à réduire peu à peu la surfavorisation ranimée, dans certains pays, de ses cendres mêmes, de l'industrie lourde, au bénéfice de l'industrie légère et de l'agriculture qui reçurent désormais un peu plus de subventions.

Par de telles méthodes, on peut arriver à diminuer certains maux, à réduire passagèrement les tensions mais, pour opérer une transformation radicale, il faut passer de la sphère de la politique économique à celle de la gestion.

Voilà pourquoi on a procédé en Hongrie à une réforme radicale du système de gestion, réforme appliquée depuis le 1er janvier 1968.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA RÉFORME

En quoi consiste la réforme économique hongroise, quelles sont les expériences qu'on a pu en tirer, les résultats qu'elle a produits, les difficultés qu'elle soulève ? On peut choisir différents points d'approche pour répondre à ces questions. Nous nous proposons d'examiner tout l'éventail des conséquences de la réforme, d'abord sur le plan de l'économie et des entreprises, ensuite sur celui des organismes d'État et des organes politiques, enfin du point de vue du climat politique de la société. Pour terminer, nous aborderons aussi les résultats, les problèmes et les conflits provoqués par l'introduction de la réforme.

Je voudrais rappeler avant tout, très brièvement, que l'application de la réforme hongroise a donné lieu à des malentendus et à des interprétations unilatérales, principalement dans la presse de certains pays capitalistes et dans l'appréciation de quelques théoriciens, ainsi que dans certains milieux gauchistes (dogmatiques). Ces interprétations mettent l'accent sur l'un des composants de la réforme hongroise, à savoir qu'elle laisse s'affirmer davantage les impulsions du marché et essaye de mieux se conformer à ses exigences que le système de gestion précédent.

Rappelons cependant que Lénine avait souligné, au temps de l'introduction de la NEP, que l'on ne peut pas passer, dans le socialisme, à « l'échange direct des produits », et que le marché est donc absolument nécessaire. La nécessité du marché n'avait pas été niée non plus par Staline qui, cependant, n'avait pas qualifié de marchandises les biens d'investissement, et avait donné une explication erronée des causes économiques du marché. Ces erreurs devaient être corrigées plus tard par la littérature économique soviétique. La réforme hongroise n'a donc fait que ce qui n'était contesté théoriquement par personne, bien que la pratique ait suivi sous ce rapport une direction opposée. Elle se conforme davantage à la demande et se garde d'établir d'en haut et d'une façon bureaucratique une « hiérarchie des besoins », qui fournirait à l'industrie des arguments théoriques à l'appui d'une production sans rapport avec la demande des consommateurs.

Certains économistes des pays capitalistes supposent par contre, ou du moins l'espèrent-ils, que les « concessions » faites aux impulsions du marché aboutiront — selon leur logique propre — à ce que le marché régisse d'abord la gestion économique, pour que l'économie (le système rationnel d'objectifs) subordonne ensuite tout le système rationnel de valeurs (par ex. l'égalité, le droit au travail, la gratuité de l'enseignement et de l'hygiène publique, les biens et services culturels à bas prix, etc.), ce qui entraînerait finalement un retour au capitalisme d'État. Mais nous verrons par la suite que la plus grande liberté

laissée aux entreprises s'est accompagnée d'un renforcement du rôle de l'État — qui, au lieu des spécifications du plan, se manifeste désormais dans d'autres moyens économiques — et que, d'autre part, l'activité et la « pression » du système rationnel de valeurs sont devenues plus intenses. Enfin, les ouvriers ont vu s'élargir leur possibilité d'intervention dans les questions concernant la production et l'économie (par le truchement des syndicats), en même temps que s'est développée la démocratie politique. Notons que sur le plan économique, cette démocratie se traduit par le fait que les travailleurs et l'opinion publique exercent une plus forte pression sur le gouvernement, pour faire élever le niveau de vie et accroître la consommation.

Du point de vue purement économique, la réforme signifie que le détenteur du capital (plus exactement, le pouvoir d'État exerçant les droits du détenteur de capital) ne procède plus par directives imposées aux entreprises et obligatoires pour tous pour réaliser son plan socio-économique. Ainsi le plan n'est-il plus avant tout un système cohérent de directives réglementant les processus naturels, mais une conception de politique économique. C'est cette conception qui détermine d'une façon valable, pour une période moyenne de cinq ans, l'allure de la croissance, établit les conditions d'équilibre dynamique qui permettent la réalisation du système d'objectifs et la mobilisation du système de moyens, prescrit les priorités de développement et assure les conditions intellectuelles et matérielles nécessaires à l'accélération du progrès technique. Elle comprend les conditions indispensables à l'augmentation du niveau de vie, des revenus réels et de la consommation, maintient le plein emploi, et prévoit enfin une politique d'exportation et d'importation en accord avec les tâches intérieures. Mais l'accomplissement du plan se fait par des méthodes économiques, c'est-à-dire par la création d'un milieu économique correspondant aux déplacements des centres d'équilibre.

Les entreprises et coopératives (cadres institutionnels et unités de base de l'activité économique) déterminent le rythme de croissance de la production et le mode de transformation nécessaire de sa structure sur la base de l'évolution de la demande, du mouvement des prix (y compris les prix à la production, ceux des matières premières et ceux des biens d'investissement), de l'offre en main-d'œuvre, enfin des prévisions relatives aux marchés intérieur et extérieur et au développement technique. Cette analyse part du critère de la réalisation de bénéfices adéquats. « Bénéfices adéquats » signifie sous ce rapport qu'après le paiement des taxes fixées en fonction des moyens de production utilisés, de la main-d'œuvre et des bénéfices, l'entreprise dispose encore de moyens matériels suffisants pour assurer le développement (les investissements), l'amélioration et l'élargissement de ses services sociaux et l'intéressement matériel de ses travailleurs. Intéressement matériel veut dire, dans ce sens, prestations supplémentaires aux traitements et salaires habituels, comme part aux bénéfices, appointements hors catégorie, gratifications, récompenses, primes spéciales aux anciens travailleurs de l'entreprise, etc.... L'entreprise qui veut réaliser des investissements plus importants peut faire appel aux crédits bancaires. En 1967, donc avant l'introduction de la réforme, 14 pour cent des bénéfices étaient laissés à la disposition de l'entreprise, proportion qui s'est élevée à 50 pour cent environ

en 1969 et 1970. Au cours du quatrième Plan quinquennal (1971-1975), 65 pour cent des investissements — compte tenu aussi des crédits bancaires — seront réalisés sur la base des décisions des entreprises. Le montant des économies réalisées par les entreprises et engagées à terme dans le système bancaire présente d'ailleurs une augmentation importante. Ces sommes seront, elles aussi, affectées avant tout au développement technique. (Notons entre parenthèses que de la constatation de Marx, d'une immense portée pour la philosophie sociale, selon laquelle toute valeur vient en dernière analyse du travail humain, on avait d'abord conclu, à tort, que le capital — y compris le fonds fixe — et la terre devaient être assurés aux entreprises à titre gratuit, c'est-à-dire sans imposition de prix d'usage. Une telle décision devait évidemment aboutir à des gaspillages de capital et de terre, c'est-à-dire précisément des moyens matériels les plus limités.)

Désormais, les entreprises et les coopératives décident comme elles l'entendent, non seulement de la structure de la production et de l'utilisation des bénéfices, mais aussi de toute question relative à l'approvisionnement et à la vente. Les sources d'approvisionnement sont choisies — en cas de matières premières et de biens d'investissement — par l'entreprise elle-même, qui choisit également son partenaire pour la vente des produits. Le transfert à l'entreprise du droit de décision dans les questions d'approvisionnement et de vente a nécessité, d'une part, l'introduction de nouveaux cours de devises et d'autre part la révision du statut juridique du commerce extérieur. Afin d'avoir une vue d'ensemble plus nette sur les conditions des dépenses caractérisant l'économie nationale, on a établi, en relation exclusivement intérieure, un taux de change en fonction du coût moyen pour l'économie nationale hongroise d'un dollar américain et d'un rouble soviétique. Si l'entreprise écoule ses produits sur un marché socialiste ou capitaliste, elle reçoit une somme en forints calculée d'après le taux de change. Si elle dispose des moyens financiers nécessaires en forints, elle peut charger une entreprise de commerce extérieur de l'importation des matières premières, semi-produits, biens d'investissement ou articles de consommation dont elle a besoin. Plusieurs entreprises industrielles et coopératives ont obtenu le droit d'exporter (en vue de la meilleure pénétration des marchés extérieurs), tandis que les entreprises pour le commerce extérieur agissent comme commissionnaires des entreprises de production, mais peuvent aussi former des pools en vue de la réalisation de certaines tâches spéciales en assumant en commun les risques et en partageant les bénéfices. Du point de vue de l'équilibre économique, il se pose ici un double problème. D'une part, la propension à importer est plus grande pour certains produits que la capacité d'exportation. Dans ce cas, on établit des droits de douane ou, dans des circonstances particulièrement difficiles, on oblige l'importateur à déposer la somme requise. (Un tel système de dépôts avait été déjà appliqué par la Grande-Bretagne à plusieurs reprises, et encore dernièrement en 1967-1968.) D'autre part, certaines entreprises, ou plutôt certains articles d'exportation produisent le dollar ou le rouble à des prix supérieurs à la moyenne de l'économie nationale (60 forints pour un dollar et 40 forints pour un rouble), mais leur exportation ne peut pas être bloquée ou prohibée parce qu'on ne dis-

pose pas momentanément de marchandises exportables assurant une rentabilité plus grande. Dans de tels cas, le ministère des Finances fixe, après négociation et en accord avec les entreprises et coopératives intéressées, une subvention dégressive diminuant d'année en année, l'entreprise étant tenue de son côté de réduire les frais ou de remplacer les produits déficitaires par des produits rentables.

L'accélération du développement technique et certains autres facteurs nécessitent une plus grande liberté du mouvement des prix. C'est pourquoi 30 pour cent environ des prix se négocient librement entre les vendeurs et les acheteurs. Pour les produits dont le prix influe nettement sur le niveau de vie, ou peut avoir de fortes répercussions sur l'économie nationale, les prix continuent à être fixés par le gouvernement, par la voie d'un sous-secrétariat d'État (autorité supérieure) institué à cet effet. La politique des prix a donné prise à des critiques économiquement justifiées, et cela sur deux points. D'une part, la technique nouvelle est relativement chère et la main-d'œuvre est bon marché, d'autre part, les prix agricoles sont trop bas en comparaison des prix industriels. Toutefois, ce dernier problème a été éliminé, et le revenu de la population agricole égale maintenant celui des ouvriers industriels. L'introduction d'une réforme générale des prix industriels aurait comporté des risques trop nombreux, aussi a-t-on préféré modérer certains effets négatifs du système des prix sous une forme concrète (suppression du régime de contrôle des salaires moyens, réduction des droits de douane établis sur les moyens de production, réduction des dépôts, etc.).

Les prix imposés empêchent les hausses de prix excessives qui ne tiennent pas compte des conséquences annexes, et préviennent l'inflation, tandis que la sphère des prix libres assure plus ou moins la souplesse nécessaire à l'équilibre du marché de consommation et au lancement de nouveaux produits. Les prix établis par les entreprises industrielles n'ont monté entre 1968 et 1970 que de 2,5 pour cent tandis que les prix des articles de consommation ont augmenté de 2 pour cent seulement pendant la même période. Depuis le second semestre de 1970, deux problèmes importants se sont posés, à savoir la hausse des prix dans l'industrie du bâtiment, tant sur le marché des biens d'investissement que dans la construction des logements (à cause de la « surdemande »), et la nette augmentation des prix mondiaux (prix d'importation) sur les marchés capitalistes. Cette dernière circonstance se trouve allégée du fait que les prix conventionnels se maintiennent sur le marché du C. E. É. ; malgré cela, il n'existe aucune solution valable, car l'accroissement du déficit budgétaire aussi bien que la décharge des hausses des prix (celle-ci plutôt du point de vue politique) comportent des dangers très réels. Si les effets des hausses des prix étaient systématiquement écartés ou freinés, dans le cas d'une augmentation annuelle de 4 à 5 pour cent des prix d'importation, les entreprises seraient de nouveau placées dans un milieu artificiel, et le gaspillage des matières premières reprendrait tout comme avant.

Enfin, parmi les changements opérés dans la sphère des entreprises, il convient de mentionner le fait que les coopératives ont reçu un statut juridique identique à celui des entreprises d'État.

LA RÉFORME DU POINT DE VUE DES ORGANISMES D'ÉTAT ET DES ORGANISMES POLITIQUES

Au cours de la réforme économique, une partie du pouvoir qui se trouvait entre les mains des organismes d'État est passée aux entreprises. Par un raisonnement statique, on pourrait supposer que l'État (ou disons, en approchant autrement le problème : le groupe d'hommes travaillant dans les organismes d'État) a perdu du pouvoir, tandis que les entreprises en ont gagné.

Mais ce genre de problèmes ne doit jamais être approché de façon statique, la société et l'économie étant l'une et l'autre dynamiques. En réalité, ce sont plutôt les idées sur le pouvoir, les opinions relatives aux tâches et au rôle de l'administration qui ont changé. Selon l'ancienne conception, l'État n'avait pas seulement un rôle d'initiateur ; il ordonnait et contrôlait aussi l'exécution et — dans un sens — conférait ainsi à l'entreprise le prestige et les pouvoirs d'une autorité publique. De nos jours, à côté de son rôle d'initiateur, l'État se pose plus souvent en arbitre, puisque les exigences, antagonistes à plus d'un égard, du système rationnel d'objectifs et du système rationnel de valeurs ne peuvent être conciliées que par des compromis (équilibrages). La pression et l'influence de l'opinion publique, du syndicat, des moyens d'information (télévision, radio, presse) se sont accrues. En revanche, le système rationnel d'objectifs (l'économie) veut lui aussi obtenir plus d'autorité et d'influence, et entend se former un climat social où il pourra suivre ses propres lois. Entre ces deux systèmes d'exigences — incarnés par différentes institutions sociales et politiques —, le gouvernement doit établir l'équilibre dans chaque nouvelle période du plan, pour chaque budget et pour chacun des problèmes qui se posent (le terme « équilibre » devant être ici pris dans son sens le plus large) : politiques, sociaux et économiques. Quel est le type d'État qui possède le plus de pouvoir, en ce qui concerne du moins l'essentiel de la chose, c'est-à-dire le rapport entre intention et réalisation ? L'État initiateur donnant des ordres directs et freinant ainsi — directement ou indirectement — le mouvement des forces antagonistes, ou l'État initiateur jouant un rôle d'arbitre ? Il paraît évident que l'appareil d'État, une fois libéré des soucis que représente l'élaboration de directives détaillées, sera capable de prendre des initiatives plus nombreuses, plus complexes et plus essentielles qu'auparavant. Par contre, son rôle d'arbitre permet d'améliorer sensiblement les chances des prévisions gouvernementales concernant le comportement probable des parties et des organisations intéressées dans l'activité économique.

Mis à part ces deux aspects fort importants, je voudrais mentionner encore certains domaines d'activité où le rôle et l'influence du pouvoir d'État (de l'administration) sont aujourd'hui bien plus grands que dans le passé.

a) Depuis l'introduction de la réforme, la redistribution des revenus ne cesse de gagner en importance. En vue d'assurer une répartition convenable et juste des revenus, l'État doit en prélever une partie (contributions) pour les regrouper et les affecter à d'autres buts, au moyen du budget. Cette tâche, considérablement accrue dans ses proportions — et nouvelle du point de vue qualitatif —, doit être accomplie, car le passage des revenus d'une couche à l'autre

de la population produit, ou pourrait produire, des taux de répartition non-désirables.

b) Les différents ministères économiques (industrie—agriculture) sont devenus de véritables centres d'information modernes. L'histoire a prouvé, et on le sait aujourd'hui mieux que jamais, que les centres d'information sont toujours des centres de pouvoir. Il est toujours plus facile de prendre des décisions si l'on dispose d'informations exactes.

c) Le pouvoir exécutif a conservé sa pleine maîtrise sur l'infrastructure. Le fait que le pouvoir d'État n'ait plus à s'occuper autant des questions économiques a libéré de nouvelles forces et donné un nouvel élan à cette activité, d'ailleurs fort importante également du point de vue de la productivité et de l'efficience.

d) Comme les moyens monétaires ne suivent plus mécaniquement le système des directives centrales, la nécessité d'une nouvelle politique financière s'est naturellement fait sentir. En d'autres termes, les moyens monétaires ont un rôle essentiel à remplir dans la direction de l'activité économique et dans la création du climat. On sait que les moyens monétaires ne peuvent s'appliquer avec succès qu'à l'intérieur de certaines limites (la situation actuelle des économies occidentales et leurs problèmes en sont la preuve) ; ils présentent toutefois, aujourd'hui encore, une importance énorme quand on les utilise avec assez de circonspection et d'une façon suffisamment différenciée, sélective. Naturellement, leur application ne saurait être exempte ni des processus naturels, ni des facteurs politiques (plus exactement des effets politiques et sociaux découlant de l'emploi des moyens monétaires). Existe-t-il même, en matière économique, des moyens, des méthodes ou des processus essentiels séparables de la politique ?

Il faut noter enfin que les investissements les plus grands ou présentant le plus d'importance sur le plan technologique — depuis la création des systèmes d'irrigation jusqu'au programme des calculatrices électroniques — demeurent toujours entre les mains de l'État.

TRANSFORMATION DU PROFIL POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ ET RENFORCEMENT DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Le renforcement de la démocratie politique a pu être réalisé grâce aux deux facteurs suivants :

a) Le fait que l'économie, l'un des principaux domaines de l'activité sociale (son sous-système, comme le diraient les cybernéticiens) ait été basée sur les intérêts de l'entreprise et de l'individu a eu pour effet de mettre fin à l'emploi de mesures administratives et au recours à la force en de nombreux domaines d'activité. Auparavant, il existait en effet une couche politiquement engagée qui s'appliquait à suivre d'une façon disciplinée les directives du plan mais, quant aux couches non engagées ou politiquement neutres, il fallait — en raison de l'absence ou de l'insuffisance de l'intéressement matériel — recourir à des méthodes politiques ou à la force pour leur faire adopter une attitude éco-

nomique convenable. Une telle solution peut être supportable, ou disons indispensable, en pleine période révolutionnaire (surtout pour une période relativement courte ou au moment de graves périls), mais quand il s'agit de périodes plus longues, la gestion de l'économie doit se faire par des moyens économiques. Grâce à la réalisation de ce postulat par la réforme économique, l'emploi de méthodes administratives et le recours à la force sont donc devenus inutiles dans de larges secteurs de l'activité sociale. Dans ce sens, la réforme a créé par elle-même une base favorable au développement de la démocratie politique.

b) Parallèlement, la conception suivant laquelle l'activité gouvernementale devait s'exercer sous forme d'arbitrage a permis, voire même favorisé la libre présentation, aux différents forums politiques, sociaux et économiques, de solutions alternatives dans les limites du socialisme. Auparavant on avait l'habitude de considérer que, dans les limites du socialisme, une même question ne pouvait avoir qu'une seule solution optimale. La réforme économique et l'établissement correct des priorités en matière de politique économique ont fait naître diverses alternatives. Au bout d'un certain temps, les organismes dirigeants (organismes d'État et municipaux) ont trouvé naturel, puis ont même exigé que leur appareil, et les auteurs des propositions en général, élaborent et leur soumettent plusieurs variantes. Grâce à cet état de choses, les questions les plus diverses ont été discutées — dans les limites prescrites par le socialisme —, et des opinions opposées ont pu se faire entendre, ce qui a contribué à nuancer les idées d'une façon générale.

c) L'élargissement du pouvoir et des attributions des chefs d'entreprise a nécessité l'établissement de contre-poids démocratiques dans l'intérêt des travailleurs. En Hongrie, on n'a pas créé de conseils ouvriers car économistes et dirigeants sont tombés d'accord sur le fait qu'il fallait renforcer et assurer d'abord la compétence professionnelle de la gestion. On devait en effet considérer que les chefs d'entreprise (managers) allaient avoir à prendre des décisions justes en de nombreux problèmes qui, auparavant, n'étaient point de leur ressort, ou dont la solution souffrait d'un manque de compétence économique. Le rôle de contre-poids démocratiques était donc assuré par les syndicats, qui — outre l'organisation des concours d'émulation adaptés aux exigences du développement technique et de l'efficience — « exercent les fonctions classiques de représentation des intérêts ». Depuis l'introduction de la réforme économique, les syndicats ont vu augmenter leur ascendant dans la société aussi bien que dans les entreprises, et leur position entre en ligne de compte dans les décisions sur tout problème essentiel d'ordre économique, social, ou relatif à la politique des revenus.

d) Le rôle du pouvoir législatif et son influence sur le pouvoir exécutif se sont accrus. Les commissions spéciales du parlement ont, outre leur tâche de collaboration à l'œuvre prélégislative, celle de demander régulièrement les comptes des portefeuilles sur les questions les plus importantes intéressant l'opinion publique du pays. Aux séances plénières, les débats sont devenus plus animés, des avis opposés se manifestent plus fréquemment, et l'on use davantage du droit d'interpellation.

On constate un progrès analogue dans les conseils municipaux, qui, en tant

que représentants des électeurs, soumettent le travail du comité exécutif à un contrôle plus poussé et plus décisif.

Les historiens et les sociologues nous disent que les jacobins avaient plusieurs fois « restreint » les droits politiques en vue d'assurer une liberté économique plus grande. Dans un contexte historique donné, l'évolution divergente des lignes politique et économique peut naturellement se concevoir (pour des raisons internationales ou sous l'influence des conditions intérieures) mais, dans une société socialiste consolidée, les tendances vers une plus grande liberté économique et politique se conçoivent et se renforcent selon notre expérience. (Si nous employons le mot tendance, c'est que la possibilité de fluctuations cycliques ne saurait être exclue sur la base des trois ou quatre années d'expérience dont on dispose.)

PROBLEMES, EXPÉRIENCES ET RÉSULTATS

En parlant de ces questions, il convient de tenir compte de la variété des différents problèmes et expériences. Certains problèmes caractérisent une phase de développement particulière de la société socialiste, phase qui correspond à la « nouvelle intégration » de l'économie dans les activités sociales en vue de l'augmentation de son efficience et de son intensité. D'autres problèmes peuvent, par contre, se concevoir et se produire dans toute économie qui, cherchant à accélérer le développement en l'intensifiant, augmente notablement l'intéressement matériel, c'est-à-dire accroît la demande intérieure. L'évolution des problèmes de politique économique de ce genre présente bien certains aspects particuliers dans l'économie socialiste, mais cela sans qu'on puisse pour autant y voir des processus caractérisant exclusivement ou surtout le socialisme.

Commençons par examiner le premier groupe de problèmes. Le conflit entre le système de valeurs et le système d'objectifs s'est sérieusement aggravé, bien qu'on ait réussi, jusqu'à présent, à résoudre ce problème par des compromis mutuels. Le système rationnel d'objectifs s'est socialement renforcé, et ceci pour deux raisons. D'une part, une grande partie des dirigeants et des masses ont reconnu que l'économie avait besoin, dans cette période de développement intensif, de nouvelles forces d'impulsion. D'autre part, le développement mondial accéléré ne nous laisse qu'une liberté de décision apparente ; en effet, si nous sommes incapables de soutenir la concurrence, nous resterons de nouveau en arrière, et nous connaissons déjà, pour en avoir fait l'expérience, les graves conséquences que cela pourrait entraîner. Grâce à la réforme, on a vu se renforcer également la situation et la position des économistes, qui s'efforcent de mieux implanter les normes de la gestion rationnelle dans l'économie et de les faire accepter par l'opinion publique.

Mais le système rationnel de valeurs résiste avec ténacité, en raison du système de valeurs propre à la société socialiste, et aussi par la force des traditions historiques hongroises. Il est évident que, du point de vue des intérêts, de la façon de penser et de la motivation, des différences essentielles existent entre un écrivain (qui est un artiste) et un ancien membre de syndicat (qui est un

militant). Les écrivains et les artistes se montrent dans toutes les sociétés (ou presque) opposés au système rationnel d'objectifs, et font dériver la hiérarchie des valeurs de leur propre art. Par contre, l'ancien membre du syndicat défend le principe de l'égalité contre la différenciation des revenus. Les ouvriers exercent eux aussi une pression croissante car, ces derniers temps, les revenus de l'agriculture, c'est-à-dire de la paysannerie, ont augmenté à un rythme plus rapide. Il est vrai qu'il s'agissait là, en réalité, d'un nivellement des revenus mettant fin à des disproportions antérieures, mais on sait que les gens sont plus sensibles aux facteurs changeants (mobiles) qu'aux facteurs constants. Cette situation — la vie est toujours contradictoire — a finalement aidé à surmonter certaines rigidités de la politique des salaires et à augmenter l'estime matérielle et morale à l'égard de la main-d'œuvre stable des entreprises.

Les hausses de prix — qui existaient aussi dans le passé, même si elles étaient peut-être moins fréquentes et plus substantielles, mais dont on parlait plus rarement de façon ouverte — ont préoccupé principalement les retraités (c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 60 ans, et qui représentent environ 15 pour cent de la société), aussi leur a-t-on assuré une augmentation annuelle de 2 pour cent du montant de leur retraite.

Il y a un point qu'il est difficile de faire admettre aux partisans du système rationnel de valeurs, à savoir que les biens matériels nécessaires au fonctionnement du système de valeurs sont produits par le cycle du système rationnel d'objectifs et que le fonctionnement efficace de ce dernier système est soumis à certaines conditions. Quoiqu'on en pense, qu'on les approuve ou non, il n'est point permis d'ignorer ces conditions. Il est évident — et c'est peut-être là l'idée soulevée avec le plus de force par les représentants du système rationnel de valeurs — qu'une plus grande quantité de biens matériels ne suffit pas à elle seule à procurer le bonheur. Par contre, il est également vrai que leur insuffisance suscite toujours, en revanche, l'indignation générale.

L'essentiel des problèmes de politique économique pourrait donc se résumer ainsi :

1° — Peut-on accélérer et intensifier la croissance économique et le développement technique tout en assurant le plein emploi, en maintenant les conditions d'équilibre et en conservant la stabilité de la monnaie intérieure ?

2° — Peut-on compter sur la régularité du rythme de croissance, ou faut-il prévoir son ralentissement périodique par suite de certains facteurs de périodicité (produisant des variations cycliques) ?

Les expériences des années passées nous montrent qu'à l'accélération du rythme de croissance et du développement technique correspond une augmentation de la demande sur le marché des biens d'investissement aussi bien que sur celui des biens de consommation. Dans le cas d'un pays connaissant un développement technique moyen, et pauvre en matières premières, cela signifie une brusque augmentation de l'élasticité des importations. L'équilibre sera, dans un sens, fonction de la dynamique des exportations, capable ou non de compenser l'accroissement des importations dans des conditions où la demande intérieure elle-même augmente très rapidement.

Des problèmes relatifs aux investissements peuvent également surgir à

moyen terme. La demande fortement accrue et l'esprit d'initiative des entreprises disposant de moyens matériels considérables entraînent des investissements toujours plus nombreux. Mais ceux-ci supposent une grande capacité d'exécution et d'absorption (depuis la production des matériaux de construction, jusqu'à une industrie du bâtiment bien organisée et ayant une structure adéquate). Dès qu'une contradiction se produit entre les deux facteurs, par exemple la volonté d'investir et les capacités permettant une réalisation économique, les frais de construction s'élèvent, les travaux mis en œuvre sont achevés avec lenteur et, par suite, l'efficience diminue, des importations non-prévues sont effectuées, et les produits d'exportation n'apportent pas non plus les recettes escomptées.

L'élasticité croissante des importations, les déficiences du marché d'investissements et le ralentissement du cycle des investissements (amortissement) exercent une pression croissante sur le budget, sans compter que les charges budgétaires s'élèvent aussi pour d'autres raisons (infrastructure, augmentation des frais de construction, revendications de la population et du système rationnel de valeurs).

Pendant les trois premières années qui suivirent la réforme, la dynamique des exportations avait surpassé l'élasticité des importations ; la balance des paiements s'était donc établie favorablement. Les problèmes dus au ralentissement du cycle d'investissement n'ayant pas encore surgi, le déficit budgétaire était tolérable et la hausse des prix restait inférieure aux prévisions. Mais, dès 1971, les importations ont augmenté plus rapidement que les exportations, et l'on a dû faire face aux problèmes créés par la situation du marché d'investissement, qui apparaissaient avec force ; de plus, le déficit budgétaire dépassait les prévisions.*

Dans ces conditions, on a dû réduire le dynamisme de l'accroissement des investissements, quitte à recourir à des mesures centrales. (Entre 1969 et 1971, le taux de croissance annuelle était de 18 à 19 pour cent.) Ceci n'est pas allé sans certaines restrictions imposées, tant dans la sphère de l'État que dans celle des entreprises, mesures qui se sont accompagnées d'une élévation des prix des matériaux de construction. Notons cependant que cette dernière décision, outre qu'elle visait à diminuer la demande, constituait également un facteur incitant à la production, car l'importation des matériaux de construction prenait déjà des proportions excessives (non-motivées économiquement). Par suite de décisions gouvernementales, les gros investissements de l'État entrepris en 1972 sont déjà réduits en nombre par rapport aux prévisions originales, et les conditions de crédit sont aussi plus rigoureuses.

Comme on pouvait s'y attendre, le freinage de la croissance exige beaucoup plus d'interventions directes d'ordre administratif que son accélération. En cas de freinage, les intérêts de l'économie nationale et de l'entreprise se heurtent en effet avec plus de force (du moins apparemment), car les entreprises, solli-

* L'évolution de la situation économique en 1971 qui s'est nécessairement traduite dans le budget de 1972, et les mesures gouvernementales qui se sont imposées ont été examinées par le président du Conseil, Jenő Fock, lors d'une réunion des dirigeants économiques, ainsi que par le Bureau politique du Parti socialiste ouvrier hongrois et aux cours des débats budgétaires du parlement.

citées par la demande accrue, entendent poursuivre leur politique d'investissement intense. Mais, *au niveau de l'économie nationale*, les conséquences défavorables de ce processus se font déjà sentir, aussi le gouvernement se doit-il de faire obstacle à cette tendance. Cette politique du gouvernement ne pouvant se réaliser qu'en partie par une voie indirecte (en modifiant les conditions économiques), on doit aussi faire appel à certaines mesures directes (administratives). Le freinage et l'intervention plus énergique de l'État visent d'un côté à rétablir les conditions d'équilibre, et de l'autre, à créer les conditions d'une rationalisation plus intense à l'échelon des entreprises.

Si la périodicité du rythme de croissance se maintient dans l'avenir — ce qui paraît à peu près inévitable —, il nous faudra alors créer deux variantes du même système de gestion économique : une pour la période d'accélération, où domineront les éléments d'émulation et les méthodes indirectes, et une autre où les mesures de caractère rétractif et l'intervention directe joueront un rôle relativement plus important. On ne saurait concevoir un système de gestion basé *uniquement sur des méthodes d'émulation ou ne comportant que des méthodes de freinage*. Dans l'une et l'autre de ces phases de politique économique (à savoir l'accélération et le freinage de la croissance), les deux méthodes sont nécessaires, en tant que composantes opposées, certes, du même système de gestion, mais qui se complètent et se présupposent. Car la science économique est avant tout une science des proportions, comme la gestion économique en est l'art. La justesse ou le caractère erroné d'une politique économique concrète ou d'un système de gestion se ramène donc d'abord à une question de proportions. Le *freinage* peut s'imposer parfois en vue du rétablissement de l'équilibre renversé, mais à notre époque, la stabilité et la sécurité résident dans le dynamisme. Aussi les périodes de freinage ont-elles pour seule fonction de rétablir l'équilibre pour faire place à une nouvelle période d'accélération, fondée sur des bases plus rationnelles et plus efficaces.

JÓZSEF BOGNÁR.

BIBLIOGRAPHIE

Voir la bibliographie de l'article de K. Szabó, p. 143

Aspects sociaux et économiques de l'agriculture coopérative

LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'AGRICULTURE HONGROISE

La transformation socialiste de l'agriculture hongroise a été réalisée par l'adhésion volontaire des agriculteurs et leur groupement en coopératives. La paysannerie de chaque village avait la possibilité d'organiser en toute liberté une ou plusieurs coopératives et de réunir les petites propriétés en coopératives agricoles ou coopératives paysannes de divers types. Les coopératives du type I et II, ainsi que ce qu'on a appelé groupes coopératifs agricoles, se limitent aux cultures travaillées en commun. Les coopératives du type III, les fermes coopératives agricoles ou coopératives de production agricoles, s'occupent également d'élevage en commun, sur la base de la propriété commune (coopérative) du bétail, à l'exception du cheptel entretenu dans le cadre de l'exploitation ménagère individuelle des coopérateurs. C'est ce troisième type de coopérative qui domine aujourd'hui dans l'agriculture hongroise, mais quelques groupes appartenant aux deux premiers types continuent encore d'exister.

Les coopératives du type III sont devenues la forme principale de l'exploitation agricole en Hongrie. En tant que coopératives des agriculteurs, elles appartiennent en propriété collective à leurs membres qui sont ainsi à la fois les partenaires et les travailleurs d'une exploitation agricole de grandes dimensions. La ferme coopérative est gérée sur la base de la responsabilité collective et en toute autonomie. Chaque coopérative élit ses propres organes exécutifs et son personnel de direction.

Un des traits essentiels de la transformation socialiste réalisée en Hongrie est que les paysans qui se sont groupés en coopératives ont eu la possibilité de conserver à titre d'exploitation ménagère un lot d'un maximum de 1 arpent (0,57 ha), avec une vache et sa progéniture,* ainsi que des porcs et de la volaille sans aucune limitation. Ainsi, à côté des coopératives basées sur l'exploitation à grande échelle, une partie de la production agricole est restée dans la sphère de l'exploitation domestique. L'exploitation domestique des coopérateurs, comme nous le verrons en détail par la suite, est liée sous des formes diverses à la grande exploitation collective agricole.

* Plus tard, cette limitation établie par les Statuts des Coopératives centralement élaborés fut abandonnée ; à l'heure actuelle, c'est l'assemblée générale de chaque coopérative qui décide de ces limites.

Au cours de la réorganisation socialiste de l'agriculture, on procéda également à l'établissement de *fermes d'État*, en tant qu'entreprises socialistes de grandes dimensions en propriété sociale, organisées pour la fourniture de produits agricoles. Elles ressemblent quant à leur organisation aux entreprises industrielles et commerciales appartenant à l'État, du fait de la similitude de leur direction, de leur organisation interne et de leur gestion. A la fin du processus de transformation socialiste, les fermes d'État occupaient en gros un dixième des superficies arables. Cependant leur rôle véritable a été bien plus important dans le progrès technique et dans la création de fonds modernes dans l'agriculture que celui correspondant à la part qu'elles occupent du point de vue territorial. Loin de se borner à participer sur une grande échelle à la production marchande, elles ont été chargées de fournir aux autres secteurs de l'agriculture des semences sélectionnées et des animaux reproducteurs de bonne qualité, et de donner en même temps l'exemple dans l'application des méthodes modernes, scientifiquement fondées, de la production et de la gestion. Pendant de nombreuses années, les fermes d'État jouissaient de la priorité dans la répartition des fonds et des investissements d'un volume très limité affectés à l'agriculture.

Si l'on considère l'existence, à côté du secteur de l'État et des coopératives, de lots attribués aux travailleurs des fermes d'État comme faisant part de leurs revenus en nature, ainsi que le groupe des exploitations subsidiaires formé de lots de moins de 0,57 ha appartenant à des travailleurs employés dans l'industrie, les mines, les transports et communications du secteur socialiste, toute la complexité de la structure du secteur socialiste de l'agriculture hongroise apparaît avec netteté. Ajoutons que la part des exploitations paysannes individuelles est devenue, d'une façon générale, assez insignifiante.

DIMENSIONS DES EXPLOITATIONS ET UNITÉS DISPOSANT DU DROIT DE DÉCISION

Après les années de la transformation socialiste (1949-1961), on a pu assister à un processus de concentration, aussi bien dans le secteur d'État que dans celui des coopératives agricoles, dont le résultat a été l'extension des dimensions des diverses exploitations. Le nombre ci-dessous des unités économiques disposant du droit de décision montre à la fois les résultats de la réorganisation socialiste de l'agriculture et l'étendue du processus de concentration qui l'a suivie.

Une ferme d'État de dimensions moyennes est en général plus grande qu'une exploitation coopérative moyenne. Le tableau nº 2 contient les chiffres les plus caractéristiques quant aux dimensions des fermes d'État et des coopératives agricoles types.

Le résultat le plus important du processus de transformation socialiste général et multilatéral de l'agriculture a été l'apparition des exploitations collectives et le développement des coopératives paysannes en tant que forme prédominante de l'organisation agricole.

Tableau N° 1.

Unités disposant du droit de décision dans l'agriculture hongroise en 1960 et en 1971

	1960	1971
Fermes d'État	333	183
Coopératives de production agricoles	4 507	2 373
Groupes coopératifs agricoles	69	215
Groupes coopératifs de pêche	21	22
Associations coopératives*	127	88
Exploitations individuelles disposant d'une superficie de plus de 0,57 ha (en milliers)	471	120

Source : *Annuaire statistique* 1972. Budapest, Office National des Statistiques.

* Groupes spécialisés de producteurs et coopératives vinicoles et fruitières.

Tableau N° 2.

Dimensions moyennes des fermes d'État et des coopératives en 1971

	Fermes d'État	Coopératives de production agricoles
Superficies cultivées, en hectares	4 623	1 996
Valeur des fonds fixes, en millions de forints	115,9	30,9
Valeur totale de la production, en millions de forints	74,6	29,9
Revenus bruts, en millions de forints	58,6	10,1
Effectifs (nombre des salariés et des membres)	756	440

Source : *Annuaire statistique* 1968. Budapest, Office National des Statistiques.

DOUBLE CARACTERE DES COOPÉRATIVES PAYSANNES

La coopération agricole de type socialiste a éclairé d'une façon nouvelle l'organisation traditionnelle. Comme le constate une publication des Nations Unies* :

« Le terme de 'ferme coopérative' couvre de nombreuses formes d'organisation, au sein desquelles les principes de la propriété et de la gestion individuelles et communes se trouvent combinés à des degrés divers. »

* *Landreform, defects in agrarian structures as obstacles to economic development.* New York, N. Y., United Nations Department of Economic Affairs, 1951, p. 80.

Dans la pratique, il existe une grande variété au sein de la notion générale mentionnée ci-dessus de ferme coopérative, dans laquelle on voit apparaître conjointement et simultanément des objectifs individuels et collectifs.* Dans le cadre de cette conception générale de la ferme coopérative, les coopératives paysannes se sont développées en tant que forme principale des unités productives de l'agriculture socialiste dotées du droit de décision.

Aujourd'hui, la coopérative de production agricole hongroise possède un caractère double extrêmement net. Elle constitue d'un côté une organisation socialiste, et de l'autre, une organisation économique, une entreprise. En tant qu'organisation sociale, elle appartient sans conteste à une catégorie plus large, comprenant toutes les coopératives organisées dans le domaine du marché, de la vente au détail, des services, de la collecte des produits agricoles, de l'épargne et de l'industrie. Sous cet aspect pris isolément, il n'existe pas de différence substantielle entre les coopératives et les autres institutions sociales (comme par exemple les syndicats), selon la théorie marxiste relative à l'organisation politique. La différence véritable réside dans le double caractère de la coopérative en tant qu'organisation sociale et en tant qu'organisation économique.

Dans les conditions de la société socialiste, tous les types de coopératives ont un caractère socialiste. La propriété coopérative en tant qu'une des formes de la propriété socialiste, tout en étant différente de la propriété de l'État représentant la propriété de la nation entière, ne constitue à aucun titre un type inférieur. L'organisation coopérative n'est pas moins conséquemment socialiste dans son caractère social. Elle constitue cependant de toute évidence une forme plus étroite de la propriété socialiste par comparaison à la propriété d'État, étant donné que les usines et les fermes possédées par l'État sont considérées comme représentant la propriété de la nation tout entière. En même temps, les fermes coopératives représentent une forme de propriété beaucoup plus large que les petites exploitations se trouvant en propriété individuelle.

Les économistes agraires des pays socialistes ont dû reconnaître qu'il n'était pas possible de comprendre la nature complexe de l'exploitation coopérative, et encore moins de résoudre ses importants problèmes, si l'on ne conçoit pas la coopérative paysanne comme une organisation *économique* déterminée. Si nous persistons à utiliser des notions fondamentalement non économiques comme celles « d'association paysanne », « d'union paysanne », « d'organisation sociale de masse » ou de « membres de la coopérative », nous ne pourrons montrer clairement ni les objectifs, ni les intérêts matériels liés à l'exploitation coopérative, ainsi qu'à ses membres individuels et à ses dirigeants. Il est impossible de formuler sans ambiguïté un modèle unifié de la coopérative paysanne. La conclusion à laquelle nous aboutissons est que la coopérative paysanne doit être conçue en tant qu'organisation économique incarnée par la *ferme coopérative*.

La ferme coopérative comprend deux parties constituantes : l'entreprise coopérative de grandes dimensions et les petites exploitations domestiques des membres de la coopérative. La ferme coopérative de vaste étendue doit être

* Aux États-Unis fonctionnent différentes sortes de coopératives, comme par exemple les coopératives de vente des Producteurs laitiers associés (Associated Milk Producers, Inc). La définition citée plus haut est également applicable à des organisations fermières telles que les associations familiales, les sociétés et les trusts.

considérée comme une organisation économique, et du fait du caractère collectif-coopératif de sa propriété, comme *un type spécial d'entreprise d'affaires, caractérisé par une gestion et une prise de décision collective au sommet ; et aussi par le fait que ses membres sont à la fois des partenaires (co-propriétaires) et des travailleurs (employés)*. Quant aux exploitations domestiques des membres, elles doivent également être considérées comme une organisation économique, ayant partiellement un caractère d'entreprise (d'affaires).

LA GRANDE ENTREPRISE COOPÉRATIVE ET LES PETITES FERMES DOMESTIQUES*

A l'heure présente, l'exploitation coopérative constitue une forme particulière et complexe de l'organisation agricole, au sein de laquelle la forme coopérative sur grande échelle coexiste avec les éléments encore subsistants (et en voie d'assimilation) de l'ancien système des exploitations familiales individuelles.

En Hongrie, le développement et l'expansion des grandes fermes coopératives se sont faits parallèlement aux progrès économiques réalisés par les fermes des paysans individuels, dont le niveau technique et l'organisation s'amélioraient sans cesse. Les fermes coopératives collectives ne se sont pas opposées avec hostilité aux petites exploitations individuelles : elles les ont au contraire encouragées et ont organisé leur union progressive dans le cadre de l'exploitation en grand. Du fait de cette transformation, les petites exploitations paysannes n'ont pas épuisé toutes leurs ressources matérielles disponibles, mais les ont transférées dans le cadre de l'exploitation coopérative.

Lors de l'organisation des fermes coopératives, une partie seulement des ressources productives des paysans qui avaient rejoint les coopératives (terres, bétail, machines et équipements) avait été mise en commun ; le reste était demeuré dans la gestion individuelle de leurs propriétaires (devenus membres des coopératives), dans le cadre de la petite exploitation domestique. Les moyens de production ainsi réunis et mis en œuvre d'une manière collective (et qui doivent également être renouvelés et développés d'une façon collective à l'avenir), constituent la base technique d'une grande entreprise coopérative. Les moyens de production destinés à l'usage individuel servent de base aux exploitations domestiques des membres des coopératives. Ainsi, les exploitations domestiques sont nées parallèlement à une séparation particulière survenue dans la propriété des ressources productives, jusque-là en propriété privée.

Dans la période qui fut celle de l'organisation des premières coopératives, l'un des problèmes les plus difficiles était de définir quels étaient les moyens de production dont l'intégration à l'exploitation collective était nécessaire, réalisable et justifiable. D'un point de vue purement organisationnel, les bâtiments

* Dans la littérature spécialisée, les termes suivants sont employés en tant que synonymes : *grande entreprise coopérative, entreprise collective à grande échelle, entreprise coopérative, maison d'affaires coopérative*. Tous ces termes indiquent les grandes dimensions des terres appartenant aux coopératives de paysans. On emploie également comme synonymes les expressions *coopérative paysanne, coopérative de producteurs agricoles, ferme coopérative* et *ferme collective*. Les termes d'*exploitation domestique*, de *ferme familiale*, etc., ont également le même sens.

dispersés destinés à abriter un petit nombre d'animaux seulement ainsi que le fourrage nécessaire, certains instruments et outils inutilisables dans la production en grand, ne pouvaient pas être intégrés dans l'exploitation collective. Parallèlement, les entreprises collectives nouvellement formées ne disposaient pas encore des bâtiments nécessaires à l'élevage en commun, ne fût-ce que du bétail existant : aussi une partie du bétail entré dans la possession de la coopérative était-elle restée temporairement en dehors de la grande entreprise. De même, lors de l'unification de l'usage des terres, on vit se poser un certain nombre de problèmes techniques (vignobles et vergers dispersés, jardins entourant les fermes, maisons d'habitation dispersées dans les régions caractérisées par les « tanya »* cernés par les champs), problèmes qui devaient compliquer le développement des coopératives et freiner l'établissement rapide des grandes entreprises collectives.

Cependant les facteurs économiques et organisationnels ne constituaient qu'une partie seulement des difficultés rencontrées par les coopératives : les autres avaient un caractère subjectif et politique. La suppression complète de la propriété privée des moyens de production et de l'usage des ressources individuelles aurait laissé hors de compte toutes les préférences personnelles de très grande importance et aurait pu aboutir à des conséquences désastreuses. Ainsi la création des lots domestiques et de l'exploitation domestique individuelle des coopérateurs, aussi bien que leur maintien à l'heure présente et dans le futur, sont justifiés par divers facteurs et de multiples raisons.**

La forme caractéristique des coopératives paysannes qui se sont développées jusqu'à présent est telle qu'une part (bien que non fondamentale) des ressources productives constitue la propriété individuelle personnelle des coopérateurs dans le cadre de leurs exploitations domestiques. L'existence de l'exploitation domestique n'affecte pas le caractère social des coopératives de producteurs ; qui plus est, elle constitue à l'heure présente un trait remarquable (bien que non indispensable d'un point de vue académique) du caractère coopératif socialiste de ces organisations.***

En ce qui concerne les rapports de propriété du point de vue des ressources productives, les exploitations domestiques reposent sur une double base : 1° l'extension des ressources se trouvant en propriété collective et dont l'importance va croissant ; plus précisément, l'usage partiel des forces de production modernes de grandes dimensions, se trouvant dans la propriété de la coopérative ; 2° la possession et l'usage individuel privé de moyens de production hérités des anciennes exploitations familiales (et dont l'importance va décroissant, à l'exception de certains secteurs de l'élevage). Ce double fondement peut avoir en lui-même, théoriquement parlant, un caractère antagoniste,

* Dénomination hongroise des hameaux ou des fermes isolées.

** Fekete, F. and Varga, Gy.: «Household plot farming of cooperative peasants in Hungary. » *Acta Œconomica 2*, 1967, pp. 345—361. Fekete, F., Varga, Gy., and Németi, M. : « Household plot of cooperative peasants in Hungary. » *Research Institute for Agricultural Economics, Bul.* 15. 1967.

*** Cette complexité permet d'expliquer pourquoi, dans les statistiques officielles, les grandes entreprises coopératives et les petites exploitations domestiques sont traitées sous la rubrique commune de « secteur des coopératives agricoles », alors que les chiffres des fermes domestiques sont aussi donnés séparément. Cette façon de procéder est correcte, étant donné que l'entreprise coopérative et les exploitations domestiques forment ensemble une unité étroitement coordonnée dans ses décisions, et qu'en même temps les fermes domestiques, en tant que sous-unités désintégrées, doivent être également considérées séparément.

mais en fait, il ne doit pas nécessairement aboutir à des conflits insolubles entre la grande entreprise coopérative et les exploitations domestiques, ou entre les intérêts des différents groupes de coopérateurs. Ces contradictions et le conflit des différents intérêts économiques se présentent en tant que différences et conflits survenant à l'intérieur d'une même unité économique globale : la ferme coopérative socialiste.

En fin de compte, l'exploitation domestique constitue une *formation économique socialiste*, mais elle est en même temps plus détachée et moins intégrée que les autres secteurs de l'économie socialiste.* L'exploitation domestique représente une activité économique de petites dimensions basée sur un type spécial de la propriété socialiste des ressources productives. La coopération étroite entretenue avec la grande entreprise coopérative et les conditions favorables créées par la planification économique à l'échelle nationale peuvent modérer, sans pourtant les éliminer entièrement, les diverses limites internes issues des petites dimensions de l'exploitation domestique.

De cette façon, la grande entreprise coopérative et les fermes domestiques de ses membres constituent non pas des unités indépendantes, mais au contraire, les parties essentielles d'une même entité économique : la ferme coopérative. Les membres et les dirigeants de la grande entreprise sont de plus en plus guidés dans leurs décisions par la compréhension des besoins complémentaires et compétitifs des activités de la grande entreprise et de la petite exploitation domestique.

En règle générale, la grande entreprise collective contribue à l'utilisation efficace et rentable des capacités productives des lots domestiques, et cela par la culture mécanique du sol et la fourniture des moyens de transport, par la fourniture des fourrages nécessaires dans le cadre d'un contrat conclu avec le coopérateur, par diverses activités organisationnelles et des conseils techniques (développement technique, etc.) dans le domaine de la protection des cultures, le contrôle des maladies parasitaires, la commercialisation, etc. Plus l'exploitation domestique est étendue, plus sa production est diversifiée, et plus elle requiert, en général, les divers services offerts par la grande entreprise coopérative.

Dans de nombreux endroits, les terres relevant de l'exploitation domestique sont incluses dans la rotation des cultures effectuée dans le cadre de la grande entreprise coopérative ; de même, l'exploitation domestique est partout intégrée dans l'entité que représente la coopérative, dans l'unité économique que forment la grosse entreprise collective et les activités de la ferme domestique de petites dimensions. Le ravitaillement en vivres des familles et la production de nombreuses autres denrées sont assurés par l'exploitation domestique, mais ils proviennent tous, pour une large part, de l'utilisation des

* On entend dire plus d'une fois dans les pays socialistes et occidentaux que l'exploitation domestique représenterait soi-disant un secteur privé bien défini et qu'elle constituerait tout simplement une manifestation de l'individualité paysanne, un compromis avec la mentalité des paysans. Selon la version la plus crue de cette idée, «l'exploitation domestique porte en elle le germe de la renaissance du capitalisme». Comme l'affirment Fekete et Varga, ces opinions reflètent une incompréhension totale de la nature sociale et économique fondamentale des exploitations domestiques des coopérateurs.

fourrages et des champs de blé fournis par la grande entreprise collective.*

La production marchande des exploitations domestiques a le caractère très net d'une entreprise dirigée vers la réalisation d'un certain revenu. En même temps, il est tout aussi évident que l'exploitation domestique est également destinée à se suffire à elle-même (à se fournir en produits alimentaires). De cette façon, les fonctions de l'exploitation domestique sont déterminées simultanément par la famille, le ménage lui-même, qui constitue l'unité économique où sont prises les décisions relatives à la consommation et à la fourniture du travail, et par la stimulation du profit liée à la production marchande. A côté des revenus complémentaires qu'il offre, le travail domestique assure également une place et des possibilités pour le repos et les activités de loisir telles que le jardinage, l'apiculture et l'élevage de certains animaux (et de pigeons). D'une façon générale, les vieux paysans pratiquent volontiers les activités de ce genre, étant donné qu'ils en ont l'habitude et que, de plus, ils les affectionnent. A mesure qu'une génération nouvelle prend la place de l'ancienne, la fonction récréative des activités exercées sur le lot domestique est susceptible de passer à l'avant-plan.

La figure n° 1 donne un schéma du double caractère de la coopérative agricole, ainsi que des relations bilatérales existant entre la grande entreprise collective d'une part, l'exploitation domestique et le ménage des membres de la coopérative, de l'autre.

La ferme coopérative, la grande entreprise collective, aussi bien que l'exploitation domestique et le ménage des coopérateurs constituent tous des unités de décision à l'échelle micro-économique. Leurs relations et leurs connexions multilatérales avec la vie économique qui se déroule au-delà des frontières de la coopérative démontrent bien que ces micro-unités ne sont que des « gouttes » dans l'océan de l'économie nationale.

Avant de concentrer maintenant notre attention sur la grande entreprise, il nous faut faire encore une observation finale sur les perspectives de l'exploitation domestique.

Dans les années qui viennent, l'exploitation domestique jouera un rôle important dans la production marchande de l'agriculture considérée dans son ensemble, à côté de son rôle direct dans l'approvisionnement en vivres du ménage de son propriétaire. De plus, il faut prendre également en considération le fait que l'exploitation domestique dépérira un jour. Plus exactement, les exploitations domestiques perdront certainement leur importance économique aussi bien dans le ravitaillement en vivres qu'en tant que source complémentaire des revenus personnels. Les conditions préalables les plus importantes de cette évolution sont, d'un côté, un développement considérable du niveau technique et de la productivité de l'exploitation sur une grande échelle ; de l'autre, une augmentation substantielle des revenus personnels des coopérateurs provenant de la grande entreprise coopérative, augmentation qui atteindra le niveau général des salaires des autres professions (non agricoles). Au

* D'une façon générale, 80 pour cent des superficies appartenant à l'économie domestique des membres des coopératives sont emblavés en céréales, et la préparation du sol, les labours, le fumage, les semailles et la rentrée des récoltes sont effectués à l'aide de l'équipement fourni par la grande entreprise coopérative.

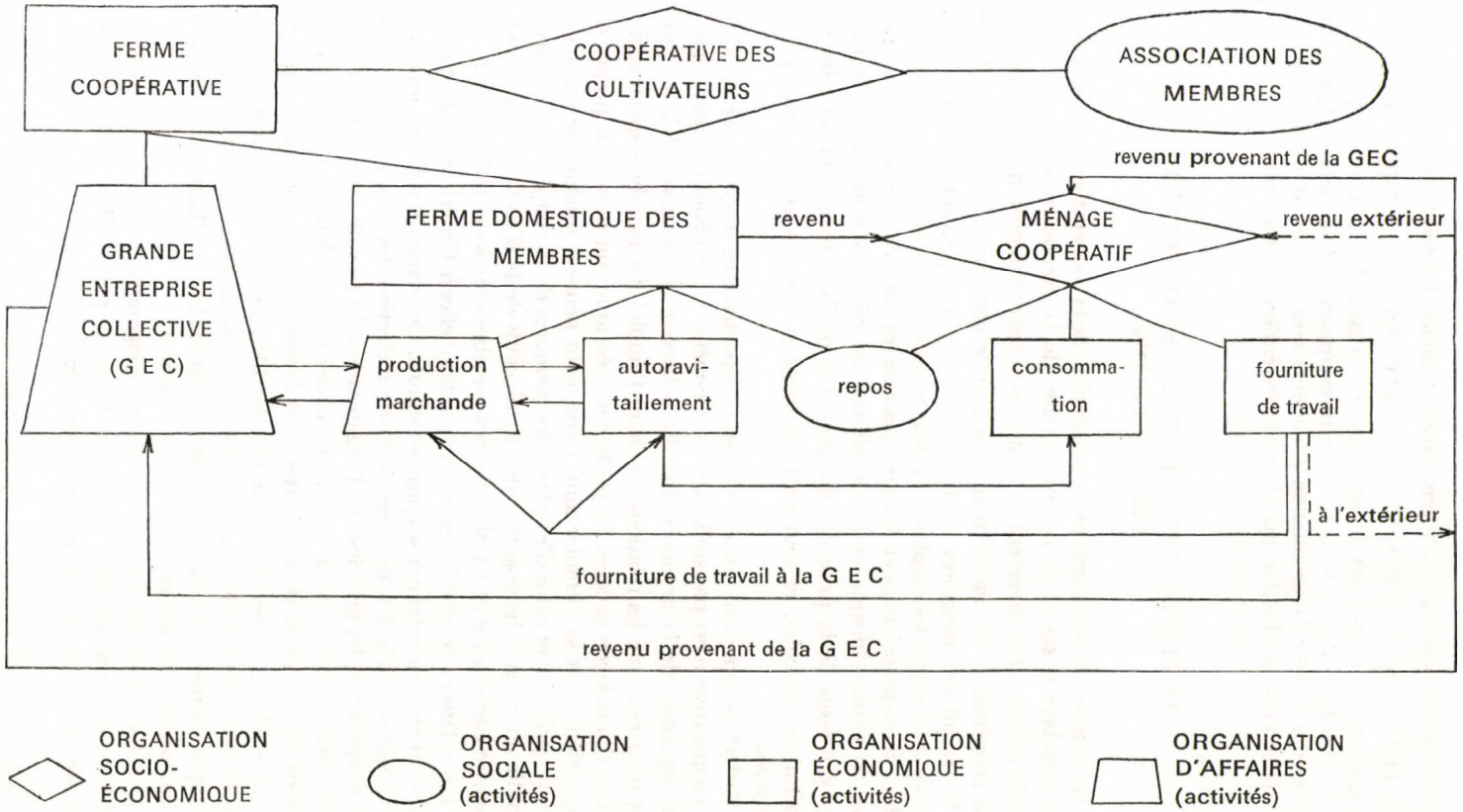


Figure n° 1. Caractère double et structure d'une coopérative de cultivateurs

fur et à mesure que ces conditions seront remplies, les conditions de vie et les loisirs préférés des membres des coopératives agricoles se rapprocheront de ceux des personnes exerçant des professions non agricoles et vivant en province. Sur ces lots domestiques, les activités futures appartiendront aux catégories du repos et des sports ; la production elle-même sera toujours d'une importance secondaire et la production marchande sera entièrement absente.

MEMBRES, DIRECTION ET ÉLABORATION DES DÉCISIONS

La nature socio-économique (coopérative) de la coopérative agricole donne à ses membres le statut de co-propriétaires de la grande entreprise, dotés du droit de décider collectivement de toutes les questions importantes des activités de la coopérative. En même temps, la grande entreprise collective est basée sur le travail des membres de la coopérative, qui peuvent être considérés à cet égard comme les employés de leur propre entreprise collective. Ce rôle double (de co-propriétaire et de fournisseur de travail) des membres de la coopérative est capital lorsque nous considérons les relations humaines et sociales et les processus de la prise des décisions tels qu'ils apparaissent au sein des coopératives agricoles, et tout particulièrement dans les grandes entreprises collectives.

Erdei* souligne avec force le fait que l'appartenance en qualité de membre à la coopérative n'est pas suffisante en elle-même pour aboutir à une organisation optimale de la grande entreprise collective coopérative. Il faut également pour cela que les relations touchant l'emploi des membres soient réglementées d'une façon précise. Le problème théorique qui se pose à propos de ces questions peut se formuler ainsi : comment peut-on concilier le caractère de co-propriétaire et celui d'employé des membres de la coopérative, de façon à établir un rapport homogène entre les objectifs de la direction de la grande entreprise coopérative et les objectifs des membres-employés individuels ?

Les relations économiques et organisationnelles à l'intérieur de la coopérative sont réglementées par ses propres statuts. Ces statuts établissent les droits et les responsabilités des membres, le mode d'élection des organes de direction de la coopérative, les principes de l'organisation du travail et de la répartition des revenus. Il existe naturellement certaines règles obligatoires fixées par la loi, mais dans le cadre de ces limites assez larges, chaque coopérative agricole détermine elle-même ses propres statuts détaillés. Les statuts débattus et adoptés par l'assemblée générale des membres de la coopérative doivent être soumis pour approbation à l'instance régionale appropriée de l'État, afin d'assurer leur conformité aux lois et règlements en vigueur.

Une fois ses statuts approuvés, chaque coopérative est inscrite au registre officiel des coopératives agricoles, d'une façon un peu similaire à l'enregistrement des firmes telle qu'elle est pratiquée aux États-Unis.

* Voir la bibliographie et *Acta Œconomica 3*, 1968, pp. 383—401.

Le concept micro-économique et légal de la firme est tellement large qu'il est applicable à la ferme coopérative sans aucune difficulté théorique. En dépit de ce fait, on discute largement depuis assez longtemps s'il est justifié ou non de souligner le caractère d'entreprise de la grande firme coopérative, et si les catégories de salaires, de revenus nets, de profits, d'amortissement, etc. en usage pour les entreprises (les firmes) en tant que telles peuvent être ou non appliquées aux coopératives agricoles. Le débat a depuis trouvé sa solution, étant donné que les « droits civils » de ces catégories ont été « déclarés » par la pratique même de l'agriculture coopérative, et c'est cette position que la réforme du mécanisme économique et la législation ont adoptée sans équivoque aucune.

Les statuts assurent à chaque membre de la coopérative le droit de participer en toute égalité à l'élaboration des décisions communes sur la répartition des ressources productives et la distribution des revenus de la grande entreprise (firme) coopérative. Plus précisément, les membres disposent des droits les plus importants ci-dessous :

- droit de participer à l'assemblée générale et droit de vote égal;
- droit d'être élu à quelque fonction que ce soit dans la coopérative agricole ;
- droit de participer aux revenus de la coopérative en fonction de son travail ;
- droit à une rente pour la terre qu'il possédait à l'origine et qu'il a cédée à la coopérative;
- droit de conserver ou de réclamer son lot (domestique) à usage individuel dans les conditions spécifiées par la loi et les statuts ;
- droit à la pension-vieillesse.*

Les devoirs les plus importants des membres de la coopérative sont :

- le transfert à la grande entreprise collective, au moment de leur adhésion à la coopérative, de leur terre et de leur équipement (excédant les besoins reconnus de l'exploitation domestique) ;
- participation aux activités de l'entreprise collective par la fourniture de leur travail.

L'organisation interne de la grande entreprise coopérative est esquissée dans la figure nº 2.

L'instance supérieure de la coopérative agricole est l'assemblée générale. (Dans les coopératives de très grandes dimensions, celle-ci est remplacée par l'assemblée des délégués.) Les responsabilités et les fonctions les plus importantes de l'assemblée générale sont les suivantes :

- élection des corps dirigeants ;
- approbation des plans à long terme et des plans annuels de gestion déterminant l'affectation des ressources collectives ;

* Le système de la retraite introduit en 1968 et concernant les membres des coopératives paysannes classe les coopérateurs retraités dans des catégories établies sur la base de leurs revenus personnels réalisés au sein de la grande entreprise coopérative. Il existe au total 21 catégories de pensions-vieillesse. La durée de la participation à la coopérative est particulièrement soulignée lors de la détermination du montant de la retraite.

— approbation des comptes annuels finaux, déterminant la répartition des revenus ;
— appel de crédits dépassant certaines limites déterminées ;
— admission et exclusion des membres.

L'assemblée générale élit la direction, responsable pour la direction opérative de la coopérative agricole en tant que firme (entreprise) agricole. Les effectifs du bureau administratif s'échelonnent en général entre sept et dix-sept membres. En règle générale, l'assemblée générale des membres élit encore une commission de contrôle et une commission disciplinaire, ainsi que divers autres comités chargés des problèmes intéressant l'exploitation domestique, les œuvres sociales, la sécurité sociale, etc.

Le président est le dirigeant responsable et le représentant légal de la coopérative, il dirige la gestion et l'administration au nom de la direction et en s'appuyant sur cette dernière. Il est élu pour une période de quatre ans. L'assemblée générale élit également un président-adjoint. Très souvent, c'est l'agronome en chef qui est élu au poste de président-adjoint, s'il est lui-même membre de la coopérative. (Lorsque c'est nécessaire, les membres de la direction peuvent être choisis parmi des personnes n'appartenant pas à la coopérative.) Le président-adjoint peut être élu avec des fonctions particulières, comme par exemple la direction de toutes les entreprises subsidiaires (atelier de réparation mécanique, chantiers de construction, fabrication de produits alimentaires, etc.) ou bien des activités commerciales. Les autres membres de la direction sont le chef-agronome, le zootechnicien en chef, le chef-comptable, les chefs des entreprises subsidiaires, etc., comme l'indique la figure nº 2.

La figure nº 2 illustre également la structure de la production et de l'organisation du travail. Les unités productives de base de la grande entreprise coopérative sont en général les brigades, qui constituent en même temps des unités définies de l'organisation du travail ; leur chef responsable est le chef de brigade (ou chef d'atelier) qui est chargé de ces fonctions par la direction. Au sein des brigades et des autres unités productives (comme par exemple la laiterie et les porcheries) fonctionnent des groupes de travail, comptant en général 5 à 15 personnes, au cas où le travail manuel revêt de grandes proportions par suite du bas niveau de la mécanisation.

En règle générale, les instruments mécaniques se trouvent concentrés dans une organisation unique au sein des fermes collectives de moindres dimensions, mais le personnel travaillant sur des machines tractées est réparti dans les brigades. Dans les fermes collectives plus grandes, les brigades (ou unités) dites de production complexe sont équipées des machines dont elles se servent tout au long de l'année.

Pour les cultures sarclées nécessitant un important travail manuel, de nombreuses entreprises collectives répartissent entre leurs membres les superficies emblavées qui sont ainsi travaillées individuellement. L'essentiel de ce système familial du travail agricole, que l'on considère d'ailleurs comme une « innovation » hongroise, est qu'à côté du travail mécanisé en équipe, effectué sur une grande échelle, les travaux manuels typiques sont pris en charge par les membres individuels, afin de cultiver les superficies en question dans le

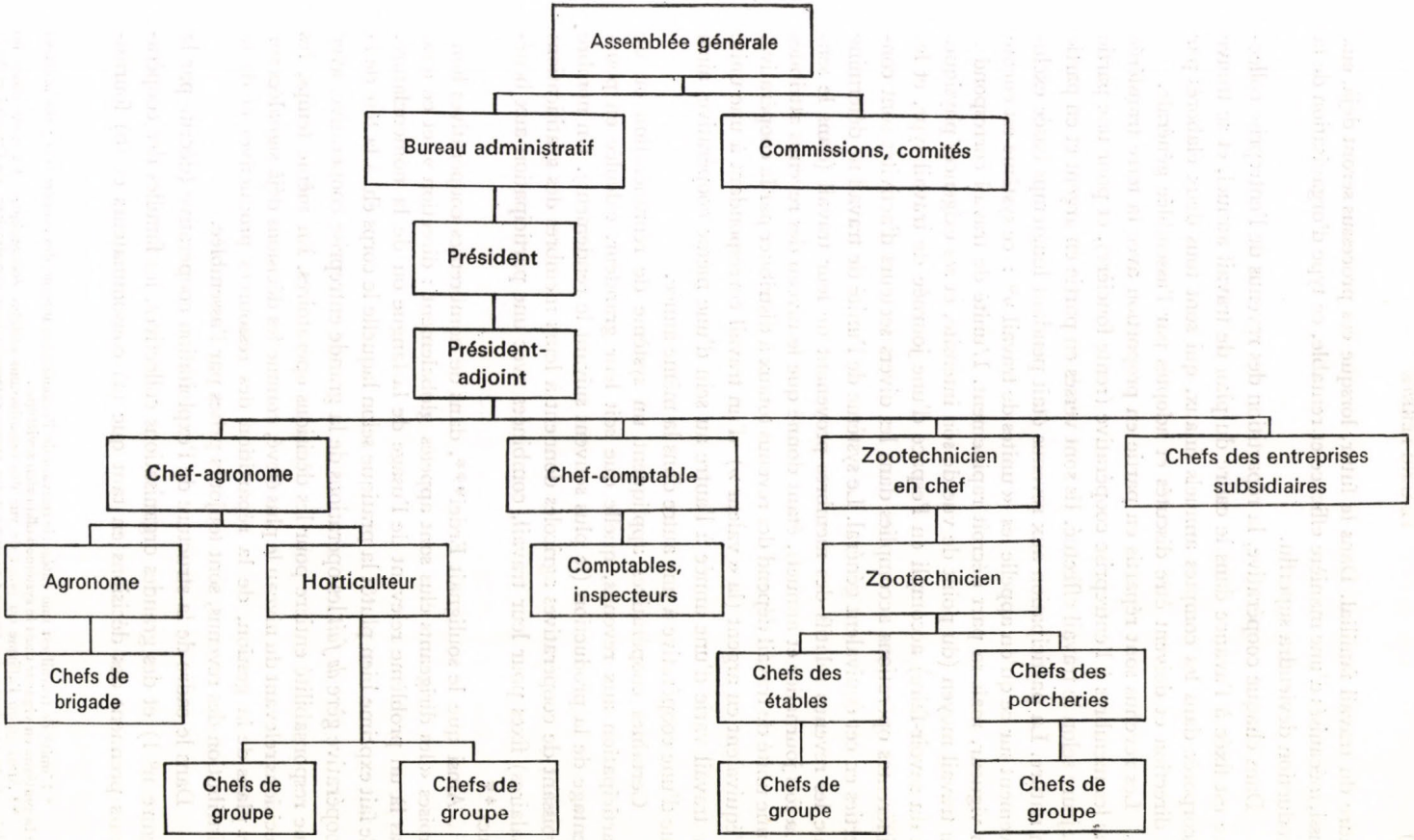


Figure n° 2. Schéma des niveaux de la prise des décisions et de la direction dans les grandes firmes coopératives

cadre du travail familial. Dans le futur, lorsque ces processus seront déjà, eux aussi, mécanisés d'une manière efficace et rentable, ce type d'organisation de la production deviendra superflu.

Dans chaque coopérative, la répartition des revenus de l'entreprise collective est fixée à l'avance dans le cadre du plan de travail annuel, et se trouve incorporée dans les comptes annuels finaux, qui sont tous deux élaborés par la direction et doivent être discutés et adoptés par l'assemblée générale.

Les revenus sont répartis en partie en proportion avec la terre transférée par les membres à l'entreprise coopérative (rente foncière), et pour une partie majeure selon le travail effectué. Ils sont versés en partie en argent et en partie en nature. La participation aux revenus était pendant longtemps basée exclusivement sur ce qu'on appelle les « unités de travail »* : ce système est encore en vigueur, mais sa part décroît rapidement. L'unité de travail correspond à un travail moyen (du point de vue de son intensité, et ses exigences physiques et du savoir-faire) accompli en l'espace d'une journée de travail type, et les différentes opérations accomplies dans les divers secteurs d'activités sont converties en cet équivalent général. Le système de l'unité de travail ne détermine que les revenus relatifs des membres provenant de leur travail (dans le sens à la fois journalier et annuel), étant donné que le niveau des revenus attribués à une unité de travail dépend des revenus totaux à distribuer par la coopérative. L'équivalent en argent (la « valeur ») d'un travail correspondant à une unité de travail varie d'une année à l'autre au sein d'une même coopérative, ainsi que d'une coopérative à une autre dans la même année.

Certaines coopératives appliquent un système de rémunération ou de participation aux revenus, quelle que soit leur grandeur, calculée en pourcentage de la production (le plus souvent suivant le rendement). Un nombre croissant de coopératives agricoles donnent à leurs membres des gratifications (salaires) fixes pour leur travail, combinées avec une participation aux bénéfices.**

Ainsi que le soulignait Erdei***, dans de nombreuses coopératives hongroises « les dirigeants élus sont appelés globalement : direction », et ce n'est pas là un problème relevant de l'usage de la langue ou de la nomenclature. Ce fait exprime bien plutôt la pratique selon laquelle le corps élu à la tête de la coopérative gère *de fait* les opérations de la grande entreprise coopérative, avec une responsabilité entière pour les décisions opératoires. En même temps, les décisions relevant du niveau le plus élevé, comme les décisions déjà signalées sur les plans de la gestion, de la répartition des ressources productives et de la distribution des revenus, sont toujours prises par l'assemblée.

Dans le cadre de la structure de l'exploitation coopérative (décrite par la figure nº 1) et des grandes organisations collectives, les familles des coopérateurs prennent des décisions en tant que (a) consommateurs et (b) fournis-

* L'unité de travail est une catégorie relevant de l'organisation interne des coopératives ; elle provient de la pratique en vigueur dans le système kolkhozien soviétique.

** Ainsi qu'on l'affirme du point de vue des organisations sociales, économiques et commerciales, les salaires fixés au niveau des revenus provenant des autres catégories (non-coopératives) de l'emploi et de la participation aux bénéfices, sont mieux en harmonie avec le modèle future de l'exploitation coopérative.

*** Erdei, F. : « Socialist agriculture. » *Hungarian Survey 1.* 1966, pp. 32–48.

seurs des facteurs de la production (de travail avant tout) dans leurs ménages associés à leur exploitation domestique ; en même temps, les membres des familles qui sont en même temps membres de la coopérative, décident en tant que (c) entrepreneurs et (d) co-propriétaires, en votant à l'assemblée générale de la coopérative. Si les membres coopérateurs des familles sont également considérés comme (e) des personnes votant et participant ainsi aux décisions politiques, le rôle multiple des familles coopératives apparaît suivant un schéma d'ensemble qui est similaire aux fonctions de décision des familles des fermes privées analysées par Heady.*

Dans leurs décisions économiques concernant l'exploitation domestique, les familles coopératives sont en général caractérisées par une façon de concevoir et de planifier l'avenir d'une manière limitée, et par une sorte de « cycle de l'exploitation familiale » mis à jour dans les analyses de Heady, Black et Peterson.** Dans leurs décisions d'affaires touchant les grandes entreprises coopératives, les membres doivent souvent affronter des horizons très étendus, presque illimités, caractéristiques des firmes enregistrées.

DÉMOCRATIE COOPÉRATIVE ET ORIENTATION DE L'ÉTAT

Le principe de la démocratie coopérative exige que les coopératives paysannes fonctionnent en tant que communautés dirigées de façon démocratique, et que l'État exerce son rôle d'orientation économique générale à leur adresse d'une manière spécifique.

Dans le système actuel du mécanisme économique, l'orientation des fermes coopératives par l'État a, à côté de son droit de contrôle légal, un caractère relevant entièrement des méthodes de la politique économique. L'orientation par l'État respecte pleinement le principe selon lequel la ferme coopérative constitue la propriété collective, coopérative des membres, et que de ce fait l'orientation par l'État ne saurait signifier le droit de donner des ordres. Pour ce qui est des entreprises de l'État, leur propriétaire est l'État, et de plus, le directeur nommé par un organe gouvernemental représente en sa personne l'État lui-même dans la gestion des affaires des firmes de l'État. Quant aux coopératives, c'est le principe de l'autogestion qui est reconnu et appliqué ; dans leurs activités, l'État n'intervient pas « en tant que propriétaire ».*** Il s'efforce de réaliser ses objectifs économiques en influençant les coopératives agricoles dans le cadre donné par la planification économique nationale, et cela en recourant à des stimulants économiques tels que l'attribution de crédits à des termes avantageux, la fixation et la modification des prix, la conclusion de contrats sur la production et la commercialisation, la fourniture de conseils techniques, d'informations, de recommandations, etc.

* Heady, E. O. : *Economics of agricultural production and resource use.* Englewood Cliffs, N. J., Prentice-Hall, Inc. 1952, p. 496.

** Heady, E. O., Black, W., and Peterson, G. : « Interdependence between the farm business and the farm household with implications on economic efficiency. » *Iowa Agr. Expt. Sta. Res. Bul.* 1953, p. 398.

*** *La réforme du mécanisme de l'économie en Hongrie ; 25 questions et 25 réponses.* Une interview de M. Rezső Nyers, secrétaire du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois par Béla Bagota et József Garam. Éditions Pannonia, Budapest, 1969.

Le plan de gestion annuel et les comptes de fin d'année représentent les deux chaînons les plus importants par lequels les coopératives agricoles s'incrustent dans l'ensemble de l'économie socialiste planifiée.

FERENC FEKETE.

BIBLIOGRAPHIE

Ferenc Erdei : « L'agriculture socialiste hongroise ». *Nouvelles Études Hongroises*. 1966, pp. 39-58.

Ferenc Erdei : « Le village hongrois en voie de transformation ». *Nouvelles Études Hongroises* 1971, pp. 58-71.

Patrie et nation en Europe centrale : une discussion idéologique

LES ANTÉCÉDENTS

« Les hommes créent leurs idées, leurs conceptions, etc., mais ce sont des hommes véritables, actifs, tels qu'ils sont conditionnés par les forces productrices et par le degré de développement des rapports qui leur correspondent et ce jusqu'aux formations de rapports les plus évolués. La conscience (Bewusstsein) est inséparable de l'existence consciente (bewusstes Sein), et l'existence des hommes est le processus réel de leur vie. Si les hommes et leurs rapports apparaissent dans toute l'idéologie renversée, la tête en bas, comme dans une sorte de chambre obscure, ce phénomène provient de leur processus vital historique, comme le renversement des objets sur la rétine procède de leur activité vitale physique immédiate ».* C'est ainsi que l'*Idéologie Allemande* définit les relations qui s'établissent entre existence et conscience.

Faisant partie de la conscience sociale, la *conception historique* est déterminée par l'*historiographie*, par l'enseignement de l'histoire, par la *littérature* inspirée de l'histoire, par la *vulgarisation scientifique*, ainsi que par des vues et sentiments anciens que la *famille*, le *groupe*, la *classe* ont transplantés dans la conscience quotidienne.

En Hongrie, au XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle la classe dirigeante a propagé par tous ces moyens une *conception historique nationaliste* dont maints éléments survivent dans la conscience quotidienne d'aujourd'hui, bien que plusieurs décennies se soient écoulées depuis la chute du système capitaliste.

La *science historique marxiste*** a obtenu d'excellents résultats avant, mais surtout après la Libération, dans la critique du nationalisme et dans la propagation d'une nouvelle conception historique. József Révai*** et d'autres ont mené une lutte efficace contre la politique et l'historiographie nationalistes du régime Horthy et leur grand mérite consistait précisément à mettre en valeur le principe de la lutte des classes dans l'histoire hongroise sans la séparer des combats menés pour l'indépendance.

* « Die Menschen sind die Produzenten ihrer Vorstellungen, Ideen, aber die wirklichen Menschen, wie sie bedingt sind durch eine bestimmte Entwicklung ihrer Produktivkräfte und des denselben entsprechenden Verkehrs bis zu seinen weitesten Formationen hinauf. Das Bewusstsein kann nie etwas anderes sein als das bewusste Sein, und das Sein des Menschen ist ihr wirklicher Lebensprozess. Wenn in der ganzen Ideologie die Menschen und ihre Verhältnisse wie in einer Camera obscura auf den Kopf gestellt erscheinen, so geht die Phänomen ebensosehr aus ihren historischen Lebensprozess hervor, wie die Umdrehung der Gegenstände auf der Netzhaut aus ihren unmittelbar physischen. » Marx-Engels : *Die Deutsche Ideologie*, Berlin, 1953. Dietz.

** Voir l'étude de *Zs. P. Pach :* « L'historiographie hongroise au cours du dernier quart de siècle ». *Nouvelles Études Hongroises, 1971.* pp. 110-130.

*** Cf. *Études historiques*, Budapest, 1955. Akadémiai Kiadó.

Cette conception juste fut reniée par une politique dogmatique, volontariste qui eut une forte incidence sur notre historiographie. Elle a simplifié les contradictions du passé hongrois, elle a négligé dans les guerres d'indépendance l'analyse des conflits sociaux et elle n'était pas en mesure de présenter les luttes de la classe ouvrière hongroise — et notamment la République des Conseils — sous leur véritable jour. Sous le signe de la lutte contre les simplifications le révisionnisme proclamait une fausse unité nationale dans le passé et dans le présent et faisait revivre les tendances réformistes du mouvement ouvrier.

Après 1956 les débats menés sur les thèmes : *nation*, *patrie*, *patriotisme*, *indépendance*, *progrès*, *internationalisme*, ont largement contribué à la condamnation de ces déformations et à l'éclaircissement des problèmes fondamentaux de l'histoire hongroise.*

Ces discussions ont prouvé qu'il est faux de généraliser et d'étendre à l'ensemble de l'histoire du peuple hongrois l'idée de la nation bourgeoise. Elles ont également fait apparaître l'impossibilité de simplifier les rapports entre les luttes pour l'indépendance et le progrès social, indépendance et progrès social pouvant se trouver, le cas échéant, en accord, mais aussi en opposition. Elles ont mis en évidence la nécessité d'examiner plus soigneusement les relations qui existent entre l'histoire du peuple hongrois et des peuples voisins. En ce qui concerne l'histoire du mouvement ouvrier, elles ont insisté sur l'importance de l'analyse des rapports entre la lutte de classe et le problème national et sur l'appréciation nuancée de la politique des partis ouvriers.

Si ces débats ont pu avoir lieu et s'ils ont obtenu les résultats que nous venons de mentionner, c'est surtout au regretté Erik Molnár, à son désir passionné de voir clair, à sa ténacité dans la recherche de la vérité et à sa large expérience internationale que nous les devons.**

Tout en reconnaissant la grande valeur de ces résultats, nous devons dire que, sur certains points, les débats ont abouti à une polarisation peu convaincante au point de vue scientifique. On a clairement reconnu que ces discussions avaient pour but d'analyser les conséquences de la grande vague nationaliste qui a déferlé sur le pays en 1956, et on a salué avec une certaine satisfaction ce travail de clarification. Cependant des doutes ont surgi chez marxistes et non-marxistes au sujet du bien-fondé de certaines thèses relatives aux problèmes de la formation de la nation et du rôle du nationalisme. Ces divergences de vues se sont encore accentuées à la suite des différends surgis dans le mouvement ouvrier international à l'égard des problèmes de la nation, de l'indépendance et de la souveraineté.

Une certaine conception historique « plébéienne » qui trouve sa source dans le « populisme », refuse des conclusions qui minimisent l'importance des guerres d'indépendance et les manifestations qui s'y attachent au nom d'une idée de « nation éternelle ». Par contre, les partisans de la « désidéologisa-

* Cf. *Nouvelles études historiques*. Vol. 1-2. Budapest, 1965. Akadémiai Kiadó.

** Cf. quelques études d'*E. Molnár* parues en langues étrangères : *Les fondaments économiques et sociaux de l'absolutisme*, Budapest, 1965. Akadémiai Kiadó.

— « *Das Problem des Zusammenhanges zwischen nationaler Unabhängigkeit und gesellschaftlichen Fortschritt.* » Budapest, 1961. Akadémiai Kiadó.

— « Le rôle historique de la République Hongroise des Conseils. » = *Acta Historica* (1959) T. VII, nos 1-2.

— *La politique d'alliance du marxisme (1848-1849)*. Budapest, 1967. Akadémiai Kiadó.

tion » se sont forgé des arguments à partir de jugements « hyper-critiques », portés sur le passé hongrois pour étayer un certain cosmopolitisme de mauvais aloi.

Les marxistes se posent des questions comme celles-ci : quels sont les rapports entre la lutte de classe et l'évolution nationale ? Le patriotisme populaire a-t-il vraiment existé ? Quelle était l'importance des luttes pour l'indépendance au point de vue du progrès social ? Comment l'attitude du mouvement ouvrier a-t-elle évolué face au problème national ?

Examinons quelques-uns des problèmes soulevés qui, à notre avis, ont une importance non seulement pur l'historiographie et l'opinion publique hongroise, mais aussi pour les discussions idéologiques internationales.

PATRIOTISME POPULAIRE

Erik Molnár a ouvert le débat en 1960 sur la *question du développement de la nation* en constatant que l'historiographie marxiste hongroise avait fait des concessions aux conceptions bourgeoises lorsqu'elle avait étendu la notion de *patrie* et de *nation* à toutes les formations sociales. D'autre part elle a simplifié l'histoire des guerres d'indépendance en opposant le patriotisme des serfs aux multiples trahisons de la noblesse. Selon lui la notion de patrie et de nation est un produit de l'évolution capitaliste, et il n'y a pas de « patriotisme » particulier des serfs, si quelque chose de semblable se manifeste, il doit être expliqué par l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Molnár avait raison quant à la formation de la nation, mais au sujet de la patrie et du patriotisme, on est en droit de contester sa conception.

On connaît l'affirmation de Lénine, selon laquelle l'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante de l'époque donnée. Cependant, cela ne signifie point qu'il n'existe pas d'autres idéologies. *La classe exploitée développe elle aussi sa propre idéologie* qui reflète sa situation et sert ses intérêts, même si elle comprend des éléments de l'idéologie dominante. Cette conception concorde avec les vues de Lénine sur les deux cultures.

Les caractéristiques du *patriotisme populaire* sont : l'attachement au domicile, au lieu de naissance, la défense des conditions d'existence et de travail, les efforts en vue d'améliorer ces conditions, dans le cadre géographique, linguistique et culturel donné.*

Ajoutons que l'idéologie des opprimés a pu être rendue consciente, surtout par des *intellectuels* d'origine noble, bourgeoise ou paysanne, en premier lieu les prêtres et les pasteurs, les maîtres d'école, les professeurs et les étudiants, plus ou moins proches de la classe des exploités. Ces intellectuels, tout en propageant, dans la plupart des cas, l'idéologie de la classe dominante, étaient aussi capables,

* Zs. P. Pach a attiré l'attention sur ce point dès le début des débats : « En tout cas, cette notion de 'patrie' comprend et implique toujours la notion du lieu de naissance et celle de la terre natale et reflète ainsi des rapports réels. Je crois ne pas avoir tort en étant persuadé que cet élément réel joue dès le début et plus tard aussi un très grand rôle et que son importance est beaucoup plus grande s'il s'agit de la notion de la « patrie » des opprimés, à l'opposé de celle des seigneurs. Elle reflète les conditions de travail et d'existence réelles des serfs — si misérables que soient-elles — et l'attachement du serf et du paysan à la terre qu'ils labourent, à sa petite fortune, à ses instruments de travail. » = *Századok*, 1962, p. 396.

aux heures critiques, d'exprimer les exigences et les besoins des opprimés. Ainsi, par exemple, les pasteurs protestants hongrois de la seconde moitié du XVII^e siècle ou les étudiants participant à la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi (1703-1711) n'étaient pas seulement les porte-parole de la noblesse, mais aussi les représentants du mouvement populaire des Kouroutz (mot qui dérive de Cruciatus, « Croisé »).* Les jacobins hongrois** ne représentaient pas uniquement le joséphisme, comme idéologie de l'absolutisme éclairé, mais ils ont également reconnu l'importance de la libération des serfs. Petőfi et les démocrates plébéiens de 1848 ont soutenu, certes, le programme de Kossuth dans la question de l'indépendance nationale, mais ils étaient également des partisans intransigeants de la réforme sociale, dans l'intérêt de toutes les nationalités de la Hongrie.***

Il importe de souligner qu'il existe une *continuité* dans l'idéologie représentant les intérêts des opprimés. C'est l'idéal national des pasteurs, des jacobins, des démocrates plébéiens de l'ère des Réformes et de la guerre d'Indépendance qui a abouti au poète Ady et aux radicaux du début du XX^e siècle et aussi au patriotisme, d'abord démocratique, puis socialiste, de la classe ouvrière.

Lorsque Lénine évoque la fierté nationale des Grands-Russes, il esquisse la ligne révolutionnaire qui conduit, en Russie, jusqu'aux bolcheviks et dont les maillons sont Radichtchev, les décabristes, les révolutionnaires rasnotchinetz des années 70, et les ouvriers de la révolution de 1905. Le fait qu'en Russie, la tendance « sociale » est plus homogène, alors que chez nous, les mouvements nationaux et sociaux s'entrechevêtrent, s'explique par la spécificité du développement des deux pays.

Ici se pose la question de l'*unité nationale*. Dans toute société de classe on trouve des opprimés et des oppresseurs, des exploiteurs et des exploités dont la situation est fondamentalement caractérisée par la divergence des classes. Mais entre ces classes se forment des liens économiques, politiques et culturels, qui sont caractéristiques de l'ensemble de la communauté. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on puisse supposer une identité totale d'intérêts entre les classes dans toutes les situations historiques, mais cette identité peut jouer un rôle dans des périodes critiques, et elle peut servir de base à une *collaboration temporaire*.

En ce qui concerne les rapports entre la noblesse et la paysannerie hongroises, il est évident qu'ils sont caractérisés par la forme féodale de la lutte de classe. Cependant, au moment des guerres contre les envahisseurs étrangers, il n'était pas rare de voir se constituer une coopération, toujours contradictoire, qui correspondait aux intérêts des deux classes sur un point : la défense du pays face au conquérant étranger.

Ainsi il ne s'agit pas de brosser un tableau idyllique du « seigneur et du paysan dans l'unité de la vie hongroise », mais de représenter conformément à

* Cf. Á. Várkonyi : *Habsburg absolutism and serfdom in Hungary at the turn of the* XVII *and* XVIII *centuries*. Budapest, 1965. Akadémiai Kiadó ; B. Köpeczi : *La France et la Hongrie au début du* XVIII^e *siècle. Étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*. Budapest, 1971. Akadémiai Kiadó.

** K. Benda : *Probleme des Josephinismus und des Jakobinertums in der Habsburgischen Monarchie*. München (Munich), 1966. Oldenbourg.

*** J. Révai : *Le contraddizioni interne della rivoluzione ungherese del 1848/49*. Roma, 1948.

la vérité historique les rapports — et leur reflet idéologique — entre la classe dominante et les opprimés. Cette lutte commune a pu évidemment contribuer à l'acceptation par les serfs de certains éléments de l'idéologie dominante et la littérature populaire en témoigne, ce qui ne veut pas dire que le patriotisme populaire soit une émanation pure et simple de cette idéologie.

CLASSES ET NATIONS

Comment juger des *rapports qui existent entre la lutte de classe et la lutte pour l'indépendance* à l'époque féodale et à l'époque du capitalisme ?

S'il s'agit des *luttes d'indépendance de l'époque du féodalisme*, il convient de savoir si l'État féodal indépendant libéré à la fois des Turcs et des Habsbourg était un postulat du progrès en Hongrie. Globalement nous pouvons répondre par l'affirmative. Cette affirmation est valable surtout s'il s'agit des guerres menées contre les Habsbourg au XVII^e^ siècle et au début du XVIII^e^ siècle, auxquelles Hongrois et Non-Hongrois avaient également participé et qui se sont fixé pour but le rétablissement de l'ancien État de Mathias Corvin du XV^e^ siècle. Dans l'idéologie politique des contemporains, cet État aurait permis une évolution organique sans l'intervention des grandes puissances. Il est certain que dans un tel État les conflits sociaux et nationaux se seraient présentés d'une façon plus claire et ils auraient abouti à un développement plus rapide de tous les points de vue.*

La situation est plus complexe en ce qui concerne la *guerre d'Indépendance de 1848-1849*, où, à un degré de développement social et national plus élevé, les revendications des serfs et des nationalités n'ont été que partiellement satisfaites par la classe dirigeante hongroise, qui, de son côté, voulait réaliser l'indépendance nationale, exigence de l'évolution historique. Cette contradiction réelle n'entraîne pas la condamnation de l'opposition aux Habsbourg, elle prouve seulement que la politique des nationalités du gouvernement hongrois était fausse et que les dirigeants des nationalités n'avaient pas vu qu'ils sont devenus les jouets de la cour de Vienne,** c'est-à-dire de la réaction.

A ce propos se pose — surtout jusqu'à la révolution de 1848-1849 — la question du *rôle de la classe dirigeante hongroise*. Dans les luttes d'indépendance, certaines couches de la noblesse furent capables d'avoir une fonction positive et même, en raison des particularités du développement de la Hongrie et d'autres pays de l'Europe centrale et orientale, de réaliser, il est vrai d'une manière très contradictoire, une partie des objectifs de la révolution bourgeoise. L'histoire des luttes pour l'indépendance et tout le passé hongrois seront plus compréhensibles si nous nous libérons d'un manichéisme primitif qui oppose le mauvais noble au bon peuple.

Tout cela ne veut pas dire que nous devons oublier l'*antagonisme fondamental* des sociétés de classe et qu'il faudrait idéaliser le rôle de la noblesse, mais une

* Cf. L'ouvrage cité de B. Köpeczi.

** E. Andics : *Das Bündnis Habsburg-Romanow. Vorgeschichte der zaristischen Intervention in Ungarn im Jahre 1849*. Budapest, 1963. Akadémiai Kiadó.

appréciation juste de sa position pourrait mener à une meilleure compréhension de la complexité des liens entre lutte sociale et lutte nationale.

Le problème du national et du social se présente sous un autre jour en 1919. *La République Hongroise des Conseils* a lutté et pour la cause des nations et pour l'intérêt des classes exploitées. Outre l'intervention impérialiste et la réaction intérieure, c'est la solution bourgeoise de la question nationale par les classes dirigeantes des nationalités non hongroises qui a provoqué sa chute. Serait-elle venue trop tôt, la révolution socialiste dans cette partie de l'Europe ?*

PROGRES, SOCIÉTÉ, NATION

Il nous faut aussi concrétiser la notion du *progrès*, qu'on traite souvent trop abstraitement. Le progrès, en dernière analyse, sert la création de la société sans classes et la libération de l'homme, mais chaque époque n'apporte que sa propre contribution à la réalisation de ce but final.

En ce qui concerne l'histoire hongroise, la conception abstraite du progrès implique l'affirmation selon laquelle la *centralisation des Habsbourg* aurait été plus progressive que le régime des États et des Ordres, réclamé par la noblesse hongroise. Mais comment cette centralisation se présente-t-elle dans l'Empire des Habsbourg jusqu'à la fin du XVII^e siècle ? Elle est bien faible même dans les pays héréditaires et pendant 150 ans elle ne réussit pas à avoir des forces suffisantes pour chasser les Turcs du territoire de la Hongrie. Et qu'est-ce qu'elle apporte plus tard ? Elle conduit, surtout au XVIII^e siècle, à un certain développement économique et culturel, mais elle maintient les cadres de l'ancienne société féodale, le servage y compris, et impose un système semi-colonial en Hongrie. Dans la question nationale elle applique la devise « divide et impera » qui contribuera à la naissance des nationalismes exacerbés à l'Est de l'Europe centrale.**

La plus grande confusion règne dans la conscience historique au sujet de la relation entre l'indépendance et le progrès, à partir du *Compromis austro-hongrois* de 1867. Certains historiens considèrent que cette union de la classe dirigeante autrichienne et hongroise a complètement satisfait les revendications nationales du peuple hongrois et qu'elle a assuré le progrès économique et social dans l'ancienne monarchie. Le fait qu'une partie de la classe dominante hongroise (le Parti d'Indépendance) ait mené à cette époque une politique anti-habsbourgeoise tapageuse ne signifie pas pour autant que l'exigence de l'indépendance de la Hongrie fût anti-progressiste.***

* Béla Kun a déclaré lors du congrès de juin 1919 du parti : « Du reste, comme partisans de la République fédérative, nous nous efforçons de créer le système des Républiques des Conseils, fédérées entre elles, en leur assurant au plus haut point l'autonomie nationale et culturelle, l'autogouvernement et l'indépendance. » *A magyar munkásmozgalom történetének válogatott dokumentumai* (Documents sélectionnés pour servir à l'histoire du mouvement ouvrier en Hongrie). Vol. 6/B, Budapest, 1955. éd. Szikra, p. 18. Cf. B. Kirschner : « Société et nation au temps de la République Hongroise des Conseils. » *Nouvelles Études Hongroises*, vol 4-5. 1969-1970 pp. 69-96.

** J. Bérenger : « Les fondements théoriques de l'absolutisme dans la Hongrie du XVII^e siècle. » In : *Mélanges offerts à Aurélien Sauvageot*. Paris, 1971, pp. 23-28.

*** Cf. *Der österreichisch-ungarische Ausgleich 1867*. Materialen (Referate und Diskussion) der internationalen Konferenz in Bratislava 28.8.-1.9 1967. Bratislava, 1971. Akadémiai Kiadó. (Communications et interventions en langues française, italienne, russe, etc.) Cf. les études de P. Hanák et E. Kovács.

Lorsque, le 1er mai 1919, le commissaire du peuple, Jenő Landler fit appel à la défense de la Hongrie prolétarienne, il put proclamer à juste titre : « Aujourd'hui, l'Europe nous regarde ; aujourd'hui, la cause des travailleurs européens est entre les mains du prolétariat de Budapest ».* L'accent mis sur l'aspect international de la lutte ne signifiait nullement qu'en 1919 les prolétaires hongrois « ne défendaient pas la patrie », tandis que les représentants de la classe dominante hongroise poursuivaient les négociations avec les puissances de l'Entente et leurs acolytes, l'armée royale roumaine.**

Après la défaite de la révolution, l'amiral Horthy, malgré sa propagande nationaliste, ne pouvait dissimuler l'évidence, à savoir qu'il a lié le sort du pays à la politique des gouvernements fascistes de l'Italie et de l'Allemagne.***

A cette époque, les seuls à lutter pour l'indépendance étaient les ouvriers et les intellectuels antifascistes qui s'élevaient contre la politique chauvine de la classe dominante hongroise et réclamaient des réformes sociales, entre autres, la réforme agraire.****

LES NATIONS EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Un problème essentiel de l'historiographie et de la conscience historique, lorsqu'il s'agit de la nation, de l'indépendance et du progrès, est l'appréciation juste des *rapports entre le peuple hongrois et les autres peuples*. Ces relations révêtent une importance particulière dans le cas des peuples voisins dont l'histoire a été déformée par des conceptions nationalistes de l'historiographie hongroise du passé. Au cours de ces vingt-cinq dernières années, des efforts ont été entrepris en vue de débarrasser l'historiographie et l'opinion publique hongroises de ces préjugés.

Cependant l'élimination de cette conception ne dépend pas entièrement de nous, car le nationalisme hongrois est aussi nourri par les nationalismes des autres. Chez certains historiens des pays voisins, nous rencontrons deux thèmes — à notre avis, faux — : d'une part, que les Hongrois auraient empêché la constitution en temps utile d'États nationaux, d'autre part qu'ils auraient exploité les autres peuples. L'historiographie marxiste ne peut défendre la politique exploitrice et, à partir de la fin du XVIIIe siècle, la politique oppressive nationaliste des classes dominantes hongroises. Mais il serait injuste et contraire à l'esprit de l'histoire de vouloir inspirer une sorte de « conscience de culpabilité collective » vu que, dans ce pays plurinational, c'est la suprématie de *la classe exploitrice hongroise (et non pas celle des Hongrois en général)* qui a prévalu, suprématie partagée d'ailleurs avec *la classe dirigeante autrichienne*. D'autre part, en ce qui

* Landler Jenő : *Válogatott beszédek és írások* (Choix d'écrits et de discours). Budapest, 1960, p. 307.

** Cf. les documents publiés dans « La politique extérieure de la République Hongroise des Conseils » de Zs. L. Nagy, sur l'intention de Béla Kun, commissaire du peuple de négocier avec les Quatre au sujet des questions territoriales, extraits des délibérations du Conseil des Quatre, etc. *Nouvelles Études Hongroises*, vol. 4-5, 1969-1970; pp. 97-114.

*** Cf. M. Ádám; Gy. Juhász ; L. Kerekes : *Allianz Hitler — Horthy — Mussolini. Dokumente zur ungarischen Aussenpolitik (1933-1944)*. Budapest, 1966. Akadémiai Kiadó.
The confidential papers of admiral Horthy. (Prep. and introd. by M. Szinai and L. Szücs.) Budapest, 1965. Corvina Pr. XXII.

**** Cf. I. Boldizsár : « *L'autre Hongrie* ». *Histoire du mouvement de résistance hongroise*. Budapest, 1946. *Magyarország*.

concerne la lutte de classe, *on ne saurait prétendre que la classe dominante hongroise ait fait une distinction entre les serfs ou les ouvriers hongrois et les autres.*

Il est vrai que dès le début du XIX^e siècle, au moment de la formation d'une conscience nationale bourgeoise, des conflits ont surgi entre Hongrois et autres nationalités et qu'une des causes de ceux-ci fut l'attitude nationaliste-chauvine de la classe dirigeante hongroise, mais tout cela ne nous autorise pas à ne tenir compte du *caractère de classe de la politique de toutes les classes dirigeantes* de cette partie de l'Europe.

Si l'on examine le développement politique d'après la Première Guerre mondiale, on s'aperçoit que le nationalisme s'est manifesté en Hongrie aussi bien que dans les autres pays de l'Europe du Sud-Est, et aucun ne mérite d'être taxé plus « progressif » que l'autre.

La coopération des historiens des pays socialistes — qui a déjà donné un certain nombre de résultats appréciables — pourra permettre l'élaboration d'une histoire nuancée des relations entre les peuples du bassin danubien, condition nécessaire de la transformation des « images » nationales qui vivent dans une conscience quotidienne faussée par les conflits du passé.

BÉLA KÖPECZI.

BIBLIOGRAPHIE

Voir la bibliographie de l'étude de Zs. Pál Pach: «L'historiographie hongroise au cours du dernier quart de siècle». *Nouvelles Études Hongroises 1971.* pp. 130–135.

Problèmes actuels de la législation

Le droit embrasse de vastes domaines de la vie sociale, son action a des répercussions lointaines. La complexité de notre sujet peut facilement nous entraîner à des digressions dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace d'abord, car le rôle régulateur et moteur du droit apparaît sous des formes différentes dans les divers domaines de l'évolution de la société et de la vie individuelle : il serait naturel, par exemple, de traiter séparément de ses fonctions dans la sphère économique et de ses fonctions dans la vie familiale. Dans le temps, ensuite, étant donné qu'il est difficile de comprendre l'évolution d'un système juridique étranger quand on n'en connaît pas les antécédents historiques. Et d'ailleurs, on ne peut vraiment éclairer le rôle constructif du droit socialiste si on le détache du développement général de l'État où il naît.

Aussi sera-t-il bon, en guise d'introduction, de définir le but et les cadres de notre analyse. Nous nous proposons ici d'étudier le passé récent et l'état actuel de l'évolution du droit hongrois, pour esquisser ensuite les tâches actuelles, déjà discernables. Nous ne chercherons donc pas à analyser les problèmes spéciaux de la codification, ni d'une façon plus générale, ceux posés par le travail du légiste : nous voulons avant tout présenter les points de connexion et d'interaction entre le droit et le développement général de la société. Aussi mettrons-nous l'accent non pas sur les aspects internes, proprement professionnels de la législation, mais sur les effets sociaux de celle-ci, sur ses liens avec la pratique juridique et l'influence concrète qu'elle exerce sur les conditions de la vie sociale. Nous espérons que cet aperçu rapide, « à vol d'oiseau », n'ira pas au détriment de l'exactitude, et que cette « photographie aérienne » permettra au contraire de mettre en relief les traits fondamentaux et l'orientation générale de l'évolution du droit hongrois.

ANTÉCÉDENTS

Notre objectif nous conduit à esquisser très brièvement les antécédents historiques indispensables à la compréhension de l'état actuel de notre système juridique. Ceux qui s'intéressent à la situation de la Hongrie savent naturellement quel tournant important la Libération a représenté dans le développement de notre pays, dans la vie de l'État et dans l'évolution de la législation. Cet événement historique a posé par lui-même, directement, des problèmes

qui intéressaient la législation. Il fallait sans retard extirper de notre droit les lois militaristes et fascistes. Il fallait également remplacer les vestiges du système juridique féodal par des institutions répondant déjà aux conditions de la démocratie populaire. A ces changements se mêlaient déjà certains éléments de type socialiste, tels les lois relatives à la première étape des nationalisations.

L'établissement systématique du régime juridique socialiste commença au moment où le pouvoir de la classe ouvrière alliée à la paysannerie laborieuse se précisa et se consolida. Dans le domaine du droit, la base et les cadres de ce travail furent définis par la Constitution promulguée en 1949.

Dès l'abord, l'évolution de notre droit socialiste tendait à l'exclusivité du droit écrit, et par conséquent à la liquidation totale du droit coutumier. Aussi ses débuts ont-ils requis de nombreux règlements à caractère transitoire et à courte échéance. Mais on chercha en même temps, assez rapidement, à régler les conditions de vie fondamentales des travailleurs sur la base de textes plus importants et durables, de préférence des textes législatifs. Ainsi, la Loi sur les Conseils, le Code du Travail, la Loi sur la Famille furent élaborés dès les années 1950.

Sur la fin de cette décennie, et en particulier au début des années soixante, la législation connut un essor nouveau caractérisé par le soin extrêmement vigilant apporté à l'élaboration des textes rendus nécessaires par l'expérience des entorses faites à la légalité socialiste et par la juste appréciation historique que nous avons su en donner. C'est alors qu'apparurent successivement des textes importants et durables comme le Code Civil, la Loi Pénale, la Loi sur la Procédure administrative, etc. Des secteurs importants de l'économie nationale et des activités administratives de l'État, les Eaux et Forêts, les Mines, l'Enseignement, le Bâtiment entre autres furent également réglementés par des lois-cadres. Ce travail eut pour résultat d'incorporer la matière solidement étayée en théorie des diverses branches du droit socialiste dans un système homogène de textes législatifs, de codes généraux.

Ce processus ne s'est naturellement pas fait sans coupures ni sans heurts. Les difficultés ne provenaient pas seulement du manque d'expérience et de certains problèmes économiques. L'édification du socialisme comporte nécessairement des inégalités, des retards temporaires dans le développement des conditions de vie et de la conscience sociale dans certains secteurs, dans le rythme de l'élaboration de la nouvelle société. Aussi a-t-il fallu recourir plus d'une fois, dans cette période, à des règlements transitoires, rapidement remplacés. Et ce qui est plus important encore : les changements révolutionnaires et plus tard, l'enrichissement des fonctions économiques et culturelles de l'État nécessitèrent pendant longtemps des textes qui explicitaient dans le détail la volonté centrale de l'État et assuraient tout à fait l'homogénéité de leur application pratique.

Ces mesures étaient parfaitement justifiées à ce moment, mais elles donnèrent naissance à certains effets négatifs. Ainsi, dans le domaine économique, où, après la réparation des destructions dues à des faits de guerre, une vaste politique d'investissements passa au premier plan, dans le cadre cependant d'une exploitation extensive des ressources nationales, on prit l'habitude, « en

haut » aussi bien « qu'en bas », d'opérer par des plans fractionnés de façon très mécanique, de diriger l'ensemble de l'économie en usant de méthodes administratives et impératives. La centralisation des compétences et des pouvoirs de décision devint un phénomène général dans les autres secteurs des activités de l'État, tout comme dans l'administration. De ce fait, les organismes de l'échelon inférieur se trouvèrent dans un état de subordination générale, y compris dans les affaires de caractère local, et leurs responsabilités se limitèrent à l'exécution des ordres reçus d'en haut.

La situation qui s'est établie dans la première moitié des années soixante sous l'effet des circonstances ci-dessus esquissées, et qui représente le point de départ proprement dit de notre analyse, peut être résumée comme suit du point de vue strictement juridique :

L'établissement complet de notre système juridique socialiste s'est fait sur la base d'un réseau large et homogène de codes et de lois-cadres. Par là s'achevait dans le développement de notre droit la période dite de la « première codification », selon le terme généralement usité dans les sciences juridiques. Nos lois répondaient aux exigences générales de la théorie et de la pratique juridiques, elles remplissaient également leur mission politique et sociale fondamentale : la défense de l'ordre légal. Il nous semble que nous pouvons à juste titre être fiers de ces résultats.

Mais derrière la brillante surface apparaissaient certains aspects négatifs, transitoires, de l'évolution de notre système juridique. Ainsi s'établit la pratique de la législation à l'aide de décrets-lois, et la réglementation de l'exécution à plusieurs échelons à la fois (réglementation simultanée d'un même objet par la loi, par décret gouvernemental et par décret ministériel). De ce fait, les professionnels eux-mêmes avaient des difficultés à s'y reconnaître dans les domaines plus complexes ou en évolution rapide. Une réglementation souvent trop poussée ainsi que la forte centralisation eurent pour résultat de réduire l'influence créatrice que pouvaient avoir sur l'évolution des conditions sociales ceux qui étaient chargés d'appliquer le droit sur le plan local et particulièrement dans l'administration. Les éléments croissants de démocratie socialiste pénétraient difficilement dans la vie de l'État et dans le domaine du droit, d'autant plus que le développement de la conscience juridique et de la culture civique générale des masses ne figurait pas parmi les tâches de première importance du développement du droit.

NOUVEAUX IMPÉRATIFS

Les conditions de la réglementation et les solutions méthodologiques et organisationnelles engendrées par elles entrèrent tout d'abord en conflit avec les impératifs du développement économique. Aussi devint-il nécessaire, dans une première phase, d'élaborer les méthodes nouvelles de la direction d'une gestion économique intensive par l'État, tant du point de vue économique que juridique. L'introduction du nouveau système de direction de l'économie et son plein épanouissement devinrent la condition fondamentale et la tâche principale de notre développement général.

Il n'est pas de notre tâche de dissiper les malentendus sans fondement et qui appartiennent d'ailleurs au passé, surgis localement dans les débuts à propos de la réforme de notre mécanisme économique. Aujourd'hui, il est probablement clair aux yeux de tous que ces changements ont eu pour but d'assurer avec une efficacité accrue la réalisation d'une politique économique inchangée. Il s'agissait d'insérer de façon plus organique dans les rapports de marché réellement existants une économie nationale fondée sur la direction planifiée ; il fallait trouver à mieux utiliser les lois économiques pour accroître l'intéressement matériel des travailleurs et mieux satisfaire par là les besoins de la société et des individus.

Du point de vue qui nous importe ici, il convient de souligner que le nouveau système de la gestion économique, tout en mettant l'accent sur les régulateurs économiques parmi les instruments de l'orientation, utilise lui aussi diverses réglementations légales. La régulation juridique s'est vue attribuer un rôle décisif dans des questions fondamentales, comme par exemple : la compétence des organismes étatiques disposant des stimulants économiques et responsables de leur utilisation, le système de régulation des revenus et de l'intéressement matériel des organismes de gestion, les garanties de leur autonomie juridique et organisationnelle, le développement de leurs rapports contractuels, etc. De cette façon, les nombreux textes élaborés en un court laps de temps ont eux aussi grandement contribué aux résultats bien étayés fournis dès maintenant par le nouveau système de gestion : l'autonomie et la responsabilité des organismes de gestion existent effectivement et se renforcent progressivement, ainsi que l'intéressement direct et l'activité accrue des travailleurs.

Les textes relatifs à la direction de la vie économique ont été en général élaborés au niveau gouvernemental. Une grande partie des règles touchant de près l'intéressement matériel des entreprises et des coopératives se trouve cependant aujourd'hui encore incluse dans des décrets ministériels réglant l'application de textes plus généraux. Les circonstances pourraient faire croire que la réglementation de la vie économique s'écarte de la ligne générale de l'évolution du droit dont nous avons parlé plus haut, et qui vise à élaborer une réglementation juridique générale et complète au niveau de la loi. Cette apparence se fonde sur le fait que le vaste matériel juridique de grande importance intéressant la gestion économique ne pourra être élaboré sous forme de lois que plus tard, progressivement, au fur et à mesure des expériences pratiques déjà recueillies. Pour nous, l'autre face du problème est la plus importante : la réglementation des aspects juridiques de la gestion économique, bien qu'opérée en général à un niveau subalterne, avec un caractère transitoire, ou même à titre expérimental, a mis en évidence un des traits fondamentaux de notre évolution sociale : elle a fait passer le droit de décision (et dans de nombreux cas, le droit de réglementation) à un échelon supérieur où l'on dispose d'informations plus exactes et où l'on est intéressé de plus près par son objet.

Cette tendance qui gagne les autres domaines des activités de l'État, ne constitue nullement un simple processus de décentralisation. Il ne s'agit pas d'un abaissement unilatéral du niveau des compétences, mais en fait d'un mouvement qui s'opère dans deux sens à la fois.

Il faut d'une part reporter au niveau inférieur approprié le droit de décision, la possibilité d'élaborer la réglementation utile et les moyens propres à permettre d'agir pour tous les problèmes qu'il est plus facile d'appréhender et de résoudre sur le plan local. Il s'agit donc de faire en sorte que les organismes chargés jusqu'à présent de l'exécution deviennent progressivement maîtres de tous leurs champs d'activités.

Parallèlement, les organismes centraux se voient libérés de la réglementation et davantage encore des opérations de détail. Leurs activités se concentrent sur les problèmes fondamentaux et globaux, leur tâche est avant tout d'élaborer à long terme des solutions complexes, découlant de projets scientifiquement fondés, de prendre l'initiative d'une réglementation générale correspondante ou d'y procéder eux-mêmes, d'organiser et de contrôler enfin l'exécution, en veillant même à ses moyens économiques.

Le renforcement de l'État ouvrier et de l'efficacité de son action se fait donc, comme l'a établi le X^e Congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois à la fin de l'année 1970, à la fois par l'accroissement de l'autonomie et des responsabilités des organismes inférieurs, et par le relèvement du niveau d'expression de la volonté centrale, l'accroissement de son poids et de son pouvoir.

Nous en sommes arrivés par là à un point crucial du développement des activités de l'État, qui met de nouveau en vedette les problèmes de la législation.

Les questions générales d'actualité de la codification préoccupent, bien sûr, également les sciences juridiques. De l'avis général, nous avons franchi le seuil de ce qu'on appelle la phase de la « deuxième codification ». Dans cette phase, il ne s'agit plus d'établir un système juridique de type nouveau, prenant la relève d'une superstructure juridique bourgeoise, mais de poursuivre le développement du droit dans le cadre du système juridique déjà en place. Mais au cours de ce processus, il ne suffit pas de traduire, au niveau du droit, la création des rapports socialistes et d'exprimer les règles nécessaires à leur protection. La rétroaction de la superstructure juridique sur la base économique et sociale va aussi en se renforçant : la réglementation doit contribuer de plus en plus énergiquement au relèvement du niveau du développement général et aider les transformations sociales, les réformes partielles qui se trouvent à l'ordre du jour. L'unité de principe, l'identité des intérêts de l'État et du droit font que la régulation juridique doit, dans la période à venir, servir directement le développement des activités étatiques.

Ce que nous venons de dire n'est pas pure théorie, ni simple prévision de l'évolution future. Ainsi la Loi I de 1971 sur les Conseils, reflète déjà dans les détails l'extension du rôle des conseils locaux et départementaux, jusque sur le plan de leur compétence dans la réglementation juridique, la gestion économique, etc. En même temps, les cadres organisationnels sont créés et les différentes conditions réunies qui permettront à long terme l'élaboration du style général de l'orientation centrale du travail des conseils.

La préparation concrète des textes nouveaux a également commencé, et elle se trouve déjà à un stade avancé dans certains secteurs de la nouvelle phase du travail législatif. Nous traiterons dans les pages suivantes de certains problè-

mes également qui ont déjà trouvé leur solution. Il s'agit donc là d'une activité pratique très large, visant à développer l'ensemble du droit, et il ne saurait être question d'en donner ici un tableau complet.

Nous ne nous attarderons qu'à deux aspects fondamentaux : le caractère démocratique et systématique de notre travail législatif. Nous croyons que ce court exposé, ainsi que la mise en évidence des éléments nouveaux les plus importants de notre droit, en facilitera l'appréhension générale.

LE CARACTERE DÉMOCRATIQUE DE LA LÉGISLATION

La nouvelle phase du développement de notre droit nécessite le concours de forces très larges. La question se pose : qu'est-ce qui permet cette progression impétueuse qui s'appuie dans tous les domaines sur la compréhension des masses ? On pourrait énumérer ici de nombreux facteurs. Nous pourrions signaler l'amélioration du niveau de la culture générale, de la scolarisation, de la formation professionnelle. Nous devons aussi parler des effets positifs du système de la gestion économique. Mais le facteur le plus important, celui qui non seulement permet, mais rend également inéluctable le développement des rapports juridiques, réside sans conteste dans le renforcement de la démocratie socialiste et dans ses réserves encore inexploitées. Du fait de la fermeté de la direction politique et de son esprit de suite, l'intérêt des masses laborieuses pour les affaires publiques va se renforçant, de larges masses prennent une part active et directe à leur solution, et les formes diverses de la démocratie se renforcent également sur les lieux de travail. Ces circonstances exercent un effet déterminant sur l'évolution de notre droit également.

L'État et le droit sont issus d'une même souche. Ce sont là des notions inséparables qui se conditionnent réciproquement. Si nous voulions caractériser brièvement la nouvelle phase du développement de notre droit, nous soulignerions comme trait fondamental que, de nos jours, trois notions sont devenues pour nous inséparables : celle de l'État, celle du droit et celle de la démocratie socialiste. Nous pourrions formuler la chose en ajoutant que les activités de l'État sont modelées par les institutions, et dans une mesure croissante, par les facteurs démocratiques, tandis que le droit lui-même a cessé d'être un simple produit de la « régie » : les masses laborieuses jouent un rôle de plus en plus important dans la préparation et l'élaboration des lois et règlements, et prennent même sur elles, comme nous le verrons, certaines tâches qui sont de réglementation légale.

Le caractère démocratique de la législation se développe naturellement sous des formes diverses aux différents niveaux du droit. Sans vouloir tout embrasser, jetons un coup d'œil sur les traits nouveaux les plus importants qui caractérisent les divers échelons de la législation.

Dans la phase de l'évolution du droit qui vient de s'ouvrir, les lois, et par conséquent, le travail législatif de l'Assemblée nationale joueront un plus grand rôle. C'est dans cet esprit déjà que la Loi III de l'année 1970, portant modification de la loi électorale, a élargi le caractère démocratique de l'élection des

députés (droit direct des citoyens et des collectifs de travailleurs à présenter des candidats et présentation simultanée de plusieurs candidatures). Dès maintenant, les activités des diverses commissions de l'Assemblée se sont étendues largement et leur rôle s'est tout particulièrement accru dans la discussion préalable des projets de loi. Ce rôle des commissions peut être interprété comme un moyen de rendre opérants les rapports entretenus par les députés avec leurs électeurs : il leur permet de présenter en détail l'avis et les propositions de leurs mandataires.

Ces conditions nécessitent un travail d'élaboration plus poussé dans la préparation des divers textes. Le rôle coordinateur du ministre de la Justice, responsable du niveau politique et professionnel de la codification, va croissant. La discussion publique des lois intéressant de larges couches de la population s'approfondit dans ce processus et prend des formes plus diversifiées : ainsi, la discussion de la loi sur la jeunesse a mis en œuvre tous les moyens de communication de masse.

Ces moyens démocratiques ne peuvent naturellement être mis en pratique lors de la préparation et de la promulgation des textes élaborés au niveau gouvernemental et ministériel. Mais il faut là aussi faire en sorte que les intéressés, et en particulier les personnes participant directement à l'application des règlements, puissent présenter le plus largement possible leurs propositions et observations.

Au niveau inférieur de la réglementation, nous assistons, par contre, à un changement qualitatif. Le nombre des ordres de service délivrés par les ministères à l'adresse des organismes subalternes a nettement décru. C'est là que s'affirme le plus, selon les principes déjà signalés, la décentralisation des compétences dans l'élaboration des règlements. De ce fait, la procédure de la réglementation se rapproche des intéressés et les personnes à qui va s'appliquer le règlement ont la possibilité de se faire entendre également. Nous voyons une expression importante de cette pratique, dans l'extension considérable de la possibilité qu'ont les conseils de régler, dans les cadres de leurs compétences autonomes élargies, les questions d'intérêt local, souvent d'importance primordiale pour la population, par arrêt du conseil ou par voie de règlement sur l'organisation et le fonctionnement des divers services. La « première » très attendue de ce système a été la réglementation des aspects locaux des nouveaux textes sur le logement.

Le renforcement des compétences réglementaires des divers organismes de gestion et des collectifs de travailleurs est encore plus intéressant du point de vue théorique, et plus important du point de vue de la pratique politique. Un des traits nouveaux les plus caractéristiques de la législation du travail est que la réglementation d'un nombre croissant de questions touchant le travail passe de la compétence centrale à celle de l'entreprise, en particulier du contrat collectif. De même, l'une des solutions les plus marquantes de la loi générale sur les coopératives est le développement, l'extension à tous les types de coopération de l'institution de statuts autonomes, méthode qui a déjà fait ses preuves dans le secteur des coopératives agricoles. La loi nouvelle permet aux coopératives de régler elles-mêmes, selon leurs objectifs économiques et les conditions locales,

à partir de leurs droit de propriétaires, toutes les questions relatives à leur organisation et à leur fonctionnement si la réglementation centrale n'en dispose pas à titre impératif. Cette réglementation locale s'intègre de façon organique dans le système de la réglementation étatique, mais n'a plus un caractère étatique, elle ne constitue donc pas une règle de « droit », mais seulement une règle normative sociale.

Ainsi, le renforcement du caractère démocratique de la législation représente bien plus que le simple développement des méthodes de préparation et d'élaboration des textes. La mise en œuvre plus directe des intérêts des masses entraîne également l'enrichissement du contenu du système juridique ; elle contribue parallèlement à l'identification consciente des masses et par conséquent à l'application plus profonde et plus efficace du droit.

Il nous faut cependant souligner que nous n'en sommes encore qu'aux débuts de cette évolution, et que nous ne pouvons espérer son éclosion spontanée. La compréhension des lois et règlements laisse encore beaucoup à désirer. Il reste encore beaucoup à faire pour que les connaissances juridiques deviennent partie organique de la culture civique de base. Il faut élaborer des méthodes plus modernes dans la propagande de l'information relative au droit.

CARACTERE SYSTÉMATIQUE DU DÉVELOPPEMENT DU DROIT

La modification des conditions de vie, l'évolution des besoins de l'économie nationale et de la population et, dans une mesure croissante, les effets de la révolution scientifique et technique posent souvent à la législation des tâches imprévisibles. Cependant, l'édification complète du socialisme représente un processus scientifiquement fondé et planifié, et cela vaut également pour l'organisation supérieure des activités de l'État, entre autres, pour la législation. Aussi le développement du système juridique, la préparation et l'élaboration des lois et règlements doivent eux aussi revêtir un caractère systématique, planifié.

Nous avons progressé peu à peu dans la planification du travail codificateur. Depuis 1964, nous préparons chaque année un plan de codification, mais en fait, celui-ci ne représente qu'un simple programme concret à court terme. En 1969, après la préparation théorique des tâches à long terme de la législation, une décision du gouvernement a résumé les lignes politiques générales du développement de notre système juridique.

Le X^{e} Congrès du Parti a traité en détail des problèmes de fond les plus importants du développement des activités de l'État. A la suite de ses travaux, la nécessité s'est posée de résumer de façon concrète, dans le cadre d'une décision appropriée de l'État, les tâches à long terme de la législation. Cette décision établit les tâches intéressant la période allant de 1971 à 1974.

Le programme demande à être fondé également sur le plan juridique proprement dit, selon les lois du mouvement propre au droit. Ainsi se pose la nécessité, tant politique que professionnelle, de modifier notre loi fondamentale, la Constitution, également, en harmonie avec les nouvelles conditions. Le X^{e}

Congrès a constaté à ce propos : « Il faut enregistrer et fixer, par la voie d'amendements de la Constitution, les résultats du développement de notre société, et avant tout le fait que les fondements du socialisme existent déjà et se sont consolidés, que l'édification socialiste est entrée dans une phase plus avancée et qu'elle progresse sur la voie de l'édification complète de la nouvelle société ».

Les tâches incluses dans le programme de la législation embrassent de très larges sphères de la vie sociale. Le travail de codification diffère lui-même dans son caractère, selon qu'il s'agit de la réglementation entièrement nouvelle de conditions de vie nouvellement apparues, ou qu'au contraire, la loi nouvellement formulée ne représente que la systématisation d'un matériel juridique difficile à manier, accumulé à un échelon inférieur, la condensation de l'essentiel de son contenu à un niveau plus élevé et ouvert à l'avenir.

On peut diviser ces tâches en trois grands groupes selon leur objet : on peut distinguer les lois et règlements qui intéressent les activités de l'État, ceux qui touchent la vie économique et enfin ceux qui répondent aux divers besoins de la population.

Une partie des textes intéressant le développement de la vie de l'État ont pour objet, dans le cadre de l'exécution des clauses fondamentales de la Constitution, de définir la procédure de la réglementation légale elle-même, ou celle de certains autres actes juridiques fondamentaux. Parmi ces textes, nous pouvons mentionner par exemple la refonte de l'ancien décret-loi (1954) sur le contenu, la publication et la promulgation des lois et règlements. Le texte doit définir, conformément aux besoins nouveaux, le niveau de la réglementation à appliquer aux diverses sphères de la vie sociale et économique, ainsi par exemple, les questions les plus importantes à soumettre de façon obligatoire à l'Assemblée nationale et à réglementer sous forme de lois ; la simplification du système actuel trop complexe des différents règlements (décrets ministériels, par exemple, et dispositions des secrétaires d'État, arrêtés ministériels, différents règlements, etc.) ; la liquidation ou la limitation au strict minimum de la réglementation simultanée à plusieurs niveaux.

Un caractère similaire marquera également la loi qui doit réglementer en détail l'ordre interne de la conclusion, de la publication et de l'entrée en vigueur des conventions internationales, qui, aujourd'hui encore, ne repose en partie que sur des normes pratiques.

Un second groupe de textes touchant le développement de la vie de l'État définit l'ordre de l'organisation et de la procédure, et en partie les problèmes de contenu des secteurs les plus importants des activités de l'État. C'est à cette sphère qu'appartient par exemple la loi nouvelle déjà citée sur les conseils. Une autre branche importante des activités de l'État est le domaine de la justice, touché sous de nombreux rapports par le programme à long terme de la législation.

Nous avons déjà signalé dans notre introduction que la période précédente était caractérisée par une forte centralisation du système juridique, alliée aux niveaux inférieurs à une exécution articulée de façon multiple. Un des résultats en a été la rupture de l'homogénéité de l'organisation de la justice. Il est par

conséquent important de réformer le système des diverses instances, le système des organismes chargés de traiter des divers problèmes juridiques, et en particulier du règlement des litiges, de le rendre plus homogène, de le simplifier, de le rendre plus clair, plus rapide et moins onéreux. Il faut en conséquence refondre les lois sur les tribunaux et les parquets, ainsi que les textes relatifs à leur procédure. Ainsi les commissions économiques d'arbitrage et les commissions territoriales d'arbitrage du travail doivent être intégrées à l'organisation générale des tribunaux.

Nous devons mentionner encore dans cette sphère la réforme du Code Pénal. Le but des modifications déjà intervenues a été d'assurer une qualification plus différenciée des divers délits et crimes, qui tienne mieux compte des changements intervenus dans la vie économique, les transports et communications, etc. La révision approfondie de la totalité des textes reste encore à faire et représente une tâche d'importance générale.

Un autre domaine extrêmement vaste de notre programme législatif est celui de l'économie nationale. La codification à réaliser ici est en partie liée à la gestion économique, en partie également aux aspects juridiques du financement et de l'administration, et enfin à nos relations économiques internationales.

Nous avons déjà dit que la réglementation juridique de notre nouveau système de gestion économique ne pouvait passer que progressivement à un niveau supérieur, celui des lois. Il faut procéder dans cette sphère à la réglementation par la loi des divers types des organismes de gestion. C'est ce que visent la loi générale, homogène sur les coopératives, ainsi que les dispositions légales intéressant les coopératives des secteurs agricole et industriel, les coopératives de consommation, etc. Ce travail sera suivi par l'élaboration de la loi sur la situation juridique des entreprises de l'État. Il sera également nécessaire de réglementer dans son ensemble l'ordre de la planification économique, les différents types de plans, leur fonction, la procédure de la planification, etc.

La modification du Code Civil promulgué en 1959 jouera dans ce domaine un rôle particulièrement important. Ce vaste territoire du droit a déjà subi quelques changements avec l'introduction du nouveau système de gestion. Il s'agit maintenant de refondre le Code Civil d'une manière plus générale et pour une longue durée, en se fondant sur une analyse théorique plus poussée et sur l'utilisation des expériences pratiques ; il s'agit de moderniser en particulier le système des contrats et d'élaborer les dispositions nouvelles favorisant l'expansion du commerce.

Dans le domaine des finances et de l'administration, le travail législatif a pour objet entre autres la refonte de la réglementation des assurances, de la douane et de la gestion des devises, l'homogénéisation des règles administratives éparses touchant le trafic routier et fluvial, ainsi que plus tard, l'élaboration de la loi générale sur les finances de l'État, englobant tous les problèmes relatifs au budget.

L'extension et l'enrichissement de nos relations internationales sur le plan économique nécessitent également l'aménagement à un niveau élevé de certains autres domaines du droit. Ainsi l'élaboration de la loi sur le droit international privé se trouve déjà à un stade avancé. Par contre, l'établissement de la

loi sur le commerce extérieur exige un travail préparatoire plus ample, étant donné qu'elle aura pour fonction de synthétiser, conformément à son rôle croissant joué dans l'économie nationale, les questions fondamentales liées à l'organisation et au fonctionnement, à la direction et aux activités pratiques du commerce extérieur.

Dans le troisième volet de ce vaste programme de codification, nous trouvons la réglementation de questions intéressant de larges catégories de la population dans le domaine social, culturel et celui de la santé publique. Les tâches les plus diverses se posent ici, diverses aussi bien par leur objet que par les objectifs et les méthodes de la législation qu'elles réclament. Ainsi par exemple, la loi sur la jeunesse n'avait pas d'antécédents à proprement parler dans notre législation, alors que les codes et les dispositions exécutives les plus diverses traitaient en détail des problèmes de l'enseignement et de l'emploi des jeunes, selon les besoins d'une période déjà dépassée. Maintenant que nous cherchons à trouver pour tous les problèmes importants de notre société des solutions durables et complexes, il est apparu que les intérêts de la société nécessitaient la synthèse, dans une loi spéciale, des droits fondamentaux, mais aussi des devoirs de la jeunesse porteuse de l'avenir.

L'élaboration des lois sur la santé publique et la sécurité sociale a un autre caractère. Les institutions juridiques de ces domaines existent déjà, elles sont comprises dans des textes de portée diverse, mais cette réglementation est très éparse et difficile à manier. Les solutions liées à des conditions matérielles sont particulièrement complexes. Aussi l'élaboration de lois homogènes a-t-elle avant tout pour but de mettre de l'ordre dans la législation. En même temps cette refonte possède une grande importance du point de vue de la société, elle permet des solutions de principe plus évoluées, et pose également, par endroits, des thèmes nouveaux, comme, par exemple, dans le cadre de la loi sur la santé publique, les problèmes éthiques et juridiques des soins médicaux et de la prévention, ceux concernant la greffe des organes, etc.

Il se peut que cette énumération ressemble un peu à un inventaire. Mais on nous le pardonnera, d'autant plus que nous n'avons pas cherché à être complets. Nous n'avons relevé que les sujets les plus importants pour démontrer que nous ne nous contentons pas de souligner sur le plan des principes seulement le rôle accru du droit socialiste : nous cherchons dans la pratique également à développer de multiples façons notre système juridique et à renforcer son efficacité.

GYÖRGY SZÉP.

BIBLIOGRAPHIE

J. Halász (éd.) : *Socialist Concept of Human Rights.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1966.

L. Szamel : *Le système étatique de la République Populaire Hongroise.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1966.

O. Bihari : « Parlement, administration publique, conseils ». *Nouvelles Études Hongroises 1971.*

I. Kovács : *New Elements in the Evolution of Socialist Constitution.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1969.

Gy. Eörsi : *Fundamental Problems of Socialist Civil Law.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1970.

A. Weltner : *Fundamental Traits of Socialist Labour Law with Special Regard to Hungarian Legislation.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1970.

O. Bihari : *Socialist Representative Institutions.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1970.

Gy. Eörsi–A. Harmathy (éd.) : *Law and Economic Reform in Socialist Countries.* Akadémiai Kiadó, Budapest 1971.

I. Szabó : « Les voies nouvelles de la recherche dans les sciences juridiques en Hongrie. » *Nouvelles Études Hongroises 1972.*

György Lukács (1885–1971)

Documents inédits en français

C'est au moment de sa mort que je me suis vraiment rendu compte des liens étroits qui unissaient György Lukács à l'histoire de son époque, et surtout au mouvement ouvrier qui fut le grand moteur de son développement.

En fait, sa carrière n'avait pas commencé au sein du mouvement mais, lorsque vint le moment de choisir, Lukács opta pour le parti communiste, et ceci non seulement en tant qu'idéologue, mais aussi en qualité d'homme politique. Au cours de ses dernières années, il insista souvent sur le caractère différent de ces « fonctions », mais en vérité, il s'était toujours efforcé de concilier les deux. Il joua un rôle actif dans la politique, non seulement en 1919, à l'époque de la République Hongroise des Conseils, mais aussi en émigration, jusqu'en 1929.

Plus tard, c'est surtout par ses études littéraires, esthétiques et philosophiques qu'il provoqua des discussions en U. R. S. S., mais on ne tarde pas, en feuilletant les numéros du « Literatourny Kritik », à se rendre compte que les problèmes auxquels se consacrait Lukács dépassent de loin la sphère de l'art.

Après 1945, Lukács prit une part active à la formation de la politique culturelle de la Hongrie socialiste, et ses prises de position furent à la base de nombreuses décisions importantes. Sa retraite après 1949 ne signifie pas qu'il avait abandonné la vie intellectuelle hongroise et internationale : ses vues — sans doute interprétées de manières très différentes — continuèrent à agir, même sur le plan politique.

En d'autres termes, Lukács ne s'est jamais contenté de méditer sur notre époque, mais, en tant que savant et homme public il sut assumer sa part dans son développement. Le fait qu'après 1956 en dépit de conflits particulièrement aigus, il retrouve le contact avec le mouvement ouvrier organisé et ait adhéré au Parti socialiste ouvrier hongrois montre clairement qu'il ne pouvait et ni ne voulait séparer sa vie et son activité des luttes concrètes de la classe ouvrière et du parti communiste.

*Ces rapports étroits entre sa vie et la science, les grandes luttes sociales du XX*e *siècle devaient précisément exercer une influence profonde sur l'esthétique de Lukács. On sait qu'après avoir débuté sur ce plan comme adepte de la* Geistesgeschichte, *il renia la philosophie idéaliste au moment où il fit connaissance avec le mouvement ouvrier, dont il adopta les objectifs et, avec eux, le marxisme.*

Parmi les facteurs qui déterminèrent les vues esthétiques de Lukács à la fin des années vingt et au début des années trente, il faut tenir compte autant des idées de Marx, d'Engels et de Lénine sur la littérature que des expériences qu'il acquit dans le mouvement ouvrier et dans la vie culturelle en Allemagne. On sait que sa conception du réalisme est fondée non seulement sur la théorie du reflet, mais encore sur la conviction que l'art réaliste servait

les intérêts de la lutte contre le fascisme et la cause du progrès de l'humanité. Les études qu'il consacra aux grands chefs-d'œuvre classiques ou à des grandes figures de son époque, telles que Gorki et Thomas Mann, témoignent d'une conception solidement ancrée dans la philosophie et la politique.

On peut bien entendu discuter — comme le fit d'ailleurs B. Brecht à son époque — sur la question de savoir dans quelle mesure les recherches de Lukács embrassaient les différentes courants de l'époque, et se demander si le refus qu'il opposait à l'avant-garde révolutionnaire était juste ou opportun du point de vue de l'ensemble de l'évolution de la littérature et de l'art. Quoi qu'il en soit, il ne peut faire aucun doute que les idées de Lukács se situaient à l'intérieur d'un système intellectuel absolument cohérent, un système qu'il avait construit au prix d'un effort continu et engagé dans une discussion permanente avec ses adversaires, non sans corriger souvent ses vues antérieures.

Le couronnement de l'œuvre esthétique de Lukács est « la Spécificité de l'esthétique » ouvrage qui, tout en n'étant qu'une partie de la synthèse qu'il projetait, n'en contient pas moins les lignes essentielles de l'ensemble du système. Les résultats auxquels l'auteur aboutit à propos du problème de la naissance de l'art, dans l'exposé détaillé de la théorie du reflet enrichie de nouveaux éléments, l'analyse de la spécificité de l'esthétique, la nouvelle interprétation du problème de la catharsis *— tels sont les principaux thèmes qui montrent à eux seuls l'importance de l'ouvrage. Lukács y tient compte des expériences acquises au cours de ces trente dernières années au sein du mouvement ouvrier et dans son activité théorique, expériences qui l'ont rendu particulièrement sensibles à toutes les manifestations du dogmatisme, contre lequel il ne combattait pas que sur le plan de l'esthétique. En même temps, le livre montre de façon exemplaire comment on peut et doit défendre des notions considérées comme « désuètes » lorsqu'elles contiennent des vérités fondamentales. Lukács ne craint pas de défendre la théorie du reflet, considérée par d'aucuns comme dogmatique, et il continue à voir dans le réalisme socialiste la tendance principale de l'art nouveau. Innovation, mais en même temps confrontation avec les catégories fondamentales du marxisme — tel est l'essentiel de sa méthode.*

L'œuvre de Lukács a donné et donne encore lieu à des interprétations très diverses, ses vues philosophiques et esthétiques ont provoqué et provoqueront encore maintes discussions. Sa vaste culture philosophique, la profonde compréhension dont il a fait preuve à l'égard des rapports nuancés entre la littérature et la société, sa manière d'appréhender l'essence des œuvres d'art, sa logique rigoureuse en matière d'argumentation, la richesse et la pénétration de sa formulation lui assurent une place de choix dans l'histoire de la culture, et plus encore, font qu'on ne peut s'intéresser à l'esthétique et à l'histoire de la littérature marxistes, sans s'initier à l'œuvre de Lukács.

* * *

Nous publions ici quelques-unes de ses études parmi les moins connues à l'étranger, du fait qu'elles ont paru sous forme d'introduction à des volumes publiés en hongrois. Encore que, selon les règles du genre, une introduction doive comprendre l'exposé du contenu des volumes, nous estimons qu'en l'occurence, cela serait superflu. Les introductions de Lukács ont un caractère de confessions personnelles et constituent de ce fait des documents humains de la plus haute importance qui en disent long sur l'auteur et son œuvre.

La première préface introduit les deux volumes d'études philosophiques intitulés Utam Marxhoz [*Mon chemin vers Marx*] *(Budapest, 1971), la deuxième, les études sur*

Lénine *(Budapest 1970), publiées à l'occasion du 100e anniversaire de la naissance de Lénine. La troisième analyse la question des rapports de la littérature et de la société, et expose les circonstances dans lesquelles l'auteur a élaboré sa théorie esthétique :* Művészet és Társadalom [*Art et société*] *(Budapest, 1698). Enfin, la dernière étude, qui résume les vues de Lukács sur la littérature mondiale, sert d'introduction à sa* Világirodalom [*Littérature mondiale*] *(Budapest, 1969).*

Nous espérons que la publication de ces études contribuera à une connaissance plus approfondie de l'œuvre de György Lukács.

BÉLA KÖPECZI.

Mon chemin vers Marx

PRÉFACE

Au début de ma carrière littéraire, je portais encore peu d'intérêt aux problèmes philosophiques proprement dits. La révolte qui me dressait alors contre mon entourage et son idéologie présentait plutôt un caractère littéraire, tant par son contenu que par ses méthodes essentielles, et revêtait le plus souvent la forme de critiques. Cette révolte était certes influencée par les idées de Darwin et de Haeckel, et par l'anticléricalisme qui en découlait, de même que par la « théorie du milieu » que l'on trouve dans la littérature française d'inspiration sociale ; toutefois, ces éléments ne constituaient pas une unité qui méritât d'être nommée philosophie. Bien au contraire, s'il y a jamais eu une certaine unité dans ces révoltes élémentaires de l'adolescence, le fond et la forme en étaient déterminés par un subjectivisme outré. Ce n'est pas par hasard que mes premiers travaux critiques sont inspirés de l'impressionnisme d'Alfred Kerr. Mais, là non plus, mon attitude n'était pas cohérente : dans les nouvelles et les essais dramatiques écrits dans cette phase initiale de ma carrière, je m'efforçais, sous l'influence d'Ibsen, de Hauptmann et des nouvellistes nordiques, de représenter la réalité d'une façon objective.

Mes premières années d'université devaient marquer un tournant décisif dans mon évolution. Dès que j'eus réalisé que je n'avais pas le don de la création littéraire, une période d'études sérieuses s'ouvrit pour moi. Il ne me semble pas nécessaire, dans le contexte présent, d'expliquer longuement combien j'ai profité, en tant que jeune critique débutant, de ma participation à l'élaboration dramaturgique et à la mise en scène des pièces montées au théâtre Thalia. Par contre, il est intéressant de noter ici que j'ai commencé, à la suite d'une amitié liée avec László Bánóczi, à fréquenter les cours de son père, József Bánóczi, cours portant sur Kant et Schopenhauer. En ce qui concerne ce dernier, je dois dire que sa pensée — même considérée par rapport à Nietzsche — n'a jamais eu d'influence sérieuse sur mon développement philosophique, pas même à ses débuts. Il n'en fut pas de même pour Kant. Dès l'abord, j'acceptai en effet sans résister — et sans être obligé non plus de me transformer intérieurement — sa théorie subjectiviste de la connaissance. A la vérité, le fait que mon subjectivisme spontané ait pris — comme je le croyais alors — la forme d'une objectivité scientifique, et ait donc été fondé — j'en avais également la convic-

tion — sur une base épistémologique, n'a apporté du nouveau dans mon évolution que dans la mesure où le caractère purement impressionniste de ce subjectivisme, sa liaison étroite avec les situations momentanées du moi particulier prenaient par là un certain reflet critique. Mais l'influence que l'éthique et l'esthétique de Kant exercèrent sur moi en fut d'autant plus profonde et durable. (Je reviendrai à cette question lorsque j'aborderai les conséquences concrètes de cette influence.)

Malgré de multiples contradictions internes, je fus amené, dans mon développement intellectuel, à éprouver le besoin d'une base scientifique solide. Parmi les philosophies dominantes de l'époque, influencées surtout par Kant, ce furent celles de Simmel et de Dilthey qui agirent sur moi le plus fortement. Ce processus de clarification intellectuelle s'accompagnait bien entendu de la lecture d'ouvrages sociologiques et historiques. Ce qui explique que c'est à cette époque que je commençai à m'intéresser sérieusement aux écrits de Marx ; lycéen, j'avais déjà feuilleté quelques-uns de ses ouvrages, mais c'est alors seulement que j'en entrepris l'étude approfondie. Naturellement — et je l'ai dit à plusieurs reprises à différents propos — il ne pouvait s'agir là que d'une lecture de Marx dans l'optique de Simmel. C'est pourtant grâce à ces études que j'ai pu écrire mon essai *Histoire de l'évolution du drame moderne* en 1906–1907, et le transformer radicalement en 1908–1909. Cette phase de mon développement a trouvé son accomplissement dans une étude portant sur la théorie d'une histoire de la littérature.

Mais tout cela n'assouvissait nullement ma soif grandissante de philosophie. Le recours à une approche scientifique, loin de les résoudre de façon rassurante, ne faisait que laisser en suspens ou reléguer à l'arrière-plan des questions que j'avais soulevées, mais laissées sans solution théorique dans la première phase de mon évolution. Il n'est donc pas étonnant qu'au cours de cette même période des problèmes d'un autre ordre aient surgi : à peine terminée la première rédaction de mon livre sur le drame que je commençai à écrire les essais que je devais réunir en 1910, sous le titre de *l'Ame et les formes*.

C'est à cette époque que la philosophie s'introduit ici et là dans mes écrits, d'une manière fort peu systématique certes, et sans même que j'en fusse conscient. Comme ce fut le cas plus d'une fois au cours de mon évolution intellectuelle, des tendances divergentes agissaient en moi simultanément. C'est ainsi que mes premiers pas vers la philosophie coïncidèrent avec mes premières tentatives pour saisir scientifiquement les rapports existant dans la société et pour les formuler avec exactitude ; d'autre part, le remaniement de mon ouvrage sur le drame est contemporain de la rédaction du volume d'essais. Si je m'orientais peu à peu vers la philosophie, ce fut à cause de l'intérêt que je portais aux problèmes situés au croisement de l'éthique et de l'esthétique. Au fond, toute cette phase de mon évolution s'inspirait — je l'ai déjà maintes fois souligné — d'un mécontentement et d'une révolte contre le capitalisme hongrois qui avait pris son essor dans la « gentry » ; ces mêmes sentiments furent à l'origine de mon admiration inconditionnelle pour Ady, sans qu'ils m'eussent un seul instant donné l'idée — d'ailleurs généralement admise par les idéologues de la gauche intellectuelle hongroise — que, pour préparer une

issue, il fallait d'abord introduire la civilisation occidentale en Hongrie. Il serait cependant fort exagéré de considérer que j'étais alors socialiste ; en effet, mon attitude envers les théories socialistes que je connaissais alors et à l'exception du syndicalisme radical français, était entièrement négative. Toutefois, même si mes idées étaient confuses du point de vue théorique, je voyais dans la destruction par voie révolutionnaire de la société, la seule et unique issue aux contradictions culturelles de l'époque.

Mes essais, qui constituaient une tentative délibérée pour trouver une solution non-scientifique (encore que chacun d'eux fût précédé d'études sérieuses) m'ont permis d'aller, dans l'examen des problèmes concrets, au-delà des généralisations purement « sociologiques » qui dominaient dans mon livre sur le drame. A propos de la question de l'art pour l'art, par exemple, qui me paraissait alors déterminante, je m'efforçai de mettre en lumière le fait que les divers développements nationaux, en fonction de leur structure sociale et de leur dynamisme spécifique, peuvent amener à des solutions fort divergentes (la tendance Keller-Storm allait à l'encontre du développement français). C'est ainsi qu'une dialectique toute particulière de la subjectivité apparaît chez Sterne, Beer-Hofmann, etc. Bien que tout cela n'eût pas encore été élevé au niveau d'une conception systématique, mon évolution ultérieure de penseur marxiste en garde certainement des traces.

Mais le principal mérite de ce volume d'essais par rapport au précédent consistait dans l'effort que j'y faisais, pour la première fois, pour délimiter les « sphères » éthique et esthétique. L'une des questions centrales du subjectivisme moderne, qui était la tendance dominante de l'époque, était précisément celle de l'application des catégories esthétiques au mode de vie (« art de vivre»). Cet idéal plongeait ses racines dans le romantisme allemand. Je ne voyais pas encore clairement à cette époque le rôle qu'il avait joué dans les Lumières occidentales — pensons à Laclos par exemple. En tout cas, ce n'est pas par hasard que mon premier essai tente d'analyser la dialectique des contradictions internes de l' « art de vivre » (mode de vie guidé par les catégories esthétiques), en partant de Novalis. La même question est posée, d'une manière encore plus nette et avec plus de profondeur, par la philosophie de Kierkegaard, philosophie qui fut élaborée, comme celle de Novalis, non seulement sur le plan de la théorie, mais aussi pour être appliquée à la vie. Dans ces deux études, je me concentre précisément sur les contradictions inhérentes à l'effort pour réaliser les catégories esthétiques dans la vie. Ce faisant, je touchais, sans me fixer pour autant un objectif philosophique quelconque, au problème de la relation des structures éthique et esthétique avec la réalité. Derrière la tentative que je faisais pour déceler les contradictions conceptuelles et méthodologiques couvait une ambition latente : mettre à jour le rapport de ces catégories en tant que principes régissant la réalité vivante de l'homme avec l'ensemble de la pratique humaine. De cette manière, mais seulement dans la mesure où une intention originale s'y cachait inconsciemment, cette période soulevait déjà des problèmes dont l'élucidation devait rester l'une des tâches centrales de ma pensée dans les phases ultérieures de mon développement.

En ce qui concerne l'esthétique, mon effort principal consistait à mettre

en cause la question fondamentale dans laquelle Kant, déformant les faits essentiels, aboutissait nécessairement au subjectivisme ; j'envisageais de mieux approcher ainsi la réalité. Quelques années après la rédaction de ces études, lors de mon séjour à Florence, je réussis effectivement à formuler le problème fondamental de l'esthétique, tout en éliminant la base kantienne. La manière dont je posai la question était en opposition directe avec toute la méthodologie de Kant, mais gardait une forme kantienne : il existe des œuvres d'art ; comment sont-elles possibles ? En d'autres termes, quelle est la base réelle — et propre à être saisie par la philosophie — de leur existence, quelle est celle de leur raison d'être et de leur valeur considérée sur le plan esthétique ? J'ai établi ici une nette séparation entre éthique et esthétique : il est en effet impossible et éthiquement inacceptable d'appliquer les catégories esthétiques à une activité humaine. Cette affirmation constituait déjà l'idée fondamentale de mes premiers essais. En exposant tout ceci, mon propos est seulement de souligner le fait que ces débuts méthodologiques annonçaient déjà des conséquences sur le plan intellectuel qui dépassaient de loin l'ensemble des problèmes, alors actuels pour moi, qui m'inspirèrent les essais de *l'Ame et les formes*.

Dans le domaine de l'éthique, la question était beaucoup plus complexe. Là, ma révolte anticapitalister omantique, dirigée contre les fondements même du système établi, m'amena à voir dès le début une opposition qui ne fit que croître, entre morale et éthique. Même si elle m'influença longtemps, la stricte inconditionnalité qui caractérise l'impératif catégorique de Kant ne m'a jamais satisfait, pas plus que la mise en opposition pure et formelle de la légalité et de la moralité, que Kant lui-même fut incapable de réaliser dans la pratique d'une façon vraiment conséquente. Il me paraissait par trop évident qu'un lien indestructible rattache toujours la morale purement formelle des impératifs aux exigences pratiques résultant des conditions et de l'évolution de la société existante, et plus particulièrement au système juridique en vigueur. D'ailleurs, Kant lui-même a plus d'une fois rappelé ce fait dans ses écrits. Mais c'est là une question à laquelle Hegel, vers qui m'avait conduit mon évolution intellectuelle, ne me fournit pas davantage de réponse philosophique satisfaisante. Et même, chez Hegel, les impératifs moraux ont tendance plus nettement encore peut-être, à déboucher sur les exigences sociales concrètes (juridiques, etc.) de la société existante. J'ai déjà dit, à un autre propos, que je n'ai jamais considéré comme valable l'idée hégélienne de la réconciliation avec la réalité (Versöhnung mit der Wirklichkeit). Même pendant ma période hégélienne, mon attitude intellectuelle à l'égard de toute activité sociale fut dominée — pour exprimer cela d'une manière à la fois concise et plastique — par le « veto par vocation » d'Ady, et cela évidemment en premier lieu dans le domaine de l'éthique. C'est pourquoi je tentai constamment de jeter les bases philosophiques d'une morale qui, à l'encontre de celle de Hegel, dépassât les limites de la moralité et du droit. Il est donc logique que pendant cette période de mon évolution, malgré ma position devenue très vite critique, je n'aie jamais désapprouvé entièrement la critique de Kierkegaard à propos d'Hegel. C'est pour cette raison que je recherchai constamment des tendances éthiques, soit dans le présent, soit dans le passé, pouvant satisfaire des exigences

de l'anticapitaliste encore romantique que j'étais alors. Voilà pourquoi je fus amené à remplacer Ibsen, l'idéal de ma période de jeune critique, par Tolstoï, et plus encore par Dostoïevski, et attiré par la peinture des caractères chez Gœthe et Gottfried Keller ; c'est ce que je ne cessais de chercher même chez Kierkegaard, et qui fut à l'origine de mon inclination pour des penseurs chrétiens du Moyen Age, hérétiques en la matière, comme Maître Eckhart, ainsi que pour certains aspects de la philosophie et de la morale orientales.

Le dialogue intitulé *De la pauvreté d'esprit* n'est qu'une tentative pour fournir une base à la fois théorique et pratique aux efforts de ce genre. Les problèmes éthiques vraiment essentiels n'y sont guère abordés, mais la principale faiblesse de ce dialogue, qu'il partage avec l'éthique bourgeoise en général, est qu'il ne considère l'homme particulier que dans son individualité ; de ce fait, il s'avère incapable de donner une base valable aux tendances antagonistes qui apparaissent en l'homme. Effectivement, cela n'est possible — comme j'ai pu m'en convaincre moi-même plus tard — que si l'on conçoit l'homme comme un être générique, en admettant donc l'idée que c'est le caractère générique de l'homme qui décide si ses actes sont inférieurs à la morale, ou y correspondent, ou bien s'ils atteignent un niveau éthique, et en supposant par conséquent qu'ils sont fonction des différentes étapes d'une évolution au cours de laquelle les liens entre les côtés individuel et générique de l'homme deviennent de plus en plus intimes et organiques. En négligeant l'existence de tels liens organiques, la théorie de l'éthique passe nécessairement à côté de la substance positive de son propre monde, et attribue à ce dernier une structure idéelle, empruntée à des constructions spéculatives qui lui sont étrangères. Car, si dans les domaines de la connaissance et de la réflexion aussi bien que dans celui de l'art, la théorie a affaire à des formations idéologiques qui, précisément, de par leur fonction qui est de transformer la réalité, constituent des « sphères » particulières, la tâche de la philosophie étant ici la mise au jour de la structure spéciale de ces « sphères », l'éclaircissement de leur rapport spécifique à la réalité, il n'en est pas de même dans le domaine de la morale, où la pensée a pour objet non pas une « sphère », mais l'ensemble des actions humaines de nature sociale, ensemble dont la substance réelle, la structure, etc. doivent qualitativement différer de celles des domaines où — comme dans la science ou l'art — c'est la présence d'opérations spécifiques qui fait naître des sphères sous forme d'idéologies face à la réalité. L'épistémologie de Kant ainsi que la méthode et le système de Hegel, fondés sur la logique, dissimulent, quoique différemment, cette divergence essentielle. Si grands qu'aient été alors mes efforts pour saisir la vraie nature des phénomènes éthiques, je ne suis pas arrivé à tirer parfaitement au clair la faiblesse fondamentale de Kant et de Hegel dans cette question d'une importance majeure du point de vue méthodologique et idéologique. La conséquence inévitable d'un tel raidissement de la méthodologie devait nécessairement être l'introduction d'un certain élément inhumain et abstrait dans la définition des catégories éthiques. Le dialogue intitulé *De la pauvreté d'esprit*, alors même qu'il avait pour ambition principale d'éliminer précisément cet élément inhumain, est souvent retombé dans cette faute. (C'est là une des nombreuses questions importantes qui m'ont

fait comprendre qu'il fallait d'abord bien assimiler le marxisme pour pouvoir saisir sur le plan théorique les phénomènes humains conformément à leur essence, et en donner une expression adéquate.)

Le même caractère contradictoire apparaît, bien que sous une forme différente, dans mon étude *la Métaphysique de la tragédie*, écrite un peu plus tôt. Si, dans cet ouvrage, l'effort pour élaborer le schéma formel de la tragédie sur un plan strictement esthétique marque un progrès par rapport aux tentatives précédentes — cet effort s'accompagnant de l'ambition d'analyser du même coup le sens éthique et vital du tragique —, là aussi il y a une confusion qui réside dans le fait que la question est laissée sans réponse : l'éthique est-elle une « sphère » particulière, ou bien un certain degré et mode, mesure et valeur de l'évolution humaine et des rapports de vie généraux ? La différence entre ces deux aspects fondamentaux de la méthodologie et leur interaction dialectique sont loin d'être éclaircies d'une manière conséquente dans cette étude. C'est pourquoi, à côté de constatations justes, on en trouve d'autres qui sont extrêmement confuses ; mais la connexion artificielle de prémisses incompatibles et les assertions indéfendables n'y manquent pas non plus. Le problème de la prétendue situation suprahistorique de la tragédie pourrait servir d'exemple typique. En effet, dans ce cas, des idées dont l'objectif inhérent serait de rendre intelligible un certain comportement humain caractéristique et important peuvent se changer brusquement en une conception inhumaine et abstraite car, sans fondements historiques, il est impossible à la réflexion d'éclaircir le rapport entre l'homme et l'humanité.

La Théorie du roman (1914–1915) marque une étape importante dans mon évolution, même si l'observateur ne voit en elle qu'un nouvel et plus grand élan de mon ancienne tentative pour réunir la philosophie de l'histoire de Hegel à la « révolution de l'esprit » de Dostoïevski, cette dernière étant mise en avant dans l'interprétation d'une pensée idéaliste. Il ne fait aucun doute que la structure fondamentale de ce livre ait été essentiellement inspirée par la philosophie hégélienne de l'histoire ; mais il est également clair que les idées que j'y expose, dans l'intention de reconstruire concrètement le cours entier de l'histoire, se trouvent nettement en opposition avec la conception fondamentale de Hegel. Le motif que j'ai défini plus haut comme une influence d'Ady, revêt ici une formulation fichtéenne. Chez Hegel, réaliste pour le fond, la philosophie de l'histoire, développée d'une manière conséquente, s'arrête au présent ; c'est là une démarche qui dans son développement concret, contient beaucoup d'éléments critiquables — Marx en parle souvent —, mais qui représente cependant l'unité de la science et de la philosophie, et implique la négation méthodologique de tout utopisme. Pour Fichte, idéaliste subjectif, le présent n'est par contre que la troisième des cinq époques de l'histoire, qui est suivie, dans la même logique, de tableaux utopiques décrivant l'avenir. *La Théorie du roman* ne suit pas directement les utopies concrètes élaborées par Fichte. L'avenir n'y apparaît que sous forme de perspective : celle de la « révolution de l'esprit » définie essentiellement selon l'interprétation révolutionnaire de Dostoïevski. Calqué sur le modèle fichtéen, le présent est considéré, là aussi, comme l'époque de la culpabilité absolue (« Zeitalter der vollendeten

Sündhaftigkeit »). Pourtant, dans cette restriction, une certaine opposition à l'utopisme se manifeste, due à l'influence de Hegel et de Marx. De même, — et c'est là encore une expression de l'influence exercée sur moi, et malgré moi, par Marx — l'idée selon laquelle la philosophie a pour tâche de découvrir et de rendre explicites les perspectives de l'avenir à partir des contradictions du présent va à l'encontre de la pensée de Hegel. Bien que sa méthode ait été fondamentalement influencée par Hegel et les « sciences de l'esprit » allemandes, ce livre occupe toutefois une place singulière dans l'histoire de cette dernière tendance, dans la mesure où la conception conservatrice de l'histoire, qui en est la caractéristique dominante, y est rejetée et remplacée par l'espérance d'une « révolution mondiale de l'esprit ».

La déclaration de guerre en 1914, puis le déroulement des hostilités, renforcèrent plus que jamais en moi l'aspiration à une philosophie visant à la transformation du monde. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, d'une part, les tendances éthiques soient passées au premier plan dans mon orientation intellectuelle (au printemps de 1917, je fis une série de conférences sur l'éthique à l'École libre des Sciences de l'Esprit) et que, d'autre part, cette orientation théorique m'ait à nouveau poussé vers Marx. Cette fois cependant mon attention se concentra — et cela est compréhensible — sur les écrits du jeune Marx, dans la mesure où ils étaient accessibles, grâce à l'édition de Mehring surtout. Cette orientation fut naturellement renforcée par les révolutions de 1917. Il serait exagéré de dire que, dès cette époque, un revirement décisif s'était produit dans mon esprit pour faire du marxisme le fondement théorique de ma pensée. Car, cette fois encore, et ce fut souvent le cas au cours de ma vie, il ne pouvait s'agir que de la lutte des tendances idéologiques plus ou moins contradictoires qui m'influençaient. C'est ainsi que malgré ma nouvelle attitude philosophique qui, elle, me rapprochait du marxisme, les tendances idéalistes qui survivaient encore en moi, et même, me dominaient, atteignirent alors leur point culminant. A cette époque, il m'aurait encore semblé inimaginable de pouvoir suivre la bonne voie sans avoir d'abord mené ces tendances à leur terme logique. L'extériorisation la plus frappante de cette situation intérieure fut peut-être l'intervention que je fis, à propos du rapport de Béla Fogarasi, dans le débat sur les tendances idéalistes conservatrice et progressiste organisé par la Société des Sciences sociales. Dans cette intervention, je tentai d'éclaircir, en appliquant la méthode dialectique élaborée par la philosophie idéaliste, le rapport qui existe entre les différentes catégories sociales et en particulier entre l'éthique et la politique. Si cet écrit mérite de retenir l'attention, il le doit uniquement aux informations révélatrices qu'il fournit sur la crise intellectuelle que je traversais alors, et cela seulement pour les lecteurs qui s'intéressent, d'un point de vue scientifique, aux différentes étapes de mon évolution intérieure.

Cette crise, qui fut encore aggravée par des retours en arrière théoriques et même politiques, prit fin avec la rédaction de mon traité *Tactique et éthique*, et par mon adhésion au parti communiste. C'est alors seulement que je commençai à être intellectuellement à même d'établir une corrélation dialectique entre, d'une part, la réalité sociale et de l'autre, les vrais contenus et facteurs,

les conflits et les perspectives de l'activité humaine. Cependant, cela ne signifie nullement que j'aie pu donner dès cette époque une formulation vraiment marxiste des rapports existants des tendances subjective et objective des actes humains. Il ne pouvait s'agir là que d'une première étape sur la voie qui me conduisait vers cette conception de la réalité. La « sphère de la praxis », héritage de la philosophie classique allemande, y est complètement décomposée : vie quotidienne, morale politique et comportement éthique cessent progressivement d'être des « sphères » distinctes, sans cependant que les contradictions internes des activités, appartenant maintenant à une seule et unique réalité, aient disparu. C'est précisément à travers ces contradictions de plus en plus aiguës que la pensée peut saisir le caractère générique de l'homme et l'une de ses conséquences, à savoir la transformation des individus en véritables personnalités.

Plusieurs années séparent *Histoire et conscience de classe* (Geschichte und Klassenbewusstsein) des écrits précédant la dictature hongroise du prolétariat. Bien que quelques-unes des études publiées dans ce livre aient été rédigées avant ou pendant cette période, l'ouvrage en tant que tel, dans son ensemble et par ses détails, est un produit typique des années vingt.

Les expériences que j'ai tirées de l'exercice et de la chute de la dictature, ma vie en exil à Vienne, mes relations de plus en plus étroites avec le mouvement ouvrier révolutionnaire international, la nouvelle lecture que je fis de Marx et d'Engels, avec une attention beaucoup plus soutenue qu'auparavant et en concentrant cette fois mon intérêt sur les questions de l'économie et de l'histoire, mes premiers contacts avec les écrits théoriques de Lénine, etc., tout cela contribua au fait que les méthodes marxistes occupèrent une place de plus en plus dominante dans ma pensée, qui n'était plus caractérisée, ni dans son fond, ni dans son orientation, par la lutte entre idéalisme philosophique et marxisme — le marxisme l'ayant déjà emporté sans équivoque sur l'idéalisme, bien que d'une manière encore incomplète. Mais le fait qu'un antagonisme de ce genre fut relégué à l'arrière-plan ne signifiait pas pour autant que tout caractère conflictuel et contradictoire ait définitivement disparu de ma pensée.

En effet, une contradiction nouvelle (je dirais même : de type nouveau) se fit jour en moi. La révolution de 1917 avait fait naître chez les intellectuels de gauche du monde entier, qui en étaient profondément influencés, un singulier esprit de secte, qu'ils manifestaient soit en s'alliant directement, soit en accordant simplement leur sympathie au mouvement créé par cette voie. A la base de ce phénomène, il y avait la conviction enthousiaste que la transformation socialiste du monde ne serait l'affaire que de quelques années, de crises certes, mais après lesquelles chacun connaîtrait un monde entièrement tourné vers le bien et offrant la possibilité d'une vie humaine intégrale. C'est précisément par son caractère antibureaucratique et antidogmatique, et par sa passion pour l'expérimentation, que cet idéal doctrinaire différait profondément du sectarisme dogmatique et bureaucratique de l'époque stalinienne, bien que la III[e] Internationale, présidée par Zinoviev, ait déjà contenu en germe la possibilité de ce développement ultérieur. La première étape de mon

évolution de marxiste — dont l'expression idéologique fut *Histoire et conscience de classe* — fut donc dominée par cette tendance au messianisme sectaire.

Si cette tendance n'a pas eu sur moi une influence exclusive, cela est dû au mouvement clandestin hongrois, et surtout à l'influence des idées politiques de Jenő Landler et de József Hirossik. L'opposition, avec à sa tête Landler et Hirossik, s'élevait avec fermeté contre l'utopisme bureaucratique de Béla Kun (et, bien entendu, contre le messianisme sectaire de l'époque que je viens de mentionner), en essayant — et vraiment dans l'esprit de Lénine — d'adapter les tâches politiques et organisationnelles du mouvement communiste hongrois aux problèmes concrets de la situation existant en Hongrie. Quant à moi, je devais adopter leurs opinions dès le début, en les limitant cependant au domaine des problèmes concrets du mouvement communiste hongrois. En ce qui concerne les perspectives du mouvement à une échelle internationale, je n'étais pas encore en mesure, à cette époque, d'abandonner mes illusions de messianisme sectaire. Je ne veux pas m'étendre ici sur l'analyse des contradictions manifestes qui furent l'inévitable conséquence de cette ambiguïté dans mes idées ; je tiens seulement à préciser que ce fut le réalisme des Hongrois dans leur manière d'aborder les problèmes (cf. les Thèses Blum de 1929) qui finit par prendre le dessus dans mes idées, ce qui me permit par la suite de vaincre définitivement et sur tous les plans, le messianisme sectaire et, par là, de renforcer les positions du marxisme dans ma philosophie, tant du point de vue du contenu qu'en matière de méthodologie. C'est pendant cette période tendue et riche en conflits intérieurs (en 1922—1923) qu'*Histoire et conscience de classe* a pris sa forme littéraire définitive. Cela signifie donc que les principes et les méthodes du messianisme sectaire dominent encore dans cet ouvrage même si l'on peut également y déceler l'influence de la tendance contraire dans la façon de traiter certains problèmes. Ce livre doit être considéré comme un produit des années vingt, comme un écho théorique de la série des événements déclenchés par la révolution de 1917 et l'activité de Lénine, et au même titre que les écrits de Gramsci et de Korsch qui ont le même caractère, en dépit de dissemblances parfois essentielles. Leur intérêt historique en sera ainsi augmenté, du fait même qu'on pourrait alors se rendre mieux compte de l'épanouissement que cette théorie aurait pu connaître après 1917, si le régime stalinien n'en avait soigneusement étouffé le développement au sein du mouvement communiste.

Aujourd'hui, considérée avec impartialité, ma tentative révèle aisément ses faiblesses. Il faut tout d'abord souligner qu'elle n'interprétait le marxisme que comme une conception relative à la société. Les critiques officielles de l'époque (celles de Deborine, de Rudas, etc.) ont mal analysé jusqu'aux affirmations erronées de l'ouvrage et, ce faisant, ont dirigé leurs flèches contre ce qui était précisément une tendance progressiste et annonçait les vérités de l'avenir, c'est-à-dire contre l'idée — qui était alors exposée d'une manière peu conséquente — que l'on ne saurait élever une théorie scientifique de la dialectique de l'évolution sociale sur une conception qui, au lieu de parvenir à l'échelon supérieur (social) de l'être par une voie historique et ontologique à partir des catégories de la nature ayant nécessairement des formes conceptuelles plus simples, considère par contre ces dernières comme des modèles méthodo-

logiques d'après lesquels on peut établir des lois dans les formes plus évoluées de l'existence. Dans la mesure où cet ouvrage s'élevait contre les solutions méthodologiques de ce genre, ses affirmations fausses recélaient parfois elles-mêmes un fond de vérité. Il ne faudrait pourtant pas que l'appréciation équitable de cette situation intellectuelle tourne à une exaltation aveugle de conceptions erronées, comme ce fut le cas plus d'une fois dans des écrits de caractère oppositionnel dirigés contre le régime stalinien.

Si l'on considère les problèmes signalés ci-dessus en toute impartialité, il apparaît clairement qu'*Histoire et conscience de classe* est souvent — et intelligemment — en opposition avec certains préjugés figés au sein même du marxisme, sans toutefois parvenir à en proposer une issue philosophiquement satisfaisante. Aussi la fausse solution qui y est donnée à la question de la dialectique de la nature s'explique-t-elle par le fait que, dans cet ouvrage, je ne me livrais encore qu'à une analyse des contradictions fort évoluées et complexes du système capitaliste en tant que tel, au lieu de faire remonter l'ensemble des problèmes au travail. Or, de ce fait, la question des échanges entre société et nature (Stoffwechsel der Gesellschaft mit der Natur) a disparu dans l'analyse de l'évolution sociale. L'absence de cet aspect devait nécessairement avoir une influence négative sur la compréhension du rapport dialectique qui relie entre elles la nature et l'activité de la société et donc également sur l'interprétation dialectique de la nature.

Sur ce point, il nous faut cependant pousser l'analyse encore plus loin. Si je pris parti dans cette question contre la théorie marxiste du reflet, les aspects positifs et négatifs de mon attitude peuvent également être déduits de la manière spécifique dont j'ai interprété l'ensemble de la réalité. D'abord, pour le côté positif : il était légitime de protester contre l'idée d'un reflet « photographique » de la réalité. En effet, celui-ci n'existe que depuis l'invention de la photographie. Supposer que les gens prennent conscience de la réalité — avec plus ou moins de perfection — par une voie « photographique » et qu'ils prennent des décisions dans les questions concrètes de leur vie sur la base de telles connaissances, est donc une vue de l'esprit, une spéculation sans fondement. Par contre, toute analyse ontologique exacte du travail amène à constater qu'il n'existe aucun reflet de caractère humain, c'est-à-dire social, qui ne soit fondé *a priori* sur une présupposition téléologique née dans le processus du travail. A des époques très reculées déjà, les hommes ne pouvaient chasser, les femmes ne pouvaient cueillir de plantes comestibles qu'en allant dans la forêt pour observer leur milieu naturel à partir d'une position téléologique basée sur des expériences préalables. Cette position a évolué par la suite au fur et à mesure du développement de la culture matérielle — ce qui devait fournir plus tard les bases d'une manière scientifique de refléter les choses. L'instrument humain de cette unique possibilité d'échange entre société et nature est le reflet objectivement adéquat de la réalité, fondé sur des présuppositions téléologiques. Si je me suis efforcé dans mon ouvrage d'aller dans ce sens, cela a sans doute ouvert la voie à certaines tendances progressistes, même si mon opposition justifiée à l'idée d'un reflet mécanique a donné naissance à un certain nombre de fausses affirmations quant aux questions concrètes. (Il

était erroné, par exemple, de contester, dans la polémique contre Engels, le rôle actif-téléologique de l'expérimentation et de ne voir en elle — conformément à mes idées préconçues en matière d'épistémologie — qu'une simple contemplation.) J'ai donc choisi instinctivement la bonne voie lorsque, voulant critiquer la théorie d'une conscience de classe née spontanément, j'ai concentré mes efforts sur la définition conceptuelle correcte des situations globales (« conscience affiliée »), tout en ignorant encore que Lénine, dans son *Que faire ?* avait déjà confronté d'une part, la conscience de classe s'exprimant dans des réactions spontanées et, de l'autre, cette conscience de classe « venue de l'extérieur » qui cherche à répondre à la question de l'évolution globale de la société par des propositions efficaces, durables et, bien que destinées à la classe révolutionnaire, valables pour toute la société.

Ce serait dépasser le cadre de cette préface que de vouloir analyser ici dans le détail les constatations de l'ouvrage et mettre en évidence les contradictions que recèlent ses énoncés. Mon propos n'était que de définir la position à partir de laquelle on pourra reconnaître la plupart des prémisses erronées de l'ouvrage et en donner une critique pertinente, sans perdre de vue le caractère progressiste relatif, par rapport à l'époque, de ses affirmations fausses ou (en partie) correctes. Je ne veux pas traiter ici les questions qui ont trouvé une solution théorique correcte ou en partie correcte — car il y en avait également dans le livre. Ainsi, cette méthode critique nous permettra d'apprécier et de remplacer dans son contexte historique l'influence passée et présente de ce livre.

Je n'avais évidemment pas la même attitude à l'époque. Ma première réaction aux critiques qu'on vient de mentionner fut un refus catégorique et rigide. Les études qu'on va lire (écrites avant 1930) visaient à compléter et à concrétiser les tendances essentielles de mon livre sans y renvoyer explicitement. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance, en tant que collaborateur scientifique de l'Institut Marx–Engels de Moscou, des *Manuscrits Économico-philosophiques* du jeune Marx (les Thèses Blum ayant été officiellement condamnées) que je me suis rendu compte de l'échec de mon entreprise : je n'avais pas réussi à comprendre, interpréter et appliquer correctement et — là où il l'aurait fallu — à bien compléter les idées de Marx. J'étais tout à fait conscient du fait qu'il ne s'agissait pas simplement de corriger certaines fautes, mais bien de renouveler toute ma conception à partir de ses bases, ce qui me demandait des études et des expériences vraiment concrètes dans le domaine du social. J'eus alors la certitude qu'il me fallait pratiquement recommencer tout mon travail à zéro, rejeter globalement les erreurs méthodologiques d'*Histoire et conscience de classe*, et m'en éloigner définitivement pour rendre à ma pensée sa libre orientation, afin de lui permettre un jour de résoudre les mêmes problèmes d'une manière satisfaisante.

Par suite de cette décision, la publication de mes études connut un silence de plusieurs années. Comme je l'ai dit, ce tournant décisif de mon attitude fut provoqué par la lecture de l'ouvrage de Marx que j'avais trouvé en manuscrit inédit, alors que j'étais collaborateur de l'Institut Marx–Engels. C'est à la même époque que je fis la connaissance du camarade Lifschitz. Les échanges

de vues que j'eus avec lui, non seulement m'aidèrent à mettre de l'ordre dans mes idées, mais encore me fournirent une base concrète et fertile pour les années que j'allais consacrer au renouvellement de mes études marxistes. Le lecteur de cette préface n'ignore pas que c'est dans le domaine de l'esthétique que mes connaissances concrètes étaient le plus développées. Lifschitz, lui aussi, concentrait son intérêt sur ce terrain. Il était donc normal qu'après le rejet de mon livre sur la base de considérations critiques, mon attention se portât de nouveau sur cette discipline. Mais, puisque les cadres de cette préface ne me permettent pas d'analyser les détails de cette activité, je ne ferai mention qu'entre parenthèses du fait que le travail exécuté avec Lifschitz eut pour premier résultat la conception de l'esthétique marxiste comme un domaine original et indépendant de cette branche de la philosophie, et comme une discipline qui avait un rapport direct avec l'essence même du marxisme. Jusque-là, Plekhanov en Union soviétique, et Mehring dans le mouvement ouvrier allemand, avaient été les chefs de file incontestables de la théorie esthétique dans la nouvelle idéologie communiste, l'un cherchant à donner une interprétation marxiste des phénomènes esthétiques sur la base du positivisme français tandis que l'autre partait des idées de Kant. Quant au nouveau point de vue que nous avions adopté d'un commun accord, Lifschitz et moi, — et qui devait gagner avec une rapidité surprenante l'opinion communiste — il était tout compte fait destiné à contribuer à une conception globale du marxisme, comme étant à la fois méthode et système valable et applicable à tous les phénomènes de notre réalité. C'est ce point de vue qui devait guider mes activités critique et esthétique au cours des années trente.

Le rôle de cette préface n'est pas d'analyser les relations entre ces activités et les tendances dominantes de l'époque. Je me bornerai à noter ici que Lifschitz et moi-même, en tant que membres de la *Literatourny Kritik*, nous sommes fermement opposés à la tendance officielle représentée alors par Fadeiev. Dans ces conditions, nos relations avec l'idéologie de l'époque stalinienne ne firent que se détériorer avec le temps. Mon livre sur le jeune Hegel, écrit à la fin des années trente, contredisait carrément l'opinion de Jdanov qui ne voyait dans la personne de ce grand penseur dialectique qu'un représentant de l'idéal politique réactionnaire, hostile à la Révolution française. Si mon ouvrage, conformément aux conditions de l'époque, ne se prononçait pas explicitement contre cette conception, son esprit général était en désaccord total avec la position officielle, tant et si bien qu'il ne put être publié avant 1948, soit une dizaine d'années après sa rédaction : et même alors, cela ne fut possible que chez un éditeur suisse. Je me suis servi de ces études sur Hegel pour corriger certaines affirmations fausses d'*Histoire et conscience de classe*, sans toutefois désavouer les tendances justes qui se cachaient dans le livre, d'une façon latente et inadéquate ; au contraire, j'ai essayé de rendre ces dernières explicites dans une interprétation correcte et historiquement pertinente. Le chapitre qu'on lira plus loin poursuivait le même but en se proposant d'éclaircir les différents sens que Hegel et Marx avaient donnés à l'aliénation. Pourtant, cette ambition théorique ne se manifesta vraiment que dans les recherches historiques que je consacrai à la recherche de l'influence profonde que

la Révolution française et l'économie capitaliste avaient dû exercer sur l'évolution de la dialectique hégélienne — ce qui représentait en même temps des travaux préparatoires conduisant, dans le cadre du marxisme, à la formulation exacte du rapport, de l'interaction, etc., existant entre économie et idéologie.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, je projetai et commençai à rédiger un second et important ouvrage d'histoire de la philosophie, *la Destruction de la raison*. Je ne devais le terminer qu'en 1950. Là aussi, j'entrepris de combattre sur un plan scientifique les préjugés qui régnaient, aussi bien chez nous qu'en Occident. Pendant la guerre, la propagande officielle avait été dominée en Union soviétique par la pseudo-théorie — soutenue surtout par Ehrenbourg — selon laquelle les Allemands (les « Fritz ») étaient déjà fascistes au temps où ils vivaient encore dans la forêt de Teutoburg. En Occident, par contre, on avait tendance à considérer l'époque hitlérienne comme une « catastrophe » quasiment fortuite, avec laquelle la nouvelle démocratie ouest-allemande, alliée aux États-Unis et épurée des fascistes actifs n'avait rien à voir. Mon livre recherche les origines du fascisme dans l'évolution même de la philosophie allemande. Il met en évidence le fait que l'essor donné à la philosophie par la Révolution française a nécessairement donné naissance à un irrationalisme philosophique (Schelling, Schopenhauer), contrepartie spirituelle du réalisme dialectique, et qu'après l'échec de la tentative révolutionnaire de 1848 et l'avènement de la réaction en Allemagne, cette même idéologie a produit en la personne de Nietzsche son représentant le plus écouté dans le monde. Dès lors, cette tendance, conséquence du développement allemand qui allait de plus en plus dans une direction antidémocratique, se retrouve à plusieurs reprises, toujours sous une forme « moderne ». C'est pourquoi l'hitlérisme, qui avait pour antécédents sociaux l'évolution réactionnaire d'un siècle entier, a pu librement choisir parmi les idéologies de toute une époque et donc trouver des bases suffisamment larges à sa propagande de démagogie réactionnaire, ce qui signifie également que même aujourd'hui, ce développement de l'irrationalisme et de ses bases réactionnaires dans le domaine de l'idéologie ne saurait être considéré comme dépassé. Par sa méthode aussi, ce livre prenait le contrepied des tendances officielles de l'époque stalinienne. Sans le dire explicitement, il démontre clairement l'impossibilité de toute tentative d'expliquer à un niveau scientifique les idéologies successives de l'évolution sociale moderne, uniquement à partir de l'antagonisme entre matérialisme et idéalisme, seul admis par la conception mécanique de Jdanov.

Les études nées dans les années qui suivirent la Libération, tout en ayant un caractère polémique, étaient essentiellement historiques. Si je m'étais fixé ce double objectif dans mes travaux c'est que je croyais servir par là une ligne politique qui me paraissait réalisable, du moins au début, l'édification dans notre pays d'un socialisme démocratique. En fait, ce n'est pas par hasard que, dans son article qui clôt la discussion sur Rudas, Révai m'accusait de baser toute mon activité idéologique sur les Thèses Blum. C'était là l'ambition qui motivait par exemple ma critique de l'existentialisme alors en plein épanouissement et semblant capable d'exercer une influence sur l'idéologie marxiste. C'est pour cette même raison que je délimitai et mis avec autant de soin en

parallèle les visions aristocratique et démocratique du monde ; c'est animé par ce même souci que j'entrepris d'esquisser les tendances principales de la pensée du jeune Marx. Il va de soi que l'étude sur l'histoire des antécédents idéologiques du fascisme dont je viens de parler servait les mêmes buts. Il faut encore ajouter que tout cela se déroulait dans la période de la guerre froide, alors que la lutte idéologique pour la démocratie socialiste devait nécessairement être en accord avec le combat, également idéologique, mené pour le maintien de la paix.

La discussion sur Rudas me permit de me retirer de la vie politique quotidienne. J'en profitai pour écrire une esthétique marxiste sur des bases philosophiques sérieuses, en utilisant mes expériences dans ce domaine remontant à plusieurs dizaines d'années. Après avoir terminé un ouvrage de moins grande envergure, *la Spécificité*, que l'on peut considérer comme les prolégomènes à une esthétique générale, je réussis effectivement à terminer une première partie fondamentale de celle-ci, sous le titre de : *la Spécificité de l'esthétique* (1963). Sans doute ce travail est-il le résultat d'études embrassant toute une période de ma vie, période aussi longue qu'une génération, mais il est également vrai que, bien que j'aie mis en évidence dans la préface de l'*Esthétique* l'échec auquel avaient été voués mes efforts pour jeter les bases d'une esthétique dans ma jeunesse, la continuité des problèmes à travers les étapes de mon évolution y est indéniable. C'est ainsi qu'on retrouve l'idée très importante du « médium homogène » dès le fragment de Heidelberg ; elle apparaît même dans *l'Ame et les formes*, et dans d'autres études. Il ne faut cependant jamais oublier que dans le cadre d'une continuité qui s'étend sur plusieurs dizaines d'années, l'approche méthodologique des questions subit tant de transformations qu'on doit finalement faire un effort sérieux pour en percevoir cette continuité.

Qu'il me soit permis d'éclaircir quelque peu cette idée par l'exemple d'un problème qui me paraît essentiel. Comme je viens de le dire, j'avais dépassé dès Heidelberg la position strictement épistémologique de Kant, à partir de laquelle il voulait établir une méthodologie de l'esthétique, en postulant des jugements esthétiques et en démontrant leur validité. A cette époque déjà l'œuvre d'art représentait à mes yeux le phénomène par excellence de la sphère esthétique. Certes, il y avait là un dépassement de Kant, mais ce n'était qu'un dépassement de l'idéalisme subjectif vers l'idéalisme objectif. Si, pour l'esthétique, le point de départ philosophique consiste dans le fait que l'œuvre d'art est là, donc qu'elle existe, la nature sociale et historique de cette existence fait que toute la problématique se déplace vers une ontologie sociale. C'est pourquoi l'analyse de la vie quotidienne doit jouer, dans son être propre comme par son reflet idéologique, un rôle décisif dans l'élaboration d'une esthétique nouvelle. Créer l'œuvre d'art par voie de déduction philosophique, c'est une question qui cesse ici définitivement d'être épistémologique. Genèse et validité deviennent ainsi des moments inhérents de l'être social, qui se révèle toujours de nature historique.

Si j'attache une si grande importance à cette question ce n'est pas seulement parce qu'elle éclaire l'évolution de mes idées esthétiques et leur conti-

nuité pleine de contradictions et caractérisée tantôt par la convergence, tantôt par la divergence, mais aussi parce qu'elle me permet de donner un aperçu global de mon développement philosophique, que je pourrais résumer ainsi : l'ambition plutôt inconsciente de donner une solution ontologique devient de plus en plus conscient lorsqu'on atteint les degrés plus élevés du progrès intellectuel, grâce à l'accès au marxisme et à sa compréhension de plus en plus profonde. *L'Esthétique* est peut-être le premier de mes ouvrages dans lequel cette ambition devenue consciente apparaît dans toute sa netteté et donne au problème ontologique une place centrale dans la méthodologie. Les extraits publiés ci-après pourront, je l'espère, en apporter des preuves suffisantes : d'après ma conception, l'esthétique fait partie intégrante de l'ontologie de l'être social.

Il découle logiquement de la situation objective que je viens de présenter que mon évolution philosophique ne s'est point terminée avec *l'Esthétique* et que, la première partie en étant achevée, j'ai écarté l'idée d'en écrire la suite pour concentrer mon attention sur des questions strictement ontologiques. Mon projet initial était d'écrire à la suite de la première partie de *l'Esthétique* un condensé substantiel de mon éthique. Mais dès le premier abord, je me suis rendu compte que pour cela, il était indispensable de commencer par une sorte d'introduction qui puisse esquisser les problèmes principaux d'une ontologie de l'être social. Dans les travaux qui suivirent, il devint manifeste que cette introduction devait prendre les dimensions d'un grand ouvrage autonome si elle voulait fournir à l'éthique un véritable fondement marxiste. Ce travail ontologique a déjà connu l'année dernière une première formulation, mais son examen approfondi a révélé qu'il demande à être repensé et remanié sérieusement avant publication. Ce remaniement constitue actuellement l'essentiel de mes occupations. Si je me propose de présenter ici au lecteur les étapes principales de mon évolution et leurs produits caractéristiques, ce n'est pas dans l'intention de passer en revue les phases préliminaires d'un travail achevé — du moins subjectivement — et de le présenter au public en tant que tel, car — pour paradoxal que cela puisse paraître — aujourd'hui, à 80 ans passés, je me prépare encore à écrire des œuvres d'une importance décisive.

Ce fait ne s'explique nullement par des raisons biographiques : il est la conséquence idéologique de la situation internationale. La crise des doctrines staliniennes, déclenchée par le XX^e^ Congrès, s'est révélée incapable de donner une issue sérieuse, ne fût-ce qu'à titre expérimental, aux problèmes idéologiques. D'autre part la crise sociale, politique et idéologique que l' « American way of life » — qui se vante également d'être une solution définitive — traversait entre-temps, a eu pour conséquence que le marxisme, considéré comme périmé par la bourgeoisie du monde entier, il y a quelques dizaines d'années, le marxisme que les doctrines staliniennes avaient en principe rendu officiel, mais qu'elles avaient en réalité entièrement dévalorisées, connaît un regain d'actualité. Cette tendance, qui n'en est qu'à ses débuts, a nécessairement entraîné un processus dans lequel le fondement ontologique du marxisme — dont l'évidence est d'ailleurs objectivement incontestable — est devenu le problème central de la philosophie. C'est sous l'influence de ce processus souter-

raine, qui s'est poursuivi pendant des dizaines d'années que j'ai fini par reconnaître le rôle central de l'ontologie dans le nouvel essor que le marxisme était en train de prendre.

Je n'ai pas de « déclaration » à faire sur ce problème. Le dernier écrit de ce volume s'efforce néanmoins de donner un aperçu global d'une nouvelle ontologie, c'est-à-dire de son élément central, qui n'a que très peu à voir — je dois le souligner — avec les méthodes ou les acquis des ontologies élaborées jusqu'ici dans l'histoire. Le lecteur, même s'il ne peut accéder à tous mes résultats (plus exactement, à toute la problématique de mes postulats), sera donc toutefois capable de se faire une idée, ne serait-ce que rudimentaire, de la manière dont je me représente cette nouvelle ontologie qui ne fait que souligner encore — on ne le dira jamais assez — ce qui a toujours été la méthode fondamentale du marxisme.

Budapest, octobre 1969.

Lénine

AVANT-PROPOS

Les études sur Lénine que j'ai réunies ici ont été rédigées dans quatre phases de développement extrêmement différentes de mes activités littéraires et, par conséquent de ce fait, elles reflètent plus ou moins fidèlement, dans leur immédiateté, la problématique de ces périodes. La première étude a été écrite en 1924, quelques semaines à peine après la mort de Lénine, et elle tenait de ce fait de l'œuvre de circonstance. Un texte de ce genre, né pour ainsi dire sous l'effet de l'improvisation, sans avoir été précédé par des recherches substantielles, ne saurait naturellement prétendre embrasser et exprimer toutes les questions relatives au style de vie et aux activités de cette grande personnalité. J'ai dû me contenter, comme le soulignait d'ailleurs le sous-titre même du livre, d'esquisser les connexions du système des idées de Lénine. Il s'ensuit tout naturellement de mes positions d'alors, ainsi que je l'ai déjà signalé à plusieurs reprises, que dans cette étude également, c'est le sectarisme messianique provoqué par la révolution de 1917 qui joue le rôle central. Si, par exemple, et cela dès le début, je définis le marxisme comme étant la théorie de la révolution prolétarienne, cette formule n'exprime pas seulement la critique révolutionnaire de l'opportunisme qui, au nom de l' « évolution » comprise à la manière de l' « économisme » comme découlant soi-disant nécessairement des lois du développement économique, cherche à éliminer de la théorie de Marx l'activité révolutionnaire (cf. la polémique de Bernstein contre les éléments prétendûment « blanquistes » du marxisme), mais elle signifie en même temps un appauvrissement sectaire du marxisme. En 1967, dans la postface de la nouvelle édition allemande de ma brochure, j'ai traité en détail des problèmes idéologiques des années vingt et de mes positions d'alors. Étant donné que ce texte figure lui aussi dans le présent volume, je crois qu'il est inutile d'analyser plus longuement cet ensemble de problèmes dans mon avant-propos.

La seconde période, celle des années trente, fut toute occupée par la lutte de partisan que j'ai menée dans le domaine idéologique, en partie sur le plan russe, en tant que membre de l'équipe du *Literatourny Kritik*, en partie sur le plan international, et cela avant tout dans les revues littéraires antifascistes de langue allemande. A cette époque la contradiction entre les conceptions léninienne et stalinienne de la culture et de la littérature jouait déjà un rôle

décisif, même si, conséquence nécessaire de la situation politique d'alors, et conformément à la tactique de franc-tireur que je mettais en œuvre sur le terrain idéologique, cette contradiction n'a pour ainsi dire jamais pu revêtir une forme d'expression vraiment ouverte. Malgré cela, tout à la fin de cette phase de mon développement (en 1940), dans mon article « Tribun du peuple ou bureaucrate », j'ai également posé et analysé ce problème, aussi ouvertement que cela m'était possible à ce moment-là. J'ai cherché à mettre en avant de façon critique, face aux déformations staliniennes de la littérature socialiste d'alors, une des idées centrales du *Que faire ?* de Lénine : l'opposition du tribun du peuple et du bureaucrate dans la direction du mouvement ouvrier. Mon but était d'affirmer l'esprit véritable de cette opposition face aux raisonnements trompeurs, tant du point de vue théorique que pratique, raisonnements qui se référaient souvent à des citations empruntées justement à Lénine. En effet, le bureaucrate peut lui aussi employer le pathétisme — dans son cas, prétendûment — révolutionnaire du tribun du peuple, et il y a effectivement souvent recours. Mais cela n'est cependant pas, malgré les apparences pathétiques, une poursuite véritable de la théorie léninienne : ce n'est pas la façade mais le contenu véritablement révolutionnaire qui fait le tribun. Selon Lénine, le bureaucrate s'enlise dans la spontanéité créée par l'être économique, tandis que le véritable tribun du peuple est avant tout celui qui sait exprimer théoriquement l'ensemble de l'être social et le développement de la totalité. Le pathétisme rhétorique des Danton et des Lassalle ne vaut rien ici. Robespierre et Saint-Just, sans parler de Marx et de Lénine, étaient des tribuns du peuple plus authentiques du fait justement de l'universalité de leur pensée qui s'étendait à l'ensemble de la société. Lorsque ce pathétisme fait l'objet d'une tentative de mise en valeur par des bureaucrates, il ne peut en résulter qu'une image vide et difforme. On comprend que cet article n'ait pour ainsi dire pas eu d'écho direct. Ce n'est que bien des années plus tard, mais pourtant avant le XX^{e} Congrès, que le professeur Kofler a écrit (en 1952, sous le pseudonyme de Jules Devérité) une petite brochure qui analysait et interprétait cet article comme la première manifestation ouverte de l'opposition au stalinisme.

La troisième période de ce développement est celle qui a immédiatement suivi la Libération (1945–1949), et au cours de laquelle j'ai traité dans plusieurs articles l'importance de Lénine. Étant donné que je considérais comme l'objectif central de mes activités idéologiques d'alors de renforcer et d'affirmer les tendances démocratiques de la révolution socialiste hongroise en marche, il est naturel que j'aie mis avant tout en exergue parmi les écrits de Lénine, ce qui pouvait donner à ce développement une base théorique révolutionnaire. Conformément à la situation qui régnait alors, je gardais le silence dans ce texte sur les contradictions existant entre ces enseignements et le stalinisme alors dominant, bien que cette manière de procéder ait naturellement déjà constitué en soi une polémique à mots couverts contre la tendance de la théorie socialiste, internationalement officielle à ce moment-là. La polémique ouverte était dirigée contre la démocratie bourgeoise (que j'appelais dans ces écrits démocratie formelle), contre cette structure sociale inlassablement critiquée par Marx et Lénine, et qui atteint ses sommets caractéristiques dans la

contradiction du citoyen (idéaliste) et du bourgeois (matérialiste). Je lui opposais la conception léninienne de la démocratie, selon laquelle le trait essentiel de la démocratie socialiste, prolétarienne, et même de la démocratie révolutionnaire à la manière plébéienne, était qu'elle cherchait à démocratiser la totalité de la vie quotidienne de chaque être humain. C'est à partir de là, guidé par cet objectif, que j'ai cherché à populariser dans notre pays Lénine et ses enseignements. Il est clair que « l'année du tournant » (1948) et la discussion engagée par Rudas, l'affaire Rajk, etc. qui ont suivi, ont mis fin à toute tentative de ce genre.

Enfin, la quatrième période est celle qui a suivi le XX[e] Congrès. Point n'est besoin ici de recourir à de plus amples commentaires ; ma position est universellement connue. Et les écrits datant de cette époque parlent d'ailleurs pour eux-mêmes.

Aussi ne dois-je, pour terminer, attirer encore l'attention du lecteur que sur une question : j'ai parlé ici des grandes périodes de ma propre évolution, telle qu'elle est définie par le cours objectif de l'histoire, périodes au cours desquelles j'ai cherché à populariser les enseignements de Lénine d'une manière toujours différente, conformément aux exigences du moment. La question se pose nécessairement de savoir si ces différentes manières de procéder, déterminées par la différence des points de départ, expriment bien l'unité politique, idéologique et humaine magistrale de Lénine, et la nouveauté — qui devait faire date — de son apparition totale. J'ai moins de doutes quant à l'unité dynamique qui se manifeste dans les questions objectives. Derrière les points de vue immédiats, effectivement changeants, dictés par les diverses étapes du développement, l'unité immuable, objective, l'ensemble de son action était toujours présente.

Mais justement, à l'occasion de cet anniversaire, il serait nécessaire de faire apparaître également la nouveauté magistrale, exemplaire, de son caractère humain, de l'unité de sa personnalité. Sur ce point, mes doutes sont plus prononcés quant au résultat que j'ai atteint. Pourtant, la grandeur humaine particulière de Lénine ne constitue nullement une simple question biographique. Tant que la démocratie a été fondée sur la séparation de l'homme social en citoyen et en bourgeois, et même sur la nature contradictoire de ces deux aspects, c'est l'ascétisme qui a caractérisé de la manière la plus adéquate le type des révolutionnaires de quelque importance. Il suffit de penser aux personnages de Robespierre, de Saint-Just, dans la Révolution française. Ce type, de valeur exemplaire dans son genre, dans ses propres circonstances, devait encore jouer un rôle notable dans la révolution de 1917 et dans celles qui l'ont suivie. Chez nous, il est surtout représenté par Ottó Korvin, chez les Allemands, par Max Levine. (« Nous autres, communistes, nous sommes des morts en permission. ») Le mouvement révolutionnaire né sous l'impulsion du marxisme-léninisme a créé le type non-ascétique du révolutionnaire dévoué, consacrant tout son être à la révolution. La première grande figure dans laquelle ce type se manifeste au plus haut degré, c'est Lénine ; toute sa vie durant, il a réalisé le nouvel idéal moral : il est parfaitement possible de vivre une existence sociale active, complète, et en même temps une vie individuelle

pleinement satisfaisante pour l'individu lui-même, même si aucun moment relevant de la pure particularité n'agit en lui. Il n'est point besoin que la dissolution totale de l'être individuel dans l'activité sociale contienne ne fût-ce qu'un brin d'ascétisme : l'acceptation volontaire du devoir, la soumission absolue à celui-ci, sont compatibles avec le caractère harmonieux, et souvent même serein, quoique naturellement jamais exempt de conflits, de l'être individuel. C'est ce Lénine-là que j'aurais aimé présenter au lecteur. Il faut voir que le développement, le passage du socialisme au communisme ne constitue pas simplement un problème économique, bien qu'il présuppose le développement économique, l'éclosion du « règne de la nécessité » comme base du « règne de la liberté ». Mais l'existence d'hommes tels que Lénine constitue la preuve tangible du fait qu'une pareille transformation du type humain n'a absolument rien d'utopique ; ce changement, qui nécessite pour l'homme de la rue une transformation radicale de l'économie, base réelle, ontologique de la chose, des hommes à la vie exemplaire comme Lénine ont été capables de le réaliser aussi dans le présent.

Budapest, octobre 1969.

Art et société

PRÉFACE

L'ensemble des études rassemblées dans le présent volume embrasse cinquante années de mon évolution. En effet, les écrits portant sur la théorie de l'histoire de la littérature datent de 1910, tandis que le manuscrit de l'*Esthétique* fut confié à l'imprimerie vers 1960. L'évolution d'un demi-siècle qui se reflète dans ces textes n'illustre cependant pas uniquement celle de l'auteur, bien qu'il s'agisse d'elle en premier lieu, mais celle de l'époque qui a servi de cadre à mon développement personnel. Néanmoins, celui-ci ne peut être réellement compris que si l'on sait dans quelle mesure les points de vue exposés ci-après m'ont servi à lutter contre certaines tendances typiques de cette époque, à en accepter et à en développer quelques-unes, pour en contester d'autres.

Les premiers textes, extraits de l'*Histoire de l'évolution du drame moderne*, ainsi que l'ensemble des méthodes théoriques suivies dans ces études allaient franchement à l'encontre des tendances qui dominaient alors en Hongrie dans l'histoire de la littérature. Dans la critique qu'il en fit, Géza Feleky jugea l'ouvrage aussi gênant pour les milieux officiels que pour les tendances de l'opposition. A l'époque, les conceptions de Zsolt Beöthy primaient encore officiellement dans une large mesure. Les universitaires virent pratiquement un acte révolutionnaire dans l'invitation du positiviste Frigyes Riedl, fortement influencé par Taine. La majeure partie de l'opposition littéraire subissait d'ailleurs l'emprise de ce dernier. Dans ses grandes lignes, la théorie littéraire et artistique de la revue *Huszadik század* était elle aussi positiviste, bien que d'une manière un peu plus moderne que la ligne officielle. En revanche, le positivisme de *Nyugat* tombait souvent dans l'impressionnisme subjectiviste, soit qu'il subit l'influence de l'Allemand Alfred Kerr, ou celle de la critique française. Mes travaux d'alors étaient en flagrante contradiction avec toutes ces tendances. Il serait cependant erroné de vouloir faire dépendre trop étroitement de l'influence marxiste — bien que celle-ci y soit sensible — ma tendance à appuyer d'une manière sociologiquement objective la théorie de l'art et de la littérature. L'utilisation scientifique de mes connaissances de Marx fut largement influencée par la philosophie de Simmel, qui tentait de greffer certains acquis du marxisme sur l'*Histoire allemande des idées*, alors en plein essor. Le caractère idéaliste-bourgeois de mes écrits se retrouve également dans le fait que ceux-ci ne partent pas des

rapports véritables et immédiats de la littérature avec la société, mais qu'ils tentent de cerner intellectuellement la synthèse de sciences — sociologie et esthétique — traitant de cette question, et d'en faire prendre conscience. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une position fondamentale aussi artificielle ait donné naissance à des constructions abstraites. Bien qu'une généralisation d'observations justes constitue le point de départ de ma conception de l'histoire de la littérature dans laquelle je tentais d'expliquer la forme dramatique par l'action directe des masses, et bien qu'il ne fasse nul doute que le livre contient également des analyses qui devaient se révéler justes par la suite, l'idée fondamentale de l'ensemble, le conflit dramatique (tragique) en tant que forme d'expression idéologique de la décadence de classe n'est, précisément en raison de son caractère abstrait, qu'une construction vide.

Même s'il ne fait aucun doute qu'un drame véritable ne peut naître que dans le cas où, au sein même de la société, les normes morales valables nées des nécessités sociales arrivent à un point de contradiction aiguë où elles s'excluent mutuellement, la déduction immédiate et prétendûment impérieuse de la reconnaissance de ce point à partir de la décadence de classe constitue déjà une construction abstraite et, de ce fait, vide.

Ce n'est donc pas par hasard que j'ai poursuivi, parallèlement à ce travail et peu après sa conclusion, des travaux en vue d'interpréter de façon moins abstraite les phénomènes littéraires. (On peut en trouver des exemples dans mon recueil d'études *l'Ame et les formes.*) Ma volonté d'être concret ne se traduit dans cet ouvrage que dans le fait que je me suis efforcé de comprendre la structure interne de certaines formes de comportement typiquement humaines, leur nature générale, et que j'ai tenté, à l'aide de l'analyse et de la peinture des conflits de la vie, de les lier aux formes littéraires. C'est ainsi que dans mon étude intitulée « la Métaphysique de la tragédie », j'ai abouti à la question de la concrétisation du comportement tragique. La place centrale que j'ai attribuée au comportement dans la formulation des questions de la philosophie de l'art ne signifie absolument pas que j'aie souhaité me rapprocher du psychologisme positiviste ou impressionniste, bien au contraire. A la base de cette aspiration se trouvait l'influence de plus en plus supérieure qu'exerçait sur moi la philosophie de Hegel. J'ai été influencé avant tout par la *Phénoménologie de l'esprit* (mais aussi par d'autres œuvres de Hegel) dans l'explication que j'ai essayé de donner du comportement humain en me basant sur les rapports de l'homme (individu) avec la société et à l'aide de la dialectique intrinsèque de l'« Esprit ». C'est ainsi que naquit mon analyse du comportement tragique. Le lecteur d'aujourd'hui pourra constater que, d'une part malgré le caractère fortement mystique de l'exposé, il s'agit toujours dans cette analyse du mécanisme essentiel, du comportement typique de l'homme, et non point d'une description empirique de manifestations immédiates, de réactions momentanées, purement et simplement individuelles ou moyennes et qu'il est clair, d'autre part, que cette interprétation typisante du comportement présuppose et analyse toujours un certain état du monde se trouvant en interaction dialectique avec ce comportement, et donc en dernier ressort, tout comme le fit Hegel, l'in-

fluence réciproque du développement socio-historique et de l'évolution humaine. Cette tendance s'exprime avec le plus de clarté là où l'analyse souligne, à l'opposé de toute vision du monde de caractère religieux, transcendent, orienté vers l'au-delà, la nature terrestre et purement humaine de la tragédie. C'est seulement en tant que marxiste que je suis parvenu à une analyse du comportement tragique conforme au caractère du genre de la tragédie. Le lecteur pourra trouver une véritable concrétisation de ce problème dans l'étude que je devais écrire quarante ans plus tard sur Tchernichevski.

En dépit de l'attitude qui était la mienne à l'époque, cet essai isole encore dans une large mesure le tragique du déroulement véritable de l'Histoire. Il oppose à l'étude abstraitement sociologisante de mes premières tentatives en la matière une généralisation philosophique non moins abstraite, mais dans un autre sens. Ensuite, mon évolution (toujours influencée par Hegel, bien entendu) tendit de nouveau vers une concrétisation fondamentale. C'est ainsi que *la Théorie du roman* présente déjà un caractère nettement plus historico-philosophique. Toute une conception de l'histoire mondiale s'y trouve déjà esquissée, dans le but de mieux analyser sur le plan philosophique le caractère tout à la fois apparenté et opposé de l'épopée et du roman. Cet élargissement et cet approfondissement du problème sont le résultat des quatre années de recherche philosophique et sociale qui s'étaient écoulées entre-temps. Cela ne signifie pas que je me sois concentré uniquement sur une étude approfondie de Hegel et des écrits de Kierkegaard le critiquant. J'ai également tenté de pénétrer plus profondément les contradictions du capitalisme. A l'époque, je m'intéressais en premier lieu aux écrits syndicalistes de Sorel, ainsi qu'aux œuvres de Tönnies et de Max Weber. Pourtant, je ne saurais de *la Théorie du roman* présenter une image fidèle de la naissance et des principales questions qu'y sont traitées sans souligner que je fus concrètement incité à rédiger cette œuvre par l'éclatement de la Première Guerre mondiale et par mon refus passionné de ce conflit dès le premier instant. Contrairement à celle de la plupart des adversaires pacifistes de la guerre, ma prise de position était aussi bien dirigée contre les démocraties occidentales que contre les États centraux. Je voyais alors dans ce conflit mondial la crise de toute la culture européenne, et considérais le présent comme — pour reprendre l'expression de Fichte — « l'époque de la culpabilité absolue » (Zeitalter der vollendeten Sündhaftigkeit), et comme une crise de la culture qui ne pouvait avoir d'autre issue que la révolution. Toute cette vision du monde reposait encore naturellement sur des bases purement idéalistes, et cette « révolution » n'aurait par conséquent pu prendre corps directement que sur le plan intellectuel. De cette manière, la période du roman bourgeois — de Cervantès à Tolstoï — se trouve en opposition sur le plan de la philosophie de l'histoire, avec le passé et la période de l'harmonie épique (Homère) d'une part ; d'autre part la possibilité surgit sous forme de perspective de la résolution humaine (intellectuelle) des contradictions sociales, révolution dont je considérais alors comme signes précurseurs les œuvres de Dostoïevski, qui — selon ma conception d'alors — n'étaient plus des romans. Je ne vais pas étendre les cadres de cette préface jusqu'à donner ici une critique des contradictions issues de cette con-

ception. Je dois me contenter d'esquisser l'orientation idéologique qui a donné naissance à *la Théorie du roman.*

Le présent recueil laisse à présent de côté une longue période (1915–1931). Cela n'est pas dû au hasard. La guerre, puis les révolutions russe et hongroise ont marqué un tournant très important dans ma vision de la société et du monde ; je suis devenu marxiste. J'ai tenté par la suite de définir l'analyse détaillée de ce processus, y compris l'échec de ma première expérience en matière de philosophie marxiste *(Histoire et conscience de classe)* dans la préface du deuxième tome de mes œuvres éditées en allemand, qui devrait paraître dans le courant de l'année. Je ne m'engagerai pas ici dans l'analyse même schématique, de toutes ces questions, puisqu'elles ne sont pas directement liées au présent recueil. Je dirai simplement que ce processus prit fin en 1930, à la suite de la rédaction de mes études sur Marx à l'Institut Marx-Engels de Moscou. Étant donné que la période de ma vie comprise entre 1918 et 1930 fut également celle de mes activités politiques, on comprendra que les questions d'esthétique et d'histoire de la littérature aient été à peine traitées dans mes écrits de cette époque, elles n'en eurent qu'un rôle plus important à l'époque où j'assimilai le véritable marxisme. A l'Institut Marx-Engels, je fis la connaissance du camarade M. Lifschitz et travaillai avec lui. Nous débattions, lors de conversations amicales, les questions fondamentales liées au marxisme. L'un des fruits les plus précieux de cette période fut la découverte qu'une systématisation adéquate des questions esthétiques a sa place dans l'enchaînement systématique du marxisme, et qu'il existe par conséquent une esthétique marxiste autonome et cohérente. Cette affirmation, qui semble, aujourd'hui, être une évidence pour beaucoup, était encore au début des années trente paradoxale aux yeux de nombreux marxistes. Les grandes discussions qui suivirent la révolution de 1917 tournaient en effet principalement autour des problèmes politiques, stratégiques et tactiques, l'opinion publique considérant Lénine lui-même (et cela même au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire) comme étant exclusivement un remarquable chef politique et un grand tacticien. De même, aucune critique pratiquement ne fut faite des vues nées au sein de la II^{e} Internationale, dans la mesure où celles-ci n'étaient pas directement liées aux questions importantes de l'ordre du jour. C'est ainsi que les conceptions de Plekhanov et de Mehring régnaient toujours dans la critique théorique des phénomènes esthétiques, alors que ni l'un ni l'autre ne considérait l'esthétique comme une composante organique du système de Marx. Plekhanov se basait principalement sur les traditions du positivisme français et sur la tendance démocratique révolutionnaire russe, et Mehring sur les écrits esthétiques de Kant et de Schiller. Nous nous opposâmes à ces conceptions Lifschitz et moi et, en quelques années, avec une rapidité qui nous surprit, nous ralliâmes à notre point de vue une partie considérable des marxistes, malgré la résistance des partisans de Plekhanov et de Mehring. (Ce point de vue fut présenté pour la première fois au public dans mon ouvrage *Contributions à l'histoire de l'esthétique*, qui contient la discussion de principe qui opposa Marx et Engels à Lassalle.)

Bien que ces considérations aient été nécessaires à une compréhension juste de mes écrits postérieurs, elles doivent nécessairement s'accompagner d'une exposition fût-elle schématique des circonstances concrètes pour que le lecteur ait une vision claire des choses. L'exploration impartiale de ces circonstances se heurte bien entendu à de sérieux obstacles objectifs. L'histoire de l'évolution idéologique de la période stalinienne n'a pas encore été écrite, loin de là. Nombreux sont ceux qui en sont encore à se contenter d'une condamnation générale du « culte de la personnalité », en faisant tout au plus ressortir quelques fautes officiellement reconnues, et qui exposent la situation comme si, depuis la mort de Lénine, l'évolution du marxisme s'était déroulée sans heurts dans ses lignes essentielles. La plupart des penseurs qui subissent l'influence des conceptions bourgeoises — négativement, bien entendu — considèrent eux aussi la situation comme si la période stalinienne avait été la suite « logique » du marxisme-léninisme. Et ces deux conceptions erronées mettent le comble à leur inexactitude en interprétant la période stalinienne d'une manière ahistorique, sans voir en elle le processus : après la mort de Lénine, Staline mit sur pied le « culte de la personnalité », qui devait régner inchangé jusqu'à ce que le XX^e^ Congrès y mît fin. Que cette conception ahistorique joue en faveur de Staline ou contre lui ne change rien à l'affaire. La critique de Staline à la faveur de laquelle on s'efforce à présent, par exemple de justifier, sur le plan théorique, Boukharine ou Trotski, est aussi éloignée de l'histoire véritable que les apologies plus ou moins réservées de Staline.

Il n'est bien entendu pas question d'analyser ici même de façon schématique, cet important complexe de problèmes. Tout ce que je puis faire, c'est essayer d'indiquer brièvement les développements idéologiques sans lesquels les bases historiques de mes prises de position de l'époque resteraient incompréhensibles. Entre la mort de Lénine et 1928, la lutte pour le pouvoir se décida en faveur de Staline. Au centre de la lutte idéologique se trouvait la question suivante : le socialisme est-il viable, au sens propre du terme, s'il ne peut être réalisé que dans un seul État ? De cette lutte, Staline sortit vainqueur, et il nous faut constater — si violentes qu'aient été les mesures organisationnelles qu'il employa dans les luttes concrètes de parti — que cette victoire fut obtenue en premier lieu parce que seule la conception de Staline était propre à donner, à la retombée de la vague révolutionnaire mondiale, une direction et une perspective à l'édification du socialisme (je ne veux pas parler ici des erreurs politiques et théoriques de l'édification concrète du socialisme, mais de l'orientation théorique de toute cette période). L'étape suivante de l'ère nouvelle ainsi ouverte consista à mettre Staline au premier plan en tant que digne successeur de Lénine, avec une condition préalable, cependant : il fallait que l'opinion publique reconnaisse en Lénine celui qui avait restauré et développé le marxisme sur le plan de la théorie, face aux erreurs idéologiques de la II^e^ Internationale, et non plus seulement un grand tacticien de la lutte révolutionnaire. La discussion philosophique de 1930–1931 servit ce but, et — en dépit de tous les éléments qui devaient à juste titre être critiqués par la suite — elle servit même d'une manière fructueuse. Naturellement, le rôle théorique vraiment décisif en revint

à la parution en 1931 des *Carnets philosophiques* de Lénine (plus particulièrement à la critique qu'il y faisait de la philosophie hégélienne), et à celle d'écrits de Marx, qui n'avaient jusqu'alors été publiés qu'incomplètement, pas du tout, ou dans des textes pas toujours authentiques. L'étude approfondie de ces ouvrages devait également remodeler ma pensée. Jusqu'alors j'avais tenté d'interpréter correctement Marx à la lumière de la dialectique hégélienne. Je commençai à mettre à profit pour le présent la critique des acquis et des limites de Hegel et de la réflexion philosophique bourgeoise qui atteint son sommet dans sa pensée, à l'aide de la dialectique matérialiste marxiste-léniniste. Alors que la plupart des chefs de la IIe Internationale voyaient exclusivement en Marx, ou tout au moins en premier lieu, le penseur qui avait révolutionné les sciences économiques, nous commencions à comprendre que la théorie marxiste avait ouvert une nouvelle période dans l'histoire de la pensée humaine, et que l'action de Lénine avait su la rendre actuelle et efficace. Ma reconnaissance de l'autonomie et de l'originalité de l'esthétique marxiste marqua ma première étape vers la compréhension et la réalisation de ce nouveau tournant idéologique.

C'est fort de ces nouvelles convictions que j'allai m'installer à Berlin au cours de l'été 1931. Je devais m'y occuper en premier lieu des questions littéraires alors à l'ordre du jour. Les deux études présentées ici et correspondant à cette période s'inscrivent dans la lutte intellectuelle que menait alors la littérature prolétaire révolutionnaire allemande. En ce qui concerne la confrontation de l'esprit de parti et de la tendance, il est clair qu'on ne pouvait opposer à une esthétique fondée sur la dialectique matérialiste que des tendances fixées de l'extérieur sur les créations littéraires. La contradiction se situe donc entre l'esprit de parti procédant de l'essence de la création et du comportement artistique d'une part, et une tendance dépourvue de rapport organique avec les problèmes de la vraie figuration, et qui fausse même la vérité intérieure des hommes et des situations représentées de l'autre. Le fait que, par la suite, la théorie de Staline et de Jdanov ait justement nommé cette sorte de tendance « véritable esprit de parti » et fait passer l'article écrit par Lénine en 1905 sur la réforme de la presse du Parti pour une énonciation des dix commandements de cet « esprit de parti », ne devait me déranger, ni alors, ni par la suite dans la défense d'une position juste. Le lecteur pourra se rendre compte, en lisant les pages que j'ai consacrées à cette question dans *la Spécificité*, que je n'ai fait, au cours de plusieurs dizaines d'années, que tenter d'approfondir cette pensée, sans jamais l'abjurer. (Entre-temps, la veuve de Lénine, Kroupskaïa, qui fut sa dernière collaboratrice, a prouvé que cet article tant cité ne concernait absolument pas les belles-lettres.) Dans la seconde étude datant de cette époque et présentée ici, je traite également une question fondamentale qui était à l'ordre du jour : les problèmes du véritable réalisme. Dans cette étude aussi, apparaît un motif qui devait jouer un rôle de premier plan dans mes activités ultérieures : le doute que l'assimilation des courants de la mode littéraire bourgeoise actuelle soit à même d'aider nos écrivains dans les cas où la théorie officielle voudrait les détourner de la voie d'une création artistique véritable. Je n'ai cessé depuis d'affirmer cette opinion : la littérature socialiste ne peut se réaliser que dans un

véritable approfondissement artistique de la réalité. Le fait de suivre les modes occidentales ne présente pas moins de dangers que la soumission à un dogmatisme sectaire.

Peu après la prise du pouvoir en Allemagne par Hitler, je m'installai en Union soviétique où, jusqu'à sa disparition, je fus l'un des collaborateurs permanents de la revue *Literatourny Kritik*. Tous mes articles théoriques et mes articles de principe traitant de l'essence du réalisme y parurent, sans exception aucune. Il peut paraître singulier au lecteur d'aujourd'hui que de tels articles aient pu paraître régulièrement à une époque où la période stalinienne battait son plein. Naturellement il y avait derrière ce phénomène une certaine souplesse tactique : je crois n'avoir rien écrit à l'époque qui ne contînt quelques citations de Staline. Le lecteur d'aujourd'hui, s'il est libre de préjugés, pourra très bien voir (ce qui avait alors échappé au censeur) que ces citations n'avaient pratiquement jamais de rapport avec le contenu réel et essentiel de mes articles. Cette explication est certes assez superficielle, aussi me faut-il expliquer en bref la situation réelle. Pendant mon séjour à Berlin, une très vive discussion avait éclaté en Union soviétique, discussion dirigée contre le Rapp (Association russe des écrivains prolétaires), qui avait alors la haute main sur la littérature. On sait que cette discussion visait la tendance sectaire que manifestait le Rapp, et que les conséquences organisationnelles qui découlèrent de celles-ci aboutirent à la dissolution de l'association autonome des écrivains prolétaires et à la réunion de tous les écrivains soviétiques au sein d'un seul et même groupement. Ce fut Gorki lui-même qui, au cours du congrès constitutif de cette association, définit ses buts littéraires, en posant comme tâche le développement du grand art du socialisme (réalisme socialiste), cela équivalait à une déclaration de guerre également contre ce qu'il était convenu d'appeler le trotskisme littéraire qui, pendant la période de transition — avant la réalisation complète du socialisme — voyait dans la littérature de propagande la seule possibilité. (Peu importe dans quelles limites amis et ennemis avaient le droit de citer Trotski dans cette question ; des théoriciens de la II[e] Internationale aussi éminents que Mehring ont représenté ce point de vue d'une manière qui ne prête à aucune équivoque.) Ces réalisations organisationnelles trahissent beaucoup des intentions réelles de Staline dans ce complexe de problèmes. Je ne mentionnerai ici qu'accessoirement que les dirigeants politiquement trotskistes du Rapp (principalement Averbach qui, à l'époque des grands procès, disparut même définitivement) abandonnèrent la direction littéraire. Il est beaucoup plus significatif qu'on ait réussi à inciter Gorki et quelques autres écrivains célèbres écartés par le Rapp à rejoindre l'association. Dans le même temps, une partie des anciens membres dirigeants du Rapp, sectaires en matière de littérature mais politiquement soumis (Fadeiev, Fermilov, etc.) furent accueillis au sein de la nouvelle association, ce qui signifie qu'ils essayaient de réaliser l'ancien but du Rapp, à savoir créer, au sein de la littérature alors entièrement organisée d'une manière homogène, une littérature qui puisse propager les dernières décisions du Parti avec des instruments dits littéraires. Il fallait cependant rebaptiser cette propagande du nom « de grand art » du socialisme, ce qui non seulement donna à Gorki dans les dernières années de sa vie une large liberté de critique, mais encore, offrit aux

écrivains la possibilité de suivre les tendances occidentales modernes, même dans le cas où elles étaient anti-réalistes, à condition qu'ils approuvent sans aucune réserve tous les objectifs concrets se trouvant à l'ordre du jour du Parti dans toutes questions ayant un contenu politique (cf. les romans d'Ehrenbourg écrits pendant les années trente).

La situation ainsi créée ne manquait pas de contradictions internes. C'est ainsi qu'elle prêchait l'idéalité, mais reconnaissait exclusivement pour « idées » les dernières décisions du Parti ; en théorie, elle ne demandait en général des écrivains que la perfection artistique mais, en fait, en cas de fidélité au Parti, elle déclarait art de premier ordre jusqu'au naturalisme le plus plat. En dépit de tout cela, cette situation contradictoire devait assurer — pour un temps — une certaine liberté d'action aux critiques qui se montraient vraiment partisans du réalisme socialiste, du « grand art » socialiste, et qui s'efforçaient de saisir et de faire valoir théoriquement ses critères et ses principes artistiques. C'est ainsi que se constitua un groupe au sein de l'équipe du *Literatourny Kritik*, dont nous formions, Lifschitz, Oussiyévitch et moi, le noyau intellectuel, et dont firent notamment partie I. Chatz, Grib et Alexandrov, ces deux derniers étant décédés depuis. En tant que membre de ce groupe, j'écrivis la plupart des études qui sont réunies dans le présent recueil, en me posant constamment la question de savoir comment naissent organiquement les problèmes esthétiques fondamentaux de la représentation artistique du véritable reflet des problèmes de l'être social. Je ne peux évidemment rapporter ici que mes intentions, de même que les circonstances qui les favorisèrent ou les entravèrent. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de juger ce que j'ai réussi à en réaliser. Il est certain que les circonstances que je viens de mentionner devaient m'aider, entre 1933 et 1940, à déployer mes activités.

En 1939–1940, une très vive discussion éclata à la suite de la parution en russe de mon livre *Contributions à l'histoire du réalisme* (qui contient mes études sur Gœthe, Hölderlin, Büchner, Heine, Balzac, Tolstoï et Gorki). Cette discussion, qui dura près d'un an, était principalement axée sur la question de savoir dans quelle mesure on pouvait appliquer à la littérature le principe de la victoire du réalisme, que Marx avait déjà admis dans *la Sainte Famille*, qui joua un grand rôle dans les dernières lettres d'Engels et qui avait constitué l'idée directrice des études de Lénine sur Tolstoï. Violerait-on l'« idéalité » de la littérature, si l'image du monde modelée artistiquement et se révélant dans la création, remplaçait comme étalon de la valeur littéraire, la vision du monde consciente de l'auteur, dans laquelle les prises de positions actuelles et figurant à l'ordre du jour du Parti sont directement exprimées ? Cette discussion fut précédée — dans des questions d'actualité — par des attaques portées contre Oussiyévitch, principalement à la suite de son article sur la poésie politique et dans lequel, comparant celle-ci à la poésie de Maïakovski, il jugeait que la production de l'époque était d'un très bas niveau, tant du point de vue humain que du point de vue poétique. Il faut mentionner ici que ni l'une ni l'autre de ces discussions ne devaient avoir de suites « administratives » directes. Le fait est cependant que la revue *Literatourny Kritik* cessa de paraître en 1940, sans que cette décision fût, elle non plus, expressément motivée par ces discussions.

Dès lors l'accès me fut en pratique fermé à la presse littéraire russe ; non pas par suite du texte de la décision, mais effectivement. Je ne transmis alors plus d'études littéraires qu'à la revue de langue allemande *Internationale Literatur* ainsi qu'à la revue hongroise *Új Hang*. Étant donné que ces études ne figurent pas dans le présent recueil, je n'en parle pas. Je me contenterai de mentionner que la « liberté » qui m'échut ainsi me permit de me consacrer à mes études philosophiques. Je ne parlerai pas non plus de mes écrits parus avant et après mon retour à Budapest, et portant sur les questions de principe qui étaient alors au centre des préoccupations de la littérature hongroise ; j'espère les voir paraître un jour dans un recueil séparé. Si j'effleure tout de même brièvement le rôle que je jouai dans mon pays, c'est principalement parce que les écrits dont je viens de parler devaient occuper une grande place dans la discussion littéraire qui se déroula en Hongrie en 1949 et 1950. Ce fut surtout József Révai qui s'efforça de démontrer que la base de toute mon activité littéraire était constituée par les *Thèses Blum* (1929), que l'on avait à bon droit critiqué en Union soviétique ma conception concernant la relation existant entre la vision du monde, l'esprit de parti et la création artistique et que ma conception qui voyait dans la politique de front populaire une stratégie et non pas purement une tactique, était fausse. Márton Horváth, quant à lui, déclara — ce que corroboraient d'ailleurs les faits — que l'expression « romantisme révolutionnaire » ne figurait pas une seule fois dans mes travaux de critique et que, dans les cas où je m'occupais d'écrivains socialistes (il était alors surtout question du *Don paisible*), j'avais soin de choisir ceux dont la conduite n'était pas vraiment caractéristique de la littérature soviétique ou qui n'y jouaient pas un rôle décisif. Lui, Horváth ne faisait aucun mystère du fait qu'il leur opposait des romans du type Assaïev, et qu'il les défendait contre l'accusation qu'on leur portait d'être naturalistes parce que, selon lui, l'art soviétique manifestait profondément son caractère démocratique dans cette sorte de naturalisme, etc. etc. Ce n'est nullement par goût de la polémique que je cite ces critiques, mais il n'est toutefois pas inutile que le lecteur d'aujourd'hui sache que ce n'est pas moi qui ai déclaré avoir été opposé pendant plusieurs dizaines d'années au mode de représentation naturaliste, tant de la période stalinienne que du capitalisme occidental manipulé, mais que les spécialistes habilités à juger de ces questions, le soulignaient déjà à l'époque.

Le déroulement de la discussion sur Rudas me permit de me retirer de l'activité littéraire directe à laquelle je m'adonnais comme critique et comme membre de rédaction. En effet, il fallait bien me rendre à l'évidence que les méthodes politiques introduites par « l'année du tournant » (1948) rendaient impossibles toute critique de principe de la littérature. Mes « autocritiques », qui avaient précédé mon retrait de la scène, avaient été purement formelles. Cela avait d'ailleurs été souligné par József Révai et Márton Horváth, et les jugements sectaires qui furent portés sur moi par la suite allèrent jusqu'à blâmer le régime de Rákosi pour sa « complaisance » à mon égard. Étant donné que les quelques articles et fragments de livres que j'écrivis après cette discussion constituaient un prolongement organique en ligne droite de mon activité

antérieure, il n'est pas besoin de les commenter ici. Il importe plutôt de dire que le temps libre dont je disposais ainsi me permit enfin d'élaborer méthodiquement mes conceptions esthétiques. Bien que la dernière partie du présent ouvrage comporte certaines pages extraites de ces travaux, je ne crois pas que le lecteur attende de moi une récapitulation, si brève fût-elle, des questions de principe de cette systématisation. Cela est d'autant moins nécessaire que l'introduction de l'*Esthétique* analyse en détail les liens des fondements et des structures théoriques de ces travaux avec les questions méthodologiques décisives du marxisme. Si le lecteur s'étonne que j'attribue une importance décisive à la particularité dans la structure de la vision du monde esthétique, et que j'établisse un rapport entre la création artistique et la jouissance artistique authentique et un reflet juste et spécifique de la réalité, je puis peut-être me permettre de faire ici quelques remarques au sujet de ces deux questions, qui sont d'ailleurs interdépendantes. Je soulignerai avant toute chose que la particularité est l'une des catégories objectives, réelles, des objets et des processus de la réalité, au même titre que l'individualité et la généralité.

L'un des acquis les plus importants du marxisme a été la découverte du fait que le processus de l'abstraction qui donne naissance aux généralités (par exemple, le travail socialement nécessaire face au travail individuel concret) n'est pas en premier lieu le résultat d'une abstraction mentale, mais simplement un reflet du processus social objectif qui se forme dans la conscience. Cette situation n'est que l'un des aspects du fait que l'homme — quoi qu'il fasse — se trouve toujours en face de la même réalité cohérente (de ses catégories, etc.). Par contre, nos différents modes de réaction à la réalité nous poussent à saisir et à classer ces catégories, dans la mesure du possible d'après la nature des objectifs du reflet juste. Dans une seule et même forêt, un chasseur ne concentrera pas son attention sur les mêmes points que celui qui ramasse des champignons. La diversité immédiate ne supprime évidemment pas la réalité objective commune du milieu sa totalité. C'est ainsi que la particularité intervient dans tous nos rapports avec n'importe quelle réalité. Son rôle privilégié et dominant dans la création et dans la réception artistique sert à la satisfaction d'un grand besoin social : le désir de l'unité, contradictoire mais inséparable, retransmise de loin et multilatéralement, mais indirecte en même temps, de l'individualité et de la généralité, de la personnalité et de la société. Plus l'homme est évolué, et plus il a de personnalité. Celle-ci ne peut cependant se réaliser en lui réellement, sérieusement et profondément que si cet individu est plus, qualitativement différent, qu'une combinaison de spécificités individuelles due au hasard, et si se manifeste en lui un don autre que simplement naturel, aveugle, du genre humain, si une articulation vraiment humaine du genre humain trouve dans ses paroles et dans ses actes une expression raisonnable, c'est-à-dire si la continuité du genre humain, qui serait sans cela aveugle, — médiatisée par la société concrète — devient une voie vers l'accomplissement humain (générique, à la fois social et individuel). Le type esthétique, dans lequel la particularité se manifeste de la manière la plus marquante du point de vue artistique, montre donc la voie de l'accomplissement concret de l'homme générique. La particularité est la catégorie centrale de la création artistique parce que c'est par

elle que le genre humain devient en accomplissement le long chemin de la recherche de soi et son aboutissement — le reflet sensoriellement déployé et concentré des différentes étapes de ce chemin. Même la plus abstraite des catégories de l'art naît des besoins les plus profonds de la vie humaine, définit les formes d'accomplissement positif ou négatif de ceux-ci, et se trouve à son tour déterminée par eux.

C'est pourquoi la réflexion artistique de la réalité se trouve au centre de l'esthétique. Je ne sais que trop bien que tous les subjectivismes dogmatiques bourgeois s'élèvent avec passion contre cette place centrale accordée à la réflexion artistique de la réalité. Ils voient dans le fait que l'on considère la fantaisie artistique comme liée d'une manière objectivement nécessaire à la réalité une déconsidération de la « sainte » subjectivité, de la créativité « sans bornes ». Pourtant, si l'on y réfléchit bien, tout ce que nous faisons, tout ce que nous savons, tout ce que nous sommes est en fin de compte le résultat de notre réaction à la réalité. Lénine, l'un des hommes d'action les plus individuels qui aient jamais été, disait que le chemin de la révolution est toujours plus « rusé » que les prévisions du meilleur parti (et bien plus encore que les individus), et il reconnaissait pour vrais politiciens ceux qui sont capables de reconnaître et d'utiliser ce caractère « rusé » en vue de leurs activités, même s'ils ne le font que d'une manière approximative. Il en va de même pour l'art. Ce qu'ont créé les plus grands, un Vinci, un Cézanne, un Shakespeare, un Tolstoï, n'était-ce pas une « réalisation », au sens où Cézanne l'entendait ? Ne surprenaient-ils pas la ruse par laquelle la courbe d'une colline dévoile la structure de tout un paysage d'une manière nouvelle et inattendue, ou celle d'un geste ou d'un mot par lesquels un moment important du développement de l'humanité prend corps dans sa momentanéité, et qui peut paraître le fait du hasard ? L'homme est un être répondant. Dans tous les domaines, son existence et son activité proclament sa grandeur, ses capacités progressistes, non pas au moyen d'élucubrations subjectivistes (qui sont sans exception des reflets faibles, particuliers et sans perspective d'une tranche de réalité maladroitement saisie, mais sans cesser pour autant d'en être des reflets), mais justement par le fait que l'homme est capable de reformuler les « ruses » de la réalité en l'interrogeant, et qu'il sait dégager, par leur analyse, les réponses dans lesquelles les problèmes du développement humain sont exprimés clairement.

L'art est l'expression particulière, à la fois contradictoire et inséparable, individuelle et sociale, typique et créatrice de types, de cette tendance générale. C'est pourquoi un chapitre pouvait définir l'art, de par son titre même, comme « l'autoconscience du développement de l'humanité ». Si nous sommes capables de reconnaître le chemin du genre humain et d'en profiter pour notre développement individuel propre, nous ne le devons pas en dernier lieu à l'art et aux réalisations de la réflexion artistique. De même, du point de vue individuel aussi, nous serions incapables de progresser si notre propre épanouissement n'était pas fixé, interprété, jugé par notre mémoire individuelle, et par notre conscience qui en est née.

Je me suis efforcé de définir dans mes écrits esthétiques la place et la fonc-

tion du comportement et de la postulation esthétiques productifs et réceptifs dans le système réel de l'activité humaine. A ce point de vue, les dualismes prétendûment insolubles de la conception bourgeoise du monde et de l'art se sont révélés comme de faux problèmes. Je commencerai par la dualité subjectivité-objectivité déjà mentionnée. L'homme vit également sa vie individuelle dans un monde extérieur existant indépendamment de lui. La pratique humaine ne peut donc connaître ni subjectivité pure, ni objectivité pure. Même la connaissance la plus objective est le résultat d'efforts subjectifs puissants et originaux, tandis que la subjectivité ne peut devenir multiple et profonde, substantielle et féconde, que par le canal de la reconnaissance fidèle de la réalité objective. Et, étant donné que toute l'activité humaine se déroule toujours dans un cadre social et dans une influence réciproque incessante avec celui-ci, toute dualité abstraite qui conçoit la nature de la personnalité humaine et de l'être social dans un contraste rigide et exclusif est vide. (Cf. par exemple la théorie de Heidegger de l'homme « jeté » dans la réalité.) Selon Marx, ce n'est que socialement que l'homme peut devenir encore plus isolé. Ce ne sont pas seulement la solitude et l'exigence intérieure d'être livré à soi-même, mais la possibilité même de réaliser ces besoins dans leurs formes les plus subtiles, qui sont le résultat de l'évolution sociale. Le véritable grand art et son intuition réelle rejettent dans une égale proportion aussi bien toutes les vues dogmatiques sectaires selon lesquelles l'essence humaine ne serait vraiment représentée que dans l'activité immédiatement sociale, et selon lesquelles la vie dite privée serait uniquement un « complément » éventuellement secondaire de l'activité sociale, que le préjugé ayant son origine dans l'aliénation manipulée, d'après lequel le moi pourrait être à lui seul la raison d'être de son propre accomplissement ou de son propre échec. Ce n'est pas seulement sa critique sociale radicale et son historicisme qui séparent le marxisme des sociologues et des conceptions du milieu bourgeois, mais aussi la reconnaissance de cette unité dialectique de l'individu et de la société : l'activité humaine modèle la société dont le mouvement objectif ne peut se réaliser qu'à travers les individus. Ce n'est que grâce à son caractère social que l'homme, d'individu purement naturel, a pu devenir une personnalité humaine.

Le lecteur attentif et sans préjugés constatera que malgré leurs fondements erronés et incomplets mes études écrites il y a une bonne cinquantaine d'années ont pourtant suggéré dès cette époque une telle manière de poser les questions. C'est pourquoi il est peut-être justifié de les publier côte à côte avec mes écrits plus récents et peut-être non sans rapport avec leur destinée toujours la même à travers les crises extérieures et intérieures : mes débuts étaient aussi gênants pour la critique littéraire officielle que pour la revue *Nyugat* et beaucoup de ceux qui ont critiqué mes résultats de gauche, comme László Rudas, de droite, comme Garaudy, par exemple, ont réagi à mes écrits d'une manière semblable. C'est pourquoi, en dépit de tous ces changements et de tous ces tournants, mon évolution suit tout de même une ligne cohérente.

(1967)

Littérature mondiale

PRÉFACE

Le présent volume diffère fortement de mon recueil *Művészet és társadalom* (Art et Société) quant aux principes qui ont présidé au choix des textes. Alors que, dans ce dernier, à propos de l'analyse des rapports existant entre la base et la superstructure sociales, j'avais également montré la façon dont s'était élaborée en moi progressivement, souvent au travers de crises sérieuses, la méthode correcte de la compréhension scientifique, le choix et le classement des textes se limitent ici pour l'essentiel à la période marxiste (après 1930) de mon développement.

Je crois qu'il est facile de comprendre cette différence de point de vue. Ce qui doit figurer ici au centre de l'intérêt, c'est la littérature mondiale elle-même, ou, plus exactement, une période déterminée de son développement, autrement dit, un processus de développement réel. L'élucidation des connexions internes de ce processus aurait sans doute été rendue plus difficile si l'attention du lecteur avait dû se porter également sur la différence des points de vue mis en œuvre par l'auteur dans l'analyse des divers écrivains, au lieu de se concentrer sur les connexions réelles, objectives, existant entre telle ou telle étape décisive, tel ou tel tournant de ce vaste processus. C'est la raison pour laquelle c'est seulement dans l'appendice que je publie ici quelques-unes de mes anciennes études, à titre d'échantillon.

Le terme de littérature mondiale, en tant que titre, prêterait à confusion si nous l'interprétions purement du point de vue du contenu. Je ne sais s'il existe au monde un homme capable de traiter de toutes les grandes figures de l'ensemble de la littérature mondiale en sachant présenter au lecteur avec une force vraiment évocatrice leur image réelle, la particularité, la richesse, la profondeur de leurs vues. En tous cas, cette faculté m'a fait défaut. Pour moi, la littérature mondiale était avant tout un point de vue : elle signifiait la mise à jour et l'analyse de contenus et de formes poétiques indispensables pour la compréhension véritable et profonde de la réalité de nos jours. C'est ainsi que devinrent avant tout pour moi des objets de recherche les grandes figures de la littérature mondiale du XIX^e^ siècle. (Pour ce qui est de Cervantès et de Shakespeare, je ne me suis livré qu'à des esquisses occasionnelles.) Elles devinrent pour moi des thèmes de travail avant tout parce que ce sont les

œuvres de ce genre qui ont su découvrir et représenter pour la postérité le développement social objectif de l'homme et de son monde avec une ampleur et une profondeur qui leur permet d'indiquer en dépassant leur temps à celui qui scrute le passé, les étapes et les types importants du développement véritablement humain du genre humain. (J'estime de mon devoir, à ce stade, de mettre en garde le lecteur : bien que ses vues les plus générales soient homogènes, ce livre n'en est pas moins un recueil d'articles nés à différentes époques et dans des circonstances différentes. C'est ce qui fait que les sujets traités portent la marque des points de vue d'actualité, tout comme le mode ou l'étendue, etc. de l'analyse peut avoir çà et là un caractère occasionnel. Par exemple, les dimensions des études sur Tolstoï et Dostoïevski ont été fondamentalement déterminées par les possibilités qui s'offraient alors à la publication.) Aujourd'hui, dans le monde capitaliste, il est de bon ton de considérer le XIX^e^ siècle comme définitivement dépassé. Alors que ce siècle, le siècle de Gœthe et de Heine, de Balzac et de Stendhal, de Tolstoï et de Dostoïevski — mais aussi celui et ce n'est pas un hasard, de Hegel et de Marx — a posé au centre de l'attention générale, avec une force inouïe, les problèmes cruciaux du développement de l'homme, des aspects internes et externes de cette évolution. Il ne fait pas de doute à mes yeux que ceux qui méprisent la littérature de ce siècle sont en grande partie du moins, ceux qui voudraient justement esquiver ces questions. De nombreux « modernistes » occidentaux dédaignent ce passé récent qui est le nôtre au nom de la défense du moment fugitif, de la pure particularité de l'homme, ce qui représente du même coup une tentative en vue d'éterniser le régime de la consommation manipulée liée à la publicité et à des critères de prestige. Par contre, de nombreux observateurs, qui en sont restés dans leur pensée et leurs sentiments au bureaucratisme étroit et despotique de l'ère stalinienne, font de même pour l'essentiel dans leur défense d'une littérature « de parti » limitée purement à des questions d'actualité. La raison qui a poussé l'auteur de ce livre à tant s'intéresser au XIX^e^ siècle est le refus de la superficialité occidentaliste et sectaire, de cette façon d'adhérer à la surface du moment donné, dans la défense justement de l'intégrité humaine. Dévoiler les forces externes et internes qui mettent en danger cette intégrité signifie se préparer à se défendre, et qui plus est, à attaquer, face à la résignation suscitée par ces deux formes de manipulation. C'est justement en cela que réside l'opposition véritable, le triomphe sur la résignation conformiste, ou du moins l'attitude de la lutte contre cette position qui, bien sûr, à l'Ouest, et très souvent chez nous aussi, aime paraître sous le masque du non-conformisme.

Toute littérature mondiale constitue le reflet du processus historique mondial de l'« hominisation » et, de ce fait, participe du même coup activement à la lutte pour l'hominisation. Aussi, ce qui donne à tels écrivains et telles œuvres une importance universelle et les fait participer à la construction de la littérature mondiale, ce n'est pas avant tout leurs innovations techniques, mais la lucidité artistique, la vision poétique avec lesquelles ils savent répondre aux grandes questions posées par leur temps, la compréhension et la représentation de la façon dont elles déforment l'essence humaine de l'homme, de la manière dont l'homme se montre capable de répondre à ces questions, de la

façon dont il conserve ou perd au contraire au cours de sa réponse sa véritable humanité. Naturellement, toutes ces questions et toutes ces réponses ne sont pas le produit de quelque « époque » abstraite : elles sont commandées par la nation et la classe données à l'écrivain dans leur immédiateté, par le présent, le passé et les perspectives de celles-ci, par les courants sociaux immédiats et généraux qui agissent en elles. Il n'est pas d'écrivain de valeur qui veuille et puisse s'arracher à cette immédiateté. Mais seul deviendra élément actif de la littérature mondiale l'écrivain qui, tout en conservant les particularités du terrain immédiat, se montre capable de les généraliser poétiquement de façon à ce que leur corrélation devienne une force susceptible de provoquer chez les descendants d'autres nations, d'autres époques également une commotion féconde, une véritable catharsis en rapport avec le développement de l'ensemble de l'humanité.

Étant donné que, lors de la rédaction de toutes ses études, la volonté de l'auteur visait à mettre à nu les corrélations de ce genre, c'est par un simple haussement d'épaules qu'il rejette l'accusation que lui ont souvent porté ceux qui ne le comprenaient pas : comme si souligner la grandeur à l'échelle de la littérature mondiale d'écrivains tels que l'avaient été Walter Scott, Balzac ou Tolstoï signifiait qu'il désirait les considérer comme des modèles à suivre directement par ceux qui œuvrent dans le présent ! Point n'est besoin de chercher à prouver à tout lecteur impartial de ce volume qu'à mon sens, il ne saurait exister pareille réponse inaltérable aux questions fondamentales de l'homme. Qu'il ne saurait donc exister non plus aucune œuvre littéraire qui ne soit une réponse concrète aux questions concrètes d'une époque, d'une classe sociale, d'une nation, etc. concrètes particulières, et dont la forme artistique ne soit en fin de compte déterminée par le contenu et la forme de cette question concrète — qui dans sa concrétude ne peut se répéter ni se reproduire — et de la réponse concrète. Sous ce rapport donc, et sous celui des questions fondamentales de la représentation artistique, c'est justement notre point de vue qui est incompatible avec la notion, quelle qu'elle soit, d'un « modèle éternel et constant ». C'est justement cette attitude qui rend nécessaire une perpétuelle et nécessaire renaissance de la véritable forme artistique en chaque grand créateur, en chaque grande œuvre, et le fait qu'aucun modèle ne puisse exister pour l'individualité immédiate de la création.

Cette circonstance n'exclut cependant pas, mais renferme au contraire la possibilité, et la nécessité même, pour l'individualité (l'originalité) artistique surgissant ainsi de ne pas se couper du cours le plus général du développement de l'humanité, ni de ses expériences d'une importance capitale. Lorsque nous saisissons l'essence d'une chose, lorsque nous disons à son propos la vérité, en nous débarrassant des déformations de caractère purement subjectif, cela nous rapproche de la compréhension de la voie réelle de la réalité, de la possibilité de présenter celle-ci d'une manière adéquate, bien mieux que ne le fait une simple humeur fugitive dans son immédiateté, une impression momentanée, les préjugés sans critique que nous forgeons à propos de notre personne, et qui passent le plus facilement du monde en duperie et même en mensonge : ce fait, chacun peut le connaître de l'expérience chaque jour renouvelée de la

vie quotidienne. Et cette vérité fondamentale de la vie n'expire pas au seuil de la création artistique. Ce que l'esthétique marxiste appelle réalisme n'est rien d'autre que l'expérience résumée de la connaissance adéquate du monde (y compris de nous-mêmes), naturellement sur la base des circonstances particulières de la création artistique et de la jouissance offerte par les arts. Mais la revendication qui voudrait que la mise à nu et la représentation adéquate de la vérité objective ne soient qu'une simple mode éphémère de certaines époques déterminées (cf. le réalisme en tant que « style ») n'est pas moins absurde que ces « théories » qui, dans la vie même, sont mises en œuvre comme si la méthode correcte de la création, du maintien et du développement des rapports véritablement humains entre les hommes pouvait être à telle époque la vérité, et à telle autre le mensonge. Réfuter ces conceptions ne signifie pas encore, et de loin, poser des modèles, au sens immédiat du terme. Lorsque quelqu'un évite dans la mesure du possible le mensonge, la tromperie et la duperie dans ses contacts avec son prochain, il serait assez absurde de dire de lui qu'il « imite » les intonations et les gestes de Socrate.

Budapest, novembre 1968.

Le 150e anniversaire de la naissance de Sándor Petőfi (1823–1849)

Sándor (Alexandre) Petőfi, né le 1er janvier 1823 à Kiskőrös, mort le 31 juillet 1849 à Fehéregyháza sur le champ de bataille, est un des représentants les plus en vue de la poésie hongroise et universelle du XIXe siècle. Poète d'origine plébéienne, influencé par la poésie populaire et par la littérature romantique de l'époque, il chante la vie quotidienne du peuple, le paysage de la plaine hongroise, l'amour et la liberté en une langue simple et naturelle.

Admirateur des révolutions françaises, il est également influencé par les idées du socialisme et communisme utopiques. Animateur du groupe radical de la Jeune Hongrie, *il est l'un des promoteurs de la révolution hongroise de 1848–1849 qu'il sert avec sa poésie et avec sa vie.*

Pour une documentation plus détaillée sur Petőfi, voir :

Poèmes *(Présentation et choix par Jean Rousselot), Éditions Corvina, Budapest, 1971*

Gyula Illyés : Vie de Petőfi, *Gallimard, Paris, 1962*

Petőfi, révolté ou révolutionnaire ? *(Anthologie publiée sous la direction de Béla Köpeczi), Éditions Corvina, Budapest, 1973*

L'irréconciliable. Petőfi, poète et révolutionnaire *(publié sous la direction de Sándor Lukácsy), Éditions Corvina, Budapest, 1973*

« Poésie et révolution, Petőfi et la Hongrie d'aujourd'hui ». Numéro spécial d'*Europe, février 1973.*

Le 150e anniversaire de la naissance de Sándor Petőfi (1823–1849)

Idéologie et poésie chez Petőfi

L'expression la plus magistrale des premières idées socialistes dans la littérature hongroise est l'œuvre de Petőfi. Cela ne tient pas seulement à la qualité du poète, mais à cette aventure intellectuelle exceptionnelle qui lui valut d'assimiler les idées germées dans une société plus évoluée en puisant dans son propre univers intérieur. Le démocratisme plébéien, le radicalisme révolutionnaire, les premières idées socialistes et communistes sont inséparables, dans son œuvre, des inspirations de la Révolution française. Petőfi n'a pas seulement réagi, comme tant d'autres de ses contemporains hongrois, aux nouvelles idées sociales, il les a adaptées et intégrées à sa vision du monde conditionnée par la vie hongroise. Fort de ses expériences acquises dans son pays ainsi que de son esprit plébéien intransigeant, il transforma les idées empruntées en composantes intégrantes de sa vision du monde.

A une conscience nationale très vive, Petőfi associait une conscience universelle dynamique. Ce n'est pourtant pas là le point de départ de son évolution idéologique et poétique, c'est pour lui la plénitude atteinte, l'harmonie trouvée dans la perspective historique de l'humanité. C'est cette perspective qui trouve son expression lyrique dans quelques grands poèmes des années 1846-1847 et les prises de position du poète en 1848-1849 se situent dans la même ligne. Nous allons voir que les problèmes que poseront aux poètes et aux hommes politiques la révolution et la guerre d'Indépendance hongroises seront aux yeux de Petőfi la pierre de touche de la conscience nationale plébéienne enrichie d'une vision consciente du monde.

LA LIBERTÉ DU MONDE

Quand Petőfi écrivit *Palota és kunyhó* (Palais et chaumière), *Magyar vagyok* (Je suis Hongrois), *A magyar ifjakhoz* (A la jeunesse hongroise), c'est-à-dire en janvier et février 1847, l'idée de la « liberté du monde » avait déjà enflammé ses poèmes (décembre 1846 : *Egy gondolat bánt engemet* (Une pensée me tourmente) ; le poème *A XIX. század költőihez* (Aux poètes du XIX^e^ siècle), écrit en janvier 1847, formule déjà son programme dans un esprit annonçant le communisme.

Dans la carrière poétique de Petőfi, cette profession de foi hardie représente qualitativement un élément nouveau, même par rapport aux antécédents,

pourtant fort organiques. Cela ressort de la franchise extrême de ses poèmes, des notions neuves et frappantes (« liberté universelle ») et de l'interprétation incontestablement communiste de l'idée de l'égalité qui les caractérisent. Il est intéressant de noter que les deux poèmes parurent dans la revue *Hazánk*, au début de 1847.

Nous en arrivons maintenant au printemps 1848 et à cette citation d'un passage du journal de Petőfi datant du 17 mars : « Ma lecture presque exclusive depuis des années, ma prière du matin et du soir, mon pain quotidien, c'est l'histoire des révolutions de France, ce nouvel évangile du monde, par lequel la liberté, nouvelle rédemptrice du monde, prêche sa parole.

Je devrais tremper ma plume au cœur même d'un volcan, pour pouvoir décrire mes jours, le tourment de mes jours !

C'est ainsi que j'attendais l'avenir, que j'attendais l'instant où mes idées et mes sentiments libertaires, ces âmes damnées emprisonnées dans mon cœur, pourraient enfin s'échapper du lieu de leur supplice... Cet instant, je l'attendais ; je ne me bornais pas à espérer sa venue, mais j'y croyais fermement. La preuve en est donnée par les poèmes que j'écrivis depuis plus d'une année. Non point par raisonnement, mais par cette inspiration prophétique — ou, si vous préférez, par cet instinct animal — qui habite le poète, je voyais clairement que, jour après jour, l'Europe s'acheminait vers un bouleversement magnifique et violent. Je l'ai écrit plusieurs fois et je l'ai dit à un grand nombre de personnes... »

Ce qu'il entend par « plus d'une année », nous ne le savons pas exactement, mais un fait est certain, c'est que Petőfi estimait nécessaire de ne dire ni un an, ni deux ans. Dans le contexte, l'incertitude de l'indication témoigne plutôt du soin avec lequel il soupesait le temps. Au troisième jour de la révolution, Petőfi considérait comme nécessaire, en parlant de ses mérites dans sa préparation, de ne se référer qu'aux antécédents immédiats. Comme dans ce contexte concret, c'est la durée « d'une année » qui est mise en relief, nous pensons que le poète comptait comme les antécédents poétiques immédiats du grand tournant révolutionnaire de 1848 les poèmes écrits à la fin de 1846 et au début de 1847. Il est évident que ce n'est là qu'une supposition probable et non pas une certitude. Il faut souligner le caractère hypothétique de cette assertion, ne serait-ce que pour la raison que ni les poèmes eux-mêmes, ni les idées du journal de Petőfi ne présentent de différence tranchée avec des poèmes comme *Dalaim* (Mes chansons), *Levél Várady Antalhoz* (Lettre à Antal Várady) ou avec les poèmes révolutionnaires écrits en automne et en hiver. Dans son journal, le poète parle d'un « bouleversement » à l'échelle européenne. L'équivalent poétique de cette idée, les mots « nation » et « peuple » employés au pluriel, se rencontrent déjà avant le cycle « Nuages », dans le cycle lui-même et ensuite également. Il évoque dans son journal un « bouleversement magnifique et violent ». Le poème intitulé *Lettre à Antal Várady* (mai 1846) parle de « l'époque merveilleuse mais sanglante », et *Erdélyben* (En Transylvanie), écrit fin octobre, offre à la confrontation les vers « ... le siècle accouchera bientôt — De jours grandioses, de jours dangereux, — La vie ou la mort... » (Adapt. de Guillevic). C'est la combinaison de ces éléments idéels et émotionnels qui revient dans *Az ítélet* [Le verdict (avril 1847)]. Et si nous ajoutons encore, ce que nous avons

déjà noté dans les chapitres précédents, qu'en 1846, les poèmes sont de plus en plus fortement imprégnés des nouvelles idées sociales, nous pouvons dire que sous cet aspect, il n'y a aucune coupure entre les poèmes écrits dans la première et ceux écrits dans la seconde moitié de 1846. Il est par contre indiscutable qu'en ce qui concerne la lutte de l'Europe et du monde pour la liberté, les nouvelles idées sociales apparaissent dans leur plénitude à partir de la fin de 1846 et du début de 1847. Il suffit de nous référer à *Une pensée me tourmente* (décembre 1846), à *Aux poètes du* XIX^e^ *siècle* (janvier 1847), à *Háború volt* (C'était la guerre), *Világosságot* [De la lumière] (mars 1847)].

Les déclarations, en vers et en prose, de Petőfi ne laissent aucun doute : la « liberté » dont il parle ne remonte pas seulement à la triple devise de la Révolution française, elle englobe aussi les enseignements des « guerres pour la liberté », y compris ceux de la révolution de juillet 1830 : « ... mon pain quotidien, c'est l'histoire des révolutions de France... » écrivit-il dans son journal. La formule est trop poétique pour que nous puissions dire avec certitude que le poète se réfère à un seul livre. Peut-être se rapporte-t-elle à plusieurs ouvrages, ou peut-être à une œuvre embrassant l'histoire des révolutions françaises. Dans la liste des livres à acheter, figure l'œuvre de Jean Benner *Commentaire philosophique et politique sur l'histoire de la révolution de France de 1789 à 1830*. En 1844, parut à Pest l'histoire de la civilisation de Kolb, qui est en même temps une synthèse de l'histoire de l'humanité. Également à Pest, en 1846, paraît le livre des frères Schultz, intitulé *Récits sur l'histoire mondiale*, où les auteurs exposent, pour « la jeunesse plus âgée », l'histoire d'après I. A. Hofman. On trouve là des lectures sur les Hussites, sur les guerres paysannes allemandes et hongroises, sur la Révolution française, sur l'insurrection parisienne de 1830 et même sur l'insurrection de 1845 en Galicie. L'ouvrage prudent des frères Schultz n'est pas une « histoire des guerres de liberté », mais en fait, il y traite de la série de guerres, révoltes et révolutions qui marque la voie de l'élévation de l'humanité, voie jalonnée de tragédies. L'ouvrage contient aussi des synthèses historiques lyriques. Dans son ouvrage *Douze lettres d'un communiste à un réformiste sur la Commune*, Cabet, pour recommander le poème de Béranger *les Quatre Ages historiques*, écrit ceci : « Aussi, depuis longtemps déjà, Béranger, dont je t'ai promis l'opinion dans ma quatrième lettre, annonce l'organisation du travail comme la base de la régénération sociale du quatrième âge, qu'il appelle l'âge de l'Humanité. »

Qu'il nous soit permis de citer les strophes de ce poème sur les troisième et quatrième âges :

« L'Age suivant, sur tant de mœurs contraires,
Religieux, élève un seul autel.
Sois libre, esclave ! Hommes, vous êtes frères !
Comme ses Rois, le pauvre est immortel !
Sciences, lois, arts, commerce, industrie,
TOUT naît pour TOUS ; les flots sont maîtrisés ;
La Presse abat les murs de la Patrie,
Et Dieu nous dit : Peuples, fraternisez !

HUMANITÉ, règne ! Voici ton Age,
Que nie en vain la voix des vieux échos.
Déjà les vents au bord le plus sauvage
De ta pensée ont semé quelques mots.
Paix au TRAVAIL ! Paix au sol qu'il féconde !
Que par l'amour les hommes soient unis !
Plus près des cieux qu'ils replacent le monde !
Que Dieu nous dise : Enfants, je vous bénis ! »

Au même endroit, Cabet attire l'attention sur la nouvelle œuvre de Lamennais *(le Passé et l'avenir du peuple)*. Petőfi connaissait bien et appréciait beaucoup Béranger. Probablement a-t-il lu aussi les œuvres de Lamennais, il est en tout cas certain qu'en lisant la presse contemporaine hongroise, il a pu connaître ses idées. Notre poète a, lui aussi, écrit une confession poétique sur l'histoire. Le petit chef-d'œuvre intitulé *Halhatatlan a lélek* (L'âme est immortelle) écrit après le 20 novembre 1846, est également une « histoire lyrique des révolutions ». Le poète y désigne la tâche qu'il se propose d'accomplir, comme la poursuite de la cause représentée par Cassius à Rome, Guillaume Tell en Helvétie et Camille Desmoulins en France. « Ici aussi, je serai peut-être quelqu'un » lisons-nous dans le dernier vers, si caractéristique dans son assurance laconique.

Il n'est donc pas exagéré de rapporter le passage du journal de Petőfi non seulement à la Révolution française, mais aussi à celles du XIX[e] siècle. Or, si nous nous adressons au témoignage intellectuel des poèmes écrits pendant la période indiquée par le poète, il est clair que l'idée qu'il se fait de la liberté est déjà nettement liée aux nouvelles idées sociales, sans pourtant qu'il abandonne les sources de la Révolution française. Des poèmes écrits plus tôt avaient déjà reflété l'influence des courants utopistes, de différentes tendances révolutionnaires et radicales, sans être aussi concentrés, sans montrer un programme aussi exclusif que ceux qui paraîtront à partir du début de 1847.

Ce sont les idées du poète qui trahissent cette influence, or comme les idées nous sont parvenues sous une formule poétique, il est plus fécond de chercher les parentés ou les identités des idées, peut-être fort divergentes dans l'expression, que de nous arrêter sur de simples analogies de textes. Il va sans dire que, même dans ce cas concret, cela ne signifie pas que nous sous-estimons les analogies textuelles, mais uniquement que, ce qui nous importe surtout, c'est de rapprocher les idées.

Revenons maintenant à la remarque de Petőfi, citée plus haut : le poète se réfère, pour attester ses idées et ses sentiments sur la « liberté », aux poèmes écrits « depuis plus d'une année ». La lutte, « la lutte sanglante », la « guerre » qui, plus tôt, signifiaient la guerre d'Indépendance nationale (par exemple *Háborúval álmodám...* — Je rêvais à la guerre... — 1845), prennent dans ces poèmes la signification d'une lutte à l'échelle mondiale dont le but est formulé d'une manière qui dépasse les cadres nationaux. L'acquisition de la liberté signifie la vie, qu'importe l'océan de sang « ...La vie est à ce prix — Et l'éternel salut » (*Le verdict*) ; « le fleuve de sang », « la mer de sang » sont donc un moyen d'accéder à la vie véritable. Le but est le bonheur du monde.

Dans *Une pensée me tourmente*, Petőfi décrit la voie qui conduit au but plus concrètement que le but lui-même (« liberté du monde »). Le moyen ici est plus vivant que le but, c'est le premier qui, par sa lumière, éclaire le second et non pas l'inverse. Or la lutte, qui n'est qu'un moyen dans la perspective de l'histoire universelle, est pour Petőfi le but, et il va de soi que ce moyen-but enflamme davantage son lyrisme que le but final lui-même. C'est là une caractéristique non seulement de ce poème, mais de toute la poésie de Petőfi tournée vers le nouveau monde.

RÉPARTITION ÉGALE DES BIENS ET DE LA CULTURE

Nous devons attribuer d'autant plus d'importance aux poèmes qui définissent le but final. Je pense avant tout à *Aux poètes du* XIX^e^ *siècle* écrit en janvier 1847 et paru le 8 avril dans la revue *Hazánk* de Győr. Il n'y a pas de doute que ce poème, où Petőfi précise son programme poétique et le but final de l'homme se ressent de l'influence des idées socialistes-communistes utopistes :

« Lorsqu'à la corne d'abondance
Tous puiseront également,
Lorsqu'il y aura une place
Pour tous à la table du Droit,
Lorsque dans toutes les fenêtres
Le soleil de l'Esprit luira,
Nous pourrons dire : « Arrêtons-nous
Car, Canaan, nous y voilà... »
(Traduit par Jean Rousselot)

Pour Saint-Simon aussi, le bien-être était une condition *sine qua non*. Sans vouloir détruire les fondements de la société bourgeoise, il professait que l'idée fondamentale du système industriel est l'égalité ; il s'opposait à tout privilège acquis par naissance ou autrement. Nous savons bien qu'aussi importante que soit cette condition, elle ne suffit pas à assurer l'égalité parfaite. Saint-Simon et Fourier insistaient sur la possession collective des moyens de production sans pour autant considérer, comme nous l'avons déjà dit, que l'élimination de la propriété privée fût la condition fondamentale des changements sociaux. Les différences de fortune sont maintenues dans le phalanstère de Fourier, et selon l'utopie, les conditions matérielles finissent de toute façon par s'égaliser grâce au système de distribution, à l'organisation, et enfin, à l'abolition du droit de succession. Les possibilités devenues les mêmes pour tous en raison de l'abondance — c'est là une composante organique de toutes les utopies communisantes. Dans *la Cité du Soleil (Civitas solis)* de Campanella, « on n'estime pas les objets de valeur, car tous possèdent tout ce dont ils ont besoin » ; Babeuf, qui se proposait de mettre de l'ordre dans le destin, projetait la distribution des biens sur la base de l'égalité la plus stricte, dans un système d'État communautaire ; Weitling décrit ainsi l'instauration d'une société fondée sur la communauté des

biens : « après l'introduction de la communauté des biens, la production ayant été triplée aboutira à une abondance incroyable.... pendant les quatorze premiers jours, l'insatiabilité conduira évidemment à une dévastation considérable de nos réserves, mais cela passera de soi-même dès que la génération des affamés aura mangé à sa faim... asseyez-la tous les jours à une table abondamment servie et son insatiabilité diminuera dans la même mesure qu'elle augmente par suite de la faim... Des mesures de rationnement précis des produits de consommation par tête d'habitant ne peuvent être motivées que par des cas exceptionnels... » (*Comment est l'humanité aujourd'hui et comment elle devrait être* — 1848). Cabet, qui voulait créer « l'égalité de l'abondance » prônait, dans le programme de l'Icarie, une société de l'abondance et du bonheur général où le premier droit de chaucun est de vivre « autant qu'il le peut ». Dans *Mon credo communiste* (Paris 1841) il écrit : « Je crois qu'il faut d'abord ne s'occuper que de procurer à tous les citoyens le nécessaire ; qu'ensuite on pourra s'occuper de leur procurer tout ce qui est utile ; et que, quand tous auront également le nécessaire et l'utile, on pourra rechercher continuellement tout ce qui est seulement agréable à condition que tous y consentent par des lois, et que tous en jouissent également : car l'Égalité de jouissance doit toujours être parfaite. »

Blanqui, dans un discours prononcé en 1832, relie la revendication du bien-être à l'éloge du peuple luttant pour sa propre cause, de ce peuple qui ne demande plus l'aumône et ne peut pas se contenter des quelques miettes que l'on lui jette pour le distraire. Ce peuple est prêt à se procurer seul, son bien-être.

Dans son œuvre citée plus haut, Weitling annonçait les dix principes fondamentaux de la conviction « basée sur l'enseignement du Christ et sur la nature ». Selon le premier principe, les lois à adopter pour la société ont leur base dans la nature et dans l'amour chrétien ; le second principe proclame l'organisation de l'humanité dans une grande union familiale ; les troisième et quatrième principes — notons ici l'ordre des points — sont ainsi formulés : « 3. Il faut répartir à chacun, d'une manière égale, le travail et la jouissance des biens. — 4. Conformément aux lois de la nature, éducation identique, droits et obligations identiques pour les personnes des deux sexes. » Pour Petőfi, la deuxième condition de Canaan est l'égalité des droits ; chez lui aussi, l'ordre des conditions est important : la première, c'est l'abondance et la jouissance égale de cette abondance, c'est-à-dire la création de conditions égales pour tous en ce qui concerne les possibilités matérielles. Ici non plus, nous ne pouvons pas supposer que le texte de Weitling ait eu une influence concrète sur le texte de Petőfi, ces revendications constituant déjà le fond des idées utopistes, dans le même ordre, sinon toujours dans les mêmes termes. Tel est le cas chez Cabet ou chez le socialiste petit-bourgeois Louis Blanc qui dénonçait, dès son *Organisation du Travail* (1841), les formules de l'égalité des droits comme étant un moyen de mystifier le peuple. Dans son œuvre *Qu'est-ce que la propriété*, Proudhon déclare, comme une thèse fondamentale, que l'égalité devant la loi est un pur mensonge dans les conditions de l'inégalité matérielle. (« La propriété, c'est le vol. ») A ce propos aussi, l'important pour nous est que Petőfi adhère idéologiquement aux nouvelles idées socialistes, car la différence radicale d'avec l'idée bourgeoise de l'égalité des droits consiste justement chez Petőfi (tout comme chez Weitling

et Cabet) à réunir le postulat des droits égaux à la revendication de la communauté des biens matériels (« corne d'abondance ») et de la possibilité égale d'en jouir.

C'est dans ce contexte que Petőfi voit, comme troisième condition de l'état cananéen, le besoin « du soleil de l'esprit* » et ce, « dans toutes les fenêtres ». La revendication des connaissances, de la culture, de l'instruction, fait partie des idées de tous les nouveaux socialistes, elle est à la fois la condition et le résultat d'une société juste. Owen classe parmi les conditions indispensables du bonheur la capacité d'accroître constamment ses connaissances. Weitling oppose au désir de possession exclusive et d'acquisition, les perspectives de l'instruction : « Enrichissez-vous en art et en sciences ! » Selon lui, après la réalisation de la communauté des biens, l'artisan et le paysan seront eux-mêmes des savants et les savants, des artisans et paysans à la fois *(op. cit.)*. Déjà Babeuf, dans le *Manifeste des Plébéiens*, professe que la culture doit, elle aussi, être répartie dans l'égalité car elle est notre bien à tous. Donc, le fond idéel des critères du Canaan chez Petőfi doit être trouvé dans les nouveaux courants sociaux. Nous pouvons également dire qu'ici, dans cette définition du Canaan, la nouvelle nation de l'égalité trouve sa manifestation directe. Mais ce faisant, nous n'avons encore dit que peu de choses de ce poème.

L'œuvre est un appel et un message qui s'adresse aux poètes du XIX^e^ siècle, un programme qui veut leur insuffler la conscience de leur devoir et les aiguillonner vers l'action. Comment la tâche indiquée par Petőfi entre-t-elle dans une telle définition de la fonction poétique, nous en reparlerons plus en détail. Pour le moment, nous nous arrêtons plutôt sur l'attitude mentale et intellectuelle du poète devant le but, et la voie qui y conduit. Une des caractéristiques du romantisme est de créer un lien direct, émotionnel, entre le but final à atteindre et l'initiative à prendre pour y arriver. C'est à ce caractère émotionnel direct que se subordonne tout motif intermédiaire, favorable ou de freinage, c'est-à-dire toute la réalité du chemin à parcourir. Or, dans ce poème de Petőfi, il y a tout autre chose que cette structure romantique. Le but, formulé avec une assurance et une concision saisissantes pour les sentiments comme pour les idées (5^e^ strophe), n'est pas la seule composante déterminante de la structure du poème. Ce but ne constitue pas un sommet où nous entraîne l'élan d'une seule émotion. Sa définition poétique est organiquement liée à l'interprétation de la voie qui y conduit et des obstacles qui la jalonnent. C'est avec l'animation propre à la discussion que Petőfi explique ici le sens des luttes : lorsque les trois critères de la société équitable seront réalisés « Nous pourrons dire : 'Arrêtons-nous — Car, Canaan, nous y voilà...' ». Après avoir posé la condition préalable, le poète fait sa principale déclaration (« Nous pourrons dire : 'Arrêtons-nous') suivie à son tour, en fin de strophe, d'une proposition explicative (« Car, Canaan, nous y voilà... »). Les deux premiers vers de la strophe suivante — « Mais jusqu'alors point de repos, — Il faut lutter sans nulle trêve » complètent le sens de la strophe précédente et sont en même temps partie organique de la construction logique du poème. Toute cette structure répond à un plan logique,

* Dans le poème original : « soleil de l'Esprit »

suggéré de son côté, par les idées elles-mêmes. Pour le fond, la même intensité idéologique anime la définition du but et (avec encore plus de dynamisme émotionnel) du chemin qui y conduit ainsi que de la tâche des dirigeants. Contre ceux qui s'arrêtent à mi-chemin, qui manquent d'esprit de suite, Petőfi proclame, dans un esprit de controverse et de combat, sa propre vérité :

« Avec le peuple, tous, poètes,
En avant, par le feu et l'eau !
Maudit sera celui qui fera
Du peuple tomber le drapeau !
Maudit celui qui lâchement
Ou par paresse reste en route,
Et se met à l'ombre pendant
Que le peuple sue, lutte et souffre. »

La strophe suivante élargit l'attaque et en approfondit l'idéologie :

« Il existe de faux prophètes
Pour proclamer avec traîtrise
Qu'il faut déjà que l'on s'arrête
Car c'est là la Terre Promise.
Mensonge ! Mensonge impudent
Réfuté par les millions d'êtres
Qui traînent, désespérément,
Ventre creux sous le ciel ardent. »
(Traduit par Jean Rousselot)

C'est à cette strophe-là que succède celle qui formule le but et dont la structure construite sur les trois moments « lorsque — alors — et jusqu'alors », résume tout ce qui précède. Le poème n'est donc pas seulement l'expression poétique d'un avenir imaginé, ce n'est pas simplement une utopie lyrique qui crée le monde appelé par nos désirs en « éliminant » la réalité. Ce poème — le titre l'annonce déjà — est un programme qui procède concrètement du moment où il fut écrit. Dans cette conception, le sens du présent est dans la lutte pour l'avenir ; la condition d'un avenir juste et équitable, c'est le combat conséquent mené dans le présent. Petőfi ne crée pas un lien lyrique, direct, dans la manière romantique, entre sa propre situation et les idéaux à réaliser, il utilise tout l'arsenal de la poésie pour mettre en relief la réalité, les intermédiaires et les obstacles. Avant d'arriver à une société de justice, il faut passer par un chemin difficile, jalonné de combats, chemin où « aujourd'hui », ce sont les poètes qui conduisent le peuple en combattant les tentations de l'égoïsme ainsi que les fausses prophéties des faux prophètes.

Les images et les comparaisons du poème comportent des éléments bibliques évidents. La série de comparaisons de la deuxième strophe embrasse tout le fondement idéel du poème en le rehaussant :

« Nous cheminons dans le désert
Tels, jadis, Moïse et son peuple
Suivant la colonne de feu
Que Dieu envoya pour guide.
Dieu charge aujourd'hui les poètes
D'être la colonne de feu
Qui saura conduire le peuple
Jusqu'au pays de Canaan. »
(Traduit par Jean Rousselot)

Les « faux prophètes », la « Terre Promise » sont des motifs qui, dans la quatrième strophe, continuent l'image biblique dans une unité stricte avec la substance idéologique du poème. Le récit biblique commencé dans la deuxième strophe est complété dans la cinquième par la description lyrique et imagée de l'état cananéen (« corne d'abondance », « à la table du Droit », « le soleil de l'Esprit »).

Les images empruntées à l'Ancien et au Nouveau Testaments, le ton biblique, sont traditionnels dans la poésie hongroise. Ce n'est cependant pas la seule tradition hongroise qui est à l'origine des images de *Aux poètes du XIX^e^ siècle*, car, à côté de l'inspiration traditionnelle, il faut noter la parenté entre le contenu idéal du poème de Petőfi et la vision des classiques du socialisme utopique, Saint-Simon, Lamennais, ou même, du communiste allemand Weitling. Le saint-simonisme, profondément religieux dans son idéologie et même, dans une certaine mesure, ecclésiastique, ainsi que les œuvres de Lamennais, sont à l'origine d'une véritable école stylistique. En Hongrie, c'est surtout le style de Lamennais qui exerça une influence très forte. Les éléments religieux (et non seulement stylistiques) se retrouvent également dans la pensée de Weitling, *l'Évangile d'un pauvre pécheur* (1844) n'est pas autre chose en fin de compte, qu'une explication, dans un esprit empreint de communisme, de la Bible, ou plus précisément un exposé d'idées socialistes dans un esprit biblique. (Je note entre parenthèses que Weitling employa, lui aussi, l'image de Canaan dans un sens analogue à celui de Petőfi, mais insérée dans le texte à la manière d'un dicton : « Cela ne signifie évidemment pas que la Suisse soit la Terre Promise, le Canaan découlant de lait et de miel. ») Les motifs religieux présents dans les nouvelles idées socialistes n'ont pas influencé la pensée de Petőfi, pas plus que les éléments bibliques du style qui étaient en harmonie avec les traditions de la poésie hongroise. Il faut toutefois nous arrêter sur une série de motifs qui apparaissent dans les images bibliques du poème, auxquelles elles s'intègrent parfaitement et qui sont inspirés au poète, plutôt par la vie que par la Bible.

« Maudit celui qui lâchement
Ou par paresse reste en route,
Et se met à l'ombre pendant
Que le peuple sue, lutte et souffre. »
(Traduit par Jean Rousselot)

La seconde partie de la strophe suivante par contre sort du cadre biblique jusque dans son contenu, elle procède du présent :

« Mensonge ! Mensonge impudent
Réfuté par les millions d'êtres
Qui traînent, désespérément
Ventre creux sous le ciel ardent. »
(Traduit par Jean Rousselot)

Cette image du peuple n'est pas inconciliable avec les images bibliques, mais sa substance, son caractère, son atmosphère la rapprochent du peuple dont le travail et la sueur sont décrits dans le poème intitulé *A nép* (Le Peuple). Ces éléments imagés, nourris d'expériences récentes, sans rapport avec la Bible, montrent dans le processus même de la création poétique, combien les pensées sociales du poète surgissent de l'expérience vécue et s'enracinent dans la réalité.

LA FONCTION DU POETE

C'est à dessein que j'ai laissé pour la fin, l'analyse de « l'art poétique » adressé aux poètes. On a souvent vu, et l'on voit encore, dans ce poème une pièce d'inspiration éminemment romantique. Selon la formule du célèbre historien de la littérature hongroise, János Horváth, « L'idéal romantique du poète-apôtre vint de Victor Hugo, arriva chez nous par l'intermédiaire de József Eötvös, et toucha directement et avant tout Petőfi... » Cette conception renferme incontestablement des éléments de vérité car, dans notre littérature, ce sont sans aucun doute les études d'Eötvös sur Hugo ainsi que son poème *Én is szeretném...* (Moi aussi, je voudrais, 1846) qui constituent les antécédents de *Aux poètes du XIX^e^ siècle*. Qu'il ait connu ou non *Amis, un dernier mot* ou *Fonction du poète*, ou les préfaces de Hugo à ses drames et à ses recueils (surtout aux *Voix intérieures*), il n'y a pas de doute que Petőfi a subi, au moins par l'intermédiaire d'Eötvös, cette profession de foi poétique, cette prise de position en faveur de la collectivité.

L'idée de la vocation divine de la poésie est générale à l'époque romantique. C'est là une idée qui est tantôt proche d'une foi irrationnelle et idéaliste, s'en éloigne tantôt et apparaît comme le signe de l'inspiration, comme une expression poétique souvent étroitement liée à la conviction que le poète est chargé d'une mission et d'une science prophétiques. Victor Hugo écrit en 1824 dans la préface aux *Odes et ballades*: « Ce qu'il y a de sublime et d'immortel dans l'homme se réveille comme un sursaut, au bruit de toutes ces voix merveilleuses qui avertissent de Dieu. L'esprit des peuples, en un religieux silence, entend longtemps retentir... la parole mystérieuse qui témoigne dans les ténèbres... Il doit marcher devant les peuples comme une lumière et leur montrer le chemin... Il ne sera jamais l'écho d'aucune parole, si ce n'est de celle de Dieu. » En 1830, Lamartine disait que la poésie était l'incarnation de ce qui est le plus intime dans le cœur et le plus divin dans l'esprit de l'homme, et en

1834 il écrivit : « ... une conviction ferme et inébranlable que Dieu était le dernier mot de tous, et que les philosophies, les religions, les poésies n'étaient que des manifestations plus ou moins complètes de nos rapports avec l'Etre infini ; des échelons plus ou moins sublimes pour nous rapprocher successivement de *celui qui est*! Les religions sont la poésie de l'âme. » C'est la substance divine de la poésie que Vörösmarty formulait dans la rhapsodie adressée à Franz Liszt (1840), tout en mettant l'accent au lieu du rêve philosophique, sur l'évocation poétique :

« Grand disciple, venu du pays des tourments
Où bat le cœur de tout un monde,
Où, empourpré de sang
Enfin, le soleil ose se lever,
Où, dans les flots féroces de l'océan du peuple
Vite, les monstres de la fureur disparurent ;

Et maintenant, à leur place, vêtues de blanc,
Cheminent la paix et l'industrie humaine,
Et l'art, dans des lambris lumineux,
Imprègne à son époque une image céleste,
Et pendant que l'esprit divin pense dans des milliers de têtes
Le peuple travaille de ses mains de géant. »

Petőfi subit l'influence de cette interprétation romantique de la fonction du poète et de la poésie, interprétation qui implique la mission divine, la faculté de démiurge :

« Apprenez ce qu'il est, le poète,
Et traitez-le avec bonté
Apprenez que le poète
Est un message sacré de la divinité
Qu'elle vous envoie par sa haute faveur
A vous, hommes faillibles,
Et où toutes ses vérités éternelles
Sont écrites de sa propre main. »

écrivait-il dans son poème intitulé *A magyar politikusokhoz* (Aux hommes politiques hongrois). S'il parle de la mission divine du poète, c'est pour marquer le caractère privilégié de la vocation poétique, pour donner une expression lyrique à l'état d'élu, à la mission de chef du poète. Dès avant ce poème, Petőfi a formulé dans *Aux poètes du XIX^e^ siècle* l'idée de la prédestination divine, source du rang du poète-guide, ainsi que plus tard dans le poème adressé *A Adorján Boldizsár* (janvier 1848) :

« - - - - - - - - - - - - - -
Ne connais-tu pas ta mission ?
Elle est en effet sacrée et grande,
La terre en train de dépérir,

De mourir, à laquelle
Ni pluie ni soleil n'apportent de secours,
Cette terre, les larmes du poète
Et son sourire la font revivre. »

Nous retrouvons la trace de cette vision dans la lettre poétique écrite à János Arany où il mentionne « le mont sacré poétique », ou dans la confession inspirée qu'est le poème *Palota és kunyhó* (Palais et chaumière) :

« Saint est le seuil que j'ai franchi
Ô saint est le seuil de la chaumière !
C'est là que naissent les grands, c'est là que le ciel
Envoie les Rédempteurs. »

C'est ce qui revient dans les mots « voix du Ciel » de *Mit daloltok még ti jámbor költők ?* (Vous chantez encore, poètes candides ?) :

« Afin qu'au confus vacarme terrestre
Quelques voix du Ciel se viennent mêler »
(Traduit par Michel Manoll et Jean Rousselot)

Il est certain que les vues de Petőfi sur la poésie subirent en outre l'influence de Heine et des Jeunes Allemands et, peut-être, de quelques-uns des poètes allemands « vrais socialistes ». Il connaissait probablement la profession de foi poétique de Heiligrath et presque sûrement celle de Herwegh. Mais il s'agit avant tout de Heine qui écrivait dans l'École romantique à propos de Jean Paul Friedrich Richter, qui n'appartenait ni à l'école romantique, ni à « l'école artistique de Gœthe », que « ce qu'il avait sur le cœur, il le mettait dans ses écrits ». Ce trait, cette unité sont propres aux écrivains de la Jeune Allemagne qui, eux non plus, ne voulaient pas faire de différence entre la vie et les écrits, qui ne séparaient jamais la politique de la science, de l'art et de la religion, qui étaient à la fois des artistes, des tribuns de peuple et des apôtres. La foi nouvelle les remplit d'une passion dont les écrivains précédents n'avaient même pas idée. Or, c'est la foi dans le progrès, « foi que donne le savoir ». Plus tard, Heine écrivit (en 1842) la satire de la « poésie à thèse », en n'ironisant non pas sur l'engagement du poète qui se propose un but, mais sur le radicalisme petit-bourgeois de cet engagement, sur la prudence non moins petite-bourgeoise dans l'exécution.

Dans son poème, Petőfi proclame que le poète doit être un tribun, et cela en liaison avec le but que l'humanité doit atteindre, à savoir une société juste, communautaire. Il ne s'agit pas ici d'une explication de la vocation du poète en général, indépendamment des buts et des conditions (comme chez le Victor Hugo des années 1820 qui, tout en déclarant que le poète était un flambeau, professait des vues politiques réactionnaires, monarchistes), mais d'une nouvelle interprétation de la tâche sociale du poète, de l'écrivain, de l'artiste, interprétation qui révèle une certaine parenté avec la conception de Saint-Simon.

Il est fort probable que cette conception soit parvenue jusqu'à Petőfi par le canal de Heine et peut-être par d'autres canaux aussi. Saint-Simon exposait dans ses *Lettres d'un habitant de Genève* que le succès dépendait de l'activité de certaines personnes dont l'influence était grande sur les hommes. Il distinguait trois classes d'hommes et dans la première il faisait entrer les savants, les artistes et tous ceux qui professent des idées libérales. Selon lui ces hommes devaient vaincre l'inertie, car, dans l'état actuel des choses, c'étaient elles qui avaient un pouvoir d'action sur l'opinion publique et devaient s'en servir pour assurer le bonheur de tous leurs contemporains. Dans le *Catéchisme politique des industriels*, Saint-Simon déclare que les transformations ne seront réalisables qu'après une longue préparation qui incombe aux écrivains. Plus tard il alla jusqu'à admettre que le travail artistique n'était pas indispensable tant que l'édification de la société désirée n'était pas achevée. Toutefois, dans le cercle de ses disciples, ce sont surtout ses vues sur l'importance de l'art qui s'élargirent et s'organisèrent en une conception cohérente. Chez le maître aussi bien que chez les disciples, il est frappant de voir la motivation religieuse des méditations utopistes, ce qui n'avait pas été sans exercer son effet sur le sens qu'ils donnaient à l'art. « Peu à peu, en effet, sous l'influence d'une évolution générale de la doctrine, une sorte de revêtement religieux recouvrit les fondements primitifs de cette théorie et l'on vit apparaître et dominer bientôt une tendance apparentée au mysticisme esthétique de ces âges romantiques, selon laquelle l'inspiration artistique serait un instinct supérieur, fatal et inexplicable, une sorte de don divinatoire, extrahumain, chargeant son élu d'une mission quasi-religieuse. » (M. Thibert : *Le rôle social de l'art d'après les saint-simoniens.* — Paris, 1926.) Après la mort de Saint-Simon, Buchez exposa en détail, dans *Producteur*, leurs vues sur la littérature et sur l'art : « Il n'est point exact de dire que les littérateurs et les artistes doivent se borner à bien exprimer les sentiments de leur époque ; c'est un rôle subalterne qui peut convenir aux âmes faibles et sans énergie, aux imaginations dépourvues d'audace, mais il ne doit point être celui du génie. Sentir le mal de son époque et l'exprimer, concevoir l'avenir, découvrir par inspiration ce que les sciences apprennent et montrer au grand nombre cette voie de bonheur et d'immortalité, voilà ce qui appartient aux grands talents. Le génie des beaux-arts n'est point un génie vulgaire, ce n'est point un esclave destiné à suivre pas à pas la société, il lui appartient de s'élancer devant elle, pour lui servir de guide ; c'est à lui de marcher et c'est à elle de suivre. » Barrault écrit dans son œuvre *Du présent et de l'avenir des beaux-arts* : « L'artiste n'est pas ce faible oiseau qui répète dans sa cage les airs que lui apprend son maître, mais dans son libre essor il plane au-dessus de la terre, et, voisin du ciel, c'est de là qu'il fait entendre sa voix inspirée et souvent prophétique ;... L'artiste seul, en un mot, par la puissance de cette sympathie qui lui fait embrasser Dieu et la société, est digne de diriger l'humanité ! »

Louis Blanc, qui prenait nettement ses distances avec Saint-Simon, écrivit à son tour dans *Organisation du travail* : « la littérature a sur la société droit de commandement » — cette constatation, pourtant, n'est pas placée dans un cadre romantique de messianisme, elle se trouve dans le chapitre où l'auteur analyse l'indépendance et la propriété des écrivains.

Ces idées, dont l'influence sur les plus importantes tendances poétiques et littéraires de l'Europe de cette époque est sensible, agissaient aussi sur Petőfi. Son imagination n'était pas frappée par la mise en relief concrète, religieuse, du rôle du poète, mais par l'idée de la responsabilité du poète qui conduit son peuple de l'intégration de cette responsabilité aux conceptions sur la transformation du monde. Dans *Aux poètes du XIX^e siècle*, il relie la profession de foi poétique à une perspective communautaire, sans rien garder du cadre organisationnel-rituel de Saint-Simon, mais en accentuant avec toute sa force émotionnelle la mission de chef et de guide qui incombe au poète (« Dieu charge aujourd'hui les poètes — D'être la colonne de feu »). La concrétisation « aujourd'hui » transpose l'image biblique sur le plan de la réalité, et cet accent mis sur la réalité fait clairement ressortir que les références bibliques ne sont qu'un moyen utilisé occasionnellement.

Les images bibliques ne jouent pas de rôle décisif dans l'art poétique de Petőfi, ni au début, ni plus tard. L'idée de la mission divine revient souvent chez lui, mais c'est une formule poétique sans contenu idéologique véritable. Pour nous, ce qui est important c'est de voir que les professions de foi poétiques écrites avant *Aux poètes du XIX^e siècle*, telles que *Az utánzók* (Les imitateurs) et jusqu'aux *Csalogányok és pacsirták* (Rossignols et alouettes), sont autant d'antécédents au grand poème contenant le programme, la mission de la « colonne de feu », même si dans ces antécédents, l'idée du poète-guide de son peuple, n'est pas encore formulée. Ce n'est d'ailleurs que dans *Mes chansons* et *Rossignols et alouettes* que le poète donne une expression nette à sa profession de foi politicolyrique.

Par contre, les poèmes qui, dans le même temps, ou approximativement que *Aux poètes du XIX^e siècle*, ont pour sujet les devoirs du poète, contiennent déjà, ne serait-ce que sous la forme d'un programme tout juste esquissé, la conscience de la particularité du mandat du poète. Le poème évoquant Rákóczi, *A szent sír* (La tombe sacrée) contient dans sa dernière strophe ce motif :

« Et dans son pays même son nom
Est à peine connu
Un seul s'en souvient
Un seul, c'est le
Poète, ce flambeau
Éternel de la liberté — »

Sa lettre poétique adressée à János Arany pour se présenter contient également, en sourdine, cet élément, comme adapté à la personnalité de son confrère :

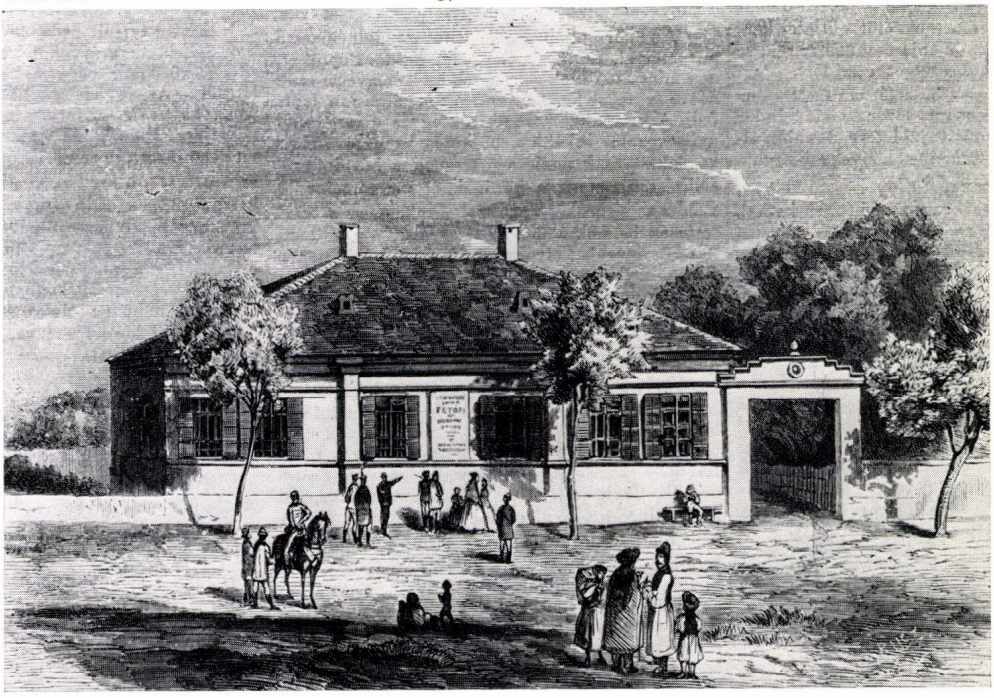
« Le vrai poète est celui qui rafraîchit les lèvres du peuple
De la manne céleste de son cœur
. . . . . .
Si personne ne soulage son sort cruel
Nous autres poètes devons le soulager » . . .

Rappelons également son fier message *Aux hommes politiques hongrois.*

István Petrovics, père de Petőfi

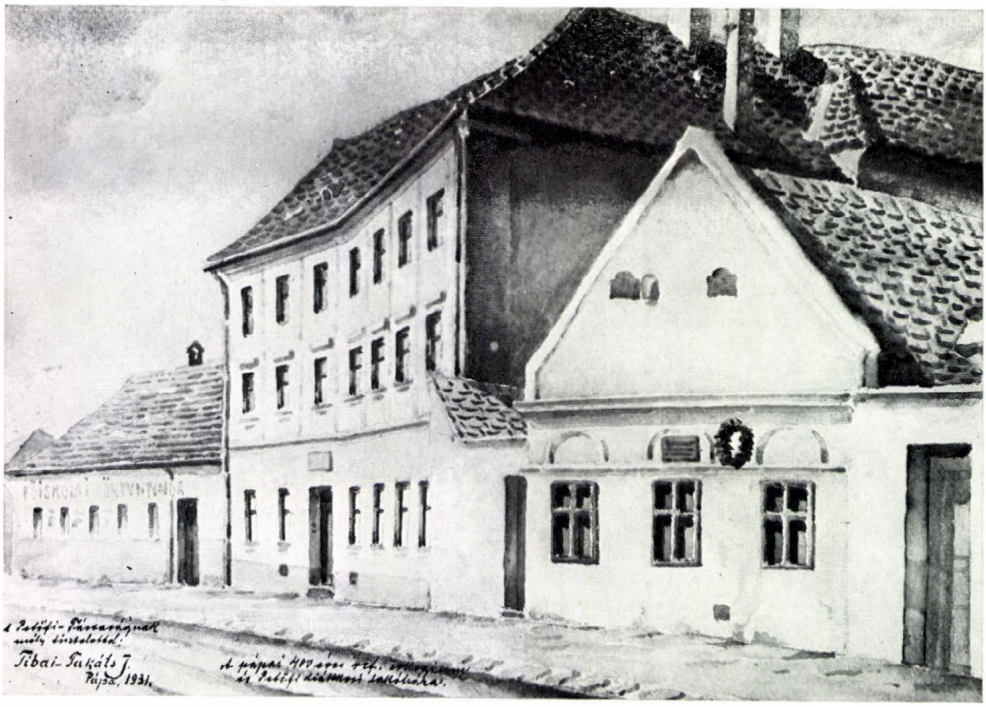
Mária Hrúz, mère de Petőfi

Côté cour de la maison de Petőfi à Kiskunfélegyháza



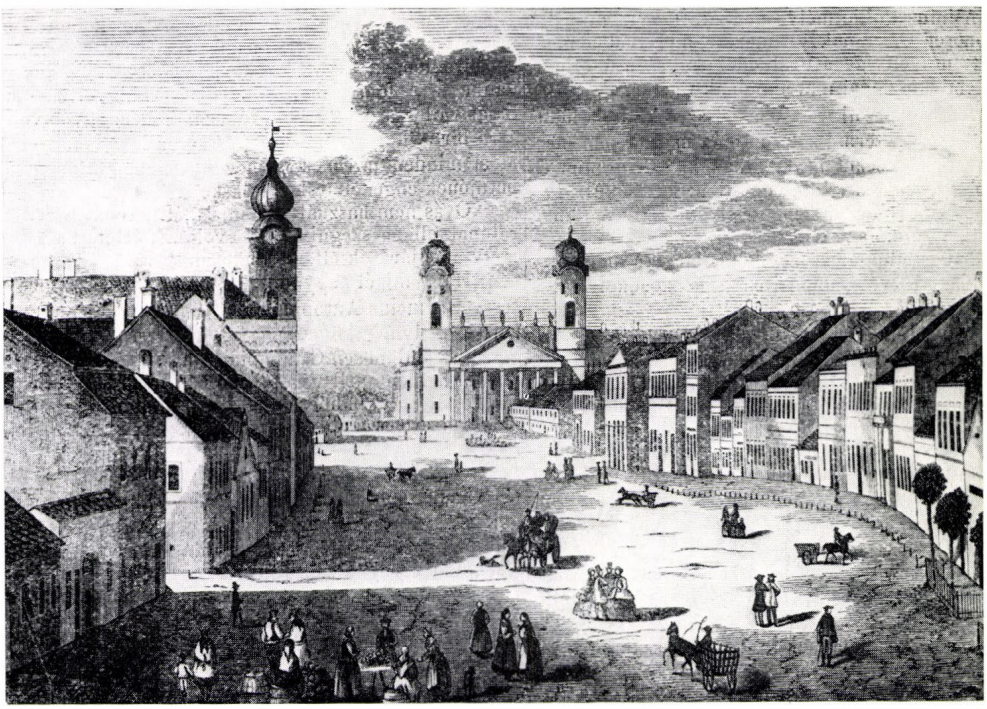
Aszód vers 1850

Le vieux collège de Pápa et la maison où habitait Petőfi



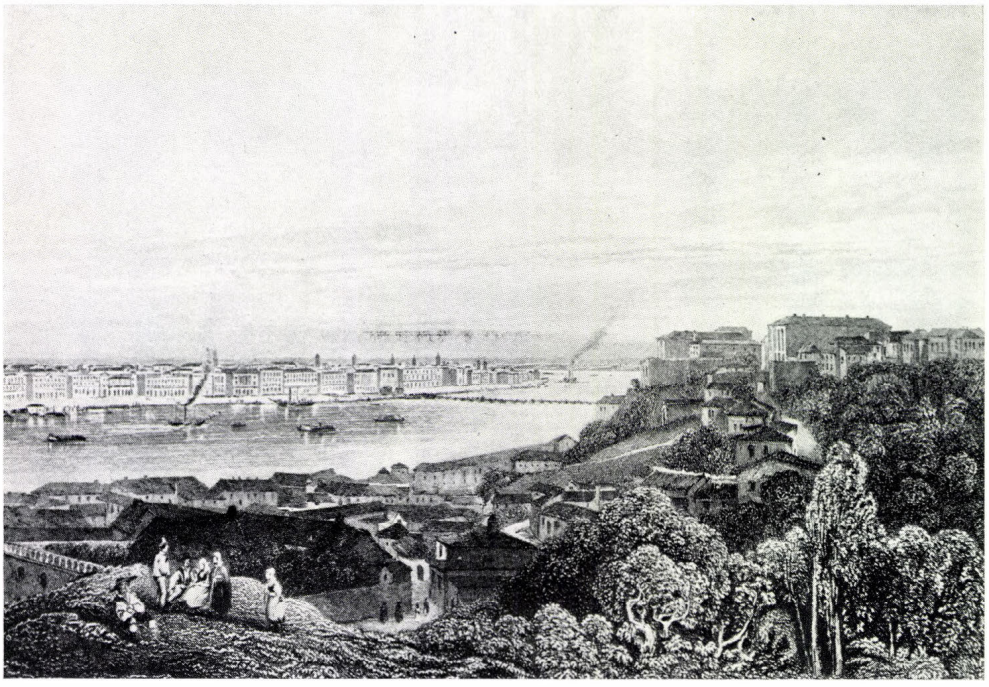
Petőfi à Debrecen en 1844

Debrecen dans le premier tiers du XIX^e siècle



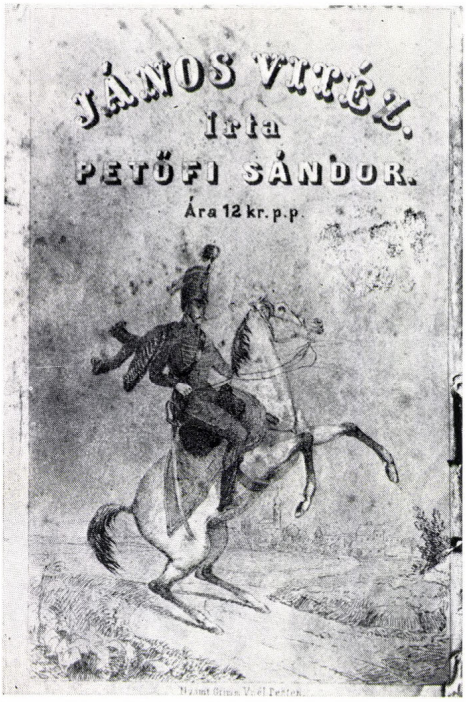
Pest à l' « ère des réformes »

Vue de Buda et de Pest dans les années 1840



Le Théâtre National de Pest

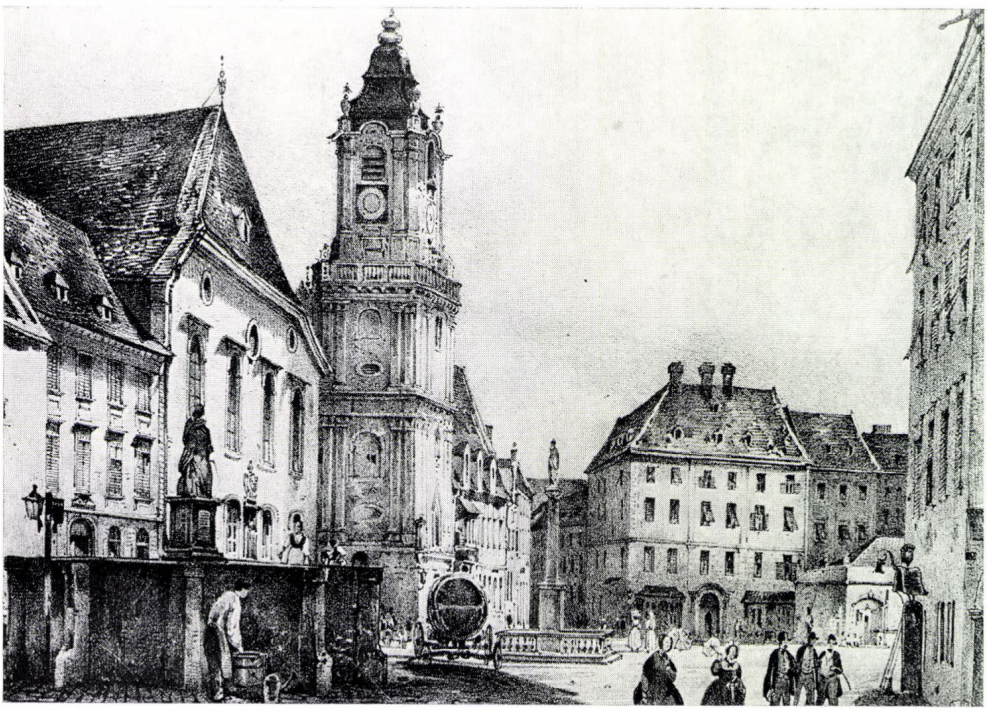
Pest vers 1830

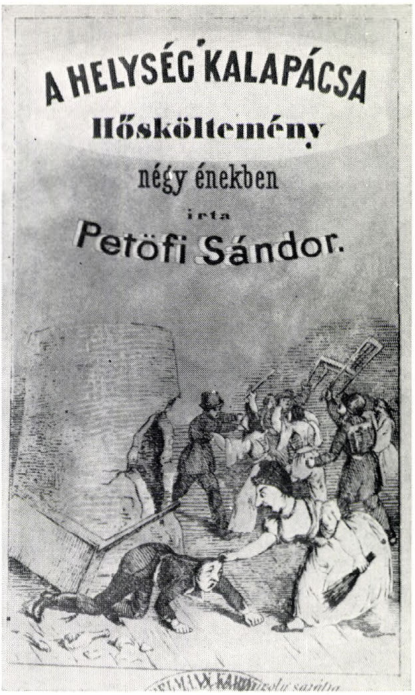


Page de titre de *Jean le Preux* (1844)

Hussard à cheval, dessin de Petőfi

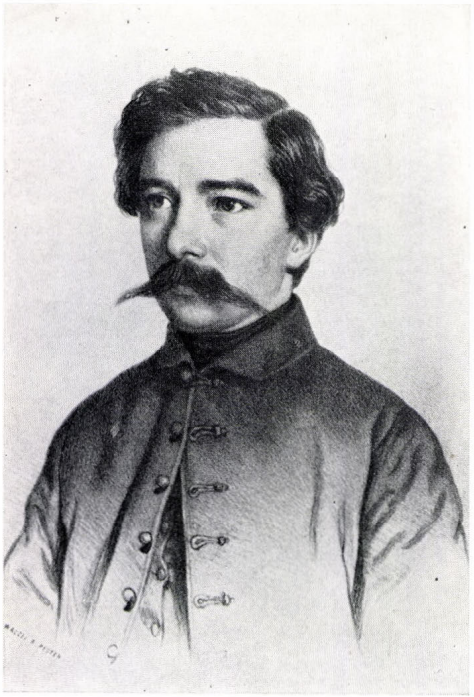
La Grand-Place de Presbourg



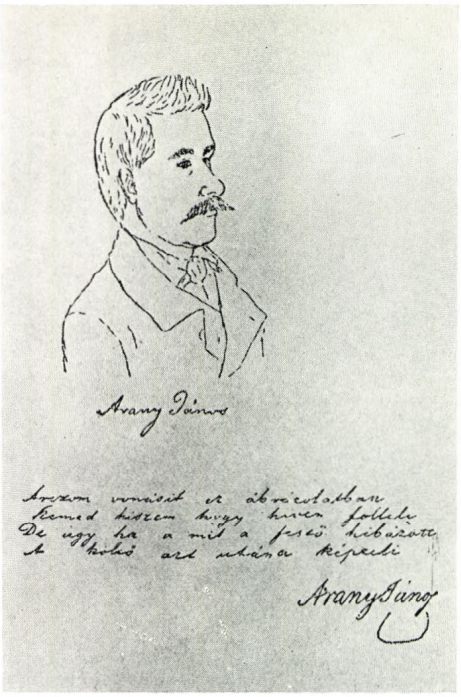


Page de titre de la première édition
du poème épique *Le marteau du village*

Vue de Selmecbánya



Portrait de János Arany par Miklós Barabás, 1848



Le poète János Arany, dessin de Petőfi

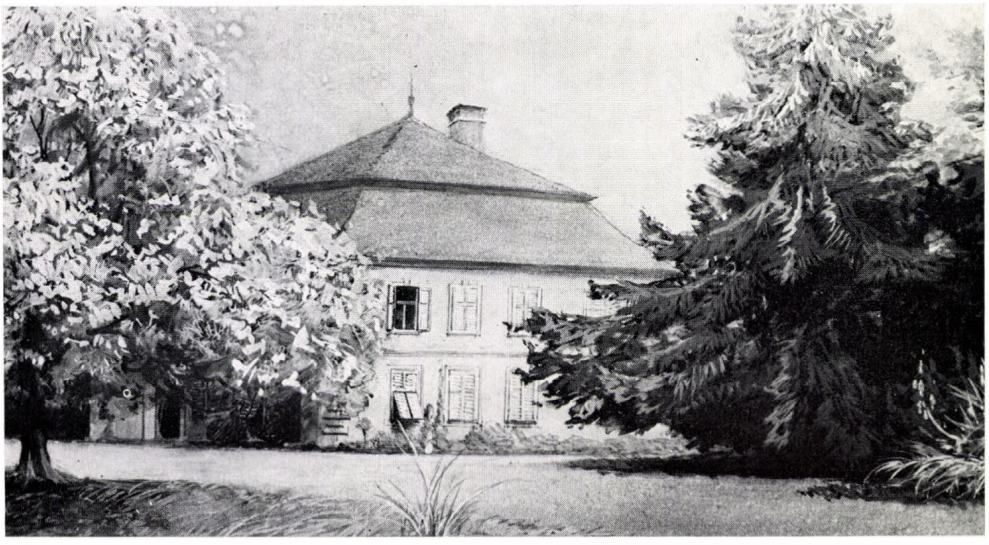
József Bajza, poète, critique littéraire

Mihály Vörösmarty, grand poète lyrique de la première moitié du XIXe siècle

Júlia Szendrey, femme du poète.
Portrait par Ignác Roskovitz

Sándor Petőfi. Lithographie de Miklós Barabás

Le château où est né le poème *Fin septembre*



Le comte István Széchenyi,
écrivain et homme d'État

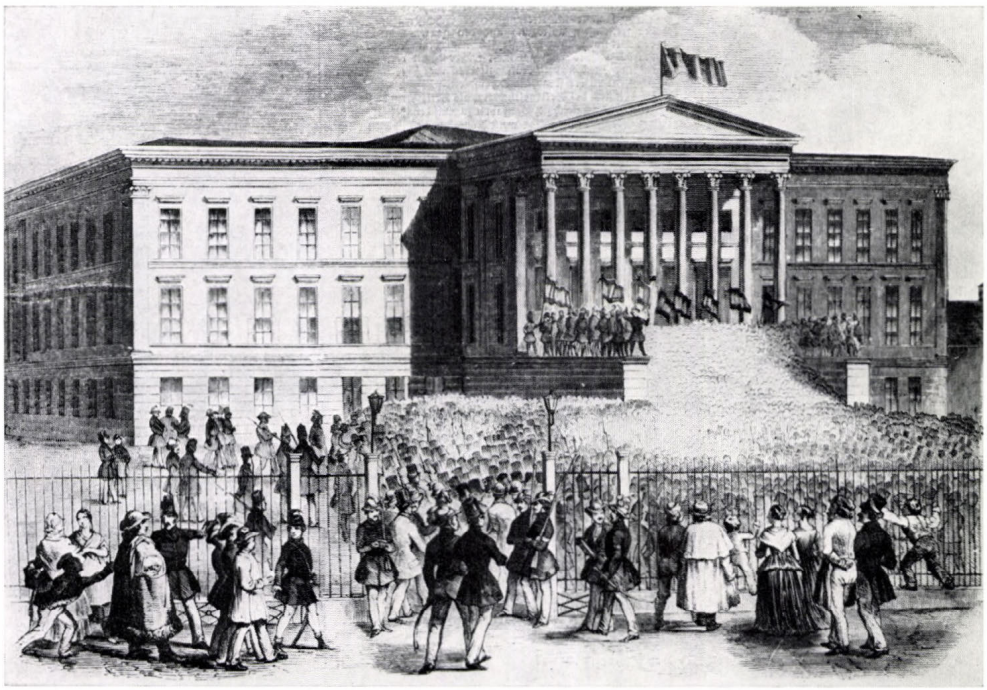
Lajos Kossuth, homme politique,
animateur de la guerre d'Indépendance

Mór Jókai, grand romancier romantique

Pál Vasvári, historien, un des chefs
de la « jeunesse de mars »

L'intérieur du Café Pilvax

Le 15 mars 1848, devant le Musée National

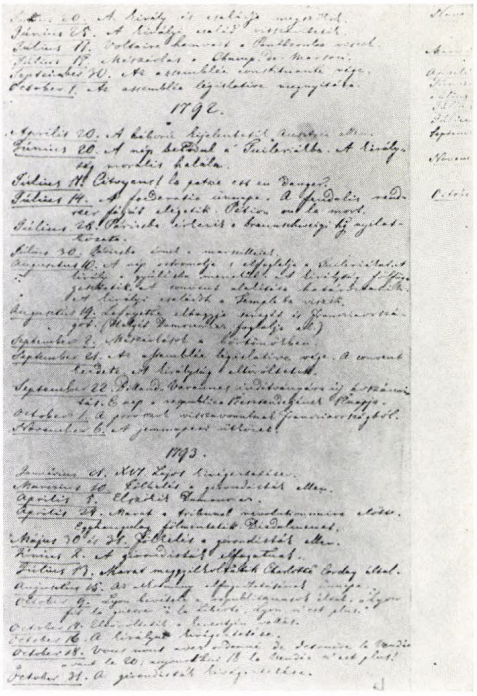


Júlia Szendrey, femme de Sándor Petőfi

Petőfi au printemps de 1848

La maison Marcibányi, dernier domicile de Petőfi, à Pest

Le général Bem, dessiné par Petőfi

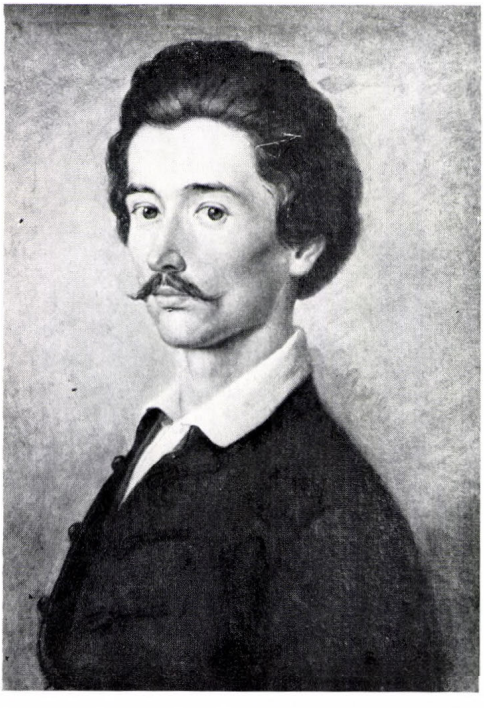


Les notes chronologiques de Petőfi sur la Révolution française de 1789

La Grand-Place de Szászváros

Le dernier portrait de Petőfi
par Soma Orlay Petrich

Petőfi à son bureau. 1847–1848



Petőfi après l'été de 1848

Vue de Segesvár où le poète est mort dans une bataille (1849)

Le camp du général Bem à Szászsebes, le 6 février 1849

Le seul portrait authentique de Petőfi (daguerrèotype)

Toute l'attitude poétique de Petőfi nous montre qu'il ne considérait pas ce devoir, cette mission, comme un rôle facile, comme une pathétique possibilité de tout accepter, même la mort, mais comme un souci et une responsabilité graves et quotidiennes. Nous nous contenterons de citer une seule strophe d'un seul poème, écrit le même mois qu'*Aux poètes du XIX^e^ siècle* :

« Voilà donc le sort du poète, toujours le même sort,
De naviguer sur une mer éternellement dangereuse ?
Et à quoi bon si, l'enlevant aux flots furieux
La barque de sauvetage l'a mis sur la rive,
Si même là il est tourmenté de penser à ce que deviendront
Ceux qui sont restés dans le navire ? »

Les vues de Petőfi sur la poésie subirent donc l'influence des idées romantiques (inspiration divine et faculté prophétique du poète), ainsi que celle de la conception voisine des utopistes qui attribuent à l'artiste, à ce « parent du ciel », un rôle dirigeant dans ce monde pour élever le genre humain. Petőfi en outre, fixe la place sociale du poète — plébéien. Il suffit à ce propos de nous référer aux vers déjà cités de *Palais et chaumière*, à l'image poétique dans *Aux hommes politiques hongrois*, à la note, datant de 1848, qui accompagne son adaptation du poème de Moreau. Fort de cette attitude plébéienne, il s'oppose énergiquement aux « chanteurs attardés », aux « faux prophètes », aux prêtres « non oints » de la poésie ; il établit donc une différence nette et essentielle au sein de la poésie. D'autre part, mais en étroite liaison avec cette différenciation, l'attitude plébéienne est le point de départ de ses aspirations politiques dont la formulation lyrique atteint le sommet poétique de la démocratie révolutionnaire hongroise.

Puisque, dans notre pays, le terrain le plus favorable à l'épanouissement du démocratisme révolutionnaire, du radicalisme plébéien, était la littérature, puisque c'est avant tout sur ce terrain que ce démocratisme combattait la réaction tout en se distinguant du libéralisme, les discussions littéraires, les professions de foi poétiques, les vues publiées sur la vocation de la poésie touchent à la substance même de toute l'époque. La lutte entre libéralisme et conservatisme, entre libéralisme et réformes prudentes, entre Kossuth et Széchenyi, le débat entre Kossuth et les centralistes, se déroulent tous dans le domaine de la vie politique, de la littérature des publicistes. La délimitation entre démocratisme et conservatisme s'effectua avant tout dans la littérature, plus exactement c'est là qu'elle prit forme. Par conséquent, les arts poétiques, les manifestations qui confrontent telle poésie à une autre ou à la politique, n'ont d'importance primordiale à cette époque que parce que la littérature joue un rôle de premier plan dans le démocratisme révolutionnaire, mais aussi parce que ce dernier joue un rôle de plus en plus grand dans la vie politique et sociale des années 1840.

Lorsque Petőfi oppose le poète à l'homme politique, la poésie à la politique (pensons à ses vers adressés *Aux hommes politiques hongrois* !), dans sa vision, où se dessine une hiérarchie, se mêlent la place que les romantiques et utopistes attri-

buent à la poésie sur le plan humain et le poids politique, plébéien démocratique, qu'elle avait acquis dans les conditions hongroises. (L'opposition est rendue frappante par le fait que l'esquisse de la situation du poète et de celle de l'homme politique dans ce poème crée, la même tension sociale qui, *mutatis mutandis*, reliait ou séparait les tendances plébéiennes et les autres tendances.)

Si nous suivons avec attention les professions de foi de Petőfi formulées après *Aux poètes du XIX^e siècle*, après l'assimilation par conséquent des nouvelles idées sociales, nous découvrons des signes de plus en plus évidents de son besoin d'asseoir sa conscience sur la reconnaissance des réalités, et ce jusque dans l'interprétation historique, différenciée, de la fonction du poète en tant que « colonne de feu ». Remarquons dans *Rongyos vitézek* (Héros en guenilles — avril 1847), comment il analyse « en passant » le lien entre la poésie et l'insurrection :

> « Pas de cliquetis de sabre à présent :
> Sabres et canons rêvent dans la rouille.
> Et, maintenant, le combat des idées
> A remplacé la bataille des armes.
>
> Moi donc aussi je poursuis le combat,
> Parmi mes soldats, ô ma compagnie ! »
>
> (Traduit par Guillevic)

Et n'oublions pas, dans ce contexte, les huits vers enthousiastes et sévères de *Legszebb verseim* (Mes plus beaux vers — mai 1846). Tout cela prouve que la conscience poétique de Petőfi n'était pas plus nourrie d'une foi pathétique dans le pouvoir miraculeux, que d'une idée utopiste sur les tournants historiques, mais d'une interprétation relativement réaliste de la fonction de la poésie et aussi des mouvements historico-politiques. Sa foi et son espérance ne relèvent pas d'un comportement naïf basé sur l'ignorance des faits, mais d'une prise de conscience révolutionnaire et dans ce sens, elles constituent — pour reprendre l'expression, ou plutôt l'idée, de György Lukács — « le reflet moral » de la connaissance. L'autre preuve en est que dans le moment historique donné, cette conscience de la mission poétique sublime, exprimée par une image biblique qui fixe le but en dehors des cadres de la poésie, s'étend aussi à la carrière politique. Dans sa lettre adressée en mai 1848 à Károly Bankos, le poète emploie la même image biblique pour proclamer la responsabilité, non plus du poète-guide, mais des dirigeants du peuple : « Je ne doute pas qu'il y aura assez d'hommes intelligents à la Diète, mais le problème est plutôt de savoir s'il y aura aussi des gens assez enthousiastes et capables d'insuffler l'enthousiasme, car maintenant, ceux-là sont nécessaires — il nous faut un enthousiasme fanatique qui brille devant la nation, comme brillait jadis devant le peuple errant de Moïse, la colonne de feu dans le désert. » Petőfi écrivait ces mots avant les élections, quand il avait l'intention de « devenir député à la Diète de demain ». La reprise de la comparaison ne signifie pas que Petőfi ait été à court d'images, elle signifie seulement que les deux missions — celle du poète et celle du tribun du peuple — ont un même but et vivent en lui dans une unité indivisible.

PÁL PÁNDI.

Sciences humaines et culture

La recherche dans le domaine de la biosphère en Hongrie

Notre époque attend de la science la solution de nombreux problèmes appelés à jouer un rôle très important dans le développement de la société et l'évolution du bien-être général. Au nombre de ces problèmes figure entre autres celui de la protection de l'environnement qui suscite, depuis quelques années, un intérêt croissant dans le monde entier. Depuis un certain temps, la presse, la télévision, la radio et les ouvrages de vulgarisation scientifique traitent souvent de certaines questions concernant la pollution, en en exagérant parfois les dangers pour frapper l'opinion publique.

Il est indéniable que, dans un premier temps, les représentants responsables et compétents des milieux scientifiques ont eux-mêmes lancé des appels alarmants, dans le but d'attirer l'attention du public sur des dangers réels. Ils ont ainsi réussi à faire prendre conscience aux gens de l'importance de ces problèmes actuels et à venir. Les spécialistes ont, par la suite, élaboré les objectifs concrets pour la recherche ; ils ont centré leur attention, en se gardant de toute exagération, sur la délimitation de nouvelles tâches scientifiques prévisibles, compte tenu des tendances générales de l'évolution. On admet généralement qu'au niveau actuel de la science et en connaissance des résultats de la recherche, il est d'ores et déjà possible de mettre au point les mesures de protection permettant d'écarter et de prévenir le danger. Le rôle de la science s'oriente de plus en plus vers l'élaboration de plans de recherche à long terme.

Un tel plan vient d'être élaboré en Hongrie pour une période s'étendant de 1971 à 1985. Si les sujets de recherche prévus sont peu nombreux (16), ils concernent toutefois directement le développement de la vie sociale en Hongrie, tant du point de vue économique, de l'organisation générale des activités sociales, que du point de vue culturel. Parmi ces sujets, figure entre autres un programme touchant la protection de l'environnement. Étant donné le caractère complexe du problème, ce projet touche des domaines de recherche très variés : sciences techniques, sciences naturelles et sociales, agriculture et santé publique. La coordination des travaux de recherche à l'échelle nationale a été confiée par le gouvernement au Ministère de la Construction et de l'Urbanisme. Le Conseil des ministres a débattu en janvier 1972 des problèmes intéressant la protection de l'environnement sur la base d'un document présenté en commun par le Ministère de la Construction et de l'Urbanisme et par l'Office national pour la Protection des Sites naturels. A la suite d'une décision

gouvernementale, un plan d'action nationale est actuellement à l'étude, qui doit être mis au point dans un bref délai, pour assurer la protection de l'environnement.

Dans le cadre du plan national de la recherche sur la protection de l'environnement, l'Académie des Sciences de Hongrie se propose, entre autres, d'étudier les problèmes concernant la biosphère. Dans ce domaine, l'Académie des Sciences coopère étroitement avec le Ministère de la Santé, puisque la protection de l'environnement, et plus précisément, la recherche dans le domaine de la biosphère, ont pour objectif fondamental la protection de l'homme.

Dans le cours des années à venir, l'Académie des Sciences concentrera d'importantes ressources matérielles et intellectuelles à l'étude des questions en liaison avec la biosphère. Des spécialistes de nombreuses disciplines (biologie, sciences agricoles, géographie, sociologie, médecine), coordonnèrent leurs recherches dans ce domaine. Au sein de l'Académie des Sciences, la coordination sera assurée par l'Institut de Recherches botaniques de Vácrátót. Le plan de recherches à long terme va naturellement dans le sens des recherches déjà effectuées dans le domaine de la biosphère. Le plan adopté à l'heure actuelle, dont une des caractéristiques les plus importantes sera la souplesse de son programme (4,5), se propose donc de pousser les recherches dans les différents domaines déjà abordés en les adaptant aux besoins nouveaux, et de prévoir de nouveaux types de problèmes susceptibles de se présenter à l'avenir.

ORIENTATIONS PRINCIPALES DE LA RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE LA BIOSPHERE

L'agriculture est pratiquée depuis plus de mille ans sur le territoire de la Hongrie. Bien avant encore, dans certaines contrées, autour des agglomérations romaines, par exemple, des méthodes intensives par rapport aux techniques de l'époque, étaient connues dans l'agriculture et l'élevage. De nos jours, 60 pour cent en chiffres ronds de la superficie de notre pays sont cultivés. Les forêts couvrent 13 pour cent du territoire, mais elles ont été elles-mêmes implantées ou renouvelées par l'homme. Il n'y a pratiquement que très peu de lieux en Hongrie où l'on trouve encore quelques vestiges originaux de la nature vierge : autrement dit, la composition actuelle de la biosphère porte déjà en elle-même l'empreinte de l'activité de l'homme.

Au cours de ces cinquante dernières années, les botanistes et zoologistes hongrois ont prospecté et décrit la faune et la flore du bassin des Carpates. Il est bien rare aujourd'hui de découvrir quelqu'espèce nouvelle en Hongrie. La faune offre encore, parfois, quelques surprises, particulièrement dans la catégorie des espèces animales édaphiques de taille microscopique. Ainsi, la structure qualitative de la faune et de la flore, ces deux facteurs les plus importants de la biosphère, est en somme parfaitement connue. C'est la raison pour laquelle l'attention des botanistes et des zoologistes porte sur l'étude des corrélations majeures au sein des diverses associations végétales et animales, permettant une meilleure exploitation de la productivité potentielle de la biosphère.

Les études touchant la *production biologique* ont pris la place des recherches descriptives taxonomiques. Les objectifs fixés par le Programme biologique international (l'IBP) et la participation des biologistes hongrois à la coopération internationale ont fait progressivement passer au premier plan la recherche visant à obtenir une production végétale et animale accrue.

L'utilisation de plus en plus large des procédés chimiques en agriculture, l'accroissement du volume des eaux industrielles usées, la brusque augmentation des matières polluantes provenant des ordures ménagères ont progressivement attiré l'attention sur les problèmes généraux de la *pollution*. De nombreux sujets de recherches nouveaux sont apparus en liaison avec le problème complexe et varié de la pollution.

La pollution des eaux pose des problèmes depuis assez longtemps déjà en Hongrie. 96 pour cent des eaux vives connues en Hongrie proviennent des pays avoisinants. Si elle a entraîné l'accroissement de la production industrielle, la puissante industrialisation réalisée au cours des vingt dernières années dans la vallée du Danube et de la Tisza a également accru la pollution des eaux. Une partie importante des pesticides utilisés dans l'agriculture passe aussi dans les eaux naturelles, ce qui n'est pas sans poser bien des problèmes.

La pollution de l'air ne se manifeste pas en Hongrie avec la gravité qu'elle revêt dans certains pays d'Europe occidentale. Aux environs de plusieurs centres industriels cependant (Salgótarján, Lábatlan, Ózd, Miskolc, Almásfüzitő, Dorog, Tatabánya), ainsi que dans certains arrondissements de Budapest, la pollution de l'air atteint parfois un taux proche de la cote d'alarme.

La protection des *terres arables* est un problème vital pour tout pays dont une grande partie du revenu national provient de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. C'est le cas de la Hongrie. Les recherches pédologiques traitent depuis longtemps des problèmes de l'érosion du sol (par l'eau et le vent), de l'accroissement de la teneur des sols en soude, ainsi que de la mise au point de la prévention. La nécessité de ces recherches est également soulignée par le fait que la superficie des terres arables diminue en Hongrie de 10 000 hectares en moyenne par an, soit en raison de la dégradation des sols, soit du fait des expropriations à des fins industrielles ou visant à l'aménagement urbain et routier.

RECHERCHES DANS LE DOMAINE DE LA BIOLOGIE DE LA PRODUCTION

Les collaborateurs de l'Institut de Recherches botaniques de Vácrátót ont entrepris, dès 1966, dans le cadre du Programme biologique international, des recherches systématiques dans le domaine de la production sur un territoire modèle soigneusement choisi, à Újszentmargita, où l'on rencontre des associations végétales caractéristiques de la Grande Plaine hongroise. Ce territoire modèle s'inscrit dans une série internationale d'observations dont le but est l'étude de la dynamique de la végétation naturelle dans différentes conditions climatiques et pédologiques.

Divers systèmes écologiques ont été étudiés :
— forêt de steppe forestière
— prairie de steppe forestière
— prairie sodique forestière
— pâturage.

Dans la forêt de steppe forestière, les chercheurs ont étudié avant tout les modifications du sous-bois. Ils ont établi que l'on pouvait observer une accumulation positive des substances dans la masse phytoplasmique de la végétation du sous-bois. Le détail des résultats a été publié en 1970 dans *Acta Botanica Hungarica* (12).

Dans le cadre de l'étude du prairie de steppe forestière et de la prairie sodique forestière, il a été procédé à une analyse détaillée de l'interconnexion de la productivité des espèces dominantes, des autres espèces et du sous-bois ou de l'humus, et de leur dépendance par rapport aux divers facteurs météorologiques (ensoleillement global, température, précipitations, humidité de l'air). Les chercheurs ont déterminé dans le détail la dynamique de ces interconnexions durant la période de la végétation. Ces données ont été publiées dans *Acta Botanica Hungarica* (9).

La prairie steppeuse examinée constituait un dérivé de la prairie sodique forestière, en partie produit de la culture, mis en valeur par l'élevage extensif. Ce type représente en Hongrie des pâturages très étendus. Dans la masse végétale totale, l'espèce *Festuca Pseudovina* figure pour 80 pour cent environ. 55 à 96 pour cent de la masse phytoplasmique se trouvant au-dessus du sol sont consommés par les animaux. Les différences climatiques caractérisant les diverses années se manifestent dans une mesure importante dans le volume de la masse végétale. Les effets de la sécheresse sont plus grands sur les superficies pâturées que sur les terrains fermés au pâturage. Le poids de la masse phytoplasmique des racines est de 5,3 à 13,1 fois supérieur au poids des matières solides contenues dans les parties se trouvant au-dessus du sol (6).

Chacun sait que la culture intensive pratiquée par l'homme entraîne la prolifération parallèle des plantes adventices. Celles-ci causent de très grands dommages à l'agriculture, car elles captent une partie importante des réserves d'eau et de substances nutritives, réduisant de ce fait le rendement des cultures. Au début des années 1950, le directeur adjoint de l'Institut de Recherches botaniques de Vácrátót, Miklós Újvárosi, avait procédé à un recensement national des plantes adventices rencontrées dans nos cultures et avait dressé la carte de la répartition quantitative et qualitative des plantes adventices du blé et du maïs (ces deux plantes occupent 50 pour cent des terres arables) dans les différentes régions du pays.

Ce recensement fut répété en 1969–1970, et on dressa alors une nouvelle carte des plantes adventices en Hongrie. Près de vingt années s'étaient écoulées entre les deux recensements ; au cours de cette période, d'importants changements se sont produits dans l'agriculture hongroise. Les grandes entreprises agricoles se sont instaurées et la mécanisation des labours et des autres phases de la culture s'est répandue sur une vaste échelle. Au cours des dernières années, l'utilisation des herbicides s'est accrue d'une manière considérable.

La comparaison des deux recensements a montré qu'au cours des vingt dernières années, la quantité des plantes adventices dans les champs de blé et les terres moissonnées avait sensiblement baissé, tandis que dans la culture du maïs, cette diminution restait minime. Des changements qualitatifs significatifs sont intervenus dans la flore adventice également. En l'espace de vingt ans la quantité des plantes vivaces stolonifères, dont la destruction est la plus difficile, a diminué de près de deux tiers. Les plantes adventices annuelles des céréales qui sortent de terre en automne ont considérablement régressé, tandis que celles qui se développent dans l'arrière-saison ont gagné du terrain tant dans les cultures du blé que du maïs.

Le professeur J. Balogh, directeur du Groupe de Recherches de Zoologie du Sol de l'Académie des Sciences a dirigé au cours de ces dix dernières années, de nombreuses expéditions dans les zones tropicales de l'Afrique, de l'Amérique du Sud, de l'Australie, et des îles du Pacifique pour y étudier les activités biologiques productives des invertébrés vivant dans le sol. Il a traité avant tout des problèmes taxonomiques et écologiques intéressant les acariens. Ces résultats ont été publiés récemment dans *The Oribatida Genera of the World* (1).

On sait que les annélides vivant dans le sol jouent un rôle très important dans la transformation des matières organiques d'origine végétale introduites dans le sol, et qu'elles améliorent ainsi la quantité et la qualité de l'humus du sol. Le Groupe de Recherches de Zoologie du Sol a aménagé dans une grotte, un laboratoire souterrain où la température est constamment maintenue à $+10°C$, la teneur de l'air en vapeur d'eau y étant également constante. En fait, ce laboratoire souterrain constitue une chambre climatique naturelle où l'on a pu étudier les conditions biologiques de la nutrition de plusieurs espèces de vers de terre.

Dans le cadre de ces travaux, les chercheurs ont examiné la durée de la décomposition du sous-bois et l'évolution de la qualité de l'humus dans une chênaie. Ils ont également procédé à des analyses qualitatives de l'humus et ont démontré pour la première fois en quoi les processus de l'humification de l'effeuillure passée par le tube digestif des animaux diffèrent, à l'échelle annuelle, des modifications intervenues dans le sous-bois sans l'intervention des organismes animaux. Ils ont prouvé, en recourant à l'emploi d'isotopes radioactifs, que les différentes *Collembolae* vivant dans le sous-bois, consomment avant tout le terreau, et dans une moindre mesure seulement, les excréments des divers articulés saprophages.

RECHERCHES HYDROBIOLOGIQUES

Dans le cadre des recherches nationales et internationales, la Station de Recherches danubiennes de l'Académie des Sciences de Hongrie s'efforce de contrôler la qualité des eaux du Danube et de signaler les modifications à prévoir.

Nous pouvons conclure à la modification des activités biologiques de la faune et de la flore danubienne, également à partir des changements interve-

nant dans les conditions chimiques de l'eau. Ces changements sont dus presque exclusivement à des causes anthropologiques, en premier lieu, à l'effet de la pollution industrielle, et en second lieu, aux conséquences des travaux de régulation des eaux. Les observations effectuées au cours de plusieurs années consécutives indiquent que ces modifications ont tendance à détériorer la qualité des eaux. Étant donné que cette tendance est sensible même à courte échéance, le phénomène apparaît comme dangereux pour l'avenir du Danube qui est pourtant réputé pour être l'un des fleuves les moins pollués d'Europe.

La dissociation et la transformation des substances introduites dans les eaux polluées sont le résultat de processus biochimiques dynamiques dont l'intensité détermine le degré et la rapidité de l'auto-épuration. Là aussi, les conditions se sont détériorées ces derniers temps, en comparaison avec les données établies en 1964. Mais pour le moment, le volume des eaux du Danube assure une dilution rapide des substances polluantes, favorisant par conséquent, l'évolution de la production biologique (3).

Les chercheurs ont également étudié en détail les changements quantitatifs et qualitatifs intervenus dans la faune poissonnière du secteur hongrois du Danube (11). Il a été établi que les deux formes principales de l'intervention de l'homme, la régularisation fluviale et la pollution industrielle des eaux, abaissent de plus en plus la densité du barbeau et du sterlet. Parmi les différentes espèces de carpes, ce sont les spécimens de petite taille qui prolifèrent, du fait de la détérioration des conditions de leur nutrition et de leur reproduction. A la suite des travaux de régularisation des eaux et constructions fluviales, la superficie des eaux couvrant les terrains exposés aux crues se réduit de plus en plus. Ce phénomène a été particulièrement net au cours des trois dernières années dans le tronçon du fleuve situé au sud de Paks, et on peut s'attendre à une réduction croissante de la densité des espèces frayant et hivernant dans ces zones.

L'Institut de Recherches biologiques de Tihany est chargé d'étudier les conditions hydrobiologiques du plus grand lac de Hongrie, le Balaton. Au printemps de 1965, la région du lac offrait un tableau dramatique : pour la première fois, le poisson périssait en masse. Le mal inconnu, et qui avait causé l'émotion du public, s'était attaqué surtout aux gros poissons carnivores. Le gouvernement prit alors des mesures urgentes pour en éclaircir les causes. L'analyse révéla que c'était le foie des poissons qui avait été atteint. Étant donné qu'au cours des années précédentes, l'agriculture avait utilisé dans le bassin du Balaton des pesticides de type hydrocarbures chlorés (DDT en particulier) en grosses quantités, selon l'hypothèse la plus vraisemblable, ces substances auraient été progressivement entraînées par les eaux dans le lac pour y être fixées par les algues et s'accumuler, avec un taux de concentration croissant, dans les poissons phytophages, puis dans les poissons carnivores. Après avoir atteint le niveau toxique, les poissons avaient péri en masse ; ce dépeuplement avait encore été accentué par les conditions météorologiques défavorables du printemps 1965 (5). Par la suite, l'usage des hydrocarbures chlorés fut interdit et le lac put être progressivement repeuplé.

Le poisson le plus important du Balaton est la sandre, principale victime

de la catastrophe de 1965. On a procédé à des examens détaillés des contenus stomacaux afin d'étudier la nutrition de la sandre. Il a été établi que dans la période écoulée depuis leur dépérissement massif, les conditions de leur alimentation ont continué à se détériorer, lentement, mais progressivement. C'est cette alimentation insuffisante qui explique pourquoi la sandre croît plus lentement dans le Balaton que dans les autres eaux d'Europe. L'implantation de l'anguille ces dernières années, joue également son rôle, avec la forte concurrence dans l'acquisition des substances nutritives qu'elle implique. L'extension des infections parasitaires contribue elle aussi à la lenteur de la croissance de cette espèce.

La sandre n'atteint, en gros, le poids d'un kilo que dans sa sixième année. Quant à l'âge de la population, les données obtenues sont les suivantes : la grande majorité (56 pour cent) est formée de spécimens âgés de quatre ans ; la part des spécimens de cinq ans n'est plus que de 1 à 9, et les sandres plus âgées sont encore plus rares. Le poids moyen des poissons capturés est de 630 grammes, leur longueur moyenne variant entre 36 et 38 cm.

Les données obtenues à partir de l'analyse des statistiques de la pêche sur le lac Balaton pour les années 1960–1968, montrent que la proportion des poissons carnivores et des poissons de haute qualité capturés est faible (1,7 et 3,4 kg à l'hectare) ; la pêche de plusieurs espèces indique une tendance décroissante (par exemple celle de l'aspe rapace, du silure), alors que les poissons dits blancs sont en majorité (16,3 à 19,5 kg à l'hectare). L'effet des anguilles, implantées régulièrement chaque année depuis 1961, se reflète dans la diminution de la population des perches goujonières et la disparition totale de l'écrevisse. Selon les observations effectuées, les conditions de vie des espèces vivant dans le lac Balaton sont déterminées par les possibilités de leur nutrition, les changements intervenant dans le milieu et les propriétés particulières du lac qui se trouvent en rapport avec le façonnement des rives, l'effet des travaux communaux et agricoles, et la pollution des eaux du lac.

Au cours de ces dernières années, le lac Balaton a connu un essor touristique extrêmement rapide. Par suite de l'extension du temps consacré aux loisirs et de l'accroissement du niveau de vie, les estivants sont de plus en plus nombreux sur les bords du lac. Avec la forte extension du nombre des résidences secondaires, des maisons de week-end, le volume des eaux d'égout communales que l'on est obligé de déverser dans le lac s'est considérablement accru. Les activités industrielles et agricoles s'intensifient également sur les bords et dans le bassin du Balaton, ce qui a pour conséquence d'accroître la production de ces eaux d'égout. Ces changements exercent un effet sensible sur la faune et la flore du lac. Depuis plusieurs années, la quantité des algues bleues se développe à un rythme extrêmement rapide, tandis que la densité du plancton décroît. La baie de Keszthely et ses environs se colmate progressivement : ce phénomène crée généralement des conditions de nutrition plus favorables aux poissons prédateurs. Mais en même temps, la densité des substances nutritives nécessaires aux poissons diminue progressivement dans les eaux du lac, la sandre souffre partiellement de la faim. L'étude de ces faits contradictoires constitue une de nos tâches imminentes (2,8).

RECHERCHES RELATIVES AUX SOLS

C'est à l'un des problèmes spécifiques du lac Balaton, le colmatage de la baie de Keszthely, que se rattachent les recherches pédologiques poursuivies dans le cadre de l'Institut de Recherches géographiques de l'Académie des Sciences dans la vallée du Zala. Des études ont révélé que, pour arrêter l'envasement de la baie de Keszthely, il n'est pas nécessaire d'implanter des cultures de couvertures sur l'ensemble des déclivités de la vallée du Zala ; il est également possible de réduire au minimum le nombre des installations hydrotechniques coûteuses destinées à protéger les sols contre l'érosion. A leur place, les spécialistes proposent la mise en œuvre sur les seules déclivités, où l'absorption des eaux décroît brusquement, d'une technique agraire de protection du sol (ameublissement du sous-sol, ameublissement du sol sans labourage), et l'implantation d'une culture de protection sur les parcelles situées sous ces déclivités. De cette façon, la quantité des sols cultivables érodés diminuera très probablement et réduira en conséquence la quantité de limon entraînée par le fleuve dans les eaux du Balaton.

L'Institut de Recherches géographiques a poursuivi également de très importantes recherches méthodologiques dans le domaine de la protection des sols. C'est dans ce cadre que l'on a abouti à une interprétation nouvelle du concept d'environnement (du milieu dans lequel se déroulent les activités de l'homme). Dans ce sens, l'environnement ne doit pas être uniquement compris et étudié en tant que catégorie naturelle-historique, mais comme une partie de la nature que la société connaît, utilise et transforme, et qui constitue à la fois une catégorie naturelle et une catégorie relevant de l'histoire économique, dans le cadre de laquelle les relations entre l'environnement complexe et la société qui y vit ne cessent d'évoluer. Le milieu naturel se transforme non pas selon une dynamique autonome et lente, mais en liaison avec les activités croissantes de la société. La base de la transformation de l'environnement en tant que milieu géographique est la résultante de processus naturels, naturels-anthropogéniques et purement anthropogéniques.

Les résultats des méthodes cartographiques géomorphologiques sont de plus en plus largement utilisés dans la pratique de l'aménagement régional (7). Dans ce domaine également, l'Institut a élaboré des indications méthodologiques utiles. En effet, une meilleure exploitation des ressources naturelles et la protection accrue du milieu géographique nécessitent, de la part de la géomorphologie, des observations, des études et des analyses d'un nouveau type. Une méthode entièrement nouvelle s'est développée ces derniers temps, dans le cadre des activités géomorphologiques économiques et techniques, sous le nom de « géomorphologie technique ». Les activités de l'ingénieur géomorphologiste ont trait à l'étude avant tout quantitative des processus externes touchant le relief et des formes qu'ils produisent, à l'analyse de ces changements dans le but d'établir l'emplacement optimal et l'exploitation durable des divers établissements industriels ou autres.

La géomorphologie technique se rapproche du travail d'élaboration géologique-architectonique, ainsi que de l'analyse du milieu géographique-écono-

mique. Elle met au premier plan l'étude des formes artificielles et des processus anthropogéniques, puisque ces derniers sont capables d'accélérer considérablement l'effet destructeur des processus géologiques naturels. Le but de la recherche est de fournir des pronostics sur la stabilité du relief et sur ses modifications prévisibles à court terme.

Les collaborateurs de l'Institut, M. Pécsi, P. Jakucs et S. Somogyi, ont établi les fondements théoriques-méthodologiques de la délimitation, de la nomenclature et de la cartographie des unités écologiques des différents types de régions géographiques de notre pays. Ils ont établi sur cette base 36 types de régions différents et une carte globale de l'ensemble de notre territoire afin de promouvoir l'élaboration de cartes détaillées selon une conception susceptible de fournir de meilleurs résultats. La désignation et la caractérisation des diverses catégories facilitent l'analyse des propriétés concrètes des divers milieux géographiques. Si la production prend davantage en considération les caractères propres aux divers types de régions, de nombreuses possibilités nouvelles s'offrent à elle pour améliorer encore sa productivité.

Les sols salins et à alcali occupent une place importante dans les régions arides et semi-arides. Sur ces territoires, où la densité de la population est elle-même souvent très grande, un rendement agricole régulier ne peut être assuré que par l'irrigation. Une agrotechnique erronée conduit à l'accentuation des processus de salinisation et alcalinisation primaires et secondaires entraînant une forte réduction de la productivité des sols. Ainsi, du fait des activités de l'homme, un élément important de la biosphère, le sol cultivable, offre des possibilités décroissantes à la production végétale.

Les sols salins et à alcali causent également de nombreux problèmes en Hongrie. Depuis de longues années, l'Institut de Pédologie et d'Agrochimie de l'Académie des Sciences poursuit des recherches détaillées dans le but d'étudier les propriétés des sols sodiques et d'élaborer les principes des procédés permettant leur amendement.

Au cours de ces dernières années, l'étude des effets exercés par l'irrigation sur les processus de salinisation et de désalinisation a été considérablement élargie et diversifiée, elle a été complétée par d'importantes recherches fondamentales nouvelles. Le but de ces recherches est de signaler les processus de sodification, d'accumulation du sel sous l'effet des eaux d'infiltration et de l'irrigation, et d'élaborer le système de leur prévision. Ces résultats fourniraient un fondement scientifique à l'élaboration des mesures préventives pratiques permettant de parer aux processus négatifs entraînant la baisse de la productivité des sols.

L'Institut a participé activement à la réalisation du programme de la « Carte mondiale des Sols salins et à alcali » de la Sous-commission des Sols salins et à alcali de la Société internationale de Pédologie. Il a préparé dans le cadre de ce programme la carte des sols salins et à alcali d'Europe à l'échelle de 1/2 500 000. La carte indique également, dans la mesure du possible, les endroits où le processus de salinisation et alcalinisation est susceptible de se déclencher à la suite d'une intervention maladroite de l'homme.

L'Institut a également établi la Carte des Sols salés de l'Amérique du

Sud à l'échelle de 1/5 000 000, en collaboration avec le Groupe de Cartographie des Sols du Monde de la F.A.O.

Les collaborateurs de l'Institut ont participé activement au «Programme coordonné européen d'amendement des sols Solonetz » et ont publié en 1971 le recueil intitulé *European Solonetz Soils and Their Reclamation*. Le volume comprend une bibliographie spécialisée extrêmement détaillée qui contient près de 1 000 références bibliographiques sur la présence des sols salins et à alcali en Europe, leur origine, leur développement, leur genèse, leur classification, leur utilisation et leur amendement, et qui embrasse pratiquement tous les rapports publiés depuis 1960 en la matière. La publication de cette bibliographie facilite grandement le travail des spécialistes de la question (10).

BASES JURIDIQUES DE LA PROTECTION DE LA BIOSPHERE

A partir des résultats de la recherche, il est devenu de plus en plus nécessaire que la législation elle-même s'adapte aux problèmes nouvellement posés et favorise par l'établissement d'un ensemble approprié de mesures juridiques la mise en œuvre des intérêts de la communauté.

Divers décrets-lois ont déjà paru en liaison avec certains éléments de la biosphère. Leur violation peut entraîner une procédure pénale ou une contravention à la charge de l'individu ou de l'entreprise.

La loi hongroise sur la protection des terres arables date de 1961. Son objectif fondamental est de protéger les terres se prêtant à la production agricole contre leur utilisation à d'autres fins. Partout dans le monde, l'industrialisation, l'urbanisation, le développement du commerce et des transports ont entraîné une réduction des superficies utilisables par l'agriculture. La loi sur la protection de la terre prescrit l'obtention d'une autorisation administrative préalable pour toute utilisation de la terre ne répondant pas à sa destination d'origine, pour la modification de la culture qui y est pratiquée, ainsi que pour son retrait de la sphère de la production agricole.

La loi sur la protection de la terre prescrit de déclarer toute modification intervenue dans la propriété et l'usage de la terre afin que les données du cadastre de l'État, base du travail de planification à l'échelle aussi bien nationale que locale, reflètent en tout temps la situation réelle. La loi stipule également que la protection des terres arables constitue le premier devoir de tout propriétaire et usager de la terre, qui doit en conséquence tout mettre en œuvre afin de conserver le pouvoir producteur de la terre et de protéger les terres soumises à l'érosion. Parallèlement, l'État assume d'importantes charges matérielles à partir des fonds de développement centraux, pour l'amendement des sols à faible rendement, étant donné qu'il s'agit là de l'intérêt général de l'économie nationale.

Certaines dispositions réglementaires avaient déjà été prises avant l'époque de l'industrialisation, pour assurer la protection des eaux, mais elles ne portaient que sur leur pollution intentionnelle.

L'énorme accroissement du volume des eaux industrielles polluées a néces-

sité l'élaboration d'une réglementation préventive et de protection. Au cours des années, les prescriptions et les mesures réglementaires sont devenues de plus en plus sévères. La loi nº IV sur les eaux, adoptée en 1964 par l'Assemblée nationale, prend des mesures générales visant la protection de la qualité des eaux. Cette loi et ses décrets d'exécution ont homologué, en les renforçant, les dispositions déjà prises relatives à la protection des cours d'eaux contre la pollution. Le tarif des amendes à payer pour les eaux polluées s'élève progressivement en fonction du temps.

La protection des cours d'eau contre la pollution nécessite une coopération internationale efficace et l'élaboration d'actions et de mesures de défense coordonnées. La collaboration internationale n'en est cependant dans ce domaine qu'à ses premiers pas.

En 1968 fut créée une Commission nationale pour la protection de la pureté de l'air. En 1971, le gouvernement a adopté une première décision visant à réduire la pollution de l'air. Le décret classe les entreprises en quatre catégories selon la répartition quantitative et qualitative des substances polluantes émises par elles. Depuis 1971, les entreprises sont tenues de verser, selon la catégorie à laquelle elles appartiennent, une certaine partie de leurs recettes brutes au fonds national pour la protection de la pureté de l'air. A partir du 1er janvier 1973, elles paient des amendes progressives à verser également au fonds national. Les possibilités matérielles ainsi accumulées seront affectées à l'installation de divers équipements d'épuration.

Parallèlement, il est procédé à la modernisation de la technique du chauffage dans les quartiers centraux très denses de Budapest où l'on passera progressivement au chauffage au gaz naturel.

CONCLUSION

La protection de l'environnement constitue une tâche extrêmement complexe qui doit concentrer les efforts de la science, du développement technique et de l'administration publique. Dans le cadre de la protection de l'environnement, les recherches poursuivies dans le domaine de la biosphère visent avant tout à permettre la réalisation de la production primaire des substances organiques dans les conditions les plus favorables et les plus rentables possibles, alors que sont présents des facteurs nouveaux (pollution, érosion du sol, etc.) qui, précédemment, ne perturbaient pas encore ces processus.

En Hongrie, l'étude des divers éléments de la biosphère se poursuit depuis longtemps. Mais jusqu'à présent, la coordination de ces recherches, leur concentration sur des objectifs nationaux et internationaux primordiaux étaient absentes. Le nouveau plan de recherches à long terme ouvrira sans doute un nouveau chapitre dans ce domaine, l'un de ses thèmes fondamentaux devant justement être l'étude des fondements scientifiques de la protection de l'environnement.

Les divers instituts de recherche de l'Académie des Sciences de Hongrie emploient à l'heure actuelle des équipes hautement qualifiées, capables de

comprendre les problèmes modernes posés par la recherche dans le domaine de la biosphère, d'adapter les résultats de la recherche poursuivie à l'étranger et d'enrichir par leurs propres recherches la vie scientifique hongroise et internationale.

ISTVÁN LÁNG.

BIBLIOGRAPHIE

1. Balogh, J. : *The Oribatida Genera of the World.* Akadémiai Kiadó, Budapest, 1972.

2. Biró, P. : « Investigation of the growth of pike-perch (Lucioperca lucioperca L.) in Lake Balaton. » *Annal. Biol. Tihany.* 37. pp. 145–164. 1970.

3. Dvihally, Zs. : « Veränderungen der Wasserführung und der Chemischen Verhältnisse der Donau 1964-65. » *Limnologica* (Berlin) 2. pp. 391-396. 1970.

4. Láng, I. : « Problems of Environmental Control in Hungary. » Proceedings of the Twenty-first Pugwash Conference on Science and World Affairs. pp. 275-277. 1971.

5. Láng, I. : « The defence of the biosphere. » *The New Hungarian Quarterly*, 12. pp. 58-65. 1971.

6. Máthé, I.–Précsényi, I. : *Phytomass studies of salt pastures* (Achilleo–Festucetum pseudovinae). Acta Agronomica Hung. 19. pp. 231-243. 1970.

7. Pécsi, M. : « Geomorphological mapping in Hungary in the service of theory and practice. » *Studies in Geogr.* 2. pp. 9-19. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1964.

8. Ponyi, J. E., et al. : « Comparative investigations on the benthic fauna at two sewage inflowes of Lake Balaton. » *Annal. Biol. Tihany.* 38. pp. 199-226. 1971.

9. Précsényi, I. : « A study on the energy budget in Artemisio Festucetum pseudovinae. » *Acta Bot. Hung.* 16. pp. 179-185. 1970.

10. Szabolcs, I. : *European Solonetz Soils and Their Reclamation.* Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971.

11. Tóth, J. : « Fishfauna list from the Hungarian section of the river Danube. » *Ann. Univ. Sci. Budapestinensis, Sect. Biol.* 12. pp. 277-280, 1970.

12. Zólyomi, B.–Précsényi, I. : « Production of undergrowth and forest steppe meadow in the forest at Újszentmargita. » *Acta Bot. Hung.* 16. pp. 427-444. 1970.

Les sciences économiques en Hongrie

La Libération et la transformation sociale rapide qui a suivi ont apporté à toutes les sciences, et particulièrement aux sciences économiques, la promesse d'un essor nouveau.

Pour ce qui est des sciences économiques, cette promesse était alors due à l'influence conjuguée de deux facteurs. Tout d'abord, une exigence pratique toujours croissante. Dans un pays ravagé par la guerre, les questions économiques occupaient une place de premier plan dans les préoccupations de l'opinion publique, et se trouvaient de ce fait placées au centre de la lutte politique. Les masses jugèrent les partis de coalition avant tout sur l'importance qu'ils accordaient dans leurs programmes à la reconstruction, à la stabilisation et au niveau de vie, et sur la réalisation de leurs promesses. Enfin, l'introduction des systèmes de propriété et d'économie planifiée socialistes multiplia les exigences à l'égard des sciences économiques. Le deuxième facteur est l'exigence des masses dans le domaine de l'idéologie, ce qui s'explique par le fait que la théorie marxiste-léniniste, l'idéologie de la classe ouvrière enfin parvenue au pouvoir était devenue, au bout de vingt-cinq ans, une tendance légalement soutenue et même appuyée par l'État, et qu'elle avait conquis l'hégémonie en 1948, l'année du tournant. Cette lutte idéologique et ses résultats devaient se révéler une force motrice particulièrement énergique sous le rapport du développement de la recherche en général, désormais entreprise sur des bases marxistes-léninistes, et plus spécialement dans le développement de la pratique créatrice de la doctrine économique qui constitue une partie organique du marxisme.

En effet, si grande que fût la nécessité sociale de cette tendance, l'absence d'un héritage théorique progressiste se faisait cruellement sentir, qui aurait pu fournir, en tant que résultat positif des recherches poursuivies avant 1945, une base de départ appropriée aux sciences économiques. D'autre part, le cercle des chercheurs dans ce domaine, tant du point de vue humain qu'organisationnel, était extrêmement restreint.

Nous ne pensons pas seulement au fait qu'en Hongrie, le régime réactionnaire d'avant-guerre — différant en cela des autres régimes capitalistes — interdisait, dans les universités, l'enseignement du marxisme — ne fût-ce que sous forme d'une simple présentation —, pas plus qu'il n'admettait l'enseignement des conceptions économiques démocratiques — par exemple, celles des sociaux-

démocrates ou des « explorateurs de la vie rurale ». Ces entraves au climat de liberté nécessaire à toute création scientifique se trouvèrent encore aggravées par le niveau alors extrêmement bas de l'enseignement dans ce domaine, et cela, même si l'on se base sur les critères en vigueur dans l'enseignement bourgeois des sciences économiques —, fait qui ne peut en aucun cas être considéré comme l'effet du hasard. On n'avait alors recours aux méthodes modernes dans aucune recherche fondamentale. Aucun cadre organisationnel digne de ce nom n'avait été mis en place. Aucune œuvre originale n'avait vu le jour avant 1945. La préférence allait aux manuels à caractère encyclopédique. Quant aux écoles de formation, aucune n'avait été créée. Les tendances qui régnaient dans les théories économiques professées dans la Hongrie féodale-capitaliste étaient très en retard par rapport aux sciences bourgeoises : l'école néo-classique, représentée par *Ákos Navratil*, retardait d'au moins cinquante ans, quant à l'école marginale — par ailleurs reconnue dans de nombreux pays — qui avait *Farkas Heller* pour figure de proue, elle accusait un retard de plusieurs décennies. Ce retard général — suivi du repliement nationaliste — devait se faire sentir jusque dans les éditions en langue hongroise des œuvres étrangères. Un exemple tout à fait caractéristique : même les travaux des plus célèbres représentants de cette école marginale (alors si à la mode en Hongrie) n'eurent pas l'honneur d'être édités, à plus forte raison. On ne peut donc pas imputer au hasard le fait qu'à la différence des chercheurs de beaucoup d'autres sciences sociales, il ne se soit pas trouvé un seul théoricien de l'économie renommé, capable de lutter aux côtés des forces démocratiques antifascistes, ni de jouer un rôle d'initiative dans la recherche scientifique après la Libération. A quelques exceptions près — par exemple István Varga —, la même chose devait se produire dans les rangs des chercheurs les plus connus, des sciences économiques appliquées. Ils étaient, en effet, liés par leur engagement à l'égard de la politique réactionnaire des anciennes classes dirigeantes et par les positions idéologiques qu'ils avaient adoptées en conséquence. Il en découla une opposition ouverte ou voilée à l'égard des forces qui, après la Libération, engagèrent une lutte ouverte pour une Hongrie démocratique et socialiste. Le fait qu'ils se soient tenus à l'écart d'une recherche économique destinée à servir la progression sociale fit que, parmi ceux de leurs disciples qui avaient atteint une certaine compétence dans le domaine de la recherche, beaucoup abandonnèrent, du moins provisoirement, leurs travaux. C'est ainsi que dans les premières années qui suivirent la Libération, on ne put s'appuyer que sur un très petit nombre de chercheurs — principalement sur ceux qui se consacraient à la recherche appliquée et aux sciences auxiliaires de l'économie —, tant dans l'organisation du travail scientifique que pour la transmission des méthodes.

Ces circonstances expliquent le fait qu'une bonne partie des institutions encore existantes après 1945 — de même que les chaires universitaires précisément mises en place pour la recherche fondamentale et, par exemple, l'ancienne Société d'Économie hongroise — aient végété misérablement, et n'aient fonctionné que grâce à leur force d'inertie. Pour les mêmes raisons, c'est justement au sein des institutions les plus proches de la pratique (par exemple, l'Office national de Statistique, l'Institut hongrois de Recherche économique) qu'il a été

procédé le plus rapidement à des travaux d'analyse économique, suppléant en cela utilement aux activités développées dans ce sens par quelques nouveaux organismes, tels le Conseil national des Syndicats et le Conseil central de l'Économie.

Vingt-cinq ans plus tard, il faut bien reconnaître que, dans le tourbillon des luttes menées à cette époque, des erreurs et des omissions furent commises dans les jugements alors portés sur certaines personnes. La Libération ne devait cependant pas fondamentalement changer la situation des sciences économiques, situation créée objectivement par les conséquences du fait que, marquées par le régime précédent (comme beaucoup d'autres sciences d'ailleurs), les sciences économiques durent reprendre leur développement à zéro. C'est pourquoi, si nous ne voulons pas faire fausse route dans notre appréciation de la situation, nous devrons comparer ce qui vient d'être dit aux résultats obtenus depuis lors.

LES PIONNIERS

Sans aucun doute, la base très restreinte qui servit de point de départ à ce développement détermina pour un temps assez long toutes les réalisations des sciences économiques en Hongrie, et devait faire passer au premier plan la création des conditions nécessaires à la recherche. L'une des tâches les plus urgentes fut de former et de rassembler un nombre suffisant d'économistes, par suite des nationalisations et de l'introduction de l'économie planifiée.

Il n'existait pratiquement qu'un moyen d'exploiter les nouvelles possibilités qui s'offraient alors dans le domaine économique : s'appuyer, sur la base de leur activité scientifique et de propagande, sur les personnalités qui, au sein du mouvement ouvrier (chez nous ou en émigration), avaient assez de connaissances théoriques et pratiques dans ce domaine, et qui étaient prêtes à concourir par leur travail à la création des sciences économiques hongroises sur des bases marxistes-léninistes.

Certes, la plupart de ces pionniers manquait d'expérience scientifique. C'est en tant que théoriciens généraux de la science sociale marxiste que certains d'entre eux, tels László Rudas, Béla Fogarasi, Erik Molnár, jouèrent un grand rôle, dans ce domaine également. Parallèlement, la plupart d'entre eux (István Antos, Lajos Bebrits, Imre Vajda, pour ne citer que ceux-là) outre les charges qu'ils remplissaient à différents postes-clef de la vie politique et économique, prirent part à la formation de la nouvelle génération d'économistes et, par là, à celle de la nouvelle équipe scientifique, puisque celle-ci puisait constamment ses éléments dans cette nouvelle génération — et, en général, au développement de la littérature scientifique en Hongrie. Si nous avons signalé ces faits, c'est pour souligner le mérite de tous ceux que nous avons cités, mérite qui caractérisa leurs activités tout au long de l'accomplissement de leur mission. Le fait qu'il ait fallu attendre près de dix ans pour voir apparaître en Hongrie des premiers et modestes résultats en matière de sciences économiques, ne doit en aucun cas être imputé à ces pionniers : ils jouèrent un rôle positif et permirent

qu'en dépit des circonstances peu favorables créées par le culte de la personnalité, le processus de formation d'économistes capables d'un travail autonome, ne fût pas interrompu : dès après 1948 cette formation eut lieu dans le cadre de l'Université, et l'économie politique devint rapidement un domaine de la recherche scientifique, au même titre que les autres sciences. C'est là, en fin de compte ce qui rendit possible, une fois liquidées sous la direction du Parti socialiste ouvrier hongrois, les suites de l'insurrection contre-révolutionnaire et du culte de la personnalité, un essor général des sciences économiques, essor qui ne s'est pas démenti depuis.

LES PROBLEMES DU DÉBUT DES ANNÉES CINQUANTE

Les convulsions politiques qui marquèrent la première moitié des années cinquante devaient considérablement freiner le processus éminemment important de la création des conditions nécessaires au développement de la sociologie et déterminer certains de ses aspects contradictoires.

On ne peut considérer sans conteste la pénétration générale de la doctrine marxiste comme le phénomène le plus positif de cette période, et cela tout particulièrement dans le domaine des sciences économiques appliquées. La parution en hongrois des œuvres de Marx, Engels et Lénine sur l'économie — notamment les trois volumes du *Capital* — a littéralement renversé les interdits érigés au cours des décennies antérieures, au même titre que — dans un autre ordre d'idées — la connaissance de la littérature spécialisée produite par l'Union soviétique à cette époque. L'étude des classiques eut un effet semblable à celui d'une révélation, et elle devait orienter de manière durable les réflexions des économistes hongrois. Quant aux ouvrages rédigés en Union soviétique, ils représentaient alors la base la plus importante de la formation des futurs économistes. Tel est également le cas des ouvrages consacrés à l'analyse du capitalisme dans ses manifestations les plus récentes, tels *l'Économie capitaliste après la Seconde Guerre mondiale* et *les Questions clef de la politique et de l'économie impérialistes* de Jenő Varga. Cela est encore plus valable pour les travaux traitant de la doctrine socialiste et de ses aspects pratiques, puisque c'est à cette époque que l'on a procédé, en Hongrie comme dans les autres démocraties populaires, aux premières expériences d'économie planifiée, et que la recherche sur la réalité d'alors en était à ses premiers essais, tant chez nous que chez nos voisins socialistes. Les manuels soviétiques, les études théoriques (la *Revue économique hungaro-soviétique* joua un rôle important dans la diffusion de ces études), apportèrent une aide irremplaçable à la mise au point des différentes matières — théorie, méthodologie, technique — enseignées à l'Université des Sciences économiques, alors aux prises avec les soucis de sa constitution, et aux activités développées par les chaires d'économie nouvellement mises en place dans les institutions d'enseignement du Parti et de l'État.

Parallèlement à ce développement positif, certaines tendances néfastes liées au culte de la personnalité apparurent également. En effet, les infractions à la loi commises après 1948 (année du grand tournant socialiste) devaient

avoir des conséquences particulièrement néfastes sur le développement des sciences économiques : comme science sociale soumise à une détermination de classes, l'économie exige, en effet, comme condition élémentaire de sa pratique créative, un climat politique adéquat. La stigmatisation systématique des personnes, en compromettant fortement les chercheurs dans le domaine des sciences sociales, finit par exclure toute possibilité de discussion véritable, et donc tout espoir de rallier les représentants des tendances bourgeoises à la cause marxiste. Cette situation avait également pour fâcheuse conséquence d'empêcher les différentes conceptions reposant sur des bases marxistes de s'affirmer à force d'arguments scientifiques. Le rétrécissement des relations avec l'étranger et le secret exagéré dont étaient entourées les données statistiques devaient s'avérer en outre particulièrement néfastes.

Comme on le sait, l'étude doctrinale de l'économie marxiste, comme celle des autres sciences, ne peut être vraiment féconde en tant que condition de l'édification socialiste que si elle repose sur l'activité collective de grande envergure des chercheurs placés sous la direction idéologique du Parti. Par contre, le fait qu'une ou deux personnalités dirigeantes aient considéré comme leur tâche personnelle de développer la doctrine marxiste a précisément eu pour effet d'entraver ce développement, et cela tout d'abord parce que ces personnalités dépréciaient ainsi le rôle des collectifs scientifiques et négligeaient l'aide qu'il aurait fallu apporter à leur constitution. Cette négligence ne contribuait pas à liquider ces maladies infantiles de la théorie économique — que l'on peut considérer comme les symptômes concommitants et inévitables d'une science qui ne dispose que d'une base relativement faible au sein de changements sociaux importants —, bien plus, elle renforçait encore le penchant pour la scolastique de ceux — et ils étaient nombreux — qui venaient tout juste d'assimiler le marxisme, aussi bien que la tendance des jeunes chercheurs à avancer dans la voie d'un empirisme borné du fait qu'ils étaient impressionnés par des problèmes lourds de conséquences politiques.

Enfin, cette attitude contribuait également à compliquer dans une certaine mesure le recours aux expériences scientifiques et méthodologiques internationales. C'est ainsi qu'elle empêcha la recherche hongroise — alors en plein essor — d'utiliser les nouvelles méthodes en pratique à l'étranger, notamment de mettre à profit les résultats acquis en Union soviétique par l'élaboration des méthodes de bilan quantitatif. Cependant, cette attitude a favorisé l'adoption par les sciences économiques hongroises de certains résultats exposés dans les manuels économiques soviétiques, mais aussi de certaines thèses non démontrées ou qu'il eût été facile de réfuter, comme dans le cas de l'ouvrage de Staline : « Les problèmes économiques du socialisme en Union soviétique ». En effet, cette œuvre, bien qu'elle ait contribué à de nombreux égards à combattre certaines conceptions erronées et qu'elle ait déclenché une série de controverses, contenait néanmoins, comme on le sait, des constatations et des orientations fausses.

Ce ralliement systématique aux conceptions dogmatiques, était en partie dicté par l'attitude alors dominante dans la direction du MDP (Parti des Travailleurs hongrois), et qui consistait à calquer et à appliquer mécaniquement

un système de gestion et une méthodologie de la planification qui avaient été adoptés en Union soviétique, sous la poussée de conditions concrètes.

L'opinion selon laquelle l'application des méthodes utilisées en Union soviétique devait nous dispenser d'étudier par nous-mêmes les problèmes propres à l'édification du socialisme en Hongrie, impliquait en soi que nous renoncions à une analyse concrète de notre situation économique, propre à déterminer objectivement les possibilités et les caractéristiques de l'application des expériences soviétiques. Cela signifiait également le renoncement à une recherche scientifique véritable. Cette orientation n'était pourtant que le symptôme d'une erreur encore plus profonde, du volontarisme qui envahissait la politique économique. Après l'économie nationale, ce sont les sciences économiques qui en ont souffert le plus longtemps.

Ce que la direction du Parti attendait alors des sciences économiques, c'était une justification des décisions dans le domaine de la politique économique, quitte à accepter plus tard sa critique des inconséquences qui surgissaient dans la réalisation des décisions. Elle ne jugea utile de confier un rôle actif aux activistes du front théorique ni dans l'élaboration de différentes conceptions de politique économique, ni dans la mise au point préalable des décisions. En même temps, dans le cadre du système de gestion directe qui s'était constitué, les usines et autres institutions économiques n'avaient que très peu de prétentions concernant des solutions économiques autonomes. L'existence parallèle de ces facteurs explique qu'il n'ait existé, à aucun niveau de la gestion économique, de mécanismes susceptibles de transmettre aux sciences économiques les exigences accrues de l'économie socialiste. La force motrice de la pratique, dont le rôle est de provoquer le développement des bases de recherche et de stimuler leur fonctionnement, s'est trouvée de ce fait paralysée. Un clivage profond se produisit entre la pratique et la théorie économiques. Les conditions de la recherche se détériorèrent considérablement, et cela même dans les institutions chargées de former des spécialistes, et dont les tâches avaient pourtant augmenté. Or, il est évident qu'on ne peut prétendre ni à une formation moderne ni à une activité idéologique efficace sans le concours de la recherche.

PÉRIODE DE TRANSITION

Ces conditions défavorables ont commencé de se dissiper au milieu des années cinquante, après que la session du Comité central du Parti des Travailleurs hongrois de juillet 1953 eut attiré l'attention, par sa critique des erreurs commises dans la conduite de la politique économique, sur la nécessité des travaux d'analyse et de recherche économique. Certes, il n'était pas encore question d'éliminer les conséquences du culte de la personnalité et, dans la pratique, il subsista beaucoup d'indécision et d'équivoque dans la lutte contre lontarisme de la politique économique. Les obstacles qui entravaient depuis longtemps les travaux de recherche étaient donc loin d'être éliminés, et le désaccord interne que connaissait la direction du Parti, ainsi que les glissements à

droite et à gauche qui en résultaient dans la vie politique, ne rendaient que plus difficile la réalisation des décisions prises pour rattraper le retard des sciences économiques.

Tous ces facteurs ne pouvaient cependant plus endiguer la tendance essentiellement positive de ce processus, et cela d'autant moins que l'on devait assister dans la même période à un renouveau de la littérature économique dans les autres pays socialistes, principalement en Union soviétique. Par ailleurs les efforts entrepris en faveur de la formation d'économistes marxistes commençaient à porter leurs fruits : des forces fraîches venaient épauler l'ancienne génération dans sa marche en avant. C'est à cette époque que furent soutenues les premières thèses de doctorat d'État ès sciences économiques. L'augmentation du nombre des études publiées par nos économistes, permit de remplacer la *Revue économique hungaro-soviétique* (qui publiait surtout des études soviétiques) par la *Revue économique* qui publiait principalement des articles rédigés par des Hongrois. Après une longue période de stagnation, une discussion sur la N.E.P. ouvrit la voie dans des revues spécialisées à toute une série d'autres discussions. Enfin l'année 1954 vit la fondation d'un Institut des Sciences économiques à l'Académie des Sciences (base institutionnelle autonome de la recherche fondamentale).

Malgré de très nombreux changements positifs, on ne peut cependant pas dire que la situation des sciences économiques ait connu au cours de ces années une amélioration considérable, ni même que les conditions favorables à la recherche scientifique aient été réunies. On pourrait plutôt parler d'une période de transition, occupée à rattraper le temps perdu et à préparer la poussée en avant. L'évolution politique qui suivit le XX^{e} Congrès du Parti communiste de l'U. R. S. S. dénonçant le culte de la personnalité, avait ouvert des perspectives prometteuses quant à la création rapide de ces conditions, perspectives qui furent interrompues par le soulèvement contre-révolutionnaire de 1956. Les tendances idéologiques et politiques extrêmes qui procédèrent et suivirent ce soulèvement jetèrent la confusion chez les économistes également. Ce n'est qu'avec la consolidation politique que se sont enfin trouvées réunies les conditions idéologiques et politiques depuis longtemps désirées, d'une évolution saine. Une période commençait, qui devait être caractérisée par un renouveau général et durable des sciences économiques, et par un développement accéléré, tant dans le domaine de l'organisation que dans celui de la création scientifique.

Pour résumer le problème, si nous voulons essayer de voir à quels égards la recherche en Hongrie a enrichi la théorie économique marxiste en aidant par là au travail pratique et idéologique, il nous faut somme toute considérer les résultats atteints au cours de ces dix ou douze dernières années. N'oublions cependant pas que les bases concrètes de ces résultats doivent être cherchées dans le processus qui a pris naissance après la Libération, et qui, tout en n'échappant ni à des arrêts subits ni à des rechutes, s'est néanmoins affirmé irrésistiblement en tant que tendance.

LES RÉSULTATS ATTEINTS AU COURS DE CES DIX DERNIERES ANNÉES

Il faut tout d'abord reconnaître qu'aujourd'hui non plus, il n'y a pas lieu d'être satisfait des efforts tentés dans la voie de l'élaboration d'une économie politique marxiste en général, et plus spécialement socialiste. Il faut également constater que ce qui a été réalisé présente un caractère assez disparate. Mais il est hors de doute que des résultats considérables ont été atteints au cours de ces dernières années dans l'élaboration théorique des catégories économiques, des analyses, des processus et des faits économiques, ainsi que dans la recherche visant au développement de la méthodologie des décisions économiques (nous pensons ici tout particulièrement aux résultats obtenus dans le domaine de la recherche fondamentale, et qui touchent donc immédiatement à l'ensemble de l'économie politique).

Les économistes ont satisfait aux exigences du progrès scientifique dans l'esprit de la théorie marxiste en analysant les phénomènes nouveaux de la réalité, en généralisant les expériences acquises par la pratique socialiste, en examinant et en approfondissant certains aspects, certaines *catégories fondamentales de l'économie politique.* Ils ont contribué à une élaboration plus complète des notions marxistes de mode de production, de forces productrices, de rapports de production et de rapports de propriété, tout en mettant en lumière les liens qui existent entre ces notions et les rapports d'intérêt d'une part, et le mécanisme de l'économie de l'autre. Sur certains points, ils ont développé les connaissances scientifiques relatives au caractère objectif des lois économiques du socialisme et au fait que ces lois sont liées à la conscience, ont des rapports mutuels, et qu'elles ne se réalisent que sous forme de tendances. L'apport le plus important, tant du point de vue théorique que pratique, a été toutefois réalisé dans l'interprétation des notions de planification et de rapports marchands. En liaison avec les recherches poursuivies dans d'autres pays socialistes, nos économistes ont accompli un travail considérable qui n'a pas été sans influencer le contenu de la *réforme économique*, en démontrant quels avaient été jusqu'alors les inconvénients les plus sensibles de la planification socialiste, et en démontrant qu'il était nécessaire d'opérer des changements essentiels en fonction de la situation spécifique de la Hongrie. Ils ont élaboré les grandes lignes de leur conception théorique en l'adaptant à ces conditions concrètes, et en partant de la compatibilité dans le socialisme d'une planification économique populaire d'une part, et de rapports marchands et d'un marché financier actifs de l'autre. Ils ont envisagé sous un jour nouveau les fonctions de l'entreprise socialiste, la nécessité de son autonomie dans la gestion et le rôle de sa participation aux bénéfices. De nombreux chercheurs ont participé aux travaux consacrés à la définition du rayon d'action optimal des décisions concertées dans les plans de l'économie nationale, et à celle des moyens économiques de gestion et de la façon dont ils peuvent être appliqués.

Des progrès considérables ont également été faits dans l'élaboration d'une *théorie de la demande* correspondant aux rapports économiques socialistes. On a entrepris l'analyse des possibilités de faire reposer la *planification économique à long*

terme sur des bases plus scientifiques ; les méthodes d'élaboration et la place même d'une conception politico-économique, de même que les conditions de mise au point de variantes des plans sont actuellement à l'étude, et certains résultats ont déjà été atteints dans ce domaine. A notre avis, cependant, la contribution à l'établissement théorique des buts de la politique économique et à la préparation des plans portant sur le développement économique à long terme constitue justement un point critique dont nous n'avons pas lieu d'être satisfaits. Par contre, des résultats certains ont été obtenus dans le *développement plus poussé des bases méthodologiques et théoriques d'un système de prix correspondant aux rapports socialistes* et, en liaison avec cela, d'une *théorie de la valeur marxiste*. Nos économistes ont joué un rôle actif dans la mise au jour du contenu et du fonctionnement de la loi de la valeur dans un système socialiste — travail théorique qui est également en cours dans les autres pays socialistes. Ce n'est donc pas un hasard si c'est en Hongrie qu'ont été réalisés pour la première fois une modélisation sur la base des produits et un calcul économique des différents types de prix, l'analyse du contenu économique des prix fictifs liés à la programmation mathématique, et enfin la découverte — faite lors de la préparation de la réforme économique — du rôle différent des prix dans les deux types de système d'économie planifiée.

Les chercheurs hongrois ont en outre tiré au clair les facteurs déterminant le *centre du mouvement des prix* dans les conditions du socialisme. Ils ont montré que les différents besoins des produits en instruments et en terre doivent être exprimés dans les prix ; ils ont montré la nécessité de traduire dans les prix les rapports existant entre les proportions des prix des commerces intérieur et extérieur, la relation entre l'offre et la demande et les différences d'utilité des produits de remplacement. Ces chercheurs ont en outre montré les avantages des prix à la consommation mieux adaptés aux proportions des dépenses ; ils ont défini les types de réalisation de différentes préférences d'État, et le bien-fondé du maintien de la sphère étendue des prix du marché ; ils ont également éclairci les raisons pour lesquelles il fallait conserver la régulation directe des prix par l'État, et ils ont défini les domaines et les formes plus souples nécessaires à l'application de cette régulation.

Dans le domaine de la recherche consacrée à la *théorie monétaire*, il faut particulièrement souligner les travaux démontrant que la monnaie utilisée, tant dans les pays socialistes que dans les pays capitalistes, était une monnaie de crédit sans valeur intrinsèque. C'est ainsi qu'a été prouvée la fausseté de la conception selon laquelle la monnaie actuelle est toujours l'or, et les signes monétaires utilisés dans la circulation monétaire interne, des succédanés de l'or. En outre, les spécialistes de la théorie monétaire ont élaboré toute une série de problèmes théoriques liés à l'émission de la monnaie de crédit, à l'approvisionnement en argent destiné à la circulation monétaire, aux crédits bancaires à long terme qui créent de l'argent, problèmes tous très importants du point de vue pratique, et dont l'élucidation a été facilitée par l'étude des aspects compliqués présentés par la thésaurisation et l'accumulation réelle caractéristique de l'économie socialiste.

Dans le domaine de la *théorie des relations économiques internationales*, l'essor

scientifique a été lié à la réforme des systèmes de gestion économique des pays socialistes. On a commencé à analyser les problèmes économiques inséparables de la transformation nécessaire du mécanisme des relations internationales (harmonisation des plans de politique économique, liens marchands et marché internationaux, système des prix correspondants, multilatéralité, convertibilité, cours des changes, circulation des capitaux, etc.).

Au cours de ces dernières années, il a été procédé à des recherches de grande envergure dans le domaine de la *répartition des revenus et de l'intéressement matériel*, recherches qui ont entraîné une polémique sérieuse, et en général utile. C'est ainsi que commence à s'éteindre une polémique qui a longtemps opposé les chercheurs qui se penchent sur l'étude des coopératives agricoles. D'après les uns, les coopératives agricoles sont intéressées par le truchement de l'augmentation maximale du revenu brut par personne. Suivait une démonstration des conséquences de ce fait, et des rapports entre la répartition et la forme des revenus d'une part, la forme de propriété caractéristique des coopératives et les particularités de la production agricole d'autre part. Le point de vue des autres, par contre, était que les coopératives agricoles sont des entreprises collectives auxquelles les catégories économiques fondamentales valables pour les différents types d'entreprise restent applicables, notamment en ce qui concerne les salaires et les profits et pertes. Par conséquent, les membres des coopératives sont intéressés par l'augmentation maximale du salaire, et par celle de leurs bénéfices, tandis que la coopérative, en tant qu'entreprise, est intéressée par l'augmentation maximale du revenu net.

De nombreux économistes ont démontré la nécessité d'introduire dans les coopératives des formes variées de répartition des revenus et de rémunération des travaux. Ils ont en outre défini les conditions d'application et d'élargissement du système des rémunérations garanties et régulières et contribué à la concrétisation de la théorie de la rente foncière dans les conditions du socialisme.

Au cours des travaux préparatoires à la réforme économique, les problèmes de l'intéressement matériel des entreprises et des personnes se sont posés d'une nouvelle manière, et cela également dans le secteur d'État. On a soumis à de nouveaux examens l'interprétation jusqu'alors acceptée, du principe de la répartition des revenus selon le travail, pour l'accorder à l'élargissement du rôle actif des rapports marchands socialistes et à l'intéressement matériel des collectifs d'entreprise. L'analyse des problèmes théoriques liés à l'intéressement aux bénéfices, à l'imposition et à la réglementation de l'utilisation des bénéfices des entreprises socialistes a pris un bon départ. De nombreuses études ont été consacrées au problème de l'intéressement matériel des personnes participant à la réalisation des investissements, tels que les auteurs du plan, les investisseurs, les techniciens. Ces analyses ont amené à constater que l'attribution gratis des investissements ne pousse pas à choisir les solutions les plus économiques. Elles ont d'autre part aidé à élaborer un nouveau système de financement des investissements.

En Hongrie, un domaine de recherche qui prend de l'envergure et qui atteint des résultats de plus en plus importants est l'analyse des *problèmes de la reproduction sociale*. C'est ainsi que notre pays a été le premier à utiliser l'ana-

lyse *input-output* et la balance des rapports entre les différentes branches pour démontrer le mécanisme de la reproduction. Si l'application de la programmation mathématique au niveau des branches et de l'économie nationale ainsi que les calculs de rentabilité ont soulevé de nouveaux problèmes théoriques, ces nouvelles méthodes ont apporté une aide précieuse à une connaissance plus approfondie de la nature et des aspects quantitatifs des catégories économiques et des principaux mécanismes objectifs.

Une vive discussion a pris naissance au sujet des catégories économiques fondamentales de la reproduction sociale, par exemple sur le contenu du revenu national, sur une interprétation moderne de la distinction entre travail productif et travail non productif, etc. On est récemment parvenu à des résultats remarquables dans la recherche sur la mise au point d'une théorie de la croissance économique socialiste, sur l'élaboration des modèles de croissance et sur l'analyse quantitative des principaux facteurs de croissance économique. L'analyse critique des théories modernes bourgeoises de croissance et la recherche de leurs éléments positifs faisait partie intégrante de ces travaux.

En ce qui concerne la théorie capitaliste de reproduction, on est parvenu à réunir d'une manière nouvelle la théorie de reproduction marxiste classique et la théorie de la conjoncture, à développer plus avant la théorie marxiste classique de la reproduction par l'établissement de thèses portant sur les conditions nécessaires à un équilibre durable, et par l'extension des schémas de reproduction aux situations de non-équilibre. Il nous faut également mentionner ici des travaux portant sur les traits particuliers du cycle de la reproduction capitaliste dans les conditions du capitalisme monopoliste d'État, travaux qui ont abouti à des conclusions d'une très grande importance.

Il ne faut pas non plus sous-estimer les résultats atteints grâce à l'utilisation de *la description analytique et de l'estimation des récentes tendances de développement dans les pays capitalistes*. Ces analyses, faites en liaison avec le travail de recherche marxiste international, ont démontré que le capitalisme monopoliste d'État fait partie intégrante des rapports de production capitalistes, qu'il est caractérisé par de nombreux compromis dont le capital profite et qu'il est peu probable, dans ces conditions, que de graves crises de surproduction éclatent. N'oublions pas non plus de mentionner les recherches consacrées aux conséquences socio-économiques du développement scientifique et technique moderne et celles qui portent sur le système monétaire capitaliste, le mécanisme et les conditions de son fonctionnement.

Des résultats considérables ont également été atteints dans le domaine de *l'analyse des problèmes socio-économiques dans les pays en voie de développement*. Grâce à ces analyses, la littérature et la pratique économiques acceptent aujourd'hui de nombreuses constatations nouvelles, comme la thèse sur l'existence de ce qu'il est convenu de nommer le « troisième type de marché ».

Les progrès considérables mentionnés ci-dessus, progrès réalisés dans le domaine de l'étude théorique de l'économie socialiste et capitaliste, n'auraient pu être atteints sans un élargissement toujours croissant et toujours plus détaillé des recherches appliquées et des travaux consacrés au développement de la méthodologie qui ont accompagné les recherches fondamentales. Il semble que

le développement ait été beaucoup plus important dans ces branches de la recherche au cours de ces dix dernières années — surtout quantitativement — qu'il ne l'a été au niveau de l'analyse théorique. Aussi ce phénomène, en soi positif, pose-t-il certains problèmes. D'une part, les recherches appliquées ne trouvent souvent pas les points d'appui qui leur seraient nécessaires dans la théorie marxiste. D'autre part, en raison de l'insuffisance du système d'information scientifique, la communication et la confrontation font souvent défaut entre les groupes de chercheurs.

Plusieurs facteurs, toutefois, ont joué un rôle important dans les résultats théoriques généraux des sciences économiques. C'est ainsi que la recherche fondamentale a pu largement puiser dans l'abondante moisson d'analyses concernant les processus qui se déroulent au niveau de l'économie nationale et des différentes branches considérées (processus industriels, agricoles, commerciaux, financiers, régionaux, processus de l'économie du travail, etc.), et enfin au niveau de l'économie des entreprises. Elle a également profité de l'étude du développement des rapports internationaux, pour ne pas parler des recherches menées au sein de sciences aussi importantes que l'histoire de l'économie politique, la géographie économique, la démographie, le droit économique ou, depuis quelque temps, la sociologie économique. Une autre source de référence — plus importante encore, du point de vue de l'histoire de la science — est constituée par le fait qu'au cours de cette période, les ordinateurs se sont mis à gagner très rapidement du terrain dans la pratique économique, et que les sciences économiques ont dès lors pu s'appuyer de plus en plus sur des procédés de quantification modernes et sur les résultats solides de recherches frayant le chemin à l'application économique des méthodes mathématiques (telles que la programmation linéaire, l'analyse *input-output*, les modèles non linéaires et les analyses d'élasticité) et sur le développement continu des méthodes statistiques traditionnelles (analyses représentatives, macromodèles M. I., système d'index statistiques, etc.).

FACTEURS PRINCIPAUX DE L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT

A quoi peut-on attribuer l'accélération du développement des sciences économiques depuis la fin des années cinquante ?

Avant tout au changement survenu dans le *climat politique* en général, et au fait que, grâce à une activité marxiste-léniniste conséquente menée sur deux fronts par le Parti socialiste ouvrier hongrois dans le but d'édifier le socialisme, les obstacles qui avaient accompagné le culte de la personnalité, le dogmatisme, puis le révisionnisme, ont été surmontés. C'est la reconnaissance du rôle des sciences économiques qui a mené le Parti à soutenir efficacement le renforcement des institutions de recherche déjà existantes (l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences, l'Institut d'Économie agricole, le Groupe de Recherche d'Économie industrielle) et à appuyer l'établissement de nouveaux centres de recherche (tels que l'Institut d'Économie mondiale ou les instituts d'économie

de la production). De même, le Comité central a récemment décidé de renforcer les bases de recherche universitaires.

Ce développement peut également être attribué à la confiance qui a été manifestée à l'égard du travail scientifique créateur, confiance qui s'est exprimée dans le fait que la communication scientifique internationale a été rendue possible, ainsi qu'une coopération suivie avec les économistes d'autres pays socialistes, que les données statistiques ont été rendues accessibles, et enfin que les vues condamnant « au nom du marxisme » l'application économique des mathématiques, ont été repoussées. La principale force motrice de ce développement réside cependant dans le fait que de nombreux économistes ont été associés régulièrement aux travaux de préparation des décisions visant à trouver une solution aux problèmes économiques du pays, et cela aussi bien en ce qui concerne la réforme proprement dite ou la continuation des programmes de développement de l'économie populaire.

Nous devons également les résultats atteints au fait que, pendant un quart de siècle, une nouvelle génération de chercheurs s'est formée aux côtés de personnalités scientifiques expérimentées, et qu'un nombre croissant de chercheurs remplissent actuellement leurs fonctions, qui disposent d'une formation marxiste solide et d'une expérience scientifique et pratique plus étendue.

Si les sciences économiques parviennent à s'acquitter de leurs tâches, elles le doivent à la force créatrice, à l'organisation et au travail responsable des économistes qui travaillent dans les divers instituts de recherche, dans le cadre des chaires universitaires et dans les différents organes de gestion économique.

LES TACHES ET LES BUTS DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Comme on le sait, il est opportun, en Hongrie, de concentrer avant tout *les effectifs de la recherche économique* sur *deux ensembles de problèmes :* il s'agit d'une part de *fonder scientifiquement la planification et, cela fait, de définir la structure optimale de l'économie nationale hongroise ;* il convient d'autre part de *perfectionner le système de gestion et de direction économique.* Le premier problème exige une étude de rapports entre politique économique et économie populaire, du contenu, du caractère et de la fonction des plans, de leurs problèmes spécifiques liés à la réforme économique, et, en général, à l'élaboration des bases théoriques et méthodologiques de la stratégie de la politique économique. En ce qui concerne le second ensemble de problèmes, il demande une analyse très poussée des expériences faites tant en Hongrie que dans les autres pays connaissant l'économie planifiée socialiste, et cela aussi bien au niveau national qu'à celui des entreprises. Il sera également nécessaire de procéder à des généralisations théoriques adéquates et d'en tirer des conséquences pratiques.

Il existe encore de nombreuses questions (soit dans le cadre des ensembles de problèmes que nous venons d'indiquer, soit en annexe) que la pratique et les exigences internes de la science, et même l'enseignement, devraient régler. Parmi les tâches dévolues à *la recherche économique fondamentale,* nous nous contenterons de citer les suivantes :

Il faut élaborer le contenu économique de la propriété socialiste, des moyens de production et, d'une façon générale, des rapports de propriété socialistes. Dans le même ordre d'idées, il faut systématiser les problèmes de l'économie politique socialiste, de même que leurs fonctions et leurs liens avec les différentes branches de spécialisation correspondant aux branches réelles de l'économie du pays, et avec les diverses branches de caractère méthodologique.

Il faut étudier la théorie de l'entreprise socialiste en tant que catégorie de l'économie politique, et préciser la nature des différences existant entre les aspects microéconomiques et macroéconomiques, et des rapports entre la rentabilité au niveau des entreprises et au niveau de l'économie nationale. Enfin, il est nécessaire d'étudier les formes et les critères de regroupement planifié des ressources entre les entreprises.

Il faudrait élaborer les différents domaines, formes de compétition, et cerner la fonction de ces formes du marché financier et des rapports marchands en tenant principalement compte de la réglementation centrale basée sur des méthodes économiques, et de l'existence des automatismes économiques.

Une grande importance revient également aux recherches portant sur les thèmes suivants :

— les effets des facteurs influençant le niveau des prix, le développement de la valeur de l'argent, les proportions prix-salaires et le problème de la valeur économique de la terre ;

— la théorie de la circulation monétaire, du crédit et des finances publiques de l'État, eu égard spécialement au rôle actif accru de ces sphères ;

— l'exploration des facteurs influençant la localisation des forces de production et l'élaboration des critères devant préciser aux implantations nouvelles ;

— la théorie marxiste des rapports économiques internationaux ; les problèmes du commerce mondial, compte tenu des expériences amassées, et, plus précisément, ceux du commerce extérieur des pays socialistes ; les questions de la division du travail et de la répartition entre les pays socialistes ;

— la théorie de la croissance socialiste, eu égard au rôle, d'une part de la planification et de la réglementation centrales destinées à faire valoir l'intérêt de l'économie nationale, d'autre part à celui des tendances reflétant l'ordre préférentiel des intérêts locaux et d'entreprise, tout cela dans les conditions d'une période historique où l'économie nationale hongroise s'est irrévocablement engagée dans un développement intensif ;

Il importe également — et cela, pour mieux fonder en théorie les questions mentionnées ci-dessus — de renforcer l'étude critique de l'économie politique bourgeoise moderne, et de définir les possibilités d'application, dans les conditions du socialisme, des méthodes qu'elle a élaborées et utilisées.

Il faut élargir les recherches portant, d'une manière suffisamment détaillée, mais en même temps théoriquement fondée, sur les possibilités réelles de la division internationale du travail entre pays socialistes, compte tenu de ses

tendances et de ses degrés. Pour cela, il semble nécessaire de réunir une grande quantité de données statistiques, de les analyser en s'appuyant sur des méthodes scientifiques et de construire des modèles théoriques reflétant le comportement à cet égard des économies socialistes. En vue de faciliter théoriquement la diffusion dans la pratique des principes et des méthodes de gestion modernes et le développement de la démocratie dans les usines, il est indispensable d'exploiter les lois microéconomiques et les qualités spécifiques des différentes branches liées à l'économie des entreprises.

Il faut également concentrer davantage de force afin de mieux fonder les microdécisions agricoles et de mieux évaluer la valeur économique de l'application des technologies modernes et de l'utilisation des machines. Il convient aussi d'examiner les questions liées aux composantes et à la structure du développement complexe de l'économie alimentaire moderne, aussi bien que les questions liées aux prix, au marketing et à la politique agraire.

Il est nécessaire de développer le système de recueillement des données statistiques indispensables aux recherches concernant les implantations nouvelles et la géographie des transports. On devra développer des méthodes comme celle des bilans régionaux, de la production et de la dépense du revenu national, des rapports entre les différentes branches, des recettes en argent et des dépenses de la population, de la répartition du cheptel mort, etc. en vue de l'étude de la projection régionale des processus de l'économie nationale.

La nécessité d'analyser d'une manière complexe le processus de la reproduction sociale pose le problème du développement d'un système de comptabilité d'ensemble de l'économie populaire qui reflèterait et les tendances qui entrent dans les bilans traditionnels et celles qui n'en font pas partie.

Il faudrait surmonter le retard de l'économie du travail et résoudre progressivement les différents complexes de problèmes surgissant dans ce domaine (économie de l'enseignement, etc.), en s'appuyant en même temps sur la base de recherche en formation.

En ce qui concerne l'application des méthodes mathématiques et statistiques, il faut désormais attribuer une plus grande importance aux méthodes économétriques ainsi qu'à l'élaboration des méthodes de programmation stochastiques, non linéaires, intègres et dynamiques. En effet, ces dernières rendent plus accessible la réalité de la vie économique.

Il faut mettre à l'ordre du jour un emploi plus intensif des calculs optima, l'application des méthodes économiques agrégées favorisant la compréhension du développement tendanciel du commerce extérieur aussi bien que celle des tableaux de circulation représentant la dynamique et, en général, l'analyse des possibilités de coopération et d'intégration internationales.

Quant au commerce intérieur, il importe d'élaborer et d'essayer, d'une part des méthodes de pronostics applicables au cours de l'élaboration des plans, d'autre part des méthodes écoscopiques et démoscopiques de l'étude du marché.

Il ne faut pas non plus que l'étude des problèmes du développement nécessairement accéléré du secteur des services publics prenne du retard.

Le rôle croissant des catégories de monnaie et de marchandise demande l'élaboration d'une méthodologie des pronostics économiques et des statistiques

multilatérales portant sur les rapports de marché, aussi bien que le perfectionnement plus poussé des méthodes d'élaboration des prix.

Dans le domaine de l'économie politique du capitalisme, il nous faut analyser attentivement, en tenant compte du contexte capitaliste actuel, certains problèmes fondamentaux comme la théorie de la *plus-value*, la théorie marxiste de la reproduction et des crises.

On devra soumettre à une analyse plus profonde les contradictions caractéristiques de la formation du capitalisme monopoliste d'État et de la société capitaliste actuelle, de même que les facteurs — apparus après la Seconde Guerre mondiale — ayant déterminé pendant une période assez longue la croissance économique des pays capitalistes, tout en visant à la quantification de l'effet de ces facteurs et à l'établissement de pronostics plus fondés.

Pour cela, il est nécessaire d'étudier dans une plus large mesure que jusqu'à présent, les différentes théories des pays capitalistes développés, en accordant une attention particulière aux analyses critiques et aux programmes exprimant les intérêts de la classe ouvrière et des forces progressistes de ces pays.

Les recherches révélant les lois et les principaux mécanismes de l'économie capitaliste et de l'économie socialiste revêtent également une très grande importance.

De même, il nous semble nécessaire d'analyser sur le plan de la théorie les problèmes liés aux pays en voie de développement, tels l'aide à apporter à ces pays, tant sur le plan technique que financier, les possibilités d'accélérer leur développement, les modalités d'une coopération durable, etc.

En conclusion, nous sommes en droit d'affirmer que les sciences économiques hongroises peuvent faire état d'un bilan positif aux termes de ce développement d'un quart de siècle. On peut résumer les résultats atteints en disant que c'est au cours de ces vingt-cinq années que les sciences économiques sont devenues *pour la première fois* dans l'histoire de Hongrie, une science cultivée d'une manière vraiment créatrice, et cela *sur une base nationale indépendante*, et qu'en tant que telles — malgré les insuffisances dont elles souffrent encore — elles ont acquis par ces succès une place et une autorité respectées, tant en Hongrie qu'à l'étranger. L'importance de ce bilan positif est d'autant plus grande qu'il a été réalisé sur une base déterminée par les intérêts nationaux et internationaux de la classe ouvrière parvenue au pouvoir. Il s'agit donc là du bilan de la science économique *marxiste*, dont les conditions de départ historiques ont été créées par la Libération. Cet état de choses est en même temps le gage principal du fait que les économistes servent fidèlement par leurs travaux les tâches historiques de l'époque à venir, d'une époque qui verra la réalisation de l'édification du socialisme.

KÁLMÁN SZABÓ.

BIBLIOGRAPHIE

Nous ne proposons que les dernières publications accessibles en français ou en anglais :

T. Földi (éd.) : *For the Progress of Marxist Economics*, Budapest, 1967, Akadémiai Kiadó
J. Koroknai : *Mathematical Planning of Structural Decisions*, Budapest, 1967, Akadémiai Kiadó
J. Bognár : *Economic Policy and Planning in Developing Countries*, Budapest, 1968, Akadémiai Kiadó
I. Meznerics : *Banking Business in Socialist Economy with Special Regard to East-West Trade*, 1968, Akadémiai Kiadó, Budapest–A. W. Sijthoff, Leyden
I. Friss (éd.) : *Reform of the Economic Mechanism in Hungary*, Budapest, 1969, Akadémiai Kiadó
J. Bognár : *Les nouveaux mécanismes de l'économie socialiste en Hongrie*, 1969, Éditions Corvina, Budapest–Pavillon, Paris
A. Bródy : *Proportions, Prices and Planning*, Budapest, 1970, Akadémiai Kiadó
T. Szentes : *The Political Economy of Underdevelopment*, Budapest, 1970, Akadémiai Kiadó
A. Burger : *Economic Problems of Consumers' Services*, Budapest, 1970, Akadémiai Kiadó
I. Friss : *Economic Laws, Policy, Planning*, Budapest, 1971, Akadémiai Kiadó
Z. Román (éd.) : *Progress and Planning in Industry*, Budapest, 1972, Akadémiai Kiadó
Voir les revues suivantes:
Acta Œconomica, Nouvelles Études Hongroises, The New Hungarian Quarterly

Goût, aspirations intellectuelles, culture

Le goût est une catégorie historique — et cela dans deux sens. Tout d'abord, parce que — comme l'écrit Marx dans ses *Manuscrits économico-philosophiques* — la formation d'une ouïe capable d'apprécier la musique, d'un œil capable de jouir de la peinture, est « l'œuvre de l'histoire du monde ». Ce n'est pas la simple conséquence des données biologiques et anthropologiques de l'homme, mais aussi le produit d'un développement historique ; au cours des siècles et des millénaires de la pratique artistique de la société, les hommes acquièrent peu à peu la capacité d'assimiler les créations artistiques les plus compliquées. Il s'établit d'autre part, en raison de l'évolution historique, une évolution qui ne progresse pas en ligne directe, car le goût se différencie en même temps : un individu s'immobilise encore à un degré inférieur, tandis qu'un autre s'élance déjà vers les hauteurs. De plus, cette différenciation amène des écarts non seulement quantitatifs, mais aussi qualitatifs, en raison des divisions de classe de la société, ce qui a également pour résultat la création de sphères de goût à des niveaux différents et possédant de même un caractère de classe différent.

En ce sens, nous pouvons également établir que, dans certaines sociétés du passé, il n'existait pas de goût véritable à proprement parler, puisque la possibilité de choisir parmi plusieurs produits artistiques était tout simplement exclue pour les membres de la communauté. C'est aussi le cas dans les communautés paysannes traditionnelles qui — selon Marx — conservent encore maintes caractéristiques de la société primitive. Les communautés paysannes traditionnelles ont, par rapport aux communautés paysannes actuelles, une structure de goût fermée. Fermée, et relativement restreinte. Une communauté possède des œuvres en quantité limitée, par exemple des chansons populaires, dont le nombre ne peut être, selon les recherches, supérieur à la capacité d'une seule personne pour les connaître et les apprendre. Les nouveaux membres nés au sein de la communauté ne se trouvent pas placés devant le problème de choisir tel ou tel goût, telle ou telle culture, ceux-ci leur sont donnés d'emblée. Si, au cours de leur existence, cette culture s'enrichit d'éléments nouveaux, les jeunes essayent de les intégrer dans les cadres existants : la conservation de la culture dépend précisément de la réussite de cette opération.

La structure de goût des sociétés plus développées se présente tout autrement, notamment à l'époque où commence, parallèlement à l'essor du

capitalisme, la production industrielle sur une grande échelle. La culture devient alors ouverte et large au point qu'il devient absolument impossible à un seul homme de l'embrasser. Chacun doit donc faire son choix : quelle est la culture acceptée par lui, quelle est la culture dont il peut tirer plaisir et même, veut-il assimiler une culture quelconque ? La somme de ces choix définit le goût d'un seul individu, et les choix de tous les membres de la société déterminent la structure de goût de la société.

Une question se pose alors à nous : comment la structure de goût de la société hongroise s'est-elle développée au cours des vingt-cinq dernières années, quels sont les changements qui se sont opérés dans cette structure, et dans quelles directions peut-on compter que se feront les modifications à venir ?

LA STRUCTURE DE GOUT DE LA SOCIÉTÉ HONGROISE

Les recherches artistico-sociologiques n'ayant commencé que depuis peu dans notre pays, nous ne disposons pas encore d'un tableau complet. Cependant, certains traits fondamentaux de cette structure de goût de notre société nous sont déjà plus ou moins connus.

Essayons tout d'abord de distinguer entre les différents *rayons d'action des niveaux de goût.*

Nous disposons d'une assez riche documentation permettant d'évaluer l'importance approximative du public acquis à l'art le plus évolué, le plus élevé. Nous savons par exemple que le pourcentage de ceux qui fréquentent régulièrement les concerts et l'opéra représente à peu près 3 à 10 pour cent de la population des grandes villes. Le nombre des spectateurs de films de valeur artistique se situe entre un demi-million et un million, c'est-à-dire 5 à 10 pour cent de notre population de 10 millions d'habitants. La fréquentation des expositions d'art est quelque peu plus réduite, le nombre des visiteurs des expositions ayant obtenu le plus de succès approche ou atteint le demi-million ; on peut donc retenir une proportion de 2 à 5 pour cent pour cette branche artistique.

La faiblesse ou l'importance de ce pourcentage ne peuvent être décidé « selon le goût » ; il faut l'apprécier en fonction de l'évolution historique. Si nous confrontons ces chiffres aux chiffres occidentaux, nous n'avons pas lieu de rougir. D'après les calculs de Jacques Barzun, par exemple, dans une grande métropole occidentale, une fraction d'environ 1 pour cent de la population peut être considérée comme fréquentant les concerts. Chez nous, la situation est nettement meilleure sous cet aspect (même en déduisant du total le public de l'Opéra). La différence n'est pas énorme, mais elle est cependant nette. Il s'ensuit donc que notre société, qui reste en retard sur le plan de l'évolution économique par rapport aux pays occidentaux développés, s'affirme comme un peu supérieure dans ce domaine de la culture. Et cet état de choses est le résultat de la révolution culturelle qui s'est déroulée au cours des vingt-cinq dernières années, depuis la Libération.

D'un autre côté, nous ne pouvons cependant pas nous contenter de ce résultat si nous le mesurons à l'échelle de nos exigences culturelles, de nos

objectifs sociaux. Mais les proportions dont nous venons de faire état reflètent d'une manière éclatante à quel point l'évolution culturelle est freinée par le poids du passé.

Mais poursuivons en examinant les autres données. Car, pour tracer fidèlement la « carte culturelle «, il ne suffit naturellement pas d'isoler uniquement le groupe faisant preuve du goût le plus distingué. Ce serait également une erreur de limiter au public « initié » proprement dit le rayon d'action du véritable art. Il existe une couche plus large qui n'est pas celle des adeptes jurés des œuvres d'art les plus élevées ou des créations prétendant à la plus haute valeur artistique et qui, à côté des œuvres légères, accueille cependant volontiers de temps en temps des œuvres difficiles ou même des plus ardues. Quelle est la proportion de ce public plus large ?

Pour éviter ici les études détaillées et les calculs compliqués, nous citerons simplement les approximations très convaincantes de l'un de nos sociologues de l'art, qui a tenté d'établir quelles étaient les créations artistiques préférées du public (en l'occurrence des ouvriers) : celles du XIX^e^ ou celles du XX^e^ siècle ? Le simple ou le complexe ? Le connu ou l'inconnu ? Et, enfin, toujours dans le même genre et au même niveau de compréhension, les créations de valeur ou celles qui n'en ont pas ?

Le résultat de ces recherches est le suivant : dans toutes les catégories la proportion est d'environ 3 à 1 à « l'avantage » du XIX^e^ siècle, du simple, du connu et du médiocre.

Cette proportion de 3 à 1 se présente avec des écarts plus ou moins grands dans la plupart des analyses de sociologie de l'art et traduit, sinon le résultat final, du moins le « score » momentané du « match ». J'y ajouterai une seule précision : un sondage effectué en 1964 parmi des ouvriers a révélé qu'un quart seulement (exactement 22 pour cent) d'entre eux pourrait être considérés comme lecteurs réguliers.

Arrêtons-nous ici et demandons-nous une fois encore comment on doit apprécier ce renseignement. La réponse est analogue à la précédente. C'est déjà un grand succès que de pouvoir considérer le quart de la population — tout au moins de la population urbaine — comme public régulier de notre vie artistique, un public familier des meilleures œuvres littéraires, théâtrales et filmées, et aussi, en partie, des créations musicales et artistiques. Ce résultat n'est pas non plus inférieur à celui obtenu par n'importe quel pays plus développé économiquement que le nôtre. Or, il nous faut en même temps constater un fait regrettable, à savoir que les trois quarts de la population restent encore à l'écart d'une culture plus élevée.

On peut naturellement pousser encore plus loin l'analyse. Ainsi, l'enquête menée parmi des ouvriers et mentionnée ci-dessus distingue les lecteurs « intermittents » (44 pour cent) et ceux qui ne lisent pas du tout (34 pour cent). Dans la première catégorie, environ la moitié des ouvriers et un peu plus de la moitié de la population totale (donc, y compris la paysannerie) représentent le « public potentiel ». Cette catégorie se compose de gens qui ne s'intéressent que partiellement et périodiquement à la culture, n'ont pas d'exigences plus élevées, recherchent en général des distractions légères, mais ne se bouchent

pas les oreilles et les yeux. L'éducation du goût doit se concentrer en grande partie sur ce groupe, en employant d'autres méthodes qu'avec la catégorie suivante. Cette dernière représente par contre la région la plus désolée de notre « carte » : font partie ceux qui ne manifestent aucun intérêt actif envers une culture plus élevée, qui ne vivent que des « rebuts ». Ils sont difficiles à remuer, ils passent, sourds et aveugles, auprès des possibilités offertes par la société, et lorsqu'ils utilisent les services culturels (par exemple la télévision), ils en choisissent les formes les plus basses.

Telle est donc, en gros, la « carte » de la structure de goût de notre société. Avant d'aborder l'analyse des causes et des possibilités, il faut encore envisager ce tableau d'un autre point de vue : celui du caractère de classe, du goût et de l'évolution du goût de classe.

On peut observer ici un déplacement fort curieux. En analysant notamment le développement culturel des ouvriers, on arrive à la conclusion que le caractère de la culture ouvrière a subi une transformation graduelle après l'établissement du pouvoir du prolétariat. Cette transformation va tout d'abord dans le sens de l'élargissement : les couches les plus instruites de la classe ouvrière s'efforcent de s'approprier tout l'héritage culturel du passé, et veulent acquérir une culture complète, étendue. On peut donc affirmer — et la plupart des recherches mettent l'accent sur ce fait — que le goût des ouvriers se rapproche du goût des intellectuels. Cette constatation est cependant trop exclusive, puisqu'elle n'implique pas un autre facteur important de l'évolution, à savoir que le goût de l'*intelligentsia* est également en voie de modification, et se rapprochant toujours plus du goût de la couche dirigeante ouvrière, devient de plus en plus un goût socialiste. Tout cela est également vérifiée par les données relatives à la mobilité de la société. Dans notre pays, l'existence des ouvriers et des intellectuels devient de plus en plus semblable, les deux classes sont « ouvertes » l'une à l'autre, il y a par exemple toujours plus de familles dans lesquelles on trouve aussi bien des ouvriers que des intellectuels.

Dans la mesure où il y a une nouvelle classe ouvrière en formation dans les conditions de la société socialiste, on peut de même parler de la formation d'une structure de goût nouvelle, socialiste. Soulignons cependant que, dans les deux cas, il s'agit d'un processus, d'une tendance évolutive, et nullement d'un fait accompli.

DYNAMISME DE LA STRUCTURE DE GOUT

Nous n'avons esquissé jusqu'ici qu'un tableau statique et n'avons décrit que la situation actuelle. Nous avons aussi plusieurs fois remarqué qu'il s'agit ici d'une évolution, d'un processus, d'une transformation, et qu'il faut les juger comme tels, mais nous n'avons pas essayé d'en analyser les caractéristiques, le rythme, le dynamisme. Nous nous proposons de le faire à présent, en relevant au moins les traits les plus importants de ce développement.

Examinons tout d'abord le *rythme* de l'évolution. Cette question a été

souvent soulevée avec un accent particulier au cours des décennies passées, et devint parfois même la source de méprises et de malentendus.

L'évolution n'a pas été, en effet, uniforme au cours des vingt-cinq années qui viennent de s'écouler.

Au cours des dix premières années qui suivirent la Libération, nous avons assisté à une transformation radicale, révolutionnaire de la structure du goût. La Hongrie d'avant la Libération était encore un pays semi-féodal, dont le progrès culturel était paralysé par de nombreuses causes et circonstances. Une grande partie des membres de la classe dominante était restée imperméable à la culture ou bien s'était créé une culture spéciale à son usage. (La gentry hongroise avait sa « culture » propre, nationaliste et chauviniste, une culture arriérée qu'Endre Ady avait combattue de toutes ses forces avant la Première Guerre mondiale ; la bourgeoisie avait de son côté adopté une culture abstraite, prétentieuse, dans le meilleur des cas une culture réfugiée dans sa tour d'ivoire, et qui était en même temps rétrograde et cosmopolite, la bête noire de Bartók et de Kodály.) Aucune culture élevée vraiment digne de ce nom n'était parvenue jusqu'aux grandes masses ouvrières et paysannes. Ainsi, outre une couche d'intellectuels, les groupes les plus évolués d'ouvriers devinrent les porteurs d'une vraie culture.

Il serait évidemment erroné de croire que cette couche porteuse de culture était limitée à une poignée de personnes. Bien que nous ne disposions pas de chiffres exacts, nous savons que cette couche a réussi — dans des conditions difficiles, malgré la pression de la société — à créer une vie culturelle animée, pétillante, et a pu s'enorgueillir d'artistes comme les musiciens Bartók et Kodály ou le poète Attila József. Il est vrai que toute l'existence et l'activité artistique de ces derniers furent marquées par des luttes tragiques, permanentes, contre les conditions de leur époque. La société dominante leur a barré le chemin qui les eût conduits vers un public plus large.

Cette pression, cet isolement, devaient prendre fin avec la Libération. Les résultats furent surprenants pour beaucoup : après la Libération, la curiosité et les exigences intellectuelles de larges couches de la population se sont manifestées avec une force quasi primitive. On peut affirmer sans exagération que ce trait fut l'une des caractéristiques les plus marquantes de la société hongroise dans la période 1945-1951 environ. Nous fûmes alors les témoins d'une véritable « conquête culturelle de la patrie ». Utilisant les possibilités existantes, le peuple s'est mis en devoir de prendre également possession de la culture. On a vu se propager une véritable rage d'apprendre. Les enfants des ouvriers et des paysans remplissaient les salles de classe et les adultes leur emboîtaient le pas avec ardeur dans leur désir de continuer leurs études. Théâtres, cinémas, salles de concerts étaient pleins d'un nouveau public ; le tirage des livres édités montait en flèche, les classiques hongrois et étrangers devenaient d'un seul coup des lectures populaires ; des ensembles artistiques amateurs se créaient de plus en plus nombreux, et la vie artistique se déroulait devant un public toujours plus large.

Cette soudaine évolution éveilla chez beaucoup des illusions quant à l'avenir. On crut que le rythme de l'évolution resterait le même ou allait même

éventuellement s'accélérer. Il semblait aisé de dessiner le tableau d'une utopie, d'un pays dans lequel se réaliserait en peu de temps l'état idéal où chacun posséderait une haute culture.

Cette illusion s'avéra bientôt être un rêve. Après sa montée vertigineuse de 1945 à 1951, l'évolution accusa en effet un net ralentissement. C'était d'ailleurs naturel : cela n'était pas dû en premier lieu aux fautes de la politique culturelle (issues de l'influence du culte de la personnalité), mais découlait de la logique interne de l'évolution. Les changements révolutionnaires rapides sont nécessairement suivis par des étapes de lente accumulation, aussi le rythme accéléré de la transformation survenue entre 1945 et 1951 ne pouvait-il rester éternel.

Le niveau de goût d'une société est toujours déterminé par les conditions sociales. Le goût n'est pas une variable indépendante, mais la résultante de toute une série de facteurs sociaux. Le goût de l'individu est déterminé par son passé et par ses conditions de vie : son origine, ses expériences familiales et scolaires, sa scolarité, son niveau de culture, ses conditions de travail, ses relations avec sa famille et avec ses amis, ses revenus, ses loisirs, etc. L'influence de ces facteurs multiples transforme plus ou moins le goût en un système fermé. A l'univers constitué du goût de quelqu'un seules les manifestations artistiques correspondant aux autres constituantes de ce système peuvent avoir accès.

Prenons un exemple. Un homme a vécu sous le régime de Horthy, dans des conditions très difficiles, traînant sa misère en vrai prolétaire ; il n'a pas pu poursuivre ses études au-delà de 4 ou 6 classes élémentaires, mais il a cependant réussi à devenir ouvrier spécialisé, et il exerce convenablement son métier ; à force de travail, il vit maintenant dans des conditions sinon luxueuses, mais du moins confortables. Il habite avec sa femme et ses enfants un appartement avec jardin ; il lui faut quotidiennement quatre heures pour aller et revenir de son lieu de travail ; en rentrant, il a encore le temps de s'occuper du jardin, de la maison. A la fin d'une journée bien remplie, il n'a qu'une seule distraction culturelle : il s'installe devant la télévision, et regarde un programme de variétés, de chansons à la mode, de chansonniers. Il est évident que le goût de cet home ne peut être changé par une simple propagande artistique, ni par une campagne d'éducation populaire, parce que son goût a été formé par ses conditions d'existence.

Naturellement, l'isolement des différentes sphères de goût n'est ni définitif, ni complet ; cependant à l'âge adulte, les limites de cette sphère sont très difficilement extensibles. Cela peut se produire tout au plus par suite d'un changement radical des conditions de vie du sujet. Ce fut le cas dans les années qui suivirent la Libération, lorsque la révolution sociale triompha également dans notre pays, avec son action décisive.

A la transformation profonde qui se réalisa au cours des premières années qui suivirent la Libération, succéda une période d'évolution lente. Le développement n'arrêta pas, mais revêtit un caractère différent, marqué non pas par une avance brusque, mais par des modifications plus lentes et continues et par l'accumulation de résultats plus modestes. Cette étape est sans doute moins spectaculaire que la précédente, mais non moins importante. En effet, ces

années devaient apporter la stabilité aux résultats déjà acquis, et préparer d'autre part les conditions préalables à d'autres changements, à d'autres progrès. Les deux étapes appartiennent à la révolution culturelle (prise dans son acception la plus large), mais nous devons formuler des exigences inégales vis-à-vis de l'une et de l'autre étape.

Il est particulièrement important de souligner une fois de plus que cette seconde étape, au rythme plus lent, ne signifie nullement une stagnation. Étant donné que les conditions sociales changent continuellement, les possibilités de transformation du goût s'accumulent aussi en permanence. La politique culturelle a ici pour tâche de reconnaître les possibilités qui se révèlent, et de satisfaire rapidement et au moment opportun aux nouvelles exigences intellectuelles qui se font jour. Pour mener à bien cette tâche, la politique culturelle s'appuie sur les statistiques et les études de la sociologie de l'art, qui s'efforce de découvrir par des méthodes scientifiques les changements encore à peine reconnaissables dans les profondeurs de la vie sociale.

Citons quelques exemples de cette lente transformation des exigences culturelles.

Il est intéressant de noter la formation graduelle du goût artistique au sein du public qui fréquente les expositions. Il y a seulement dix ou quinze ans, notre public était presque complètement soumis à l'influence du goût du siècle dernier, et les grands maîtres réalistes du XX^e^ siècle lui étaient étrangers, comme par exemple l'excellent peintre prolétarien Gyula Derkovits. Les dix dernières années ont cependant apporté un changement lent, mais continu. Ce fut l'art de Tivadar Csontváry Kosztka qui perça le premier le mur de l'incompréhension. L'œuvre de ce grand peintre visionnaire, mort en 1919, est devenu en quelque sorte un véritable bien public au cours des dernières années. Mais l'intérêt s'est également éveillé envers d'autres maîtres du XX^e^ siècle. C'est ainsi que s'est affirmé avec éclat l'art de Béla Uitz, pionnier de la peinture socialiste, et que les expositions Picasso et Léger ont été accueillies avec l'intérêt qui leur est dû, et on pourrait encore allonger la liste. Le nombre des adeptes de la peinture hongroise actuelle s'est également accru. Il existe aujourd'hui de nombreuses salles d'expositions, et les maisons de la culture, les clubs des syndicats, des conseils municipaux et du front populaire, les facultés et les collèges organisent aussi des expositions facilement et avec succès.

Ne surestimons pourtant pas la portée de ces résultats. Le changement n'est pas spectaculaire, le processus s'est déroulé lentement, pour ainsi dire presque imperceptiblement. On peut dire que le rayon d'action des beaux-arts a seulement été amélioré « un petit peu », que le nombre de ceux qui comprennent les beaux-arts a été « un petit peu » élargi. Ce « peu » doit cependant être considéré comme un succès important, car il marque un processus et de nouvelles possibilités dont les effets heureux sur le développement des beaux-arts en Hongrie sont indéniables.

On peut apprécier d'une manière analogue la progression des exigences vis-à-vis de l'art cinématographique. Au cours des dernières années, le cinéma a été la branche la plus dynamique de la vie artistique hongroise. Les metteurs

en scène n'ont pas hésité à utiliser de nouveaux sujets, de nouveaux moyens et, si leurs productions ont déclenché à juste titre une critique souvent sévère, cela prouve précisément l'influence de leur activité. Les débats ne touchèrent bien entendu pas tout le public, mais seulement une partie de celui-ci. Le processus au cours duquel on voit le cinéma se différencier progressivement en genres « difficile » et « léger », en film « artistique » et en film de simple « distraction », s'est également produit en Hongrie. Si l'on tient compte des statistiques, le film artistique attire, certes, moins de spectateurs, mais nous l'avons déjà dit, leur nombre n'est pas négligeable. Quoi qu'il en soit, un public bien plus large qu'il y a quelques dizaines d'années s'intéresse actuellement aux films d'art. Il y a aujourd'hui davantage de « connaisseurs » et leurs connaissances sont aussi devenues plus sûres, plus amples.

Une intéressante transformation s'est également produite dans le goût musical de la jeunesse. Vu de l'extérieur, l'on constate qu'à côté des « rengaines » traditionnellement populaires est apparu un genre musical léger interprété par des orchestres de guitares formés par des jeunes. Mais ce n'est cependant là que l'aspect extérieur de transformations intérieures très importantes. Il serait en effet erroné de croire que la popularité actuelle des orchestres de guitares s'explique uniquement par l'influence des modèles étrangers, occidentaux; ces orchestres ont précisément obtenu leurs plus grands succès en essayant de faire de la musique typiquement hongroise, au lieu d'imiter les exemples étrangers. Ils composent eux-mêmes leurs numéros et, dans l'arrangement musical, on peut percevoir de plus en plus nettement l'influence de la chanson populaire hongroise. C'est ansi que leur programme atteint un niveau un peu plus élevé que celui des succès qui les précédèrent. C'est également dans ce fait que réside leur importance, car l'on voit ainsi se dessiner l'évolution des exigences culturelles des jeunes, sans que celles-ci soient cependant entièrement satisfaites.

N'omettons pas non plus dans nos exemples la télévision, devenue au cours des dix dernières années partie intégrante de la vie culturelle. Sa diffusion a totalement changé la structure de la culture publique. La télévision offre une possibilité entièrement neuve, inconnue jusqu'alors : devant son écran, chacun est à même d'apprécier chez soi, « livrées à domicile » des productions artistiques de niveaux et de styles très variés. L'apparition de la télévision a provoqué chez nous les mêmes phénomènes qu'ailleurs : elle a réduit (au moins provisoirement) le nombre des spectateurs des théâtres, des cinémas et des stades, en suscitant ainsi — également de par ses programmes — de vifs débats. Mais ce qui est sans doute le plus important, c'est cette formule d'instruction et de distraction particulière qu'a amenée la télévision et dont les caractéristiques les plus marquantes sont le caractère immédiat et la passivité. Les téléspectateurs n'ont rien à sacrifier à la culture, ils reçoivent en robe de chambre et en pantoufles « l'aventure intellectuelle », et cela même pendant leur dîner. Cette formule ouvre des possibilités à la diffusion de la culture mais, si une liaison n'est pas établie avec les formes traditionnelles, elle pousse en même temps à la passivité et à l'exagération du secondaire. Cette façon de se distraire est propre à accroître les connaissances mais, d'après les recherches,

ne change que dans une faible mesure le goût du téléspectateur. Les illusions selon lesquelles la télévision est « toute puissante » se sont en effet avérées fausses, car le téléspectateur n'assimile que la nouvelle, l'information et l'œuvre auxquelles il est déja préparé, conditionné *a priori* par son goût et sa conception du monde. Ainsi, la télévision n'a changé que les formes de l'acquisition de la culture, en obtenant des résultats notables, mais n'a pas changé le goût, car elle reste seulement l'un des moyens mais non le plus important de la transformation de celui-ci.

Tous ces changements représentent cependant dans leur totalité un progrès très appréciable. Ce progrès est caractérisé par une intensification lente mais continue du rayon d'action de l'art véritable.

GOUT ET CULTURE

Nous avons dit que le goût n'est pas un phénomène isolé, ni une « variable indépendante », mais constitue une partie de la culture de la société dans son ensemble. Tout recherche concrète souligne que le goût d'un groupe donné est en relation extrêmement étroite et intime avec le niveau de la culture universelle. Dans des cas exceptionnels, le goût artistique peut bien entendu précéder la culture scientifique et idéologique mais, dans d'autres cas, il peut demeurer en retard sur celle-ci ; en général, cependant, les deux vont de pair, se renforçant et s'entraidant mutuellement.

Nous avons jusqu'ici traité ce thème en l'abordant avant tout sous l'angle selon lequel le niveau et le caractère de la culture influencent fondamentalement le niveau et le caractère du goût. C'est certainement là l'aspect principal de la dialectique de leur corrélation, mais non pas le seul. Sous un autre aspect, il est également indéniable qu'un goût formé exerce une influence sur la culture elle-même, et même sur le comportement entier de l'homme. Ce fait assure la portée sociale du développement du goût artistique.

En effet, si nous partons de l'idée que le goût est un choix, nous ne pouvons pas nous contenter de la conception selon laquelle il s'agirait d'un choix parmi les produits disponibles de la culture ou de l'art. En effet, qu'est-ce qui décide, du fait que l'un choisisse ceci et l'autre cela parmi les créations artistiques ? Abstraction faite d'éléments accidentels, en fin de compte, c'est le *comportement humain* qui régit le choix, et l'attitude adoptée par l'homme face à la vie. Comme l'a dit le grand poète hongrois Mihály Babits : toute grande performance artistique représente une attitude nouvelle face à la vie. Ou bien, comme on pourrait l'exprimer avec une terminologie littéraire-sociologique : une œuvre d'art traduit un plan stratégique, un « stratagème ». Le lecteur ne jouit pas seulement de l'œuvre, mais vit aussi le mode d'existence, l'attitude qui y sont représentés. Il les vit et, dans une certaine mesure, en fait l'expérience. Il doit juger non seulement de la valeur de l'œuvre, mais également décider s'il accepte ou refuse le modèle d'attitude suggérée par celle-ci. Évidemment, cette décision est également importante du point de vue de la société, puisqu'elle influence et modifie l'activité sociale elle-même. Les recherches ont, par exemple,

démontré que la matière musicale et poétique de beaucoup de chansons et de refrains en vogue reflètait les problèmes de nos jours conformément à une manière de voir qui date du siècle dernier. La situation est identique en ce qui concerne beaucoup de lectures populaires : elles offrent une image large mais trop simplifiée du monde, une image à ce point simpliste qu'elle renforce chez le lecteur l'illusion qu'il est possible de s'orienter dans le système complexe du monde actuel en raisonnant à la manière ancienne.

La diffusion de ces genres, de ces formules exerce évidemment un effet rétrograde ou du moins freine le développement social. En réaction contre ces formules, on voit s'épanouir avec une vigueur de plus en plus accentuée des tendances artistiques qui se placent d'un point de vue actuel et considèrent les événements, les problèmes, les situations et les conflits de notre vie sur la base des idéaux du socialisme. L'exigence culturelle d'un art nouveau se manifeste de deux côtés, de la part des artistes comme de la part du public. Le problème réside précisément en ce que ces deux exigences ne sont pas tout à fait identiques ; pour l'essentiel, elles visent au même but, mais d'une manière différente. Pour cette raison, le nouvel art socialiste ne trouve pas toujours le public auquel il a l'intention de s'adresser, et pour cette même raison le nouveau public ne trouve pas toujours l'art capable de l'exprimer à son tour. Cette rencontre ne peut évidemment se réaliser d'un seul coup, elle ne peut être que le résultat d'un processus historique durant lequel les deux parties subiront nécessairement une transformation.

La transformation de l'univers de goût de la société représente une tâche compliquée, longue et multilatérale, tout comme la révolution culturelle — dans le sens où l'entendait Lénine — dont elle fait partie intégrante. Pour mener à bien cette tâche, la précipitation, une hâte excessive seraient aussi dangereuses qu'une prudence exagérée. Notre politique culturelle, ayant reconnu et scientifiquement analysé la situation présente selon les possibilités, veut éviter ces deux erreurs. Elle souhaite orienter le public réceptif à l'art vers ses produits valables et vers ses tendances progressistes, non par des moyens administratifs, mais en essayant d'obtenir que chacun puisse faire son choix sur la base de ses propres expériences et que chacun ait les moyens et les possibilités de choisir effectivement le *meilleur*. Cette politique suppose et nécessite une propagande en faveur du bon et du meilleur, mais fait preuve de patience vis-à-vis des couches arriérées du point de vue culturel, qui ne sont pas encore parvenues au point où elles pourraient satisfaire leurs exigences au moyen de créations artistiques de haute valeur.

Les résultats obtenus jusqu'ici par notre révolution culturelle sont encourageants. Nous sommes cependant pleinement conscients du fait que nous devons soutenir une lutte acharnée et difficile pour atteindre tous les buts que nous nous sommes assignés. C'est la seule voie pour arriver au but idéal, pour réaliser l'objectif de former et de diffuser *l'univers de goût socialiste.*

IVÁN VITÁNYI.

Relations franco-hongroises
Le passé
L'époque de Louis XIV

Les relations franco-hongroises au temps de l'insurrection d'Emeric Thököly

Dans son récent ouvrage sur la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi, M. B. Köpeczi déplore, à juste titre, que les relations entre les Hongrois et le gouvernement français aient été jusqu'à présent peu ou pas étudiées. Si nous espérons pouvoir montrer un jour d'une façon détaillée le rôle souvent discutable de la monarchie française au temps de la conjuration de Wesselényi, nous voudrions aujourd'hui, dans cette brève étude, donner quelques indications concernant le rôle du gouvernement français dans l'insurrection qu'Emeric Thököly ne cessa de soutenir de 1676 à 1690, date à laquelle il dut, comme d'autres champions de l'indépendance hongroise, prendre le chemin de l'exil en direction de la Turquie, la littérature en langue hongroise ne comptant jusqu'à présent, à notre connaissance, qu'une étude de G. Samu, parue en 1886 dans *Magyar Történelmi Tár*.*

Si Thököly représente, bien sûr, un nom, un symbole, le mouvement de résistance à l'occupation autrichienne commença dès 1671 et s'organisa sérieusement au cours de l'année 1672, lorsque la noblesse hongroise, frappée par des confiscations souvent injustifiées, se rendit compte que rien ne pourrait arrêter la répression voulue par la Cour de Vienne.

En 1674, le gouvernement français prit conscience du parti qu'il pourrait tirer de ces Malcontents et de l'aide qu'il pourrait leur apporter dans sa lutte contre la Maison d'Autriche. Aussi y eut-il, pendant une quinzaine d'années, des contacts entre les insurgés hongrois et les agents du roi de France, encore que les relations entre Thököly et ces derniers se situent essentiellement au cours de la période 1678–1683.

Du point de vue juridique, si important au XVII^e siècle, l'établissement de relations entre une monarchie légitime et des sujets rebelles à leur prince naturel posait de graves problèmes. Or Léopold I^er avait été régulièrement élu par la Diète de 1655, et couronné ; au regard du droit public hongrois, son autorité était parfaitement légitime. Certes, la noblesse hongroise jouissait, en vertu de la Bulle d'Or de 1222, d'un droit à l'insurrection, mais celui-ci

* Sur les documents relatifs aux relations entre la France et la Transylvanie voir I. Hudiţa : *Histoire des relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au* XVII^e *siècle* et *Répertoire des documents concernant les relations diplomatiques entre la France et la Transylvanie au* XVII^e *siècle*. Paris, 1927.

était fort contesté et allait à l'encontre des doctrines absolutistes chères au gouvernement français.

L'établissement de relations diplomatiques régulières se heurtait donc à de grosses difficultés. En effet, en vertu du régime d'union personnelle entre les pays héréditaires, l'Empereur et le royaume de Hongrie, celui-ci avait perdu toute représentation diplomatique autonome, malgré les revendications réitérées de la Diète au cours du XVII[e] siècle. Les ambassadeurs impériaux représentaient aussi le royaume de Hongrie et les diplomates accrédités à Vienne n'avaient pas à traiter directement avec les Hongrois, rebelles ou non. C'était d'ailleurs un des griefs majeurs de l'opinion viennoise contre le résident français Grémonville qui était accusé d'avoir comploté avec les chefs de la conjuration de Wesselényi, accusations en partie justifiées, mais aussi fort exagérées. En attendant que le roi de France, en contradiction avec la doctrine exposée dans les *Mémoires pour servir à l'instruction du Dauphin*, voulût bien traiter avec les insurgés hongrois, il lui fallait utiliser des voies détournées, c'est-à-dire utiliser des agents diplomatiques autres que son résident auprès de l'Empereur. Naguère, son ambassadeur à Venise avait aisément joué ce rôle, dans la mesure où les relations économiques et culturelles entre la Transdanubie et la Sérénissime république étaient fréquentes. Depuis la triste fin de Péter Zrínyi et de ses compagnons, il n'y fallait plus songer, la Croatie étant étroitement surveillée par des troupes impériales. En réalité, deux postes fournissaient une base sûre et discrète, celui de Varsovie et celui d'Istanbul, lorsque les difficiles relations entre Louis XIV et la Porte le permettaient. Voilà pourquoi nous avons effectué quelques sondages, aux Archives des Affaires étrangères à Paris, dans la Correspondance politique Pologne et dans la Correspondance politique Turquie, sans omettre, bien sûr, la Correspondance politique Hongrie.

D'autre part, la Transylvanie offrait au roi de France un moyen commode d'entretenir des relations avec les Malcontents tout en sauvegardant les apparences. La thèse de Hudiţa a montré comment la diplomatie française avait largement utilisé ce moyen au cours de la guerre de Trente Ans. Or, le début du gouvernement personnel de Louis XIV coïncidait avec l'effondrement de la Transylvanie, à la suite de la politique aventureuse de son prince, Georges II Rákóczi, qui s'était lancé dans la guerre polonaise contre la volonté du Sultan. Or le statut de la Transylvanie était, depuis 1568, fort ambigu ; le pays était tributaire à la fois de l'Empereur et du Sultan et, en réalité, quasi indépendant. En 1662, la Porte imposa comme prince un personnage médiocre, sans autorité réelle, Mihály Apaffy, qui passait le plus clair de son temps à boire ou à lire la Bible. C'était un pleutre, qui subit la tutelle de sa femme, puis celle de son chancelier, Mihály Teleki. La Porte n'en était pas moins parvenue à ses fins : la Transylvanie était désormais une province de l'Empire ottoman qui conserverait l'autonomie interne, mais ne s'aviserait plus de jouer son jeu propre dans la diplomatie, souvent subtile, de l'Europe orientale. Or, cette évolution était très grave pour les Hongrois, la Transylvanie étant jusqu'alors le refuge naturel de tous les Malcontents ; dorénavant, les rebelles à l'autorité des Habsbourg devront obtenir l'appui plus ou moins net de la Sublime Porte.

La surveillance de cette dernière sur la Transylvanie finit par se desserrer et Louis XIV reprit les relations diplomatiques avec Mihály Apaffy de sorte qu'il est également indispensable de consulter le fonds Correspondance politique Hongrie-Transylvanie, aux Archives des Affaires étrangères. Dans un premier temps, l'astucieux ministre du prince Apaffy, Mihály Teleki, essaya de canaliser à son profit l'aide française tout en menant un habile double jeu avec la Cour de Vienne et la Porte. Les agents diplomatiques français opéraient d'ailleurs à partir de la Pologne, sous le couvert et l'autorité de l'ambassadeur de France à Varsovie. Celui qui a le mieux plaidé la cause du rapprochement franco-hongrois est certainement Roger Akakia du Fresne, secrétaire d'ambassade à Varsovie et très au fait des problèmes d'Europe orientale. Parisien, fils d'un médecin de Louis XIII, il consacra toute sa vie à la diplomatie. Lors des négociations de Munster, il avait été le secrétaire du comte d'Avaux, plénipotentiaire français. Envoyé ensuite en Pologne, il avait été l'un des principaux artisans de la candidature du duc d'Enghien au trône de Pologne. C'est lui que le marquis de Béthune, ambassadeur du roi en Pologne, envoya en Transylvanie pour prendre contact à la fois avec les Malcontents et le gouvernement transylvain. De retour en Pologne après la paix de Nimègue, il fut chargé d'une seconde mission en 1680, mais tomba en disgrâce.

C'est qu'Akakia, bon connaisseur des milieux politiques d'Europe orientale, n'avait aucune confiance dans le gouvernement transylvain. Il avait démasqué la duplicité du chancelier Mihály Teleki et proposait, le 10 décembre 1680, de traiter directement avec Thököly qui pouvait contrôler quelques places sur la frontière hungaro-polonaise, *communiquer avec nous et se passer facilement de la Transylvanie*. Telle n'était pas l'opinion des bureaux de Versailles qui voulaient maintenir des relations avec le gouvernement transylvain. En dépit de nouveaux rapports à Colbert de Croissy, secrétaire d'État aux affaires étrangères, Akakia fut rappelé et remplacé par le Sieur du Vernay-Boucault, au début de 1681. Akakia mourut en exil à Gdansk, en 1683.

On voit donc qu'une fois de plus les relations franco-hongroises sont inséparables du relais polonais ; et le gouvernement autrichien avait bien compris la valeur du personnage, car il suscita contre lui un pamphlet *Stanislaus Lysimachus, eques Polonus* qui stigmatisait ses relations avec Thököly.

Dès cette époque, les buts de la diplomatie française étaient clairs: une analyse de contenu des instructions du roi ou de son secrétaire d'État nous ramènerait infailliblement au mot *diversion*. Il s'agissait, pour le roi, de créer des difficultés à l'Empereur et les Hongrois prenaient place dans une politique d'alliance de revers dirigée contre la Maison d'Autriche. Comme les Turcs ou les Polonais, les Hongrois étaient susceptibles de menacer l'Empereur sur ses arrières et ils étaient, à ce titre, un pion sur l'échiquier de la diplomatie française, ce qui explique le caractère équivoque d'un soutien accordé à des gens que l'on considérait toujours un peu comme des rebelles. Les avantages de l'alliance sont assez bien analysés par Akakia dans un *Mémoire au Roi* de novembre 1676 :

La dépense que le Roy ferait pour cette diversion serait d'autant plus utile qu'il tirerait de l'oppression une nation libre et guerrière... Rien ne pourrait davantage contrebalancer la trop grande autorité que l'Empereur s'est acquise dans cette guerre... Tout cela se ferait sans hasarder ses vaisseaux ni ses meilleures troupes, ne s'agissant que d'un secours d'argent qui peut estre envoyé seurement en toutes saisons par la Pologne.

Dans le cas précis de la guerre de Hollande, il s'agissait d'ouvrir un « second front » en Hongrie, qui obligerait l'Empereur à y ramener une partie des troupes de ligne opérant sur le Rhin. N'oublions pas que l'Alsace venait d'être menacée par l'armée impériale que commandait Montecuccoli. Et les instructions à Forbin-Janson, évêque de Marseille et ambassadeur de France à Varsovie, lui enjoignaient d'entraîner le roi de Pologne dans une opération militaire contre la Prusse électorale, la Silésie ou la Hongrie. Janson, une fois sur place, estimait en mai 1674 qu'il fallait accepter l'offre de Jean Sobieski :

qui promet d'agir à couvert en Hongrie... en donnant protection aux Mécontents qui la lui demandent et envoyant un corps considérable de bonnes troupes, qu'il est facile de faire passer en tel nombre qu'il voudra et par ce moyen il donnerait autant d'affaires à l'Empereur que s'il l'attaquait en Silésie...

L'évêque de Marseille ne cessa d'insister pour organiser la diversion en Hongrie, mais il fallait convaincre les bureaux de l'utilité de l'entreprise. Et c'est l'histoire de difficiles négociations qu'il va nous falloir décrire avec, pour résultat, la mise à la disposition des *Kouroutz* de moyens ridiculement faibles, l'essentiel étant de maintenir un foyer d'agitation dans les États personnels de l'Empereur, durant une période où Vienne et Versailles étaient en conflit, la période de 1679–1689 étant caractérisée par une paix armée et une rivalité en profondeur qui ne trompait personne.

Quoiqu'il en soit, dans un premier temps, qui va jusqu'à la conclusion de la paix de Nimègue, les usages du droit international autorisaient Louis XIV à rechercher l'appui des Malcontents et à confier à Thököly la mise sur pied d'une diversion armée contre Léopold I^er^, qui dépassât les habituelles opérations de guérilla que menaient les rebelles hongrois dans l'actuelle Slovaquie où, à partir de 1675, missionnaires jésuites et garnisons allemandes se trouvèrent bloqués dans les petites villes ou les forteresses de la frontière.

L'ambassadeur de Louis XIV à Varsovie était, nous l'avons vu, d'autant plus convaincu de l'utilité d'une diversion en Hongrie que la diplomatie française n'arrivait pas à obtenir la signature de la paix entre ses alliés orientaux : la Pologne et la Turquie. Or, notre ambassadeur à Istanbul n'avait cessé de recevoir des rebuffades de la part du Grand Vizir et tant que la Pologne n'était pas en paix avec la Turquie elle ne pouvait attaquer ni l'Empereur ni son allié l'Électeur de Brandebourg. Or, cette paix ne fut conclue qu'en octobre 1676, et à de mauvaises conditions pour la Pologne. Et c'est deux ans plus tôt que Forbin-Janson envoyait une première mission en Transylvanie, conduite par le comte de Beaumont. En février 1675, il y dépêchait Roger Akakia qui revint dès le mois de mai avec un projet de traité entre la France, d'une part, le gouvernement transylvain (le prince Apaffy, son chancelier Teleki) et les

Malcontents, d'autre part. Mais le gouvernement français refusait de s'engager avant la signature du traité de paix polono-turc, bien que Forbin-Janson, plus au fait des subtilités politiques d'Europe orientale, pressât le roi de faire un geste.

Je vois que votre Majesté ne juge pas à propos d'entrer dans le projet qui avait esté proposé par le prince de Transylvanie et par Mr Téléki, ny de donner aucun secours present aux Mecontans d'Hongrie, estant persuadée qu'elle ne pourroit pas se prévaloir utilement de la dépense qu'elle seroit obligée d'y faire. Il ne me reste sur cela, Sire, qu'à ménager suivant ses ordres autant que je le pourroy, les bonnes intentions du prince de Transylvanie et celles des Mecontans. Il est à craindre que, se voyant frustrés de secours dont ils se flattoient, ils n'acceptent les offres avantageuses qu'on leur fait de la part de l'Empereur, néanmoins je n'oubliroy aucun soin pour l'empecher, sans engager le nom de votre Majesté et sans *faire de dépenses*. (*Dépêche de Forbin-Janson* au roi du 23 août 1675.)

Comme on le voit, la marge de manœuvre des diplomates français était parfois bien étroite et le gouvernement royal bien soucieux de ses derniers. Et l'évêque de Marseille rappelle à juste titre que les Hongrois n'ont jamais rompu les pourparlers avec l'Empereur, qui a fait à plusieurs reprises des propositions d'amnistie. Le gouvernement de Vienne est lui-même très divisé et les partisans de la manière forte, menés par les Jésuites et le confesseur de Léopold Ier, le Père Müller, ne cessaient de perdre du terrain au profit des partisans de la clémence, que conduisait le confident de l'Empereur, futur évêque de Vienne, le capucin Sinelli. En fait, la partie ne cessa de se jouer entre cinq partenaires :

— les Malcontents ou Mécontents (les *Kouroutz*) ;
— le gouvernement français et ses agents diplomatiques ;
— le gouvernement transylvain : Apaffy et Teleki ;
— le gouvernement de Vienne, lui-même résultat de plusieurs factions ;
— la Sublime Porte, à Istanbul.

Aussi Forbin-Janson croit-il de son devoir d'attirer l'attention de son gouvernement sur l'attitude déplorable que celui-ci a prise finalement : envoi d'une mission — rédaction d'un projet de traité — promesses et inexécution de ce programme.

Le sieur Akakia m'escrit qu'en arrivant en Transilvanie il a trouvé Mr Teleki extremement degousté de ce que luy et les Hongrois Mecontans sont privés des secours que le sieur Akakia leur avoit fait esperer de Votre Majesté et comme c'est une personne de condition et le favori du prince de Transylvanie, je fais reponse a Mr Ghîza et luy mande de le menager pour ne pas rompre entierement avec luy. (*Dépêche de Forbin-Janson* au roi du 16 février 1676.)

C'est la signature de la paix entre la Turquie et la Pologne qui a débloqué la situation, les Turcs eux-mêmes ne voulant pas s'engager en faveur des Hongrois, tant qu'ils n'auraient pas les mains libres, afin de ne pas risquer en même temps la guerre avec les Impériaux et les Polonais. En octobre 1676, les Malcontents proposent au marquis de Béthune, nouvel ambassadeur de France en Pologne, de mettre sur pied une petite armée de 3 000 fantassins et 6 000 cavaliers, qu'ils voudraient placer sous commandement français. C'est un

vieux thème des années soixante déjà développé lors de la conjuration de Wesselényi. Mais il fallait tenir compte du prince de Transylvanie, qui avait offert un corps auxiliaire, qui se serait joint aux Malcontents. Finalement on aboutit le 17 novembre 1676 au projet de traité suivant :

Le Prince de Transylvanie, le comte Theokeoli (sic) et Teleki ne feront ensemble qu'un même corps sous l'autorité dudit prince.

Ils entretiendront douze mil chevaux et huit mil hommes de pied et 20 pièces de canon pour faire la guerre à l'Empereur, et ne pourront faire d'accommodement qu'au consentement du Roy.

Le Comte Petrossi sera général sous Teleki a qui les Hongrois avoient donné le commandement.

Il y aura auprès dudit sieur Teleki une personne de la part du Roy pour distribuer aux trouppes l'argent de Sa Majesté sur les ordres de M. de Béthune, assister aux montres et paier seulement les troupes effectives.

L'argent demeurera toujours dans une ville de Pologne où les Hongrois envoieront le recevoir à leurs risques.

Ils ne pourront diminuer le nombre des trouppes dont on sera convenu.

Il sera à l'option du Roy de faire porter la guerre en Moravie, Silésie, ou dans la Hongrie sujette à l'Empereur.

En cas que la Porte envoie des ordres aux Hongrois de cesser les hostilitez avec l'Empereur, ils ne le pourront faire que six mois après en avoir averty.

Le traité demeurera secret tant qu'il plaira au Roy.

En cas que le Roy envoye des trouppes en *Hongrie, on diminuera sur les subsides.* (Bibliothèque nationale, Paris, Manuscrit français 10.638).

Le 18 décembre 1676, Louis XIV répondait à Béthune : *j'ay examiné particulièrement le projet de traité dont vous avez chargé le sieur Absalon* (secrétaire du prince de Transylvanie) *et je l'ay approuvé dans tous ses points. Je suis satisfait du nombre des trouppes...*

L'alliance prenait cette fois l'allure d'un traité de subsides, assorti de l'envoi d'un petit corps expéditionnaire français, quelques troupes recrutées en Pologne et en Ukraine par les soins de l'ambassadeur Béthune et placées sous commandement français. Ce corps auxiliaire fut envoyé en septembre 1677 sous la direction du colonel Boham. Mais de projet politique d'envergure, point... ; l'on était nettement en recul par rapport aux instructions données à Béthune au moment de son départ de Paris.

C'est ce qui fait juger que pour tirer un avantage solide des Mecontents de Hongrie, il seroit nécessaire que le roi de Pologne les assistât et les conduisit sous main, ou se déclarast pour eux ouvertement et c'est en ce cas qu'elle a bien voulu s'engager à lui fournir le subside qui est porté dans le traité signé par le sieur evêque de Marseille et le sieur marquis de Béthune et qui lui doit etre payé également soit qu'il porte la guerre en Prusse soit qu'il agisse en Hongrie.

L'occasion ne peut être plus favorable pour inviter ce prince à cette entreprise, il s'y trouveroit appelé par les peuples, soutenu par un parti déjà puissamment armé, favorisé par le prince de Transylvanie déclaré pour les mécontents et en état enfin de joindre une couronne voisine à celle de la Pologne ou de la faire tomber dans sa maison en la personne du prince son fils.

Les bureaux de Versailles se ralliaient donc au projet exprimé et développé par les Malcontents dix ans plus tôt : l'union personnelle entre la Pologne et

la Hongrie. Cela eût donné évidemment une autre dimension à l'insurrection hongroise et au soutien français. En fait, les réalisations étaient beaucoup plus modestes —alliance militaire pour la durée de la guerre. Le projet de traité fut signé le 27 mai par Akakia et les Hongrois. Le gouvernement français le ratifia dès le 10 juillet et les Malcontents en novembre 1677. En même temps, l'ambassadeur Béthune faisait passer en Hongrie un petit corps auxiliaire, en septembre 1677. Ainsi, quatre ans après la rupture avec l'Empereur et trois ans après le début des négociations de l'évêque de Marseille, la France utilisait les Malcontents pour une opération d'envergure, qui pouvait même, sur le papier, atteindre le cœur des pays héréditaires de l'Empereur. Pourtant, les agents français avaient déployé un grand zèle pour hâter la conclusion de ce qui n'était, au fond, qu'un traité de subsides aux buts limités.

La préparation de l'alliance avait été trop longue pour donner d'importants résultats, car une fois de plus la politique générale allait modifier les conditions dans lesquelles Thököly pouvait apporter son aide. En Europe occidentale, les belligérants, à commencer par l'Empereur, étaient las de la guerre et négociaient à Nimègue. Aussi, un an après le début de l'alliance militaire, Louis XIV prévint-il Béthune, toujours ambassadeur à Varsovie, qu'il considère l'affaire des Malcontents comme cessant de lui *estre nécessaire* et l'autorise à *favoriser leur accommodement* (*Instruction* du 29 septembre 1678).

Le 17 février 1679, Louis XIV donnait des instructions encore plus précises à son ambassadeur à Varsovie, en lui annonçant que la paix venait d'être signée le 5 février avec l'Empereur :

> Un des principaux articles est de n'assister point directement ny indirectement nos Ennemis. Par là, je suis privé de soustenir ouvertement les Hongrois, et comme les rattifications doivent estre eschangées dans deux mois, je serois obligé alors de retirez les trouppes que j'ay soubs mon nom dans ce party... Jusques là néanmoins mon intention n'est point de les rappeler,

mais le roi expliquait qu'il faudrait bien le faire après et comme, dans un courrier ultérieur, Béthune lui suggérait de laisser tout de même trois régiments en Hongrie, Louis XIV refuse catégoriquement et ne consent qu'à *donner en secret quelque pension aux principaux chefs des Mecontans*. Béthune n'avait plus qu'à rappeler en Pologne le corps auxiliaire français.

On voit donc tout le chemin parcouru en moins de trois ans, on passe d'un projet d'indépendance nationale au système des gratifications, toujours dans l'espoir de ménager l'avenir. Or, le traité de Nimègue n'était nullement comparable au traité de partage secret de 1668. Il ne s'agissait plus de réconciliation entre Louis XIV et Léopold I^{er}, mais, en quelque sorte, d'une suspension d'armes dont la France allait profiter pour tirer le maximum d'avantages par la politique des Réunions. On sait de quoi il s'agissait : des juristes assemblés dans deux Chambres de Réunion allaient solliciter tous les documents d'archives pour montrer que nombre de territoires rhénans dépendaient de l'évêché de Metz, par exemple. En conséquence, les seigneurs devaient prêter foi et hommage au roi, faute de quoi leur fief était réuni et occupé militairement.

Cette politique visait, sous le couvert d'une interprétation large des traités, à pratiquer de nombreuses annexions.

L'Empereur qui avait, pour des raisons financières, rapidement désarmé, suivait cette affaire avec d'autant plus d'inquiétude que l'Espagne était visée au Luxembourg. Et la France aurait besoin de moyens de pression diplomatique pour obtenir des concessions de la Cour de Vienne. Pour une fois, la signature de la paix ne signifiait pas l'abandon pur et simple des Malcontents. Dans son instruction à Guilleragues, nouvel ambassadeur français en Turquie, Louis XIV le précise bien :

> La paix que Sa Majesté a conclu avec l'Empereur ne luy permet plus de prendre ouvertement leur protection, mais en cas que des députés des mécontens et du prince de Transilvanie eussent encore occasion d'aller à Constantinople et qu'ils vissent le Sieur de Guillerague, il pourra leur faire connoistre que, bien que Sa Majesté ne soit plus en estat de les assister contre l'Empereur, elle conserve toujours pour eux l'affection dont elle les a honorés.

La tâche de nos agents diplomatiques fut très vite d'empêcher toute réconciliation entre la Cour de Vienne, d'une part, le gouvernement transylvain et les Malcontents, d'autre part. L'Empereur Léopold I^er^, conscient du danger que courait l'Empire sur le Rhin, voulait à tout prix obtenir un compromis avec les Hongrois, fût-ce au prix de larges concessions politiques et religieuses. La politique de force instaurée en 1671 était un échec, l'insurrection armée que dirigeait Emeric Thököly ne cessait de progresser en Slovaquie. C'est pourquoi l'Empereur se décida à convoquer une Diète à Sopron au printemps 1681. C'était l'avis de l'évêque de Vienne, le Père Sinelli, qui avait prévalu ; Léopold I^er^ était décidé à rétablir l'ancienne Constitution et à accorder, en particulier, l'élection d'un Palatin. Le comte Paul Esterházy, catholique et fidèle aux Habsbourg, fut élu le 14 juin. Mais la commission chargée de réunir les doléances et d'en faire la synthèse travailla en vain tout l'été. Pendant ce temps, les Transylvains entraient en campagne. Thököly refusa de paraître à la Diète, où il envoya son secrétaire pour le représenter.

Pour le gouvernement français, il était de la plus haute importance que Thököly refusât l'amnistie et la négociation, car, dans ce cas, la Diète de Sopron perdait une grande partie de son importance. Louis XIV dans son *Instruction à Mr Akakia, envoyé en Transylvanie*, du 7 novembre 1680, traçait les lignes générales de sa politique au moment des Réunions :

> ...Je me ferai informer de quelle voye je me pourray servir pour vous faire tenir le fond que je jugeray nécessaire pour donner de temps en temps des marques de ma libéralité aux principaux chefs de ce party et ceux qui sont les plus capables d'empescher qu'il ne se laissent abuser par les promesses trompeuses des ministres Impériaux. Mais comme le peu de seureté qu'il y avoit dans un accommodement pour tous ceux qui ont si longtemps combattu pour leur liberté contre l'Empereur et principalement pour les généraux les doit assez obliger à ne chercher leur salut que dans les armes, vous ne devez pas m'engager à entretenir leurs troupes régulièrement pendant l'hiver, mon intention estant d'employer secretement jusques à 30 ou 40 mille Escus au plus chaque année pour estre distribuez par vous ou par celuy qui vous doit succeder a ceux que vous jugerez en devoir le mieux user pour soustenir ce party et l'engager à ne pas faire son accommodement.

En même temps le roi précisait au marquis de Vitry, son nouvel ambassadeur en Pologne, qu'il était disposé *à donner quelque somme d'argent pour maintenir le party des Mecontens en sorte que les troupes de l'Empereur puissent avoir assez d'occupation de ce costé-là pour ne pas entreprendre une nouvelle guerre en Allemagne, à laquelle je vois que tendent tous ses desseins.* (*Instruction* du 28 août 1680.) Entre-temps, l'Empereur acceptait de réunir une conférence à Francfort pour examiner les litiges provenant des Réunions, tout en réarmant. L'atmosphère se détendit quelque peu et la guerre en Europe occidentale pouvait être évitée, à condition que Léopold I[er] eût les mains liées en Hongrie.

Pourtant cette politique prudente, qui tenait le plus grand compte du gouvernement transylvain, courait à la faillite au cours de l'automne 1681. Thököly et Teleki s'étaient querellés et il avait fallu l'autorité du pacha turc de Buda pour qu'ils n'en vinssent pas aux mains. La rupture entre Malcontents et Transylvains, que notre envoyé Akakia avait annoncée depuis longtemps et que notre diplomatie avait tâché de prévenir en poussant Thököly dans les bras de la fille de Teleki, était consommée. Le prince Apaffy abandonna la campagne, tandis que Thököly signait un armistice avec Léopold I[er]. Dès le mois d'août, du Vernay-Boucault, envoyé français en Transylvanie et successeur d'Akakia avait offert une aide financière à Thököly s'il ne faisait pas la paix avec l'Empereur. Et le marquis de Vitry, ambassadeur à Varsovie après avoir représenté Louis XIV à Vienne, informait ce dernier, le 20 novembre 1681, qu'Apaffy poussait les Malcontents à se réconcilier avec la Maison d'Autriche. Or, cette période était décisive. D'une part, Louis XIV venait de s'emparer de Strasbourg et de Casdl (au Piémont) sans coup férir. D'autre part, les véritables négociations battaient leur plein à Sopron. Le résident hollandais Hamel Bruyninx avait offert sa médiation entre les protestants et Léopold I[er]. Finalement, celui-ci reconnaissait la paix de Vienne de 1606 comme base des libertés confessionnelles. La liberté du culte était à nouveau accordée à tous les Ordres du royaume (magnats, nobles, bourgeois des villes libres et soldats) ; l'occupation violente des églises protestantes était dorénavant formellement prohibée, mais les temples occupés depuis 1670 restèrent en possession de leurs occupants. C'est pourquoi les villes royales étaient autorisées à en construire de nouveaux. En même temps, le culte catholique pouvait être librement pratiqué partout dans le royaume. Cette déclaration reconnaissait l'échec de la politique de conversion brutale. Avec le rétablissement d'un gouvernement autonome, ces dispositions pouvaient pousser les partisans de Thököly à faire leur paix avec Léopold I[er].

Aussi Vitry conseillait-il à Louis XIV d'appuyer fortement Thököly : *la confiance seule qu'il a en la protection de Votre Majesté luy fait soustenir avec fermeté tous les efforts qui se font contre luy et sans l'appui de la France Thököly serait contraint de ceder a la necessité.* (*Dépêche* du 20 novembre 1681.) Il proposait, en conséquence, de négocier directement avec le chef des Malcontents et d'abandonner le gouvernement transylvain trop peu sûr. Vitry avait d'ailleurs pris l'initiative d'offrir 4 000 ducats (soit 21 000 livres) à Nemessany, l'agent de Thököly en Pologne. Le 11 décembre 1681, Louis XIV approuvait ce changement de politique et faisait promettre 100 000 écus à Thököly s'il reprenait

les armes au printemps. A ce moment, les Malcontents risquaient fort d'être la seule chance de diversion en Europe orientale, car l'attitude de la Porte demeurait incertaine. On sait que le Grand Vizir Kara Mustapha en décida autrement au cours de l'année 1682 ; il voulut *accorder aux Mécontents de Hongrie le secours qu'ils demandaient et qu'on ne pouvoit leur refuser sans injustice, après une persévérance de plusieurs années et des promesses si souvent réitérées par son Prédécesseur et par luy-mesme* (de la Croix, secrétaire d'ambassade à Istanbul, *Guerres des Turcs avec la Pologne, la Moscovie et la Hongrie*, page 239).

L'entrée en scène de Turcs allait modifier profondément le jeu diplomatique et les relations de la France avec Thököly. La Porte obligea Apaffy et le gouvernement transylvain à rompre ses négociations avec l'Empereur, puis mobilisa une petite armée qui opéra contre les Impériaux au cours de l'été 1682. Il accorda son appui total à Thököly dont il voulait faire un roi de Hongrie sous protectorat ottoman. Celui-ci avait désormais moins besoin de l'aide française, encore que celle-ci ne lui ait point été refusée. Mais l'entrée en scène des Turcs inquiéta toutes les Chancelleries, sauf peut-être le gouvernement de Vienne qui s'obstinait à négocier le renouvellement de la Trêve de vingt ans avec la Porte. Le pape Innocent XI poussait le roi de Pologne, Jean Sobieski à se rapprocher de l'Autriche. Celui-ci, inquiet devant une éventuelle action turque en Hongrie, blâmait les agissements français en faveur de Thököly, désormais vassal de la Porte. Louis XIV essaya de lui faire admettre son jeu subtil et chargea Vitry de lui demander

> qu'au cas que l'accommodement des Turs avec l'Empereur ne donnast occasion dans la suite des temps de secourir les mescontans d'Hongrie, il n'en facilite les moyens en tout ce qui pourra dépendre de luy, tant par une entière liberté et seureté de passage que par tous les autres effets de son authorité et de sa bonne foy que je pourray désirer de luy (*Instruction du roi à Vitry* du 16 juillet [16] 82).

Jean Sobieski opposa un refus net à cette demande et empêcha Vitry de correspondre dorénavant avec la Transylvanie et les Malcontents. Louis XIV ordonna à son ambassadeur de se retirer à Gdansk. Ainsi se fermait cette voie polonaise qui avait joué un rôle si important dans les relations avec les Malcontents. Thököly était considéré par tous comme un vassal du Sultan et nous ne savons pas très bien quelles furent ses relations avec la France à partir de l'été 1682. Toujours est-il que celle-ci avait joué un rôle décisif en l'encourageant à ne pas négocier pendant toute la durée de la Diète de Sopron, l'année précédente.

Au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, Louis XIV fonda à nouveau de grandes espérances sur Thököly, toujours dans le cadre d'une alliance entre la France et la Transylvanie. On sait, en effet, qu'après l'effondrement turc devant Vienne, Thököly demeura fidèle à la Porte et qu'il parvint même, en 1689, à reconquérir la Transylvanie. Les instructions données à Châteauneuf, en 1689, sont d'ailleurs dépourvues d'ambiguïté :

> Il est bon aussy qu'il avertisse comme de luy-mesme et sans affectation le Grand Vizir ou ceux qui ont le plus de part à sa confiance que les Impériaux débitent partout qu'ils sont

assurés qu'on leur livrera le comte Tekeli [c'est-à-dire Thököly] mort ou vif ; il y adjoutera aussy qu'il n'y a rien qui soit d'une plus dangereuse conséquence pour les affaires du Grand Seigneur et que, pour faire cesser ce bruit et encourager tous les mécontents d'Hongrie à se joindre audit Tekeli, Sa Hautesse ne pouvait rien faire de mieux que de le déclarer dès à présent prince de Transylvanie et le faire reconnaître en cette qualité par l'appui des Tartares ; que Sa Majesté pourroit aussy luy donner quelque assistance, pour l'ayder à se maintenir dans cette principauté et à bien faire la guerre à l'empereur, en sorte que ce comte feroit le principal lien d'une bonne correspondance entre Sa Majesté et le Grand Seigneur.

Ledit Sieur ambassadeur sera mesme informé des ordres que Sa Majesté a cy-devant donné audit feu Sieur Girardin [le prédécesseur de Chateauneuf comme ambassadeur en Turquie] par la coppie qu'elle luy fera remettre de sa depesche du 10e décembre 1686 et elle veut bien donner audit Sieur de Chasteauneuf le mesme pouvoir pour faire réussir cette affaire. Elle luy ordonne aussy d'agir de concert pour cet effet avec l'agent dudit Tekeli.

...Comme un des meilleurs moyens de diminuer le crédit de la Cour de Vienne en Pologne et de mettre Tekeli en estat de rendre son party considérable en Hongrie et de faire de la peine aux trouppes impériales Sa Majesté fait remettre la lettre que le marquis de Béthune luy a escrit au sujet de cet accommodement.

(Il s'agissait d'une lettre en latin du 21 novembre 1676, concernant la restitution du royaume de Hongrie dans sa gloire passée).

A Versailles, on semble s'être fait quelques illusions sur les Malcontents, devenus minoritaires en Hongrie. La noblesse avait été tellement paralysée par le déploiement des forces et le succès de la reconquête, qu'on oublia qu'elle fit, par lassitude, les plus grandes concessions à la Maison d'Autriche lors de la Diète de 1687. Le moment n'était guère favorable à la reprise d'une insurrection généralisée, même si cela paraissait souhaitable à Louis XIV au début d'un nouveau conflit européen.

Mais si les buts du gouvernement français apparaissent assez clairement, en dépit des subtilités de la diplomatie française en Europe orientale, quels moyens le roi a-t-il consacrés à la réalisation de cette diversion ?

L'aide se répartit en gratifications aux principaux responsables, en subsides pour l'entretien des Malcontents et en aide militaire proprement dite. Dans tous les cas, les comitats rebelles étaient éloignés de la France et l'envoi de fonds, et *a fortiori* de soldats, posait de graves problèmes. C'est pourquoi la France avait besoin de la complicité du roi de Pologne ou du Sultan. L'aide financière, en particulier, ne pouvait revêtir que l'aspect de versements en espèces, le commerce étant insuffisamment développé pour employer la lettre de change. C'est pourquoi Gdansk servait généralement de relais. C'est ainsi qu'en janvier 1681, le sieur du Vernay-Boucault reçut l'ordre de faire voiturer en Transylvanie 40 000 livres tournois en espèces, probablement sous forme de ducats, et qui correspondaient à des remises faites à Gdansk. Le gouvernement y a d'ailleurs établi un fonds de réserve de 300 000 livres que du Vernay-Boucault était autorisé à épuiser en cas d'absolue nécessité — (*Mémoire* de la Cour envoyé à du Vernay-Boucault le 2 janvier 1681).

En fait, le corps auxiliaire « français » était composé de Cosaques et de Polonais qui furent placés sous le commandement de quelques officiers français. D'après le rapport que le secrétaire d'État Pomponne rédigea en janvier 1679,

il a esté levé environ 2 200 Reistres et Dragons et 3 300 soldats Cosaques Lipka et Polonois, pour la levée des quels il a esté dispensé près de 42 000 ducats, c'est-à-dire 294 000 livres tournois et qu'il a esté envoyé en Hongrie pour leur subsistance 43 220 ducats qui reviennent a 302 470 livres aussy monoye de France.

Les troupes constituent quatre régiments, celui de Boham, de Ferriol et de Crauster, tous trois de Dragons et un régiment d'infanterie, celui de Clanleu. A la fin de la guerre de Hollande, ces unités étaient en quartier en Transylvanie, en particulier dans les villes « saxonnes ». Il semble que cette expérience n'ait pas été une réussite, si l'on en croit les *Mémoires historiques* de Miklós Bethlen, car le roi liquida ces troupes en refusant de les payer, y compris les officiers subalternes ; quant aux quartiers d'hiver qu'Apaffy leur avait accordés, la France refusa de les rembourser au trésor transylvain. Les seuls qui furent payés étaient les quelques officiers français chargés de l'encadrement.

Les subsides promis aux Malcontents montaient, en 1676, *jusques à* 100 000 *écus* (ou 300 000 livres tournois) *par ou pour l'action effective de vingt mille hommes.* L'année suivante, le roi donnait pouvoir à M. de Béthune de promettre jusqu'à 200 000 écus par an (soit 600 000 livres tournois). Et nous avons vu que Vitry avait reçu l'ordre de promettre 100 000 livres à Thököly au cas où il reprendrait les hostilités contre les Impériaux au printemps 1682. En fait, on pouvait se plaindre de part et d'autre que le traité de subsides n'avait pas été exécuté et que l'action des Hongrois n'avait guère gêné les Impériaux sur le Rhin, puisque Léopold I[er] n'avait ramené qu'un ou deux régiments en Hongrie.

L'action s'est bornée le plus souvent à une distribution de gratifications et de pensions pour entretenir les bonnes dispositions vis-à-vis de la France. En 1677, année décisive pour la mise en route de l'alliance, le roi a consacré les sommes suivantes :

Du 20 mars au 6 mai 1677	942 ducats	6 594 livres
Présents envoyés au prince de Transylvanie et aux Hongrois	2 559	17 913
19 novembre 1677 à l'abbé Révérend	12 000	84 000
26 novembre 1677 : gratifications aux officiers qui se sont distingués en Hongrie	2 000 écus	6 000
26 novembre 1677 : une lettre de change pour employer aux affaires de Hongrie	100 000 livres	100 000
Total en monnaie de compte (le ducat valait 7 livres tournois)		214 507

Et en janvier 1681, du Vernay Boucault reçut ordre de donner 30 000 livres aux Malcontents et 15 000 à 20 000 au comte Teleki, chancelier du prince de Transylvanie. Si l'on y ajoute les 10 000 ducats que l'envoyé Akakia avait dû distribuer comme venant de sa propre fortune, on voit que, de 1676 à 1683, la diplomatie française a distribué au minimum 330 000 livres en « douceurs » de toute sorte. Elle en a eu pour son argent ; en dehors de l'action décisive

durant la Diète de Sopron, les relations avec les Malcontents n'ont jamais dépassé le stade de la négociation diplomatique et ne se sont transformées ni en action militaire de grande envergure, ni en action politique de longue durée.

Cette brève étude des relations entre la Cour de Versailles et Thököly ne se prétend pas exhaustive, il faudrait au moins procéder au dépouillement systématique des sources utilisées et non point se contenter de sondages. Néanmoins, les relations demeurent tout à fait épisodiques.

1° — à cause de l'éloignement et des difficultés de communication (prétexte d'ailleurs maintes fois invoqué). Il fallait passer par l'intermédiaire de Varsovie ou d'Istanbul après 1682. Nos agents diplomatiques n'arrivaient pas toujours à se faire entendre des bureaux de Versailles ;

2° — à cause de l'attachement à la fiction juridique de la Transylvanie. Celle-ci ne fait que compliquer un jeu diplomatique déjà fort complexe ;

3° — à cause de la méfiance et de l'avarice du gouvernement français, qui ne semble pas décidé à payer ses mercenaires, ni à exécuter les traités de subsides ;

4° — à cause du manque d'envergure politique de toute l'entreprise. L'indépendance hongroise et l'union hungaro-polonaise, évoquées en 1676 semblent vite oubliées par les bureaux qui n'agissent qu'au coup par coup, en fonction d'une conjoncture internationale déterminée par les problèmes de l'Europe de l'Ouest.

Ces méthodes sont moins brillantes qu'à l'époque où Hugues de Lionne et Mazarin avaient la haute main sur la diplomatie française. Elles ne font qu'annoncer les déplorables usages qui régneront au temps de la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi.

JEAN BÉRENGER.

La Diète hongroise de 1687-1688

HISTOIRE ET SOURCES FRANÇAISES

L'Assemblée nationale hongroise, ou Diète des États et Ordres du Royaume de Hongrie, convoquée à Presbourg (Pozsony) le 18 octobre 1687 et clôturée le 25 janvier 1688, est un des événements essentiels de l'histoire hongroise du XVII^e siècle. Une des plus importantes parmi celles du XVII^e siècle, la Diète de 1687 est une des dernières diètes du Royaume de Hongrie régulièrement convoquée et la dernière à siéger conformément aux traditions et à la constitution originale du Royaume. L'histoire de cette Diète est rendue difficile par les circonstances même de la convocation et par les divergences, affrontements, combats sournois et ouverts au sein des Ordres hongrois d'une part, et, d'autre part, entre ces Ordres et l'empereur-roi. Il faut noter que, jusqu'en 1687, l'empereur n'est en Hongrie que roi apostolique et élu. Contrairement à ce qui se passe pour les diètes des autres pays de l'empire, pour la Bohême et la Basse-Autriche, par exemple, nous avons la chance de posséder un certain nombre de journaux ou diaires qui nous permettent de connaître l'histoire des sessions des diètes hongroises du XVII^e siècle, car ils relatent jour après jour les événements de la Diète, les travaux des commissions, les questions étudiées par les députés, les interventions diverses et rendent compte de l'atmosphère des séances. Ces journaux sont généralement rédigés par des députés qui transcrivent donc les événements avec plus ou moins de fidélité selon leurs origines, la nature de leur mandat lorsqu'ils sont députés par leurs comitats, leurs positions personnelles par rapport aux grands mouvements de la deuxième moitié du XVII^e siècle, comme, par exemple, la révolte de Thököly. Il importe donc de connaître ces éléments pour déceler le caractère des prises de positions parfois définitives sur telle délibération ou tel comportement du roi ou du palatin de Hongrie. Au cours de notre étude, nous nous sommes, par exemple, référés un certain nombre de fois au journal de M. Okolicsány, un des chefs de file les plus ardents des « ordres évangéliques », représentant, à la Diète, M^me Zay de Haute-Hongrie (Slovaquie). Il est bien évident que son texte est un reflet admirable des positions et intentions des réformés, de leur hostilité à la Cour de Vienne et à l'ordre des Magnats composé en majorité d'aristocrates catholiques farouches et fidèles à l'empereur. Les autres journaux que nous avons utilisé, comme celui de la collection Kovachich rédigé vraisemblablement par un député d'Abaúj

ou celui du fonds Gyurikovich, ou encore le diaire et recueil d'actes rédigé par le député Patachich, prennent souvent un tout autre caractère. Il est vrai que les conditions dans lesquelles se déroule cette Diète ne sont pas faites pour engendrer la sérénité parmi les députés. Outre les prétentions exorbitantes de la Cour de Vienne (nous en parlerons plus loin), la Diète de 1687 se déroule dans une nouvelle situation politique. Elle marque la fin d'une époque, celle de l'occupation par les Ottomans de la plus grande part du territoire, et de la lutte contre la Porte, et par le fait même, le début de temps nouveaux. Après un long siège et une intervention étrangère énergique, la ville de Buda est libérée et reprise aux Turcs le 14 août 1687. Après un siècle et demi d'occupation, les Turcs sont vaincus et expulsés de la plus grande partie du Royaume. Néanmoins, les combats continuent durement aux marches du pays. Enfin, les forces vives des Kouroutz, turbulents révoltés de l'Est de la Hongrie, et des protestants sont, en apparence au moins, temporairement brisées.

C'est dans cette conjoncture nouvelle que la Cour de Vienne et l'empereur, soutenu par les idées anti-hongroises et par l'esprit de domination après la reconquête qu'ils colportent, soutenus par les chancelleries de Basse-Autriche et de Bohême, commencent à établir les bases de l'absolutisme autrichien et de la centralisation impériale. Le contexte international est modifié, lui aussi. Les préoccupations de Louis XIV ne sont plus les mêmes. Vienne abandonne progressivement sa politique d'expansion vers l'Europe de l'Ouest pour se tourner vers les territoires de l'Est.

A Presbourg, au cours des sessions de la Diète de 1687-1688, les Ordres du Royaume de Hongrie, pourtant convaincus de l'importance de leurs droits et de leurs privilèges traditionnels, de leurs « libertés », de l'originalité et de la puissance de la *natio hungarica*, certains aussi de leur actualité malgré la situation nouvelle et ambiguë créée par la reconquête et leur propre comportement tout au long de cette reconquête, c'est dans cette situation que les Magnats, Prélats, Nobles et Députés des villes libres royales de Hongrie vont abandonner un droit ancestral de leur constitution, celui de la « résistance » ou « insurrection », droit ancien de cinq siècles et remis en vigueur avec énergie par les réformés au début du XVII[e] siècle. Tout autant les Ordres renoncent à l'élection de leur roi sur le trône de saint Étienne en accordant l'hérédité de la couronne royale de Hongrie dans la Maison des Habsbourgs. Massivement octroyé à des étrangers fidèles à la Cour de Vienne, et souvent ennemis impitoyables de la nation hongroise, l'indigénat hongrois bouleverse profondément l'équilibre devenu précaire entre les deux chambres ou tables de la Diète et achève de ruiner les rapports de plus en plus tendus entre Vienne et les Ordres hongrois. Les esprits sont prêts et la porte ouverte un peu plus encore à la guerre d'Indépendance nationale de François II Rákóczi. Seule la paix de Szatmár, en 1711, mettra un terme à quarante années de luttes souvent sanglantes et dévastatrices entre une fraction de Hongrois et leurs ennemis autrichiens. Cette lutte, en effet, s'ouvrit en 1660 et fut marquée par trois crises graves : la conjuration des Magnats avec, à sa tête, le palatin de Hongrie Wesselényi de 1664 à 1670, l'Insurrection de Thököly de 1675 à 1685 et, enfin, la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi de 1703 à 1711.

Les objectifs de notre travail ont été d'étudier, plus encore que les événements, les grands thèmes politiques de la Diète de 1687-1688, tout en dégageant l'esprit qui animait les sessions, la tactique utilisée par la cour de Léopold Ier pour briser l'opposition et arracher aux députés hongrois le couronnement de l'archiduc Joseph, avec une nouvelle patente, un nouveau serment, et, surtout, une loi nouvelle accordant l'hérédité de la couronne de Hongrie aux descendants de l'Empereur, et pour arracher enfin aux Hongrois l'abandon de l'article 31 de la Bulle d'Or du roi André II.

Au début de cet article, alors que nous parlions des sources, nous avons mentionné l'utilisation des « journaux » contemporains à la Diète de 1687. Cela ne représentait qu'un exemple entre autres et nombreuses sources manuscrites ou imprimées.

Il nous a semblé intéressant de relater dans la suite de cet article, les sources d'origine française que nous avons utilisées au cours de notre travail. Il s'agit essentiellement :

1 — d'un ouvrage anonyme du XVIIe siècle, contemporain de notre Diète,
2 — des correspondances politiques et diplomatiques de l'ambassadeur de France auprès de la Cour de Vienne.

1 — *Histoire et description ancienne et moderne du Royaume de Hongrie.* Il s'agit d'un petit ouvrage au format in-12° comptant trois-cent-trente pages et une « table des matières principales » en forme d'index. Cet ouvrage* a été publié chez l'éditeur parisien Charles de Sercy, en 1687. Le « privilège du roy » est daté du 8 novembre 1687, alors que notre Diète a été ouverte par le palatin Esterházy quelques semaines avant, soit le 18 octobre. Il s'agit donc d'un document extrêmement précieux puisqu'il relate des faits et événements, des intentions et des mentalités qui ont eu une influence directe et capitale sur le déroulement de la Diète. Les intentions de l'auteur sont mentionnées dans la préface et témoignent de l'intérêt porté en France pour les affaires du Royaume de Hongrie : « La guerre qui est allumée dans la Hongrie depuis plusieurs années, a tant de part aux entretiens des curieux et à l'attente de toute l'Europe, qu'on a lieu de se promettre, que le public recevra favorablement un ouvrage, dont le dessin est de faire qu'il entende parler de ces événements avec plus de plaisir. » Pour appuyer son ouvrage et en faciliter la compréhension, l'auteur conseille aux lecteurs de se procurer deux cartes de la Hongrie dressées par le Père Coronelli, cosmographe de la République de Venise, l'une en une simple feuille et l'autre en quatre, et qu'ils trouveront chez le sieur Nolin à l'enseigne de la Place des Victoires.

L'ouvrage est composé de quatre livres dont voici la description et quelques extraits. *Livre Premier.* « Où l'on décrit par la Géographie et par l'Histoire, les Provinces anciennes dont la Hongrie a été formée, son estat présent, ses divisions, ses montagnes, ses rivières..., etc. » Toutes les descriptions sont accompagnées

* L'auteur est Jean de Vanel, voir B. Köpeczi : *La France et la Hongrie au début du XVIIIe siècle.* Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971, pp. 539-540.

de repères géographiques et historiques des plus précieux. On trouve, entre autres choses, dans le *Livre Premier* une bonne liste des comitats de Hongrie et la description géographique suivante :

La Hongrie s'étend d'Orient au Couchant jusqu'à soixante cinq milles d'Allemagne, et du Septentrion au Midy jusqu'à soixante milles. Ses bornes sont les Monts Carpats, ou la Pologne et la Russie Noire au Septentrion : la Transylvanie et la Valaquie à l'Orient : Au Midi la Rivière de Save, qui la sépare de la Croatie, de la Bosnie et de la Servie, en y renfermant l'Esclavonie propre et à l'Occident la Moravie, l'Autriche et la Styrie. Le Danube coupe et traverse tout ce païs d'Occident en Orient. L'étendue qui est en deça de ce fleuve, est comme l'on voit, ce qui formoit la Basse Pannonie et la Partie Orientale de la Haute : Et dans celle qui est au delà, la partie qui est entre le Danube et la Teisse, estoit du païs des Jasigiens, et le reste de celui des Daces '. . . .' La Hongrie est d'une figure comme carrée dont les quatre coins regardent les quatre parties du monde. Elle estoit autrefois composée de soixante et quinze Comtez, qui dans la suite ont esté réduits à cinquante quatre... [Suit la liste des comitats]. Les géographes modernes ont divisé la Hongrie diversement. Les uns l'ont fait par rapport aux souverains qui la possedoient, distinguant ainsi *la Hongrie à l'Autriche, la Hongrie aux Turcs* et *la Hongrie Polonaise*. La première que l'on nomme ainsi parce que le roi de Hongrie est depuis longtemps de la Maison d'Autriche, s'étendoit vers le Septentrion et le Couchant : La Hongrie aux Turcs est ce que les infidèles y ont occupé depuis environ cent cinquante ans, du costé d'Orient et du Midy. Et la dernière estoit près du Mont Carpat sur les frontières de la Pologne où les principales places du Comité de Cepuss ont appartenu autrefois aux Polonois. Mais quoyque ces divisions représentassent assez bien l'État de la Hongrie, elles ne laissoient pas ce semble d'estre peu recevables, estant sujettes à trop de changements et de revolutions capables de les faire entièrement méconnoistre dans la suite. C'est ce qui est arrivé aujourd'hui ; car les conquestes que les Chrétiens ont déjà faites sur les Infidèles en ce pais là, y ont changé si considérablement la face des choses, que la Hongrie Turque n'a plus rien de l'étenduë des bornes qu'elle avoit. Nous suivons donc ici la division qu'on en fait communement entre Haute et Basse, comme estant plus juste et plus naturelle, puisque c'est celle-là même que le Danube en faict, en coupant la Hongrie par son cours comme nous l'avons dit. La Basse Hongrie s'étend de l'Occident au Midy en deça du Danube, ce qui l'a fait nommer Cisdanubiana ou Citérieure. La Haute s'étend de l'Orient au Septentrion au delà du mesme Danube, d'où elle est appelée Transdanubiana ou Ultérieure. Celle-ci est la plus étenduë. Cassovie en est la capitale. Presbourg l'a esté de toute la Hongrie depuis que les Turcs ont occupé Buda qui tenoit autrefois ce rang. Nous parlerons de ces villes en particulier et des autres places de Hongrie dans la suite de cet ouvrage : Voyons auparavant quelle est la temperature de l'air et ce qu'il y a de plus considérable dans son Terroir en général, dans les Montagnes qui s'y voyent, dans les Rivières qui l'arrosent et dans les Isles, Lacs et Forests qu'on y remarque.

Dans la suite et la fin de ce *Livre Premier*, c'est avec une précision extrême, riche en images de toute sorte, que l'auteur décrit la nature des « Terroirs de la Hongrie », montagnes et forêts, rivières et lacs, plaines, mines..., etc., et les ressources naturelles que les habitants de ces contrées peuvent en tirer.

Le *Livre Deuxième*, quant à lui, est ainsi intitulé : « Où avec l'histoire des révolutions arrivées dans la Hongrie, l'on traite du Gouvernement, de la Religion, et du naturel de ses peuples. » Le Livre commence par une histoire très détaillée de la Hongrie depuis ses origines connues et vient ensuite la description des « religions » et de l'ordre ecclésiastique et une histoire de la primature de Gran. Les révoltes et rébellions dont nous avons parlé au début de cet article sont décrites avec moults détails. Pour terminer, l'auteur cite les événements

qui précédèrent la Diète de 1687 et donne une assez bonne description du processus de formation et de convocation de la Diète ainsi qu'il brosse un tableau descriptif de la noblesse hongroise qui mérite citation.

Tout d'abord la Diète : « Ces États sont composez des Députez que chaque Comté a droit d'y envoyer. Il s'en tient assez fréquemment, et l'on a soin d'y examiner les griefs et les plaintes des Peuples, et de prendre les délibérations nécessaires pour le bien du Royaume. Ils ont esté nouvellement convoquez par des Lettres circulaires pour le temps du Couronnement de l'Archiduc, pour la cérémonie du quel on a choisi la ville des Presbourg... »

Et maintenant les Hongrois contemporains de l'auteur sont ainsi dépeints :

> On a pu connaître que ces peuples sont belliqueux, hardis et courageux : qu'ils sont volages, inconstants et irréconciliables dans la vengence : qu'ils aiment leur liberté et haïssent la domination étrangère : jusque-là qu'avant les derniers troubles, ceux-mêmes qui vivoient dans les païs fournis aux turcs, se privoient des commodités de la vie et negligeoient de cultiver leurs terres pour rebuter ces Infidèles, et n'estre pas obligez de les recevoir et de les loger. Ils ne sympathisent pas mieux avec les Allemans, si ce n'est dans la coûtume de bien boire. A quoi nous ajoutons qu'ils sont mal propres chez eux, grands mangeurs et paresseux : qu'ils ont le regard terrible et la fureur toujours peinte sur le visage : qu'ils vont habillez de longues vestes, presque comme les Arméniens ou les Polonois : que les femmes y sont assez belles mais sales et négligées : que les principaux Seigneurs ont une telle autorité sur leurs vassaux, qu'on les regarde comme de petits Souverains qui, à cause de leurs grands revenus, peuvent mettre assez de troupes sur pied pour se faire craindre ; Et que depuis la Liberté de conscience accordée au commencement de ce siècle, la religion catholique ne s'est conservée que parmi fort peu d'anciennes familles nobles : que presque toutes les autres suivent les opinions de Calvin : que le commun a reçu celles de Luther : et qu'il y a de plus quelques Synagogues de Juifs principalement dans les Villes Royales, et quelques Rasciens qui suivent la Créance des Grecs.

Cette description s'applique à merveille à la moyenne noblesse hongroise et il serait difficile d'en donner une autre plus simple et plus vraie. Il s'agit du groupe le plus original, le plus riche et le plus haut en couleur et en caractère de la société hongroise du XVII[e] siècle. Hardi, courageux, belliqueux, il attache le plus grand prix à l'indépendance nationale et à la défense des libertés et des privilèges de l'Ordre. Ces privilèges seront défendus, toujours et par tous les moyens, même par la force, révolte ou rébellion armée, si cela devient nécessaire.

Les deux derniers livres de l'Histoire et Description Ancienne et Moderne du Royaume de Hongrie nous intéressent beaucoup moins que les deux premiers, car ils ne contiennent essentiellement que la « description et l'Histoire des Villes de Hongrie » *(Livre Troisième)* et l'histoire, d'ailleurs très détaillée, des « divers États qui ont este ou qui sont encore dépendans des Rois de Hongrie » *(Livre Quatrième)*.

Mais avant de quitter cet ouvrage pour aborder la deuxième catégorie de sources françaises de l'histoire de la Diète de 1687-1688, nous citerons un dernier texte, celui dans lequel notre auteur, qui devait sans doute être un voyageur d'un haut rang, d'une grande culture, connaissant bien la Hongrie, son histoire, ses habitants, décrit et résume les problèmes posés à la Cour de Vienne et aux Ordres hongrois par la Diète de 1687 :

Ils le feront surtout [victoire définitive contre les Turcs qu'il faut chasser hors du Royaume] si le Ciel daigne inspirer plus de respect et d'obéissance aux Hongrois sous le règne de l'Archiduc Joseph, dont le couronnement fut résolu à Vienne dans un Conseil d'Etat tenu le 23 août. Les principaux seigneurs et députés de la Hongrie s'y trouvèrent conformément à ce qui s'est toujours pratiqué dans ce Royaume. On a vu en effet que la Royauté n'y a esté déférée à aucun Prince que par les suffrages des Grands et des États du Païs. (...) Elle [convocation de la Diète] pourra être à plusieurs un nouveau prétexte de mécontement : mais puisque la Couronne de Hongrie a pu autrefois passer des Pères aux Fils, avec consentement des principaux Seigneurs, qui les ont mesme toujours préférez à d'autres sujets quant il y en a eu, ainsi qu'on a vu plusieurs exemples ; les Hongrois se doivent d'autant moins plaindre de la voir rester aujourd'hui dans la Maison d'Autriche, après le droit qu'elle y a, que l'éloignement de leurs devoirs n'a fait jusqu'icy que les combler de malheurs et les réduire à la misère.

Cette opinion — mais ce n'est pas en fait elle qui nous intéresse — est celle qui était souvent admise par les étrangers qui étaient plus sensibles aux arguments des publicistes et des représentants du parti Labantz pro-autrichien.

La deuxième série de sources en langue française que nous avons utilisées est constituée par la correspondance diplomatique et politique de l'ambassadeur de France auprès de la Cour de Vienne. Les lettres que nous avons essentiellement utilisées sont celles de Monsieur de la Vauguyon qui était envoyé extraordinaire à l'époque de notre Diète. Ces lettres sont conservées aux Archives du Ministère des Affaires étrangères, classées par secteurs géographiques et par années. Dans la série des Correspondances politiques de Vienne, nous avons consulté les années 1686 à 1689. (Volumes 61 à 64.) En ce qui concerne les événements des premiers temps qui suivirent la clôture de la Diète, le 25 janvier 1688, nous avons consulté les correspondances de Monsieur de Lusignan qui venait de relever Monsieur de la Vauguyon, et Monsieur de Verjus.

Que trouvons-nous dans ces documents ? Beaucoup plus que des descriptions générales et tableaux imagés comme dans l'ouvrage que nous avons décrit en premier lieu, ces documents relatent, jour après jour, sous forme de chronique et d'information synthétique, les événements politiques, qui en règle générale, concernent l'empire et la Hongrie, en soulignant ceux qui peuvent intéresser les rapports franco-autrichiens ou franco-hongrois et la politique continentale de Versailles. C'est, de la même manière, sous forme de chronique que nous allons maintenant présenter quelques exemples :

Le 21 september 1687, le Comte de la Vauguyon, envoyé extraordinaire de Louis XIV à Vienne, écrit à son roi :

Il n'y a rien de changé sur le sujet de la Diète pour le couronnement de l'Archiduc Joseph à Presbourg le 18 du mois prochain, hors que l'empereur et la cour laisseront commencer l'assemblée devant que d'y aller à ce que l'on dit pour être plus sûrement informé des intentions de Messieurs les Hongrois sur la plus part des propositions qu'on a à leur faire touchant le couronnement que l'on voudrait bien rendre héréditaire. On fait tous les préparatifs nécéssaires pour cette cérémonie.

Dans une autre dépêche de Vienne, le 5 octobre :

L'on tient pour assuré que le couronnement de l'archiduc se fera le 25 de ce mois et que cela ne durera pas plus de 12 ou 15 jours. La seule chose qui ne pouvait pas satisfaire entièrement l'Empereur est que les Hongrois s'opiniâtrent à ne pas vouloir changer les

clauses ordinaires. La première me paraît singulière en ce qu'ils ont toujours accoutumé de mettre la qualité de roi héréditaire et le mot d'électif en mesme temps, comme aussi, si l'empereur avait plusieurs enfants mâles il serait à l'option de la diète de le choisir pour roi celui qui lui plairoist aisné ou cadest. Il serait foule de les persuader qu'ils auroient grand avantage à se soumettre entièrement à la volonté de l'empereur et d'être sur le mesme pièd que le royaume de Bohème dont les sujet jouissent présentement des mesmes avantages et dignités que les autrichiens. Il y a deux régiments qui doivent arriver à Presbourg, celuis de Pálfy de cavalerie et de Starenberg d'infanterie. Pálfy a la confiance de Monsieur de Lorraine.

Le 16 octobre, La Vauguyon rend compte d'une visite au cardinal Buonvisi :

Dans une visite que je rendis hier au Cardinal Buonvisi il me voulut laisser entendre que si l'on avait suivit son conseil on aurait remis ce couronnement à un autre temps car il n'est pas sûr que l'empereur trouve à la diète toutes les satisfactions qu'il aurait désiré et quoiqu'il ait approuvé ce dessein de la part du pape, il aurait tout fait pour en dissuader l'Empereur. Il m'en dit assez pour me faire connaître que l'intention du pape serait que l'on assurât le plus tôt que l'on pouvait à l'archiduc toutes les dignités qu'a l'empereur.

Une nouvelle dépêche arrivée à Versailles le 19 octobre :

Le départ de la cour qui était fixé pour le 23 a été remis au 29 non seulement à la prière des Hongrois à cause de leurs vendanges mais parce que les trois régiments qui devaient servir de garde au couronnement ont été envoyés au siège de Palota.

Ces informations sont reprises et complétées dans une nouvelle dépêche :

« Le couronnement de l'archiduc Joseph est aussi arrêté et comme Sa Majesté Impériale fait état de partir d'ici le 23ème de ce mois, le Palatin d'Hongrie est allé en toute diligence à Presburg pour préparer la reception sur la frontière du Royaume... Le général Beka a eu l'ordre d'envoyer devant Palota six-cent hommes de sa garnison mais en même temps celui de ne pas sortir lui-même de Buda et cela pour des raisons importantes. La direction du régiment de Palota est demeurée au colonel d'Avoirag gouverneur de Léopoldstadt... Le départ de la Cour est remis au 29 (...) et peut être même ce départ pourrait être remis encore à un autre temps, ce qui dépendra de la délibération qu'ont eu lieu les députés du Royaume. »

De Vienne toujours, le 26 octobre 1687 : « Palotta est prise : les régiments qui étaient peuvent maintenant assister au couronnement. S. M. I. faict état de s'y rendre au premier jour. On y envoie les équipages par eau, quelques instance qu'ayant faits et fassent encore les États du Royaume et principalement le clergé, que l'archiduc fût déclaré succésseur par voie d'élection et non par droit de succession, néanmoins ils n'en obtiendront rien. On croit que l'empereur passera plusieurs mois à Presbourg. »

Finalement, l'Empereur et l'Archiduc partent à Presbourg le 29. La Vauguyon fait ses bagages pour le suivre. Dans sa première dépêche datée de Presbourg, le 5 novembre 1687, il nous annonce :

Il n'y a encore rien de déterminé touchant le jour du couronnement, mais l'on ne croit pas que tout au plus tard cela puisse traïner jusqu'à la fin du mois. *Il y a encore des difficultés à la Diète. La Chambre haute* semble être assez disposée à se soumettre, mais la *Chambre basse* s'attache d'avantage à se vouloir maintenir dans ses anciens privilèges prétendant en être en possession depuis le règne du roi André qui était Hongrois. (...) L'article

qui leur tient le plus à cœur est que l'empereur a peine à leur accorder ce qu'ils désirent, en particulier ceci : que tout homme soupçonné de quelque crime que ce puisse être ne pourra être jugé que par la justice du pays, mais, qu'au cas que les preuves seraient convaincantes, l'empereur puisse s'en rendre maître et lui faire tel châtiment qu'il lui plairoit. Ils ont sur cette matière produit de grands griefs contre Caraffa qu'ils disent avoir fait mourrir des gens au nom de l'empereur injustement, comme aussi fait de grandes concussions sous prétexte de la subsistance des troupes par des contributions exhorbitantes, lequelles ont été les meilleures parties a son profit. ...Il ne parrait pas jusqu'à présent que le Général Caraffa en soit plus mal à la Cour. ...On n'a pas encore de nouvelles bien sûres de Transylvanie. Thököly inquiête toujours avec cinq mille hommes au Grossvardein.

Le 19 novembre les esprits ne semblent pas calmés :

Il y a une affaire nouvellement sur le tapis qui ne retardera pas le couronnement qui est la promesse que l'empereur a faite à tous les députés de la Diète qu'il ferait examiner la conduite de Caraffa touchant les prétendues malversations qu'il a fait au nom de Sa Majesté Impériale dans le Royaume d'Hongrie et que mesme il ne lui donnerait point l'ordre de la Toison qui lui était destiné que lorsqu'il serait tout à fait purgé des accusations qui sont contre lui. (....) *Monsieur de Lorraine ne laissera en Transylvanie que dix sept régiments et les autres troupes impériales prendront leurs quartiers en Haute et Basse Hongrie*... Monsieur de Lorraine a établi les affaires de Transylvanie d'une manière qu'on ménagera présentement cet état là, comme s'il était en propre à l'Empereur, avec plus d'autorité que n'en avait le prince Apafy en personne parmi ses propres sujets... Il y avait trois ou quatres principales villes qui se maintenaient d'elle-mêmes, ne reçevant point de garnison du Prince. Les peuples qui les habitent sont Allemans, Hongrois et Transylvains avec différentes sectes.

Les correspondances qui suivent s'attachent beaucoup plus aux aspects politiques que peuvent cacher quelquefois, aux cours des débats, les multiples querelles et passes d'armes entre l'Empereur ou ses représentants et les Ordres.

Les Estats veulent bien accorder à l'Empereur que ce royaume soit successif tant que la branche d'Autriche subsiste, mais si cette branche s'éteint on prétend de la part des Etats que le dit Royaume doit être électif.

Faisant état des doléances particulières du clergé qui, lui aussi, s'oppose à l'Empereur, l'envoyé extraordinaire Comte de la Vauguyon recopie entièrement le décret impérial du 11 novembre 1687, puis, dans une série de correspondances jointes à celles de Monsieur de Verjus, ambassadeur ordinaire, il rend compte des premières décisions de la Diète.

« Au sujet du couronnement, nouvelles exigences des Estats :

Insérer au serment que le nouveau roy doit prester un certain article introduit au temps du roy André en 1222 que la cour veut faire abolir et dont la teneur est que les Hongrois prennant les armes contre leur roy pour la défense de leurs libertés ne pourront être traités de rebelles.

Les intentions des Hongrois ne sont pas nettes. Mais on croit qu'ils se desisteront et que le couronnement pourra avoir lieu.

Les Hongrois ont accepté de recevoir l'Archiduc pour le roy héréditaire *en considération des bienfaits dont le Royaume est redevable* à la Maison d'Autriche. Ils ont fait signifier cette résolution à l'Empereur par des députés en demandant à nouveau de conserver leurs anciens priviléges. Donc le couronnement aura bien lieu le 19 décembre. »

Pendant le temps des préparatifs du couronnement du jeune Archiduc Joseph, les travaux de la Diète continuent, et avec eux bien sûr les doléances des Ordres hongrois.

Dépêche du 4 décembre 1687 :

La diète demande la cassation de la chambre criminelle d'Eperjes et une bonne répartition des quartiers d'hiver.

Dépêche du 18 décembre :

La couronne royale de Saint-Etienne a été transférée du Château à la Paroisse sous la direction du Comte de Mansfeld, de Starenberg, Czichy et Czaky. Le couronnement fut célébré en suite de quoi il y eut un tournois.

La mission de l'envoyé extraordinaire de Louis XIV prend fin. A son retour de Vienne, il présente au roi un mémoire très complet d'une vingtaine de pages où l'on peut trouver une description très complète et très soignée des armées de l'Empereur. C'est Monsieur de Lusignan qui continue à informer Louis XIV des réactions tant en Hongrie qu'à Vienne et aussi dans les salons des ambassades étrangères, à la suite du couronnoment et de la clôture de la Diète. En Hongrie, le mécontentement demeure et Vienne doit renforcer ses troupes en Hongrie devant les « grandes résistances des troupes du comte Tekely » (*Dépêche* du 23 février 1688). Le 12 mars, Lusignan annonce « la défaite des armes de Tekeli et l'echec des intentions des Turcs. Le pape a remis cent cinquante mille florins pour continuer la guerre contre les Turcs et a promis d'en donner encore dans quelque temps. »

En guise de conclusion, il est intéressant de faire remarquer l'intérêt peu commun porté en France pour les affaires de Hongrie, que cela soit parmi les lecteurs des ouvrages vendus par Charles de Sercy, que par le roi Louis XIV, par la Cour et le personnel politique de Versailles. Ce sont surtout les marches occidentales de l'empire qui intéressent Louis XIV et il ne lui déplaît pas de voir l'empereur Léopold occupé par de présents problèmes sur ses frontières continentales et orientales. Louis XIV n'hésitera pas à apporter à plusieurs reprises un soutien diplomatique, financier et militaire aux Hongrois qui prendront les armes contre leur roi et à accueillir les révoltés de la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi après leurs revers militaires.

Comme nous l'avons dit, la Diète de 1687-1688 marque un tournant décisif de l'histoire de la Hongrie moderne, et il nous a semblé précieux de pouvoir confronter, pour en réaliser l'histoire, aux sources officielles des chancelleries, les documents recueillis par les membres les plus turbulents de la société hongroise et par les observateurs venus de France.

PHILIPPE G. ROY.

Les relations franco-hongroises pendant la guerre de Succession d'Espagne

Les relations franco-hongroises connurent leur point culminant pendant la dernière partie du règne de Louis XIV, au moment où la France se trouvait engagée dans une guerre européenne pour maintenir sur le trône d'Espagne un prince de la Maison de Bourbon, tandis que les Hongrois menaient, sous la direction de François II Rákóczi, une véritable guerre d'Indépendance contre la Maison d'Autriche. Le gouvernement français et les Malcontents avaient retrouvé leur ennemi commun, les Habsbourgs, qui tentaient de maintenir leur domination à la fois sur le vaste complexe d'États que représentait la Monarchie d'Espagne (péninsule ibérique, Naples, Milan, Pays-Bas, Amérique espagnole) et sur les domaines d'Europe centrale, élargis par les victoires sur les Turcs. Le dernier Habsbourg d'Espagne, Charles II, avait, en effet, préféré léguer son patrimoine à un Bourbon, petit-fils de Louis XIV, plutôt que de le voir partagé entre la France et l'Empereur. Celui-ci n'avait pas accepté ce qu'il considérait comme une captation d'héritage, car il estimait que son fils cadet, l'archiduc Charles, devait régner à Madrid. Et comme les Puissances maritimes (Hollande, Angleterre) s'étaient ralliées à la cause de l'Empereur, la France de Louis XIV et l'Espagne de Philippe V se virent bientôt opposées à une formidable coalition européenne, tandis que s'effritait le vieux système français de l'alliance de revers en Europe orientale et que le seul allié allemand de la France demeurait l'Électeur de Bavière. Dans ces conditions, l'appui fourni par les Malcontents n'en avait que plus de prix et c'est cet important moment des relations franco-hongroises qu'a étudié M. Béla Köpeczi dans son livre *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle : Étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*. Paru en 1971 aux Akadémiai Kiadó, à Budapest, cet ouvrage est la version française d'un travail paru en hongrois sur le même sujet en 1967 : *A Rákóczi-szabadságharc és Franciaország*.

Aussi étonnant que cela puisse paraître à un non-spécialiste, le livre de M. Köpeczi vient combler une sérieuse lacune de l'historiographie française et *aussi* de l'histoire des relations internationales. En effet du côté français, à l'exception d'Emile Pillias *(Études sur François II Rákóczi, prince de Transylvanie*, Paris 1939), personne ne s'est soucié d'examiner d'une manière approfondie les relations qui s'étaient établies entre Louis XIV et les Hongrois au cours de la guerre de Succession d'Espagne, au point que les manuels scolaires français ont

généralement passé ce phénomène sous silence, au grand regret de nos amis hongrois. Or les Malcontents ont fourni une aide efficace à Louis XIV en retenant en Hongrie une partie des forces impériales, à un moment où l'Empire ottoman se révélait incapable de reprendre la lutte contre les Habsbourg. Mais les historiens hongrois ont, eux aussi, négligé les relations franco-hongroises à ce moment particulièrement important de l'histoire de leur pays. C'est que l'historiographie nationaliste reprochait à la France, non sans raison, une aide insuffisante, de sorte qu'elle tenait pour négligeable l'étude détaillée de ces rapports difficiles entre Paris, ses représentants, le prince Rákóczi et les Malcontents ; quant aux historiens favorables à l'Autriche, ils ne voyaient dans cette guerre que le résultat d'intrigues françaises ; c'est ainsi que le grand historien hongrois Gy. Szekfű a sévèrement condamné l'attitude de François II Rákóczi.

Et pourtant, la guerre d'Indépendance que ce dernier dirigea avec succès de 1702 à 1711 représentait pour la nation hongroise, libérée de l'occupation turque, une chance inespérée de recouvrer l'indépendance perdue en 1526. Au cours de la seconde moitié du XVII^e^ siècle, les relations de la nation hongroise avec son roi allemand avaient été, nous l'avons vu, orageuses. Les succès militaires des Impériaux après le siège de Vienne avaient fait pencher la balance en faveur des Habsbourg. A la Diète de Presbourg, en 1687, Léopold I^er^ avait, contre l'avis de ses conseillers autrichiens, imposé aux Hongrois l'hérédité de la couronne jusque-là élective et obtenu l'abolition du droit à l'insurrection, reconnu par la Bulle d'Or d'André II, modifiant ainsi à son profit deux des lois fondamentales du Royaume. Les concessions en matière religieuse faites à la Diète de Sopron en 1681 n'avaient guère été respectées. La principauté de Transylvanie avait été annexée par les Habsbourgs en 1689 et la présence d'une importante armée allemande sur le territoire hongrois paralysait tout effort de résistance organisée. Il semblait, à la fin du siècle, que la Hongrie allait devenir un État comparable à la Bohême ou aux pays autrichiens et que la place originale de la Hongrie dans la Monarchie autrichienne était très sérieusement compromise au moment de la signature de la paix austro-turque, en 1699. Les Hongrois allaient cependant reprendre les armes pour défendre leurs libertés publiques qu'ils estimaient compromises depuis le *diktat* de 1687.

Le sujet traité par M. Köpeczi dépasse donc largement le cadre étroit des travaux de spécialiste, d'autant plus qu'il a cherché à étendre la simple étude d'histoire diplomatique pour mesurer quelle était la place exacte de la Hongrie des Malcontents dans l'opinion française, c'est-à-dire dans les couches supérieures de la société manifestant une conscience politique et des intérêts pour les pays étrangers. Ce n'était pas seulement, à notre avis, sacrifier à un thème favori de l'historiographie française contemporaine, l'étude des « mentalités », c'était aussi un bon moyen de mesurer les raisons profondes de l'échec de l'entreprise, car s'il existait dans les sphères gouvernementales des hommes avertis, la cause hongroise ne fut jamais vraiment populaire, puisque les protestants en exil prirent, à contre-cœur, le parti de l'Empereur, allié des Puissances maritimes. Si, pour des raisons idéologiques, la cause de la noblesse hongroise luttant pour son indépendance a pu toucher l'opinion, ce fut surtout *après* la fin de la guerre d'Indépendance, entre 1715 et 1740. Au moment où l'appui de l'opinion

eût été nécessaire, il faut bien avouer que les rapports franco-hongrois prirent souvent l'allure d'un dialogue de sourds.

Il ne nous est malheureusement pas possible de suivre pas à pas M. Köpeczi dans son étude minutieuse des relations diplomatiques entre Versailles, Varsovie et le camp de François II Rákóczi, car l'auteur a repris en détail les sources inédites parisiennes qui n'avaient été qu'incomplètement publiées, débordant ainsi fréquemment le cadre des rapports bilatéraux. Nous nous contenterons donc de dégager quelques problèmes qui nous paraissent essentiels dans cette affaire.

M. Köpeczi commence par brosser un tableau de la Hongrie vers 1700, indispensable pour le lecteur occidental peu averti des réalités de l'Europe danubienne. Il nous rappelle que la situation économique du pays était alors médiocre : la Hongrie n'avait pas d'industrie et vivait dans une situation de dépendance semi-coloniale par rapport à l'Autriche ; elle exportait des matières premières (du blé, du bétail, du cuivre) et elle importait des produits manufacturés ; au cours du XVII^e siècle, sa population avait diminué sensiblement et la Hongrie ne comptait plus que 2 500 000 habitants vers 1710 (4 millions en 1520). L'économie était dominée par le grand domaine où le paysan vivait en économie fermée ; le commerce demeurait entre les mains de l'aristocratie ; la bourgeoisie était quasi inexistante et la classe moyenne était représentée par une masse de gentilshommes turbulents, très hostiles à la Maison d'Autriche, mais qui manquaient de maturité politique. Ils étaient toujours prêts à prendre les armes pour défendre les libertés du pays. Quant à la paysannerie, elle était mécontente de son sort qui ne cessa de se détériorer ; aux charges seigneuriales (dîme, champart, soit 20 pour cent de la récolte, et corvée) s'ajoutaient le logement des gens de guerre, les exactions des Impériaux et l'impôt d'État que le gouvernement de Vienne venait d'introduire, au mépris des privilèges du Royaume. Par conséquent, les conditions objectives d'un soulèvement général se trouvaient réunies et dès 1697, les paysans (aisés) de la région de Tokay se révoltèrent. Mais, une fois de plus, le mouvement dépendait d'un chef et de conditions internationales favorables.

La Succession d'Espagne n'allait pas tarder à les offrir. Jadis les historiens français ne voulaient voir dans cette affaire que l'expression d'une ambition sénile de la part de Louis XIV ou bien la manifestation d'une vaine gloriole dynastique. M. Köpeczi rappelle qu'il s'agissait en fait de la lutte pour les marchés mondiaux entre les Puissances maritimes et la France : l'Amérique espagnole serait-elle une chasse gardée pour le commerce français ou s'ouvrirait-elle au commerce anglais ? En fait, la France avait la possibilité d'établir une véritable hégémonie mondiale, ce que Louis XIV et ses ministres avaient parfaitement compris. Mais la crise internationale fut doublée d'une reprise de la Guerre du Nord, marquée par l'épopée de Charles XII de Suède, mais aussi par la naissance de la Russie en tant que grande puissance. Et l'un des thèmes développés par le livre de M. Köpeczi est précisément que ni les bureaux de Versailles ni le vieux monarque n'ont compris le sens profond de l'évolution de l'Europe du Nord et de l'Est. Un nouvel équilibre politique et diplomatique

faisait place à l'alliance Suède-Pologne-Turquie, sans que le gouvernement français voulût prendre en considération les forces montantes. La Turquie, affaiblie, est restée neutre jusqu'au bout ; la Pologne écartelée entre son roi saxon, Auguste II, et son roi national, Stanislas Leszczinsky, n'a guère joué que le rôle de refuge et d'intermédiaire pour les Malcontents, qui plaçaient pourtant en elle des espoirs plus ambitieux, que traduit en particulier le *Mémoire* de Bercsényi du 11 août 1701.

Destiné au gouvernement français, transmis par l'ambassadeur de France à Varsovie, Longueval, ce *Mémoire* décrivait d'abord la situation de la Hongrie et faisait état des doléances les plus récentes de la nation hongroise ; il contestait la valeur de la Diète de 1687 ainsi que les mesures imposées aux assemblées de notables qui avaient été réunies à Vienne : établissement d'un impôt régulier sur la noblesse, modification des procédures judiciaires, obligation pour les propriétaires nobles de payer une indemnité pour leurs terres libérées de l'occupation turque, réduction des libertés confessionnelles. En conséquence, Bercsényi proposait une série de mesures :

1° Que le roi de Pologne acceptât la couronne de Hongrie et déclarât la guerre à l'Empereur.

2° Que Louis XIV conclût une alliance avec Auguste II et appuyât la cause de la Hongrie.

3° Que Louis XIV refusât de signer la paix avec l'Empereur tant que les Hongrois n'auraient pas obtenu les garanties suffisantes.

4° Que Louis XIV envoyât des subsides à Emeric Thököly, pour que celui-ci pût occuper la Transylvanie.

5° Qu'au cas où Auguste II refuserait de s'engager, des troupes recrutées en Pologne au nom de Louis XIV entreraient en Hongrie ; après quoi, les États de Hongrie offriraient la couronne au roi de Pologne.

Les insurgés remettaient donc en honneur le vieux programme de l'union personnelle entre Pologne et Hongrie, dont nous avons vu le succès depuis 1660 et Bercsényi voulait redonner un rôle au chef historique Emeric Thököly, alors exilé en Turquie. Enfin, il reprenait l'idée de mercenaires polonais à la solde de la France, dont nous avons vu le rôle pendant la guerre de Hollande. Mais, très vite, ce programme classique allait être bouleversé par la défection de l'Électeur de Saxe qui s'unit à l'Empereur, en 1702, pour faire pièce à Charles XII de Suède, tandis qu'apparaissait François II Rákóczi, qui avait réussi à s'enfuir des geôles autrichiennes de Wiener Neustadt ; c'est lui qui allait être le chef incontesté de l'insurrection, laissant un rôle secondaire à Emeric Thököly vieilli.

François II Rákóczi était un magnat catholique, dont les ancêtres avaient toujours lutté contre les Habsbourg : son grand-père paternel était le prince de Transylvanie Georges II Rákóczi, son grand-père maternel, le ban de Croatie Péter Zrínyi, décapité en 1671 sur ordre de Léopold Ier. Sa mère Hélène Zrínyi avait épousé en secondes noces Emeric Thököly dont nous avons vu le rôle à la tête des Malcontents après l'exécution de Péter Zrínyi. Traité par Léopold Ier comme une espèce d'otage, François II Rákóczi avait été élevé chez les Jésuites, en Bohême, et son tuteur n'était autre que le cardinal Kollonich, farouche parti-

san de l'absolutisme autrichien ; l'Empereur espérait bien avoir rallié à sa cause ce jeune seigneur immensément riche qui possédait, en Hongrie, près d'un million d'hectares, répartis en 681 villages, que contrôlaient 38 châteaux forts. Catholique fervent, attiré plus tard par le jansénisme, Rákóczi manifesta toujours le plus grand esprit de tolérance et bénéficia, à de rares exceptions près, d'un préjugé très favorable dans les milieux français, que résume assez bien ce portrait de Saint-Simon :

« ...Ragotzi était d'une très haute taille, sans rien de trop, bien fourni, sans être imposant, sans rien de rude ; le visage assez agréable, et toute la physionomie tartare. C'était un homme sage, modeste, mesuré, de fort peu d'esprit, mais tout tourné au bon et sensé ; d'une grande aisance avec tout le monde et, en même temps, ce qui est rare ensemble, avec beaucoup de dignité, sans nulle chose dans ses manières qui sentît le glorieux. Il ne parlait pas beaucoup, fournissant pourtant à la conversation, et rendait très bien ce qu'il avait vu sans jamais parler de soi. Un fort honnête homme, droit, vrai, extrêmement brave, fort craignant Dieu, sans le montrer, sans le cacher aussi, avec beaucoup de simplicité... » C'est un portrait qu'il faudrait compléter par celui qu'en fit le voyageur suisse César de Saussure :

« ... (Rákóczi) était savant ; il possédait fort bien cinq différentes langues ; il a composé divers ouvrages qui assurément mériteraient la presse, surtout celui qu'il avait intitulé *Traité de la politesse*. Il était bon, généreux, charitable, religieux, il faisait tous les jours trois actes publics de religion. Enfin on peut dire que c'était un grand Prince à tous égards... La seule chose qu'il y avait à relever chez lui, c'est qu'il ne connaissait pas les hommes, et qu'il avait une trop grande facilité à donner sa confiance... de là, il lui arrivait souvent de prendre de l'amitié pour des gens qui ne la méritaient pas ; et quoi qu'il s'aperçût dans la suite qu'elle était mal placée, il ne pouvait pas se résoudre à la retirer... »

En outre, Rákóczi était francophile et désireux de conclure une alliance avec la France. Tout l'y poussait : la tradition familiale, la puissance militaire française, sa propre formation intellectuelle, ses sympathies pour l'absolutisme monarchique. Mais quelle portée la France comptait-elle donner à l'accord ?

Longueval, notre ambassadeur à Varsovie, était très favorable aux Malcontents, car il comprit tout de suite la valeur d'une diversion : « la diversion de Hongrie peut être utile à la France parce qu'elle immobiliserait des forces autrichiennes au prix de dépenses relativement peu élevées ». Longueval reprenait en fait une thèse classique de la diplomatie française au XVII^e^ siècle : les Hongrois fournissaient une *diversion* à bon marché pour le temps d'un conflit avec la Maison d'Autriche. Bien que Bonnac, successeur de Longueval à Varsovie, eût les mêmes idées et que la Hongrie fût en 1703 la seule alliée active de la France, celle-ci n'accorda jamais aux Malcontents l'aide que ceux-ci auraient méritée :

1° parce que l'alliance espagnole était une lourde charge pour les finances françaises ;

2° parce que Louis XIV se méfiait des soulèvements populaires.

On note toutefois un progrès par rapport aux époques précédentes car,

très vite, l'on trouva une base juridique suffisante pour fonder les accords. Il ne s'agissait plus seulement de fournir des subsides aux sujets rebelles d'un prince ennemi. En effet, la Hongrie fut considérée comme une Monarchie élective et les décisions de la Diète de 1687 tenues pour nulles ; en outre, la Transylvanie fut reconnue comme un État souverain qui aurait perdu son indépendance, François II étant le petit-fils de Georges II, un ancien allié de la France. Il était donc possible de renouveler une alliance traditionnelle avec un prince souverain luttant pour récupérer son patrimoine. Pour cela, Louis XIV envoya, au début de 1703, 200 000 livres tournois qui seraient déposées à Gdansk et à Istanbul, ainsi qu'un ingénieur militaire. Nous sommes là en présence de la seule aide réelle accordée par la France : des subsides chichement mesurés, quelques conseillers techniques, des militaires en général, et, à partir de 1704, un représentant permanent du roi de France, le marquis des Alleurs. L'on est bien obligé d'admettre que Versailles ne dépassa jamais le stade de la reconnaissance *de facto* des Malcontents. Y avait-il progrès par rapport à la période antérieure ? Il est permis de se le demander. Quant au choix du marquis des Alleurs (un officier général), il ne fut pas très heureux. Ses relations avec les Hongrois tournèrent bien vite à l'aigre et M. Köpeczi a fait la part de l'éloignement, des facteurs personnels, du dépaysement qui firent qu'après 1705, des Alleurs ne comprit rien aux difficultés réelles des Hongrois et critiqua tout. Il devait pourtant rester en Hongrie jusqu'en 1709 et rendre très difficiles les relations franco-hongroises, déjà passablement compliquées.

En fait, l'appui français s'est traduit par l'octroi d'une aide régulière de 10 000 écus par mois. Dans un premier temps, il fut question d'une jonction entre l'armée franco-bavaroise et celle des Malcontents. Or la victoire de Villars à Hochstädt (1703) fut très mal exploitée par la faute de l'Électeur de Bavière et la jonction des deux armées n'eut jamais lieu. En 1704, la défaite franco-bavaroise de Blenheim changeait complètement la situation et anéantissait tout espoir d'une grande victoire militaire commune. On s'installait donc dans une guerre longue.

Or l'ouvrage de M. Köpeczi montre que rien n'était simple dans cette affaire, car la Cour de Vienne avait entrepris, de son côté, des négociations avec les Malcontents. Léopold I^er^ leur proposait à peu près tout ce qu'ils réclamaient : le rétablissement des anciens privilèges, le retrait des troupes allemandes, l'abolition des impôts contestés. Et les protestants hongrois ne dédaignaient pas les bons offices des Puissances maritimes, tandis que la presse hollandaise de langue française condamnait la rébellion hongroise. Il n'y avait donc pas un choix à faire entre lutte à mort contre les Habsbourgs et soumission totale, mais entre l'union personnelle et l'indépendance complète. Rákóczi lui-même cherchait à faire élire roi un prince allemand ; après Auguste II, Électeur de Saxe et roi de Pologne, ce fut Max-Emmanuel, Électeur de Bavière, puis, beaucoup plus tard, un Hohenzollern. En 1704, Bonnac, notre ambassadeur à Varsovie, suggérait pourtant à Rákóczi de se faire élire lui-même roi. Or celui-ci semble avoir été réticent par rapport au concept de monarchie nationale. Pour quelles raisons ? Le livre de M. Köpeczi ne nous apporte guère d'explications sur ce point.

Si, en 1705, le subside mensuel passait de 30 000 à 50 000 livres, Louis XIV n'était pas plus disposé à signer un traité d'alliance formel que les Hongrois à proclamer l'interrègne à la suite du décès de Léopold, la Diète de Szécsény se contentant de nommer François II Rákóczi *dux*, c'est-à-dire prince (hongrois *herceg*). Les ponts n'étaient donc toujours pas rompus avec le gouvernement autrichien, ce que le gouvernement français voulait précisément obtenir.

C'est que, jusqu'à 1707, aucune des deux parties ne se résigna à l'irréparable. Pourtant les négociations avec le chancelier autrichien Wratislaw avaient achoppé, l'année précédente, sur la question de la Transylvanie et la médiation du ministre de Hollande à Vienne n'avait pas eu de meilleurs résultats. On peut donc considérer l'année 1707 aussi décisive sur le plan politique que l'année 1704 sur le plan militaire. En effet, Rákóczi se décida à la rupture avec la Maison d'Autriche, allant beaucoup plus loin, sur le plan juridique, que ses prédécesseurs : il fit proclamer l'interrègne à la Diète d'Ónod, alors que le roi Joseph Ier, régulièrement élu et couronné, était toujours vivant. Louis XIV avait donc obtenu gain de cause, car cette décision obligeait les Hongrois à poursuivre la guerre aux côtés de la France ; toutefois, il se refusa à signer un traité d'alliance avec un pays qui venait de rompre avec la Maison d'Autriche. C'était une décision grave, dans la mesure où il refusait d'aller aussi loin que les Malcontents. Fait encore plus grave, il s'opposa, sur le rapport défavorable du marquis des Alleurs, à la conclusion d'un traité d'alliance entre Rákóczi et Pierre le Grand. Le 4 septembre 1707, Bercsényi avait, en effet, signé un traité avec le Tsar, aux termes duquel Louis XIV serait médiateur entre la Suède et la Russie, tandis que François II Rákóczi se ferait élire roi de Pologne. En fait, pour des Alleurs comme pour Torcy, Rákóczi ne devait pas s'écarter des voies tracées par la diplomatie française, qui ne tenait pourtant aucun compte de la situation hasardeuse de Charles XII de Suède, ni de la force croissante de Pierre le Grand. C'était la deuxième occasion manquée ; si Blenheim avait consacré l'isolement stratégique des Malcontents, l'échec du traité de Varsovie en consacrait l'isolement diplomatique. Néanmoins, Rákóczi, avec une patience inlassable, continua de négocier. La défaite de ses troupes à Trencsén, en 1708, ne lui ôta pas tout espoir et l'on négocia enfin un traité d'alliance franco-hongrois, qui ne fut jamais ratifié. En 1709, le contentieux fut liquidé par l'intermédiaire de l'envoyé personnel de Rákóczi à Paris, Kökényesdi, et des Alleurs fut promu ambassadeur en Turquie. Il est vrai qu'à ce moment, la situation militaire de la France n'était guère brillante. D'ailleurs, Louis XIV ne saisit pas la portée de la bataille de Poltava et refusa d'entamer de sérieuses négociations avec Pierre le Grand, toujours bien disposé à son égard. Enfin la France n'était plus en mesure de poursuivre sa modeste aide financière aux Malcontents.

Le peuple hongrois était las de la guerre ; il n'y avait décidément aucun secours à attendre de l'extérieur. La mort de Joseph Ier fournit l'occasion de traiter avec la Cour de Vienne et d'accepter un compromis, tandis que François II Rákóczi prenait le chemin de l'exil. Torcy accepta d'ailleurs l'éventualité

de voir 20 000 Impériaux de plus engagés sur le front occidental, car il estimait que la nation hongroise était désormais incapable de soutenir une nouvelle guerre.

La guerre d'Indépendance hongroise a échoué pour des raisons intérieures et extérieures. A l'intérieur, l'échec est dû à la faiblesse économique du pays, qui improvisa tant bien que mal une industrie de guerre, à l'antagonisme de classe entre noblesse et paysannerie, au manque de troupes (en 1705, 4 000 réguliers pour 40 000 partisans), à la peste, qui, vers la fin de la guerre, décima la population. L'isolement diplomatique facilita encore la défaite. De ce point de vue, la diplomatie française a joué un rôle néfaste, parce qu'elle soutint jusqu'au bout la Suède, empêchant ainsi un accord avec la Russie. L'imagination fit cruellement défaut au roi, à Torcy et à leurs bureaux. Pour eux, la Hongrie demeurait un élément d'appoint dans l'alliance de revers et personne n'était préparé, à Versailles, à en faire un partenaire sérieux du jeu diplomatique français. Mais les conséquences de cet aveuglement furent beaucoup plus graves que dans les cas précédents : la nation hongroise, de guerre lasse, signa en effet un compromis avec la Maison d'Autriche et se résigna, bon gré mal gré, à son sort. La Hongrie devait cesser de jouer un rôle international pour plus d'un siècle.

L'ouvrage de M. Köpeczi est indulgent pour la diplomatie française d'alors ; il décrit, il analyse, mais il conserve la sérénité de l'historien. De même, il fait preuve de beaucoup d'optimisme dans la seconde partie, très neuve, de son ouvrage, où il a étudié avec un très grand soin la réaction de l'opinion vis-à-vis de la question hongroise. Les gazettes françaises ont fait un effort pour lutter contre la propagande hollandaise, défavorable aux Hongrois. Elles étaient, bien entendu, inspirées par le ministère et rédigées par des écrivains à sa solde, comme Le Noble. Mais que l'on nous permette une réserve : l'opinion (soit quelques milliers de personnes, à la Ville et à la Cour) n'a été sensibilisée qu'après la venue de Rákóczi à Paris, c'est-à-dire après l'échec de la guerre d'Indépendance. Je ne crois pas que la cause hongroise ait été populaire avant 1711, car l'opinion, même éclairée, ne connaissait guère que le problème turc en Europe orientale. Ce livre, qui devait être écrit un jour, laisse tout de même au lecteur français un arrière-goût d'amertume : l'impression tenace que, faute d'un effort intelligent du côté français, une belle occasion a été manquée et que Versailles n'a pas su donner à Rákóczi ni aux Malcontents les moyens de leur politique qui, en définitive, ne pouvait qu'être profitable aux deux nations.

JEAN BÉRENGER.

Une lettre inédite de Romain Rolland sur la République Hongroise des Conseils

On sait que le *Journal des années de guerre* 1914–1919 publié en 1952 chez Albin Michel ne contient pas le texte intégral des notes et des documents recueillis par Romain Rolland pendant les années de guerre. Parmi les textes non publiés, on relève entre autres une note importante — datée de la fin juin 1919 — sur la République Hongroise des Conseils.

Nous la reproduisons ici, car il nous semble que c'est là un document précieux sur le rayonnement international de la révolution prolétarienne.

Visite de Miss Alice Riggs Hunt, journaliste américaine, jeune femme intelligente et distinguée, qui revient d'une mission dans la Hongrie bolcheviste. Nullement révolutionnaire, ni même d'opinions avancées, (...) elle a été conquise par le Buda Pest des soviets. Malgré l'extrême rationnement de la nourriture, dont elle a souffert, elle parle (comme tous les Américains qui ont passé par là) de la joie et de la fierté qui rayonnent sur tous les visages. C'est le seul peuple qui semble heureux, en Europe ! Il a fait sa révolution. (Cf. au contraire, l'amer découragement, la honte et l'universelle méfiance du peuple de Vienne.) Elle a eu un assez long entretien avec Béla Kun, admire sa prodigieuse lucidité, (il répond, d'un mot, sans hésiter, aux cinquante questions diverses, qui viennent, par téléphone, interrompre à tout moment l'entretien), sa puissance d'action et de travail, et, autant qu'on peut en juger, sa franchise absolue et sa simplicité. Ces dernières qualités lui ont semblé communes à tous les commissaires du gouvernement qu'elle voyait quotidiennement réunis, pour les repas, à l'hôtel des Soviets, où elle habitait. Tous, hommes jeunes, de 30 à 40 ans. — Ce qui la préoccupe moralement, c'est l'attitude que doit prendre le pacifisme entre ces guerres de nations et ces guerres de classes. En Hongrie, le pacifisme s'est rallié carrément à la Révolution.

Ce témoignage sur la vie quotidienne en Hongrie sous la République des Conseils nous paraît d'autant plus précieux qu'il n'est susceptible d'aucune complaisance. Il serait sans doute intéressant de retrouver dans la presse américaine de l'époque des comptes rendus plus détaillés de Miss Alice Riggs Hunt dont les propos rapportés par Romain Rolland présentent toutes les marques de la spontanéité et de la bonne foi.

László Dobossy.

A propos d'une lettre inconnue de Barbusse*

Après la chute de la République Hongroise des Conseils, en 1919, un grand nombre d'intellectuels progressistes chercha refuge dans les pays avoisinants, notamment en Autriche et en Tchécoslovaquie. C'est à Vienne et à Bratislava que siégea la rédaction de la première revue littéraire — *Tűz (Le Feu)* — de l'émigration socialiste, qui se proposait de se regrouper autour d'elle non seulement les émigrés politiques, mais aussi les écrivains hongrois des « États successeurs », surtout — évidemment — de la Tchécoslovaquie. C'est ainsi que ce périodique dont le titre même indique déjà une certaine parenté d'esprit avec Barbusse, fut — au moins en partie — à l'origine du renouveau de la littérature hongroise en Tchécoslovaquie.

Cette parenté d'esprit avec l'idéologie internationaliste représentée par l'œuvre et l'activité d'Henri Barbusse ne se manifeste pas seulement dans la reprise du titre du célèbre roman de Barbusse, dont la traduction hongroise venait d'avoir un succès mérité, mais aussi dans le programme même de la revue. Dès le premier numéro, les rédacteurs et les collaborateurs ne cessèrent de proclamer la fraternité des peuples et d'exiger une coopération efficace entre les intellectuels appartenants à diverses nationalités. C'est ainsi qu'ils devaient organiser une grande enquête internationale sur les problèmes actuels de la civilisation d'après-guerre.

Il n'est donc pas étonnant qu'à la veille de la publication du premier numéro de *Tűz*, les rédacteurs — profitant d'un séjour de Barbusse à Vienne — se soient adressés à lui en le priant de s'exprimer sur la possibilité de l'intégration des intellectuels dans la lutte commune des forces de progrès. Voici la réponse de Barbusse, que le premier numéro de la revue publia en exergue, reproduisant le texte de Barbusse en fac-similé avec une traduction hongroise.

Chers Camarades et confrères,
J'applaudis à votre légitime ambition de vouloir unir l'esprit humanitaire à l'esprit positif dans la poursuite du rêve social qui nous tourmente tous. Il n'est plus permis, à notre époque, d'être uniquement et exclusivement humanitaire. Comme je le disais dernièrement à propos de notre groupe *Clarté*, les sentiments altruistes, la pitié et l'amour, sont précieux parce qu'ils suscitent des vocations d'apôtres et les poussent vers les sacrifices et les héroïsmes nécessaires à leur mission. Mais la vérité positive du rêve social, de l'idéal humain, s'est

* A l'occasion du centenaire de la naissance d'Henri Barbusse.

exprimée avec une telle évidence qu'il n'est pas plus désormais permis de l'ignorer qu'il n'est permis d'ignorer la géométrie. Le devoir de tous ceux qui ont à cœur d'agir pour le bien des hommes et d'assigner un objectif utile à la force de leurs sentiments, est, aujourd'hui, de tenir compte par dessus tout de ces grandes certitudes. On ne peut s'empêcher de remarquer que les humanitaires, qui sont aussi des individualistes, apportent — avec leurs solutions souvent trop personnelles et spéciales à chacun de leurs auteurs, en même temps que par le vague où ils demeurent en ce qui concerne les moyens, — une certaine confusion dans la lutte des idées. Il me semble que le moment est venu de leur demander de se mettre d'accord sur un idéal rationnel et pratique et d'apporter ensuite à la réalisation de cet idéal une concentration de leurs efforts jusqu'ici trop dispersés.

Henri Barbusse
Vienne, 8 octobre 1921

En y regardant de plus près, il n'est pas difficile de déceler dans ce texte les préoccupations majeures d'Henri Barbusse au cours des années qui suivirent la Première Guerre mondiale. C'est l'époque où l'auteur du *Feu* consacrait une grande partie de ses activités à l'organisation du mouvement *Clarté*. La controverse à laquelle il fait allusion dans sa lettre (« Je disais dernièrement à propos de notre groupe *Clarté* ») est celle qui l'opposa à Romain Rolland, cet « humanitaire individualiste ». Le texte par lequel Barbusse ouvrit le débat parut quelques semaines après la date de son message à la revue hongroise ; il s'agit de l'article *L'autre moitié du devoir*, publié dans *Clarté* le 3 décembre 1921, et auquel Romain Rolland répondit par une *Lettre ouverte à Barbusse* publiée dans *l'Art libre* de Bruxelles, en janvier 1922. La discussion, qui se prolongea, porta essentiellement sur le problème fondamental indiqué par Barbusse dans son message, à savoir la possibilité d'éliminer « une certaine confusion dans la lutte des idées » et de préciser le rapport entre le but et les moyens révolutionnaires. Étant donné que cet échange de propos entre Henri Barbusse et Romain Rolland marque un tournant dans l'évolution de la pensée européenne entre les deux guerres mondiales (comme l'a d'ailleurs plus d'une fois souligné Romain Rolland, notamment dans son introduction à *Quinze ans de combat*) — la lettre adressée par Barbusse à la revue hongroise *Tűz* est d'une importance primordiale car elle peut être considérée comme un prélude aux textes qui développent la conception de Barbusse et celle du groupe *Clarté* sur le rôle des intellectuels dans le combat social.

László Dobossy.

Le présent

Chronique des relations franco-hongroises 1971

Économie

En septembre 1971, au cours de sa visite en Hongrie, le ministre français des Affaires étrangères, M. Maurice Schumann, a eu des entretiens avec les membres du gouvernement hongrois, entretiens qui portaient entre autres sur l'élargissement des relations économiques entre les deux pays. Tout en soulignant les résultats acquis au cours de la décennie écoulée, il a déclaré qu'il y avait encore fort à faire dans le domaine de la coopération économique.

Cette appréciation du ministre des Affaires étrangères venait confirmer une fois de plus l'idée exprimée par les deux parties lors de chaque entretien à l'échelle gouvernementale, notamment que, parallèlement à l'amélioration des relations politiques, sous l'égide de la coexistence pacifique, il est indispensable de développer les relations économiques sur la base de l'égalité et des avantages réciproques. A ce propos, il suffit de référer aux pourparlers du président du Conseil des Ministres de Hongrie, M. Jenő Fock, en France, au printemps 1968, et aux entretiens qu'a eu à ce sujet le vice-président du Conseil, M. Mátyás Tímár, lors de son voyage à Paris au printemps 1971.

Entre 1966 et 1971 le volume total des échanges commerciaux entre la France et la Hongrie a doublé. Le rythme du développement était donc proche de celui du commerce extérieur hongrois dans son ensemble qui a augmenté de deux fois et demie au cours de la même période. Toutefois, en chiffres absolus, cette augmentation n'atteint pas celle des échanges commerciaux avec d'autres pays industriels avancés de l'Europe. Il suffit de confronter les chiffres exprimant le pourcentage des échanges entre la France et la Hongrie, et ceux de quelques pays occidentaux importants dans le total du commerce extérieur hongrois :

	1969	1970	1969	1970
	imp.	hongr.	exp.	hongr.
République Fédérale Allemande	4,4	5,1	5,5	6,9
Autriche	3,9	3,9	2,9	3,1
Benelux	2,2	2,6	1,9	1,7
France	2,4	2,1	1,9	1,2
Italie	3,9	3,9	4,7	5,5
Royaume-Uni	3,4	3,7	2,0	2,4
Suisse	1,8	2,3	2,9	3,4

Les données relatives aux deux dernières années montrent également que la part de la France dans le commerce extérieur hongrois reste, tant pour les exportations que pour les importations, inférieure à celle des autres pays européens.

Pour l'élargissement des relations, estimé désirable des deux côtés, de grandes ressources sont donc effectivement à la disposition des deux pays.

Les deux gouvernements ont déjà beaucoup fait pour mettre en place les cadres officiels de cet élargissement. En janvier 1970, fut signé un nouvel accord commercial et économique de cinq ans, conforme aux nouvelles exigences. Il prévoit le développement dynamique des échanges de marchandises et souligne tout particulièrement la nécessité de l'augmentation des exportations hongroises. Comme suite à la visite en France du chef du gouvernement hongrois, une Commission mixte pour la Coopération économique et industrielle fut créée afin de contribuer à la coopération dans la production et dans le commerce. Au cours des deux dernières années, des délégations pour le développement du commerce se sont rendu mutuellement visite. Les entreprises des deux pays y étaient largement représentées.

Par rapport à la situation d'avant 1968, les relations économiques se sont certes élargies à l'échelle des entreprises également, toutefois, on ne pourrait dire que tous ces efforts aient abouti à des résultats satisfaisants. Le volume total des échanges a certes augmenté, mais du côté hongrois, la balance commerciale reste passive, et ce déficit augmente même d'année en année.

Valeurs en millions de forints

Année	Export. hongr.	Import. hongr.	Solde
1967	126,5	169,0	—42,5
1968	105,0	164,0	—59,0
1969	165,5	250,0	—84,5
1970	150,0	260,0	—110,0
1971	150,0	445,0	—295,0

Il convient de noter que dans ses relations commerciales bilatérales, y compris ses relations avec la France, la Hongrie ne s'efforce pas d'assurer l'équilibre constant de sa balance commerciale, désirant effectuer ses importations de la manière la plus avantageuse du point de vue des prix et des autres conditions. Tenant compte de l'accord commercial et économique signé avec la France, accord qui prévoit aussi l'augmentation des importations hongroises, on continue du côté hongrois à s'en tenir à ce principe. Les chiffres du tableau ci-dessus font ressortir la tendance déficitaire de la balance hongroise qui, en s'accentuant, peut devenir, à longue échéance, un obstacle au développement, même pour les importations hongroises.

La structure peu moderne des exportations hongroises pose à son tour un problème. 50 à 60 pour cent des exportations sont constituées par des produits agricoles et alimentaires pour lesquels les règlements agricoles du Marché com-

mun créent une situation extrêmement défavorable ; c'est ainsi que l'année dernière, près de 50 pour cent des exportations hongroises et un pourcentage encore plus important dans les années précédentes, ont été touchés par ces règlements.

La part des machines et des équipements est encore fort peu élevée dans les exportations hongroises, elle atteint à peine 5 pour cent de l'ensemble des exportations. C'est sur ce point que nous nous heurtons aux plus grandes difficultés, dans la restructuration souhaitable des exportations. L'écoulement des produits de l'industrie de machines suppose, en dehors de la compétitivité technique et commerciale, des rapports plus stables, de la confiance, un marketing souple entre le vendeur et l'acheteur. Dans le commerce avec la France, et même lorsqu'il s'agit de produits hongrois à la hauteur des exigences mondiales, ce qui manque, c'est un marketing bien dirigé des entreprises, l'expérience des partenaires français, donc dans certains cas leur confiance. Il est caractéristique, sous ce rapport, qu'en République Fédérale Allemande, l'un des plus gros fournisseurs de la France en machines-outils, le commerce extérieur hongrois est arrivé à écouler annuellement vingt fois plus de machines-outils qu'en France.

L'importation en France des produits de l'industrie légère hongroise est libéralisée, à l'exception surtout des articles textiles dont l'importation est encore soumise à des restrictions quantitatives.

Les exportations françaises vers la Hongrie augmentent d'année en année. Dans la réalisation des investissements visant le développement technique et technologique, nos entreprises ont profité et profitent toujours des possibilités offertes par l'industrie française afin de satisfaire aux besoins en matières de base de l'industrie hongroise qui croît rapidement, et ce dans tous les domaines où le niveau et la compétitivité de l'industrie française en fournissent la possibilité (usine d'engrais chimique, programme d'ordinateurs, modernisation des industries textiles, du bâtiment, des machines agricoles, chimique, etc.). La Hongrie achète régulièrement à la France, dans des quantités variables, du fourrage, du lait en poudre, de la viande, etc.

Les importations hongroises témoignent donc d'un développement dynamique des relations économiques.

Toutefois, un développement plus sain de ces relations n'est imaginable qu'avec un accroissement considérable des exportations hongroises. La tâche qui incombe sous ce rapport au commerce extérieur hongrois est claire. Un meilleur marketing, l'utilisation maximale des possibilités offertes par le marché et par le système d'importation français, l'élimination des facteurs subjectifs (manque de traditions commerciales, difficultés de langue, manque de souplesse des partenaires, etc.). Ceci dépend pourtant beaucoup aussi de nos partenaires français. Le poids de la France en Europe, le marché qu'assure une population de 50 millions d'habitants, devraient de toute façon offrir plus de possibilités au commerce extérieur hongrois, alors que, le tableau ci-dessus en est témoin, les résultats, confrontés à ceux obtenus avec d'autres pays, surtout en ce qui concerne les exportations hongroises, sont assez modestes et sont loin de refléter les conditions en présence dans les deux pays.

La Commission mixte hungaro-française pour la Coopération économique et industrielle a siégé à Budapest en octobre 1971. De l'avis hongrois, les coopérations de production constituent une nouvelle forme, plus évoluée, des relations commerciales assurant aux deux parties une activité avantageuse, stable, aboutissant à des échanges de marchandises. Au cours de son activité, la Commission mixte a enregistré la mise en marche d'une quinzaine de coopérations entre entreprises hongroises et françaises. La plupart de ces coopérations prévoient pourtant, du moins à la première étape, d'importantes exportations du côté français, et il y a d'affaires ou de propositions de coopération qui aboutissent à des échanges effectifs. Dans d'autres relations (R. F. A., Suède, Autriche, etc.) ce principe fondamental se fait mieux valoir.

La coopération économique et technique entre les pays de l'Ouest et de l'Est est relativement récente. Il est nécessaire d'étudier les méthodes susceptibles d'élargir et d'améliorer son efficacité et, sur le plan administratif, il faut encourager et favoriser les prises de contacts au niveau des entreprises. Le forum en est la Commission mixte intergouvernementale créée en 1968 dont l'activité a déjà apporté des résultats importants dans la solution des problèmes cités et dans le développement plus dynamique des relations économiques entre la France et la Hongrie.

ALBERT CZILI.

Culture

Au cours de l'année 1971 les relations culturelles franco-hongroises ont connu un développement semblable à celui des années précédentes. Les nombreux échanges entre les deux pays et les séjours d'étude de nos boursiers ont contribué, conformément à la pratique des années précédentes, à rendre encore plus intense la coopération scientifique entre la France et la Hongrie, à multiplier les échanges de nos expériences scientifiques et culturelles respectives, et d'une façon plus générale, à resserrer les liens entre nos deux pays par une connaissance et une compréhension mutuelle plus approfondie.

Nous pouvons affirmer que ces relations culturelles qui, après avoir débuté il y a dix ans par bonds successifs, n'ont cessé de se développer à un rythme soutenu, ont fait leurs preuves et ont jeté les bases d'une collaboration de plus en plus étroite dans les différents domaines de la vie scientifique et culturelle.

C'est là l'avis des ministres des Affaires étrangères français et hongrois : MM. Maurice Schumann et János Péter, qui se sont exprimés dans ce sens, lors de leur rencontre du mois de septembre à Budapest.

Ceux qui ont lu nos comptes rendus antérieurs, savent très bien que, outre les accords signés tous les deux ans entre les deux gouvernements, de nombreux instituts hongrois et français passent régulièrement des accords de collaboration, et que la coopération directe des divers organismes scientifiques et culturels des deux pays acquiert une importance de plus en plus grande dans les relations culturelles entre nos deux pays.

Si, pour l'année 1971, les relations culturelles ont été surtout marquées par les programmes de coopération signés à Paris en automne 1970, il faut également signaler qu'un nouveau pas très important a été franchi depuis par la signature de nouvelles conventions dans le domaine des sciences et des communications de masse.

En vue d'élargir encore la collaboration scientifique, la délégation de l'Académie des Sciences de Hongrie a poursuivi à Paris des négociations avec les dirigeants du C. N. R. S. pour renouveler l'accord passé antérieurement entre les deux institutions. A la suite des négociations MM. Béla Köpeczi, secrétaire général de l'Académie et Hubert Curien, directeur général du C. N. R. S., ont signé, le 19 novembre, un accord qui jette les bases d'une recherche commune et d'une collaboration directe entre divers instituts, ainsi que l'échange de chercheurs hongrois et français dans toutes les disciplines et

en particulier dans les sciences naturelles. L'accord précise même quelques sujets particulièrement importants, pour l'étude desquels un travail de recherche commun est souhaitable. Ces sujets sont les suivants : la protection de la biosphère, les incidences sociales de la révolution scientifique-technique, la radiochimie et la chimie des hydrocarbures. Tout porte à espérer que ce nouvel accord — qui définit de nouveaux domaines de recherche mis en relief — rendra la coopération encore plus fructueuse pour les deux parties et qu'il intensifiera les rapports déjà existants entre les différents instituts des deux pays.

Le 6 mai un accord d'une durée de cinq ans, ainsi qu'un plan de travail pour deux ans a été signé à Budapest, au siège de la Radio-Télévision Hongroise, par son président M. István Tömpe et par M. Raymond Poussard, alors vice-directeur général de l'O.R.T.F. Ces accords promettent aux auditeurs de la radio et aux téléspectateurs des deux pays un programme varié et intéressant.

Au cours de l'été a été réalisé le programme prévu à Paris sur la Hongrie, et à Budapest sur la France. La télévision scolaire hongroise recevra une documentation nouvelle de son partenaire français. France Musique a prévu la retransmission de plusieurs concerts hongrois, et, sur la demande de la partie française, plusieurs enregistrements de musique populaire hongroise seront envoyés à Paris. Les deux organismes inviteront d'autre part les chefs d'orchestre des deux pays à prêter leur concours respectif à diriger des concerts.

Le document parafé promet également de nombreuses nouveautés dans le domaine de la télévision. Les télévisions des deux pays échangeront, comme dans le passé, leurs documentations sur les principaux événements politiques, économiques et culturels de l'année, et se feront parvenir mutuellement une documentation sur les pièces écrites pour la télévision et sur les programmes des spectacles de variétés. La télévision hongroise projette, d'autre part, de réaliser des films à partir d'œuvres littéraires françaises. Les spécialistes hongrois de la télévision attendent avec un grand intérêt les résultats des expériences de leurs collègues français dans le domaine de la télévision en couleur. (On sait que la télévision hongroise a adopté le procédé français Secam pour les émissions en couleur, actuellement à l'essai.)

Que ce soit d'un point de vue général ou dans certaines branches particulières, des accords réglementant les relations entre les deux pays se sont avérés extrêmement fructueux pour l'année 1971.

Plusieurs personnalités françaises de grande renommée ont séjourné à Budapest. La soirée poétique organisée au club Fészek en l'honneur et avec la participation de Pierre Emmanuel a été un grand événement de la vie littéraire de notre pays.

A l'occasion de la Conférence que Georges Friedmann a faite au club Kossuth, une collaboration intéressante et fructueuse s'est développée sur le terrain théâtral à l'occasion de la présentation de *Bérénice* de Racine à Győr. Il faut remarquer qu'en Hongrie — où les œuvres de Molière figurent régulièrement à l'affiche, les tragédies de Racine sont relativement peu jouées. Et *Bérénice* n'avait alors encore jamais paru sur une scène hongroise. Le Théâtre

Kisfaludy a désormais remédié à cette lacune et, grâce à l'excellente mise en scène, István Egri a produit une représentation digne du grand auteur dramatique. Il faut ajouter que l'importance de cet événement a été rehaussée par le fait que les décors de la pièce avaient été réalisés par Vasarely.

Dans la salle d'exposition de l'Institut des Relations culturelles ont été présentées à la fin du mois de mai les œuvres graphiques de Jean Bruller, plus célèbre comme romancier sous le nom de Vercors. Les critiques ont souligné à cette occasion les caractéristiques des créations graphiques de l'artiste qui annoncent ses œuvres littéraires ultérieures et qui reflètent ainsi doublement la personnalité et les conceptions de Jean Bruller.

Ce sont les films de François Truffaut qui ont reporté le plus vif succès auprès de nos compatriotes.

En France c'est à Poitiers qu'a été organisée la semaine du cinéma hongrois — dans le cadre de la revue traditionnelle du film de cette ville. Les vingt-cinq longs métrages projetés à cette occasion devant le public français lui ont permis de mieux connaître le cinéma hongrois d'après-guerre. Lors des débats qui ont suivi les projections, metteurs en scène, critiques et spectateurs ont échangé leurs avis sur les œuvres projetées. D'autre part, de nombreuses expositions, conférences et concerts ont permis aux Français de se faire une image plus précise de la Hongrie et de sa vie culturelle. Après la semaine du cinéma hongrois en France, une délégation groupant soixante-dix membres de la Société des amateurs de films de Poitiers s'est rendue à Budapest pour se familiariser encore mieux avec la réalité hongroise.

Le Festival de Cannes 1971 a également enregistré un succès du cinéma hongrois. Le film *Amour* de Károly Makk a remporté le prix du jury. Les vedettes du film, Lili Darvas et Mari Törőcsik ont reçu des distinctions d'honneur.

Le Musée des Beaux-Arts de Budapest a ouvert successivement en automne deux expositions françaises importantes. L'exposition des « Chefs-d'œuvre des Musées de la Ville de Paris » a fait connaître aux visiteurs un certain nombre des grands peintres français des trois derniers siècles, et l'exposition « Vie graphique française » a révélé un autre aspect de l'art de ces époques. La riche matière de cette dernière exposition a été choisie dans la collection du Musée des Beaux-Arts.

En ce qui concerne la musique, l'événement le plus important a été sans doute la série des récitals donnée par Martha Argerich à l'Académie de Musique de Budapest. Notre public a pu ainsi découvrir un nouveau grand talent de l'école française du piano.

Notre compte rendu des relations culturelles franco-hongroises pour l'année 1971 ne serait pas complet si nous ne faisions mention du congrès d'une association qui se consacre depuis vingt-cinq ans, avec beaucoup de succès, d'ailleurs, au développement des relations amicales entre les deux peuples. Il s'agit de l'Association France–Hongrie dont les membres se sont réunis le 4 décembre dans les locaux du Cercle républicain à Paris ; elle a fait, à cette occasion, la mise au point des activités passées, a défini ses tâches futures et a procédé à la réélection de la direction.

Mme Louise Mamiac, secrétaire général, a évoqué la mémoire du géné-

ral Ernest Petit, qui présidait pendant quinze ans l'Association, et de son ancien vice-président, Joseph Kozma. Le congrès a élu une présidence collective dont les membres sont les suivants : Mme Marcelle de Lacour, M. Edmond Bricout, M^me^ P. Moranne, anciens vice-présidents, M. Jacques Médecin, député-maire de Nice et le professeur Jean Perrot, directeur de l'Institut d'Études finno-ougriennes de la Sorbonne. C'est Mme Louise Mamiac, élue présidente déléguée, qui dirigera les travaux de l'association. M. Maurice Blaizeau a été investi par le congrès des fonctions de secrétaire général. M. Blaizeau gère déjà depuis de longues années avec zèle et expérience, les affaires de l'association.

A cette occasion, l'association a fait le point des activités déployées au cours de ces dernières années : activité culturelle, délégations d'étude envoyées chaque année en Hongrie, relations entre villes jumelées, voyages touristiques, organismes provinciaux. Le congrès a ensuite poursuivi des travaux au sein de comités de travail pour rechercher les moyens de continuer à l'avenir son activité dans les meilleures conditions possibles.

A l'occasion de ce congrès, l'Ambassade de Hongrie en France a donné une réception en l'honneur des participants. Au cours de cette réception l'ambassadeur de Hongrie, M. Péter Mód a remis les décorations du Présidium de la République Populaire Hongroise aux personnalités françaises qui se sont distinguées dans la propagation de la culture hongroise.

Au cours de cette cérémonie qui s'est déroulée dans une ambiance très amicale, les professeurs MM. Aurélien Sauvageot et Jean Perrot, Mme Louise Mamiac, ainsi que les poètes Eugène Guillevic et Jean Rousselot, à qui nous devons l'adaptation en français de nombreux poèmes hongrois, ont été décorés de l'Ordre de Drapeau de la République Populaire Hongroise. Les décorations — qui sont naturellement aussi une marque de la reconnaissance du gouvernement hongrois envers l'activité de l'Association France–Hongrie — se réfèrent aux résultats des relations culturelles franco-hongroises et à la qualité de ces relations. Mais ces distinctions soulignent en même temps l'importance de ces rapports au point de vue de la bonne compréhension générale entre les deux pays et les deux peuples.

GÉZA RAJNAVÖLGYI.

Revue des livres et des revues paraissant en langues étrangères

QUESTIONS GÉNÉRALES

Le recueil des discours, déclarations et articles de György Aczél, réunis en volume sous le titre : *Culture et démocratie socialiste* (Éditions Sociales, Paris — Éditions Corvina, Budapest), donne des clartés sur les questions générales et d'actualité de notre vie culturelle et idéologique. Des questions d'une portée générale, telles que la liberté culturelle, les rapports de la coexistence pacifique et de la lutte idéologique, le patriotisme, le nationalisme, y sont analysées en fonction des réalités hongroises, et sans que soient passés sous silence les problèmes, débats et contradictions existants.

Sur la base des documents du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois, parus après 1956, et des expériences acquises dans le domaine du travail culturel, György Aczél résume les points de la politique culturelle qui présentent des changements par rapport aux prises de positions antérieures.

Il aborde le problème des rapports de la politique et de la culture, en rejetant l'interprétation dogmatique du caractère engagé de l'art socialiste. Il rappelle cette vérité reconnue par la direction du Parti, qu'il n'est ni justifié ni admissible de faire des questions de goût et de style une affaire intérieure du Parti. Il faut prendre au sérieux le principe maintes fois proclamé de la diversité des styles, des modes d'expression possibles dans l'art socialiste réaliste, principe répondant à une vérité esthétique fondamentale. L'analyse des changements survenus dans la politique de l'édition après 1956, amène György Aczél à définir les causes de l'apparition dans notre vie artistique actuelle, d'une plus grande variété et de couleurs plus contrastées.

Une série d'études présente au lecteur les éléments essentiels de notre politique scientifique, l'informant des principales questions de principe qui préoccupent le monde des savants, de la situation des sciences sociales et des tâches fondamentales qui attendent ces dernières.

Un chapitre à part réunit les écrits et discours ayant trait à l'éducation nationale, à la vulgarisation et à la culture populaire. Enfin l'auteur aborde également la question des rapports entre la jeunesse et la société.

Ceux dont les informations sur la politique culturelle de la Hongrie après 1956 suscitent l'intérêt pour la vie politique en général, trouvent réponse à bien des questions dans l'ouvrage intitulé *Chapters from the Revolutionary Workers' Movement in Hungary (Pannonia Press)* ; cette analyse, œuvre d'hommes politiques et d'historiens de renom, suit les événements depuis le milieu de l'année 1956 jusqu'à 1962.

Ne se contentant pas d'une simple énumération ou du classement des événements, les auteurs analysent les causes et mobiles de la contre-révolution en fonction de la situation de la Hongrie et des conditions internationales de l'époque. Un large tour d'horizon permet de comprendre comment les forces réactionnaires ont pu remporter des succès passagers, comment elles sont parvenues à paralyser les contre-actions des masses et comment les forces politiques fidèles au socialisme ont finalement passé à la contre-attaque.

* Jusqu'à présent, nous avons publié nos comptes rendus des livres et des revues titre par titre. Dorénavant, nous publions une vue synthétique par discipline.

Après l'historique de la contre-révolution les auteurs montrent la lutte qu'a dû livrer le gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan, pour remettre rapidement en état la production et les transports en proie du désordre et assurer le ravitaillement des villes. Le lecteur peut suivre de près le processus d'évolution des idées et la réorganisation du Parti et l'essor de la construction socialiste.

L'abondance des données caractérise aussi l'annuaire *Hongrie 71*, (Budapest, Pannonia) édité en langues française, allemande, anglaise, espagnole et russe. Les auteurs ont pu tenir largement compte des opinions, suggestions et désirs émanant des lecteurs, cet annuaire étant déjà le sixième de la série. Le livre approche la réalité hongroise par beaucoup de ses aspects et il n'est guère de secteur important de la vie politique et économique qui n'y soit traité en détail.

Il serait trop long d'énumérer toutes les informations offertes par l'ouvrage, aussi nous faut-il nous contenter de quelques exemples. Les auteurs enregistrent les traits particuliers de la structure de la population et donnent une analyse sous forme de chiffres des conditions de prix et de salaires, ils font connaître le Parlement, le système électoral, les dirigeants des principaux organismes de la vie politique et font la chronique de tous les événements importants de douze mois de politique intérieure. Ils examinent la situation de la politique hongroise, la politique d'emploi de la main-d'œuvre, la productivité, et passent en revue les changements qui se sont produits dans l'agriculture. Un chapitre à part est réservé à l'évolution du niveau de vie.

Dans sa partie consacrée aux relations internationales, le livre suit les événements de la politique extérieure hongroise et rend compte de notre activité dans les organisations internationales. Notre commerce extérieur de l'année 1971, qui s'est terminée avec succès, et le bilan annuel de nos activités diplomatiques figurent également au nombre des sujets traités. Le chapitre « Hongrois dans le monde » définit les causes de l'expatriation massive des Hongrois au cours des dernières décennies, en accompagnant les données statistiques d'un aperçu de la politique que la Hongrie officielle applique à l'égard des émigrés. Un exposé fait ensuite connaître la situation des minorités nationales et les relations avec les Allemands, Slaves du Sud, Slovaques et Roumains vivant dans le pays.

Au nombre des publications hongroises en langues étrangères parues en 1971, *The New Hungarian Quarterly* mérite une mention spéciale. Cette revue trimestrielle, éditée depuis de longues années par les soins d'une équipe de rédacteurs hautement qualifiés, se propose de faire connaître la Hongrie par ses études, ses articles et ses critiques.

Dans le premier numéro de l'année dernière, le 41e de la série, J. Péter donne une analyse d'ensemble du quart de siècle d'activités de l'Organisation des Nations Unies. Le ministre hongrois des Affaires étrangères cherche avant tout à donner une réponse à la question de savoir comment le monde a changé durant ce quart de siècle et comment ce changement se reflète dans l'organisation mondiale.

Deux longs articles traitent des problèmes économiques. R. Nyers analyse les conditions économiques hongroises en abordant, entre autres, les problèmes du revenu national, de la répartition des biens et de la politique sociale. La politique des crédits et des devises fait l'objet d'une seconde étude.

A côté d'articles théoriques, le lecteur trouve dans ce volume une vue d'ensemble sur la situation sociologique en Hongrie ; une interview faite avec le célèbre savant d'origine hongroise, Albert Szent-Györgyi, et un article à la mémoire de Béla Bartók.

Le choix littéraire est riche, illustré par les noms de Mihály Váci, Sándor Weöres, Károly Szakonyi, László Nagy, Mihály Ladányi et Iván Boldizsár.

Les rubriques « Revue », « Les livres et les auteurs », « Les arts », « La vie musicale » font connaître au lecteur étranger les curiosités et les dernières productions de notre vie culturelle, artistique et littéraire.

Le nº 42 de *The New Hungarian Quarterly* choisit, comme entrée en matière, une étude de Gy. Aczél sur la politique culturelle hongroise et l'hégémonie du marxisme.

Gy. Aczél commence par critiquer certaines déformations antérieures. Dans la lutte pour le rôle dirigeant du marxisme, le cercle des alliés possibles avait été, en effet, trop étroitement limité et établi arbitrairement. Éclairant ensuite de leur vrai jour la politique culturelle et la politique tout court du début des années cinquante, l'auteur rappelle les efforts de consolidation idéologique

et structurale qui ont caractérisé la vie culturelle après 1956, la pratique rénovée de la lutte des idées pour l'hégémonie qui signifia — comme il le dit lui-même — l'acceptation et l'ouverture de francs débats portant sur les questions de principe.

A côté de la politique culturelle, la politique extérieure occupe, dans ce numéro, une place importante. F. Puja analyse la situation politique en Europe, faisant état des changements considérables que l'on a pu enregistrer au cours de ces dernières années. Le texte de J. Bognár attire l'attention sur les rapports économiques internationaux.

La situation de la Hongrie fait l'objet de plusieurs articles, consacrés respectivement au développement de la démocratie socialiste, aux conditions actuelles de notre architecture et aux expériences des trois premières années de la réforme économique.

László Nagy, Ferenc Sánta, Gábor Garai, Miklós Gyárfás, Endre Illés et Iván Boldizsár publient dans ce numéro leurs poèmes, nouvelles et impressions de voyage.

Les rubriques habituelles sont enfin complétées par une revue des périodiques et une rubrique consacrée au cinéma.

Dans le numéro 43, le premier ministre Jenő Fock publie une étude d'ensemble sur la planification économique et la coopération internationale, où il insiste avant tout sur la nécessité de l'établissement de plans à long terme. Il s'étend aussi sur notre politique d'investissement, l'évolution du niveau de vie et la politique des prix et souligne l'importance de la coopération économique entre les pays socialistes, en replaçant cette question dans le contexte économique européen.

L'article de J. Fock n'est pas seul à étudier les rapports internationaux à partir d'une analyse de la vie politique, sociale et économique du pays.

Une étude intéressante examine les mouvements sociaux intérieurs et l'évolution démographique. Une autre étude analyse un relevé sur les familles ouvrières, M. Szabolcsi traite du goût et de la mentalité socialistes.

Dans la rubrique littéraire, le lecteur trouvera les textes de Anna Hajnal, Erzsébet Galgóczi, Ferenc Karinthy, Imre Szász et Sándor Csoóri.

Enfin une nouvelle partie réservée au spectacle vient s'ajouter aux rubriques habituelles.

Dans le numéro 44, L. Maróti étudie les questions de principe que soulève l'édification socialiste à un niveau plus élevé. Il esquisse les traits nouveaux de la politique économique et de la planification, examine les rapports entre la science et la politique, parle de la vie intellectuelle et de la démocratie socialiste. Les premières expériences de la réforme économique hongroise et l'examen du commerce extérieur hongrois fournissent à leur tour les sujets de plusieurs articles contenus dans ce numéro.

Un article commémoratif évoque le souvenir du philosophe hongrois György Lukács.

Aux noms des écrivains et poètes István Kormos, Zoltán Zelk, György Petri, László Németh et Margit Szécsi s'associe celui d'István Örkény, dont le nº 44 publie une tragicomédie intitulée : *Jeux de chats.*

Outre les rubriques habituelles, il faut signaler aussi les articles de Vercors, Maurice Goldsmith, Robert Graves et Heinrich Böll, écrivains ayant visité la Hongrie.

Tous les numéros de *The New Hungarian Quarterly* sont illustrés de photos et de reproductions.

P. BARABÁS

ÉCONOMIE

Les numéros de 1971 des *Acta Œconomica*, nous présentent nombre d'informations utiles sur les questions économiques d'actualité. Nous pouvons lire entre autres dans le premier numéro l'article de L. Kónya : « Further Improvement of the System of Entreprise Income and Wage Regulation ».

L'auteur analyse les expériences recueillies à ce jour depuis l'introduction en 1968 du nouveau système de gestion économique dans le domaine de la régulation des salaires et des revenus. Il constate que, tout en maintenant les principes de base, il a été nécessaire de procéder entre-temps à des modifications plus ou moins importantes, ce qui a entraîné en janvier 1971 l'introduc-

tion du nouveau système de régulation des salaires et des revenus. Ce système stimule plus efficacement l'accroissement de la productivité et l'amélioration de l'organisation du travail. Il permet de plus d'augmenter la participation des ouvriers au revenu net réalisé par les diverses entreprises. Il établit en outre un impôt progressif pour les entreprises dépassant un pourcentage défini et autorisé dans l'acroissement des salaires ou des effectifs. Cette mesure permet entre autres l'établissement de proportions correctes entre le travail vivant et le travail mort. R. Andorka étudie dans son article « Social Mobility and Economic Development in Hungary » les corrélations étroites existant entre le développement économique et les autres mouvements de la société. A partir de diverses analyses effectuées par l'Institut de Recherches démographiques de l'Office national des Statistiques, il démontre l'effet exercé par les divers processus sociaux sur le développement économique. L'auteur analyse la mobilité sociale caractérisant le développement hongrois et international après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que ses tendances prévisibles pour l'avenir. Dans de nombreux tableaux intéressants, il montre la relation existant entre la profession exercée par le père en 1938 et celle exercée à l'origine et à l'heure actuelle par le fils dans une même famille. L'article établit que les processus sociaux et le développement économique se trouvent en rétroaction mutuelle, et que ce ne sont par conséquent pas seulement les processus sociaux qui agissent sur le développement économique, et qu'une action en sens inverse existe également.

Dans son article intitulé « Some Characteristic Features of Industrialization in Developing, in Advanced Capitalist and in Socialist Countries », Gy. Cukor récemment décédé, analyse les processus d'industrialisation en cours dans les pays capitalistes avancés, dans les pays socialistes, ainsi que dans les pays en voie de développement. Il étudie les critères de comparativité permettant de porter à un dénominateur commun les phases actuelles, passées et prévisibles du développement. Il analyse sous trois aspects différents les caractéristiques fondamentales de l'industrialisation : les rapports de l'industrialisation avec :

— la croissance du revenu national total et du revenu national par tête d'habitant,
— les changements intervenant dans la structure économique (dans la vie économique dans son ensemble, et tout spécialement dans l'industrie),
— l'application pratique des résultats scientifiques et technologiques.

F. Kozma publie une étude sur « A System of Regional Economic Tables for Analysing International Economic Cooperation ». Dans son article, l'auteur propose un système de tableaux régionaux qui inclurait les tableaux de l'*input-output* présentés en prix du commerce extérieur, le bilan matériel des rapports intersectoriels, celui du commerce extérieur et la matrice d'efficience de l'export-import. Il fournit également des méthodes simples de calcul pour l'utilisation de ce système de tableaux. Il montre également la façon dont les tableaux de l'*input-output* convertis en prix du marché mondial sont susceptibles d'être utilisés pour l'analyse de la coopération des divers pays. La matrice d'efficience de l'export-import comporte deux parties. La première permet la comparaison de l'efficience des exportations des divers pays dans leurs rapports avec les pays capitalistes et socialistes. La seconde indique l'efficacité des importations provenant des secteurs capitalistes et socialistes, et destinées à remplacer la production sur place de tel article déterminé ; elle montre également leur degré de comparativité.

Parmi les études parues dans le deuxième numéro des *Acta*, nous relèverons les suivantes :

M. Timár : « The Structure of the Hungarian National Economy and its Development Trends ». Dans son introduction, l'auteur définit le concept de la structure de l'économie nationale. Il traite ensuite des particularités les plus importantes de la connexion existant entre le système économique et le niveau du développement économique, et décrit les caractéristiques fondamentales des modifications survenues au cours des 25 dernières années dans la structure économique de la Hongrie. L'article s'efforce de cerner l'effet exercé sur la structure économique par le système de régulation réformé. Il analyse sous plusieurs rapports la structure de l'économie nationale et les objectifs de son développement. Traitant du IV^e Plan quinquennal, l'auteur énonce les trois directions les plus importan-

tes sur lesquelles s'oriente le programme de reconversion de la structure économique :
— il s'agit de promouvoir des modifications fondamentales de grande envergure dans la structure,
— d'opérer des modifications au sein des divers secteurs industriels,
— de transformer les méthodes de la production au sein des entreprises.

L. Szamuely : « Major Features of the Economy and Ideology of War Communism ». A l'occasion du 50e anniversaire du passage du communisme de guerre à la Nouvelle Politique Économique (NEP), l'auteur traite de la première réforme sociale et économique connue dans l'histoire des sociétés socialistes. L'article cherche à montrer les idées qui ont guidé les promoteurs de la première révolution socialiste victorieuse dans leurs efforts pour mettre sur pied un système économique socialiste, ainsi que la façon dont la pratique les a contraints à réviser radicalement leurs conceptions dès les quatre ou cinq premières années de la révolution.

J. Árvay : « The New System of National Accounting in Hungary ». L'auteur présente le nouveau système de la balance de l'économie nationale élaboré au sein de l'Office national des Statistiques parallèlement à l'introduction du nouveau système de gestion économique.

Ce système permet d'obtenir une image globale de l'ensemble du mécanisme de la reproduction sociale : de ce fait, l'O. N. S. peut désormais l'utiliser pour l'information substantielle de la gestion économique et politique, et pour celle des spécialistes. Le système hongrois diffère fortement dans certains domaines des deux systèmes fondamentaux aujourd'hui en usage dans le monde, le M. P. S. et le S. N. A. L'article donne un aperçu des principales lignes du développement du système de la balance de l'économie nationale et des problèmes de son introduction pratique. Il traite en détail du rôle joué dans l'économie nationale par les prestations non-matérielles, ainsi que des traits généraux de la répartition des revenus.

R. Nyers : « Hungarian Economic Policy in Practice ». L'auteur présente les décisions les plus importantes adoptées après le Xe Congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois touchant la politique économique actuelle et future. Dans son introduction, il esquisse brièvement l'évolution du revenu national dans les années soixante et pour la période présente, ainsi que l'amélioration du bien-être général, objectif du développement économique.

Il retrace le chemin conduisant à la réalisation de ce but et indique les tâches à accomplir en analysant tout particulièrement le problème central de l'efficience économique. Pour terminer, l'auteur étudie les corrélations existant entre la politique économique et le développement de la démocratie économique.

J. Drecin : « Investment Equilibrium : Mechanism of Control and Decision ». L'article étudie les raisons de l'absence d'équilibre entre la demande et la réalisation dans le domaine des investissements. Il traite du problème sous plusieurs rapports, entre autres sous ses aspects financiers, technico-économiques et régionaux. Dans son étude des causes de ce déséquilibre, l'auteur analyse l'ensemble du système de la planification centrale de l'État, celui de la planification et de la prise de décisions au niveau des entreprises. Il constate que les déficiences de ce système s'expliquent par l'insuffisance des activités d'investissement, par une efficience défectueuse et par l'imperfection du système de l'intéressement. D'un autre côté, les sources du problème remontent à l'insuffisance des capacités productives dont disposent l'industrie du Bâtiment et de l'installation. Il résume enfin en trois points les conditions de la réalisation d'un état d'équilibre dans le domaine des investissements :
— un travail pratique mieux organisé dans l'industrie du Bâtiment,
— l'harmonisation de l'intéressement matériel des investisseurs et des réalisateurs,
— l'harmonisation des divers investissements.

J. Zala : « Central Intention and Planning ». L'auteur étudie la façon dont se réalise la volonté centrale et le plan de l'économie nationale depuis l'introduction de la réforme en comparaison avec la période précédente. Sa thèse de départ est que l'efficience de l'économie planifiée et de la planification est d'autant plus grande que la volonté centrale se réalise dans les faits et dans les questions fondamentales. L'article examine donc la réalisation de l'intention du planificateur sur la base de critères qualitatifs, indépendamment de la réalisation quantitative concrète des plans économiques de telle année ou de telle période quinquen-

nale données. C'est sous cet angle qu'il analyse les indices les plus importants de l'économie nationale : la balance du commerce extérieur, le budget, le développement de l'industrie et du Bâtiment, etc.

Pour terminer, l'auteur signale le déséquilibre du marché des investissements et traite des circonstances qui retardent à l'heure actuelle la solution de ces problèmes.

Éltető-Láng : « Income Level — Income Stratification in Hungary ». Les auteurs donnent un aperçu des traits généraux de la politique actuelle mise en œuvre en Hongrie dans le domaine de la répartition des revenus et comparent l'éventail et les caractéristiques actuelles des revenus à la situation d'avant-guerre. Tout en constituant l'élément le plus important du niveau de vie, le revenu n'est cependant que l'un de ses éléments.

Des revenus identiques sont susceptibles de recéler de très grandes différences dans le niveau de vie des diverses couches de la population, des diverses familles. Les auteurs étudient les éléments du niveau de vie non quantifiables en argent, comme par exemple les différences bien connues existant entre les campagnes et les villes, ou encore le travail agricole et le travail industriel. Ils analysent d'autres facteurs encore qui agissent également sur le niveau de vie et différencient la situation des familles et même des individus. Parmi ces facteurs relevons entre autres la part des personnes actives et des personnes à charge dans les familles, la situation de fortune, les conditions sanitaires et culturelles, la durée du travail, etc.

Parmi les ouvrages spécialisés parus au cours de l'année écoulée dans le domaine des sciences économiques, nous signalerons quatre livres, respectivement de I. Friss, Z. Román, T. Kiss et P. Vas-Zoltán.

István Friss : *Economic Laws, Policy, Planning*. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. L'auteur a choisi parmi ses articles parus entre 1964 et 1968 les études réunies dans ce volume. L'ouvrage reflète de façon intéressante les antécédents théoriques de l'élaboration du nouveau mécanisme économique et contribue efficacement au perfectionnement du système de gestion économique, ainsi qu'au développement de la recherche économique. Ces études traitent d'une part des fondements scientifiques de la planification, de la nécessité de l'introduction du nouveau système de gestion économique, de l'affirmation dans les faits des lois économiques du socialisme dans le cadre du système de gestion économique, ainsi que de certaines lois objectives essentielles des processus et des actions relevant du domaine de l'économie. L'auteur analyse dans le détail la planification à long terme et le relèvement du bien-être général. A partir des expériences pratiques, István Friss souligne qu'il est impossible de diriger et de réglementer de façon rationnelle toutes les activités économiques à partir d'un seul centre, mais que certaines décisions doivent par contre être absolument prises centralement. Il n'est bon de porter des décisions dans le domaine de l'économie que dans les cas où le savoir professionnel et la connaissance du terrain sont les meilleurs. Il faut mettre en œuvre les décisions économiques inséparables de la gestion économique socialiste en recourant à des instruments, à des moyens de régulation de caractère économique de façon à ce que ces décisions limitent le moins possible l'autonomie et l'initiative des entreprises, des groupes et des individus.

Zoltán Román (publié sous la direction de) : *Progress and Planning in Industry*. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1972. Le volume contient les textes de la Conférence internationale d'économie industrielle, organisée à Budapest entre le 14 et le 17 avril 1970. 500 spécialistes hongrois et près de 100 spécialistes étrangers venus de 16 pays ont participé à cette conférence. Les économistes éminents de divers pays, capitalistes aussi bien que socialistes, y ont présenté divers exposés. A la séance d'ouverture après le discours inaugural de l'académicien F. Erdei, décédé depuis, l'académicien T. S. Khatchatourov fit une conférence sur la réforme économique soviétique. Les participants à la conférence écoutèrent ensuite le professeur J. Tinbergen, Prix Nobel, sur la planification du développement technique international, et l'académicien I. Friss sur les problèmes de la planification et de la réforme économique en Hongrie.

La Conférence était partagée en trois sections, la première traitant de la planification à long et moyen terme du développement de l'industrie, ainsi que de la planification à moyen terme des entreprises, la deuxième de la productivité et de l'efficience. Divers exposés ont traité des facteurs de l'accroissement de la productivité, ainsi

que des problèmes de la concentration et de la spécialisation.

Les membres de la troisième section se sont penchés sur la théorie de la décision et du comportement des entreprises. Dans une première partie, cette section a traité de l'étude empirique du comportement et des décisions des entreprises, examinant au cours de la seconde, l'application des méthodes modernes dans la prise des décisions.

Tibor Kiss : *International Division of Labour in Open Economics, with Special Regard to the CMEA.* Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. L'auteur analyse les problèmes théoriques fondamentaux de la division internationale du travail sur la base d'un matériel statistique extrêmement vaste et d'une étude approfondie de la littérature spécialisée et du développement économique des pays capitalistes et socialistes. Il examine avant tout un problème d'une importance primordiale également à l'échelle de l'économie mondiale, à savoir l'effet exercé par la division internationale du travail sur la croissance économique de différents pays. L'idée maîtresse du livre est que la division internationale du travail joue un rôle particulièrement important du point de vue des pays de petites et moyennes dimensions. En effet, la croissance de l'économie ouverte de ces pays est déterminée dans une mesure qu'on peut dire décisive par le volume et l'efficience des exportations. C'est en partant de cette idée que l'auteur étudie l'interconnexion de la division internationale du travail et des investissements, du niveau de développement économique et de la croissance économique ; il analyse la balance du commerce extérieur et le problème des prix du commerce extérieur, ainsi que le rôle de l'intégration économique, et avant tout du CEÉ, dans le développement économique des pays socialistes.

Péter Vas-Zoltán : *United Nations Technical Assistance*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. L'ouvrage brosse le tableau des activités de l'UNTA dans les quinze premières années de son existence (1950-1964). Dans son introduction, l'auteur fait un bref tableau de la situation internationale économique après la Seconde Guerre mondiale, qui a été à l'origine de la création de l'UNTA. Les divers chapitres traitent de la notion du sous-développement, des règles et des méthodes d'assistance technique, de son effet économique, des principes de base de l'EFTA et de l'arrière-plan historique du Fonds spécial. Par ses analyses, l'auteur cherche à répondre aux questions suivantes :

— quel est le contenu de l'UNTA, comment peut-on mesurer quantitativement et qualitativement ses activités,

— quelle est sa place parmi les autres organisations d'aide et d'assistance,

— quels sont ses effets positifs et ses désavantages pour les pays bénéficiant de ses activités,

— l'UNTA remplit-elle véritablement son rôle ? L'auteur a établi les très intéressants tableaux utiles, qui constituent plus de la moitié de l'ouvrage, à partir d'un matériel extrêmement vaste, et en utilisant près de 120 000 données.

Á. HARMATH

DROIT

Parmi les publications intéressant les sciences juridiques et parues en langues étrangères en Hongrie au cours de l'année écoulée, nous devons mentionner en première lieu les *Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae* (Redigit Gy. *Eörsi*). Cette revue publie régulièrement des études théoriques comportant en même temps un certain intérêt d'actualité, et reflétant l'évolution de la science juridique hongroise de nos jours d'une manière susceptible d'attirer l'attention des juristes des autres pays.

Dans le volume de 1971 des *Acta Juridica* (Tomus XIII, fasciculi 1—2 et 3-4 ; Budapest, Akadémiai Kiadó) figurent diverses monographies et certains autres matériaux publiés en anglais et en français, et quelques-uns publiés en allemand et en russe.

Parmi les *études*, mentionnons l'analyse de L. Réczei sur « l'Unification du droit commercial international » qui présente pour l'essentiel les activités de l'UNCITRAL ; l'article de S. Berényi sur « le Rôle de la science administrative dans le développement du système hongrois de l'administration d'État », qui fournit l'analyse d'un domaine particulier de l'interaction

scientifique et du développement du droit; l'étude de F. Márkus touchant « l'Entraide judiciaire en matière pénale comme institution du droit pénal international » qui cherche à élucider les traits fondamentaux de cette importante institution, ainsi que l'analyse comparative donnée par L. Trocsányi « sur la Procédure devant les commissions d'arbitrage des litiges du travail dans les pays socialistes d'Europe » et l'étude générale de Cs. Varga « sur le Préambule comme une question de la théorie du droit », qui expose la notion et les éléments fonctionnels du préambule, cette solution de la technique législative, son caractère normatif, ainsi que le problème de la justification de la pratique du recours au préambule. Nous trouvons également dans ce volume de quelque cinq cents pages l'analyse de Gy. Haraszti sur « les Tendances principales du développement du droit des traités internationaux » qui traite son sujet à la lumière des dispositions de la Convention de Vienne de 1969 ; l'article de A. Ádám sur « la Coordination territoriale en Hongrie » qui procède à l'examen de cet important aspect de l'activité organisationnelle de l'État, ainsi que l'étude de T. Király sur « les Limites de la cognition judiciaire dans la procédure pénale » qui traite des problèmes touchant les *interdictions de la preuve* en rapport avec la question examinée, et l'article de A. Harmathy sur « la Division sociale du travail et les problèmes structuraux du système des contrats », qui analyse ce problème complexe dans le cadre de l'ensemble du développement économique socialiste. C'est également dans le présent volume qu'ont été publiés les résultats des travaux de *la table ronde* organisée en septembre 1969 par l'Institut des Sciences politiques et juridiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, avec le soutien de l'UNESCO et de l'Association internationale des Sciences juridiques. On peut y lire l'introduction prononcée par l'académicien I. Szabó sous le titre « Le droit comparé de nos jours », la conférence de X. Blanc-Jouvan (France) sur les différentes tendances du droit comparé dans les pays romanistes, le compte rendu de A. Kiralfy (Grande-Bretagne) sur la conception anglo-saxonne du droit comparé, l'exposé de S. Zivs (Union soviétique) sur la méthodologie de la recherche comparative, la contribution de S. Rozmaryn (Pologne) sur l'enseignement du droit comparé, ainsi que la conférence générale de M. Ancel (France) sur la fonction remplie par cette discipline dans une société moderne. A côté des études et des travaux déjà mentionnés, le volume comprend encore un rapport sur les derniers textes de la législation hongroise, divers *comptes rendus* sur les principales conférences scientifiques hongroises et étrangères, ainsi que sur les monographies scientifiques hongroises récemment parues, comme celles traitant de la procédure dans le droit du travail, de l'établissement des faits dans le droit de procédure pénale, celles analysant les principes généraux du droit international, les problèmes du droit du travail socialiste, les questions juridiques intéressant l'intégration économique des pays du C. E. É., les études relatives à la propriété juridique romaine antique, à la nullité du contrat de droit civil, ou encore aux aspects juridiques de la greffe des organes. Enfin le lecteur trouvera encore dans ce volume de petits comptes rendus analytiques sur une cinquantaine d'ouvrages parus à l'étranger, à l'Ouest comme à l'Est, ainsi qu'une *bibliographie* présentant par branches spécialisées le produit d'une année de la littérature scientifique juridique hongroise.

Nous pensons que l'importante monographie publiée par le professeur A. Csizmadia sous le titre de *Rechtliche Beziehungen von Staat und Kirche in Ungarn vor 1944* (Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971) intéressera de nombreux spécialistes en tant qu'ouvrage de fond, aussi bien juridique qu'historique. L'auteur cherche à esquisser l'évolution des rapports juridiques entre l'État et les Églises, avant tout dans la période de l'entre-deux-guerres. L'auteur se penche tout particulièrement sur l'élucidation de la situation financière des Églises, ainsi que sur le rôle joué par elles dans le mécanisme de l'État, dans la réalisation pratique de l'exercice du pouvoir. Dans la première partie qui suit l'introduction, l'auteur offre une vue d'ensemble des problèmes intéressant la liberté des cultes et leur égalité en droit, le règlement des *res mixtae* touchant à la fois l'État et les Églises, ainsi que le projet de constitution élaboré par P. Teleki à la fin de la période considérée. Les deux parties qui suivent analysent les divers aspects du droit de patronage suprême, et du patronage en général, ainsi que les revenus et la

fortune des diverses Églises. Enfin, dans la quatrième partie de l'ouvrage qui précède ses conclusions, l'auteur traite le problème des droits et des privilèges des ecclésiastiques, en abordant leur place dans l'organisation de l'État, dans la législation, dans le mécanisme de l'administration publique et de la justice, ainsi que la pratique des privilèges attribués aux dignitaires de l'Église.

Parmi les ouvrages publiés par les soins des Akadémiai Kiadó, une place de choix revient, de par son sujet d'une actualité brûlante et d'un très grand intérêt, au recueil édité par Gy. Eörsi et A. Harmathy sous le titre de *Law and Economic Reform in Socialist Countries* (Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971). Comme l'expose l'académicien Gy. Eörsi dans sa préface, dans la majorité des États socialistes d'importantes réformes économiques ont été introduites au cours des dernières années, ou se trouvent en voie d'élaboration. Ces réformes n'ont pas affecté le fondement de l'économie socialiste, la propriété socialiste des moyens de production ; qui plus est, elles n'ont même pas cherché à supprimer totalement les méthodes précédentes de la direction de l'économie : la fonction de direction de l'État et le système global de la planification ont été pleinement maintenus, et sont devenus plus efficaces encore du fait des solutions et des formes nouvellement introduites. En effet, en modifiant au profit des décisions prises au niveau de l'entreprise les proportions précédemment en vigueur entre les décisions centrales et locales, il a été possible, d'une part, d'intéresser personnellement les employés des entreprises au fonctionnement efficient de leur propre entreprise, et d'autre part, de concentrer les efforts des organismes centraux sur les questions clé, tout en leur permettant d'influencer, d'orienter dans le sens de la satisfaction des intérêts économiques nationaux, les activités autonomes accrues des entreprises en recourant à divers instruments régulateurs économiques secondaires (politique du crédit, des prix, de l'impôt, etc.). Cette activité des organismes centraux visant à concentrer la vie économique, l'élargissement des compétences des entreprises, et parallèlement, l'expansion du rôle régulateur joué par le marché, n'ont cependant pas eu pour résultat de donner un caractère homogène ou uniforme aux diverses solutions appliquées. Les différences sont restées sensibles, sous le rapport de certaines articulations essentielles de ces réformes socialistes, à savoir : la mesure dans laquelle les objectifs fixés par le plan sont demeurés obligatoires pour les entreprises ; le rôle attribué aux lois du marché ; les fonctions revenant aux trusts chargés à la fois de la direction des entreprises et d'activités économiques directes propres ; et enfin, le niveau ou la forme sous lesquels a été réalisée la réglementation juridique de ces questions. Le recueil présenté par le professeur Eörsi tente justement d'analyser sur le plan de la théorie et de la pratique les similitudes et les différences caractérisant les diverses réformes. Sur près de 220 pages, des spécialistes éminents du droit économique de quatre pays socialistes, les professeurs S. N. Bratus et O. S. Ioffe (Union soviétique), Gy. Eörsi (Hongrie), M. Madey et Z. Rybicki (Pologne), et H. Such (République Démocratique Allemande) ont tenté de brosser un tableau des conceptions et des méthodes adoptées par leurs pays respectifs à l'intention de ceux qui s'intéressent au droit administratif, au droit économique ou à l'économie politique, en donnant un aperçu de la situation actuelle et des possibilités du développement futur.

Parmi les livres parus aux Akadémiai Kiadó, nous signalerons enfin le volume édité sous les auspices de l'Association internationale de Droit comparé à l'occasion du 10e anniversaire de la fondation de la Faculté internationale pour l'Enseignement du Droit comparé, qui se trouve à Strasbourg, et destiné aux étudiants de cette faculté. Le recueil rédigé par les spécialistes éminents du droit socialiste enseignant à Strasbourg, se propose de montrer l'importance que la science juridique socialiste attribue aux recherches comparatives et l'enseignement du droit comparé, et donc au rôle de la Faculté internationale qui réunit enseignants et étudiants de nombreux pays. La sobriété de la présentation de ce volume de près de sept cents pages répond aux traditions de la Faculté et à la mémoire de son premier doyen honoraire et fondateur, Felipe de Sola Cañizares. Les auteurs qui ont contribué à l'élaboration de cette *Introduction aux droits socialistes* (Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971) sont des juristes bien connus des pays socialistes. L'ouvrage comprend trois parties. La première est introduite par l'étude de l'acadé-

micien I. Szabó (Budapest) qui s'est chargé des soins de l'édition de ce volume : elle traite du droit socialiste en général, de son concept, de ses principes fondamentaux, de ses sources et de son système. Dans la seconde partie, les auteurs dressent un tableau général comparatif des problèmes intéressant le droit constitutionnel socialiste. Nous trouvons dans cette partie les études des professeurs M. A. Kroutogolov et V. A. Toumanov (Union soviétique) sur le développement de l'État socialiste et des constitutions socialistes, ainsi que sur le système des organes de l'État. Enfin, dans la troisième partie traitant de l'ensemble du droit civil et du droit de la famille socialistes, l'étude de l'académicien V. Knapp (Prague) analyse les formes de la propriété socialiste, celle de l'académicien T. Ionasco (Bucarest) le droit des obligations et des contrats économiques. Le professeur W. Czachorski (Varsovie) traite des institutions fondamentales du droit socialiste de la famille, tandis que le professeur B. T. Blagojević (Belgrade) introduit le lecteur dans le monde de la planification et des nouvelles méthodes de gestion, dans le cadre des formes juridiques de la direction de l'économie nationale.

Dans la série des études publiées en langues étrangères par les diverses facultés de droit de Hongrie, il nous faut mentionner deux travaux, parus tous deux à Szeged. Dans son étude de plus de cent pages intitulée « Über die Staats- und Rechtstheoretischen Grundlagen der Organisationsformen der Macht » *(Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae, Acta Juridica et Politica,* tomus XVIII, fasciculus 5, 1971), le professeur Gy. Antalffy examine certains aspects théoriques d'un problème fondamental des sciences politiques. Il traite tout d'abord des circonstances et de l'importance de l'apparition de la société et de l'État, pour analyser ensuite les conséquences, du point de vue des sciences politiques, de la connaissance des rapports dialectiques existant entre la structure de la société et le pouvoir d'État. Il dresse une esquisse de la situation de l'État, des partis politiques et des autres organisations sociales dans les sociétés fondées sur l'exploitation de l'homme par l'homme, il analyse les différentes formes de l'organisation du pouvoir dans les sociétés socialistes, et pour terminer, formule certaines conclusions théoriques intéressantes. Dans une autre étude d'une trentaine de pages, sous le titre de « Approaches to the Organisation by the Science of General and Ramified Administrations » (*Acta Universitatis Szegediensis de Attila József nominatae, Acta Juridica et Politica,* tomus XVIII, fasciculus 6, 1971), le professeur I. Szentpéteri examine les différentes expressions de l'identité des notions d'administration et d'organisation, ainsi que les approches du problème de l'organisation à partir de la théorie de l'administration.

Quant aux recueils, destinés à l'étranger, de textes législatifs et réglementaires à caractère informatif, purement pratique, nous mentionnerons également deux publications nouvelles. L'Association des Juristes hongrois a édité en français, en allemand et en russe un recueil de quelque cent cinquante pages sur la *Législation hongroise sur les coopératives* (Budapest, 1970). On trouve dans ce volume, après une étude introductive de ses rédacteurs, L. Nagy et Gy. Szép, analysant la situation du *mouvement coopératif en Hongrie*, la traduction intégrale du texte de *la loi sur les coopératives agricoles de production* et des décrets et décisions du gouvernement relatifs à son exécution, ainsi que les statuts modèles et les statuts provisoires des coopératives de différents types et de leurs fédérations. De son côté, la Chambre de Commerce de Hongrie a fait paraître en français, allemand et en anglais, un volume de plus de deux cent cinquante pages destiné à l'information de nos partenaires éventuels sur les questions juridiques intéressant le commerce extérieur. *La Réglementation du commerce extérieur en Hongrie* (Corvina, Budapest, 1971) contient tout d'abord une étude détaillée de I. Szász, chef du Département juridique du Ministère du Commerce extérieur sur les traits fondamentaux de la réglementation juridique de l'économie nationale hongroise, sur le statut juridique des entreprises, la direction du commerce extérieur, le régime douanier, le système bancaire et du crédit, ainsi que sur les solutions valables pour le commerce extérieur fournies par le droit civil et la procédure civile hongroise. La deuxième partie de l'ouvrage, qui est de beaucoup la plus vaste, contient la traduction intégrale ou partielle, selon leur importance, des règlements touchant le commerce extérieur, et cela en les groupant

selon les sujets exposés dans l'étude introductive.

Enfin, nous pouvons signaler encore la *Revue de droit hongrois* publiée parallèlement en français, en anglais et en russe par l'Association des Juristes hongrois, et dont le Nos 2 de 1969 et 1 de 1970 ont paru dernièrement. De par son caractère, cette revue périodique ne peut s'assigner pour tâche que de fournir des informations sur les éléments nouveaux de la législation et de l'application du droit. Dans le numéro double sus-mentionné, le lecteur trouvera la traduction intégrale des lois promulguées en 1969 sur le droit d'auteur, les marques de fabrique et les brevets d'invention, ainsi que l'exposé de Gy. Boytha et de A. Benard, sur les particularités des solutions appliquées.

Cs. VARGA

PHILOSOPHIE

Le volume d'études intitulé *Aufsätze über Logik* publié par l'Académie des Sciences de Hongrie offre, sinon une revue complète des recherches sur la logique actuellement en cours en Hongrie, du moins un aperçu des problèmes qui préoccupent les logiciens et les philosophes hongrois. Les études publiées dans ce volume abordent les principales questions de la logique dialectique, de la logique formelle traditionnelle, de la logique formelle moderne et de la théorie des sciences.

Comme l'indique cette énumération des problèmes, le titre du volume est susceptible d'induire en erreur, en particulier les lecteurs qui entendent par logique la logique formelle. De plus, si l'on prend en considération le fait que la majeure partie des études publiées ici sont consacrées à des problèmes intéressant expressément la logique dialectique ou l'histoire de la logique dialectique, on déplorera que le titre du volume ne corresponde pas entièrement au contenu.

En fait, seules deux de ces études relèvent étroitement de la logique, à savoir *Auf zusammengesetzten Urteilen beruhende Schlüsse* de György Tamás et *Logic and Probability* d'Imre Ruzsa. Tamás examine sous un nouveau jour les syllogismes hypothétiques et disjonctifs, en présentant une méthode inédite et, à beaucoup d'égards, fort utile d'évaluation de ces types de syllogismes. Ruzsa, qui est l'un des meilleurs spécialistes hongrois de problèmes philosophiques des mathématiques et de la logique symbolique, expose ses propres recherches sur les modèles fortuits (random models) des différents systèmes logiques. L'élaboration des modèles de systèmes, logiques dans le calcul des probabilités n'est pas en elle-même une idée nouvelle mais, jusqu'à ce jour on n'a utilisé que des événements pour la représentation des variables logiques. Dans les modèles de Ruzsa les variables logiques sont représentées par des variables fortuites et les opérateurs logiques par des opérateurs fonctionnels agissant sur les variables accidentelles. C'est pourquoi l'auteur les appelle modèles fortuits et non modèles de probabilité. Il démontre que les principaux systèmes logiques (parmi lesquels les calculs bivalents déclaratifs et prédicatifs) ont des modèles fortuits *adéquats*.

La logique dialectique est représentée dans le volume par les études de L. Erdei (*« Die dialektisch-logische Theorie des Begriffes und des Urteils »*), de S. Szigetvári (« Les raisonnements réflexifs ») et d'I. Koncz (« *Die Entwicklung der Hegelschen Urteilstheorie* »), mais on peut faire entrer dans ce groupe l'étude d'I. Vas sur la conception de la contradiction chez Aristote (« *Zur Widerspruchsauffassung des Aristoteles* »), puisque l'auteur y démontre que la loi de la non-contradiction chez ce philosophe n'a pas un caractère exclusif. Enfin l'étude de L. Hársing (« *Die Bevorzugung der rivalen Hypothesen* »), que nous n'avons pas encore mentionnée, constitue un excellent exemple du traitement logique des problèmes épistémologiques et relatifs à la théorie des sciences. Les constatations auxquelles il aboutit par la voie d'analyses logiques rigoureuses sont étayées par de nombreux faits de l'histoire des sciences.

Dans sa vaste monographie intitulée *Le jugement* (Akadémiai Kiadó, 1971), Erdei a entrepris d'ordonner l'édifice de la logique dialectique — tentative intéressante même à l'échelle mondiale. Le présent article

reflète bien les prémisses à partir desquelles on peut, à son avis, élaborer la logique dialectique. La base sur laquelle repose toute la pensée d'Erdei est l'acceptation intégrale de la logique hégélienne, circonstance qui, tout en engendrant des idées susceptibles de développer la science, ne fait pas moins surgir des points d'interrogation. Erdei explique ce retour à Hegel en affirmant que « la Logique de Hegel est en réalité le seul ouvrage dans lequel une tentative ait été faite pour examiner sous un jour nouveau la logique de la pensée et pour en donner une description objective et complète ». Ailleurs, Erdei déclare encore qu'« on ne peut envisager d'élaborer l'édifice de la logique dialectique du marxisme-léninisme sans tenir compte des résultats obtenus par Hegel ».

Si nous sommes, bien entendu, parfaitement d'accord avec cette déclaration, nous n'en estimons pas moins qu'il importe de préciser dans quelle mesure on doit et l'on peut considérer les résultats de Hegel comme point de départ. Cela signifie-t-il qu'il faille suivre la logique hégélienne jusque dans ses détails, au-delà des directives fondamentales de la méthode dialectique, autrement dit, au-delà de l'idée essentiellement juste que la reconstitution des lois de la pensée ne tolère aucune séparation entre le fond et la forme ? Est-ce que, du point de vue de l'édifice de la logique dialectique, les résultats obtenus au cours des cent dernières années par la logique formelle sont négligeables ?

Erdei ne le dit pas explicitement. Au contraire, il reconnaît à la logique formelle une certaine sphère de validité — bien entendu réduite au point de vue de la logique dialectique. En pratique il analyse toutefois le développement du concept et du jugement en se limitant exclusivement à Hegel. Le fait qu'il reprend la logique dialectique au point où Hegel l'a laissée dénonce l'hypothèse tacite et anti-dialectique que la logique dialectique et la logique formelle se développent chacune de son côté et sont indifférentes l'une à l'autre.

Nous venons de toucher au problème névralgique des rapports de la logique dialectique et de la logique formelle. Erdei affirme naturellement à juste titre que ceux qui mettent en doute jusqu'à l'existence de la logique dialectique confrontent d'une manière inadmissible une théorie qui n'en est qu'à la phase initiale de son développement avec la logique formelle, qui a atteint un stade élevé de maturité. Le fait que la logique formelle est aujourd'hui *effectivement* plus développée que la logique dialectique ne justifie pas la conclusion qu'elle la dépasse en ce qui concerne ses *possibilités*. Reste à savoir si la logique dialectique peut être réfractaire aux résultats de l'ensemble de la logique, à la science qui s'occupe également des aspects déterminés de lois de la pensée et qui, par surcroît, a élaboré un appareil complexe pour les étudier.

L'activité d'Erdei, y compris l'étude publiée dans ce volume, est néanmoins extrêmement utile. Le simple fait de rendre accessible l'œuvre de Hegel sous une forme rationalisée contribue déjà au développement de la logique dialectique.

En même temps, dans la phase actuelle de ses recherches, il doit compter avec un autre écueil, qui relève notamment de l'état présent de l'ensemble de la logique dialectique. Nous pensons ici à l'emploi sans critique de la langue de tous les jours, que nous pourrions abondamment illustrer par des exemples tirés de l'étude en question. Il ne faut pas oublier que c'est en possession d'un appareil formalisé, qui lui permit de s'éloigner de la langue de tous les jours, que la logique formelle a pu dépasser sa phase aristotélienne.

L'étude d'I. Koncz (« *Die Entwicklung der Hegelschen Urteilstheorie* ») se rattache étroitement à celle d'Erdei. L'auteur y analyse la théorie du jugement de la logique d'Iéna qu'elle confronte avec la « grande » logique de Hegel. Une des caractéristiques fondamentales de la théorie du jugement de Hegel est, comme on le sait, que l'ordre des différents types de jugement ne peut en principe être interverti, et que, des douze définitions de type indiquées il n'y en a rigoureusement qu'une seule qui soit valable pour un jugement simple. Mais, alors que dans la logique d'Iéna, Hegel procède en déduisant des jugements universels les jugements particuliers, puis de ces derniers les jugements singuliers, etc., il établit dans la « grande » logique un ordre tout à fait différent. Cela éveille pour le moins un doute quant à l'absolue nécessité de l'édifice des jugements et nous autorise à voir là une déduction arbitraire du philo-

sophe. Koncz expose de manière convaincante les raisons qui ont contribué à ce que, dans cet ouvrage de jeunesse, Hegel n'ait pas su répondre aux questions fondamentales. La logique d'Iéna — constate l'auteur — n'est que la première étape du développement de la théorie du jugement de Hegel, et, de ce fait, ne peut ni être considérée comme un équivalent de la « grande » logique, ni infirmer celle-ci.

L'étude de Szigetvári intitulée « Les raisonnements réflexifs » est également consacrée à des problèmes déjà soulevés par Erdei. Sans vouloir entrer ici dans l'analyse des raisonnements réflexifs au point de vue de la logique dialectique, nous nous contenterons de signaler que Szigetvári pose explicitement la question de savoir si l'évaluation positive de la logique formelle et l'acceptation de la théorie hégélienne des raisonnements ne comporte pas une contradiction en soi. A son avis, la question ainsi posée constitue une antinomie, puisque Hegel lui-même ne rejetait pas la logique formelle et se contentait de nier sa valeur exclusive.

L'ensemble des études contenues dans ce volume est centré sur cette question. Tout ce que nous estimons nécessaire d'ajouter aux opinions pertinentes que nous venons de citer, est qu'il ne s'agit pas simplement d'une tolérance généreuse de part et d'autre des représentants des deux disciplines. Il ne suffit pas que le logicien dialectique reconnaisse à la logique formelle une validité propre dans une sphère réduite, il faut qu'il travaille à l'élaboration de rapports fructueux entre les deux disciplines, et qu'il sache exploiter les résultats de la logique formelle moderne. En même temps, il pourra aider les représentants de la logique formelle à intégrer leurs abstractions à l'histoire, à la pratique, et au processus de la connaissance vivante.

J. KELEMEN

HISTOIRE

L'année dernière, un certain nombre d'ouvrages consacrés à l'histoire ont vu le jour en Hongrie, ouvrages qui méritent, à notre avis, d'être présentés au public français.

Depuis 1945, malheureusement, aucun travail de synthèse vraiment sérieux, embrassant toute l'histoire de notre pays et accessible au public français, n'a paru en Hongrie, les seuls manuels intéressants étant rédigés en hongrois. D'autre part, l'*Histoire de la Hongrie* de Henry Bogdan et celle d'Émile Tersen, parues en France dans la collection « Que sais-je ? » sont plutôt — comme tous les autres livres de cette même collection — des ouvrages de vulgarisation. Pour ce qui est de l'*Histoire des institutions publiques hongroises*, en plusieurs volumes, de Charles d'Eszlary, elle ne saurait nous satisfaire : tout en l'adaptant aux aspects de l'histoire des institutions, son auteur s'est essentiellement appuyé sur un manuel d'histoire hongroise paru au milieu des années 1930 ; par ailleurs, M. d'Eszlary ne connaît qu'une partie infime des documents que les historiens hongrois ont publiés depuis. Il n'est donc peut-être pas exagéré de dire que le travail de synthèse, entrepris en langue allemande sous la direction d'*E. Pamlényi*, est susceptible de combler une lacune. (*Die Geschichte Ungarns* von I. Barta, I. T. Berend, P. Hanák, M. Lackó, L. Makkai, Zs. L. Nagy und Gy. Ránki, redigiert von E. Pamlényi. Corvina, 1971.) Le manuel, dont les auteurs sont tous collaborateurs de l'Institut des Recherches historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, retrace l'histoire du peuple hongrois depuis ses origines jusqu'aux années 1960.

Les auteurs nous font d'abord connaître les derniers résultats des recherches entreprises sur les migrations des ancêtres des Hongrois et sur les circonstances de la conquête du pays. Ils retracent, ensuite, les principales étapes de l'histoire du peuple hongrois : fondation de l'État, épanouissement et formation de la féodalité en Hongrie ; période des Anjou, puis des Hunyadi ; fin de l'unité de l'État hongrois en 1526 ; division du pays en trois parties après la défaite de Mohács ; libération du pays du joug des Turcs et réunification sous le sceptre des Habsbourg ; guerre d'Indépendance de François II Rákóczi, allié de Louis XIV ; développement social et

économique du XVIIIe siècle ; histoire du pays à l'époque des guerres napoléoniennes ; mouvements réformistes pour le progrès bourgeois, au cours de la première moitié du XIXe siècle ; guerre d'Indépendance de 1848-1849 et répression des Habsbourg ; compromis de 1867 ; histoire de la Monarchie austro-hongroise et sa participation à la Première Guerre mondiale ; révolution de 1918 et les 133 jours de la République des Conseils (1919) ; le régime Horthy ; la Hongrie dans la Seconde Guerre mondiale ; évolution de la Hongrie après la guerre.

Les chapitres consacrés aux mouvements populaires et aux événements historiques que les historiens des époques précédentes avaient négligés, ou dont l'explication était insuffisante, peuvent présenter un intérêt particulier pour le chercheur étranger (telle les parties traitant des mouvements de la paysannerie en Hongrie, du mouvement ouvrier dont l'importance politique est devenue de plus en plus sensible depuis la seconde moitié du XIXe siècle, ou enfin de l'histoire de la République des Conseils). Les auteurs du volume portent toujours une attention particulière au développement économique et social ; à l'encontre de la tendance « hungarocentrique », qui a longtemps caractérisé l'historiographie hongroise, les auteurs ne cessent de souligner que, tout au long de son histoire, la Hongrie fit partie intégrante de la communauté des peuples européens et que son évolution présente bien des analogies avec celle des peuples environnants de l'Europe centrale et orientale. En dehors des divergences, beaucoup de points communs avec l'évolution occidentale y sont également relevés. Les lecteurs qui désirent avoir des précisions sur les personnages de notre histoire, peuvent consulter, à la fin du volume, une série de biographies détaillées. Un nombre important de cartes et de photographies y est également inséré. Enfin, le livre est complété d'un tableau chronologique présentant parallèlement les principales dates de l'histoire hongroise et celles de l'Histoire en général, ainsi que d'une bibliographie des publications parues en français, en allemand et en anglais sur l'histoire de la Hongrie et d'un index des noms de personnes et de lieux figurant dans le texte.

L'ouvrage de László Gyurkó, consacré à *Lénine*, qui a connu, il y a peu de temps, un grand succès en Hongrie, vient de paraître en français. (László Gyurkó : *Images de Lénine*. Éditions Corvina et Livre Club Diderot, Collection « C'était ainsi », 1970.) Le « héros » du livre est le chef de la Grande Révolution d'Octobre ; mais cette fois, l'auteur ne s'intéresse pas au premier chef aux conceptions économiques de Lénine, ni à ses vues relatives à l'établissement de la paix, ni même à son attitude vis-à-vis des problèmes que lui posait la prise du pouvoir (tout cela sera l'objet d'un second ouvrage), ce qu'il veut nous présenter ici, c'est la vie de Lénine, alors qu'il préparait la Révolution.

Pour illustrer son sujet, Gyurkó publie un grand nombre d'extraits de mémoires et de témoignages des contemporains de Lénine, ainsi que des procès-verbaux établis aux différentes sessions du Comité central du Parti social-démocrate de Russie, et d'autres textes datant de 1917, dont les auteurs ont parfois des points de vue politiques opposés à ceux de Lénine. Grâce à cette ample documentation, on rencontre des détails extrêmement intéressants pour l'appréciation du caractère de Lénine et de son comportement de révolutionnaire discipliné ; il suffira de mentionner l'attention soucieuse qu'il a portée et a fait porter par les autres à l'observation des règles de conspiration, ou bien la scène — qui se déroule après la Révolution — où Lénine, entrant chez le coiffeur du Kremlin, n'accepte pas d'être servi avant les autres clients, mais attend patiemment son tour.

Le volume se compose de quatre parties autonomes. Une étude écrite en 1963 tient lieu d'introduction ; elle porte le titre « L'Homme et le révolutionnaire ». Le deuxième chapitre dresse un vaste tableau de la Russie à l'époque où Lénine déployait son activité révolutionnaire ; d'autre part l'auteur nous retrace les principales étapes de l'histoire de la Russie avant la Révolution : les conséquences de l'abolition du servage en Russie, l'action des anarchistes (Kropotkine et ses amis), ainsi que les principaux courants d'idées de la seconde moitié du XIXe siècle. Il y est question du mouvement des *narodnik*, de l'apparition des idées marxistes en Russie, des premières initiatives du Parti social-démocrate de Russie et de ses principaux dirigeants, collaborateurs de Lénine (Sverdlov, Kameniev,

Boukharine, Staline, Dzerjinski et d'autres). A propos de la révolution de 1905, on est renseigné sur le pope Gapon et Raspoutine, le staretz de la famille tsariste, mais on peut lire aussi des extraits de la correspondance entre le tsar Nicolas II et la tsarine. Le troisième chapitre décrit les circonstances dans lesquelles la révolution éclata (révolution de février) ; on apprend par les mémoires de Paléologue, ambassadeur de France à Petrograd, quelles étaient les exigences formulées à l'égard du Gouvernement provisoire par les puissances de l'Entente. Une chronique minutieuse relate le retour de Lénine de son exil : départ de Suisse, voyage par l'Allemagne, la Suède et la Finlande, arrivé à Pétrograd, le 3 avril 1917, et confrontation entre le Gouvernement provisoire et les soviets. L'auteur ne manque pas de présenter Kerenski, qui fut sans doute l'adversaire politique le plus zélé de Lénine, ainsi que les partis politiques russes de l'année 1917, tout en mettant en lumière leurs rapports avec le Gouvernement provisoire et les forces politiques qui le soutenaient. Il examine l'attitude des différents groupements politiques à propos de la guerre, problème dont l'importance était accrue par le fait qu'un certain nombre de dirigeants politiques, ayant par ailleurs des idées révolutionnaires, furent amenés par des sentiments nationalistes, à se ranger du côté du Gouvernement provisoire qui entendait continuer la guerre ; mais le mouvement pacifiste des soldats des tranchées était un facteur qui pesait lourd après quatre ans d'une effusion de sang insensée. Avec le temps Lénine devint de plus en plus le personnage central de cette période de l'Histoire. Au quatrième chapitre, intitulé « Octobre », nous le retrouvons chef incontestable de l'insurrection politique dirigée contre le Gouvernement provisoire. Quoiqu'il doive quitter Petrograd avec Zinoviev et passer dans la clandestinité, il suit d'un œil attentif le cours des événements et demeure en liaison permanente avec le Comité central resté dans la capitale, où il retourne lui-même en octobre pour participer à la session du 10 octobre, puis à une autre, d'une portée historique, le 16 octobre (le procès-verbal de cette dernière étant publié intégralement dans le livre). Les événements du 25 octobre prennent corps heure par heure sous les yeux du lecteur, à la manière d'un scénario : l'occupation des points stratégiques de la capitale, la fuite de Kerenski et, enfin, la prise du Palais d'Hiver et l'arrestation des membres du Gouvernement provisoire. Pour éliminer les difficultés qui proviennent de l'écart entre le calendrier moderne et l'ancien calendrier russe l'auteur nous donne, à la fin du livre, un tableau chronologique établi selon les deux systèmes à la fois. Un nombre important de photographies de l'époque illustrent l'ouvrage.

La revue des historiens hongrois, publiée régulièrement en langue étrangère, offre au public des matières très variées. (*Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*. Akadémiai Kiadó, Budapest, tomus XVII., 1971.) Étienne Ier, le fondateur du royaume de Hongrie est né, selon la tradition des annalistes, vers 970. Dans son article consacré à la mémoire du grand roi, Gy. Györffy relate brièvement les événements du règne d'Étienne Ier, et met en relief son importance historique (en allemand, avec un résumé en russe). A propos d'un autre centenaire récemment célébré, celui de la Commune de Paris, une session commémorative a été organisée le 17 mars 1971 par plusieurs organisations scientifiques hongroises. Le rapport que T. Erényi a présenté à cette session est consacré à l'histoire de la Commune, tout en se référant aux analyses que les chefs du mouvement ouvrier, Marx, Engels et Lénine, en avaient données (en allemand, avec un résumé en russe). Une troisième fête commémorative, le 50e anniversaire de la République Hongroise des Conseils a donné lieu à une table ronde dont la matière est également reproduite dans la revue. A. Siklós nous propose une étude du problème des nationalités, tel qu'il fut posé par la République des Conseils qui lui attribuait une importance considérable dans sa politique intérieure (en anglais, avec un résumé en russe). Le lecteur trouvera également dans la revue un article rédigé en français, où J. Kende nous décrit le programme de la session consacrée au centenaire de la Commune de Paris, ainsi qu'un autre article de A. Gergely (en russe) qui nous présente le programme de la session spéciale organisée par l'Institut des Recherches historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie à l'occasion d'un quatrième grand centenaire : le 100e anniversaire de la naissance de Lénine. Parmi les articles qui ne rentrent pas dans

ces catégories, mentionnons l'étude de Gy. Bónis, qui rend compte des recherches menées sur les institutions féodales hongroises du Moyen Age (en français) ; Gy. Granasztói présente une analyse par ordinateur des relevés des impôts de la ville de Brassow en 1475 (en anglais, avec un résumé en russe) ; une étude de Á. R. Várkonyi est consacrée au développement de l'activité commerciale et de la politique au XVII^e et XVIII^e siècles (en allemand, avec un résumé en russe) ; D. Kosáry analyse les tentatives politiques hongroises faites dans le cadre de la Monarchie austro-hongroise entre 1867 et 1918 (en allemand, avec un résumé en russe) ; J. Jemnitz nous décrit le rôle que joua Engels dans le mouvement ouvrier international entre 1890 et 1895 (en anglais, avec un résumé en russe) ; T. I. Berend et Gy. Ránki interviennent au sujet d'une conception générale d'histoire économique (en allemand, avec un résumé en russe), et, enfin F. Glatz publie un article sur l'historiographie et la politique culturelle et scientifique de la Hongrie dans les années 1920 (en anglais, avec un résumé en russe).

La revue rend également compte des événements de la vie scientifique internationale : en premier lieu, du Congrès international des historiens, qui s'est tenu à Moscou entre les 16 et 23 août 1970 ; les interventions des participants hongrois y sont reproduites dans leur texte original. Le lecteur trouvera également un rapport (en français) sur le 5^e Congrès international d'histoire économique, tenu également en août 1970 à Leningrad, et enfin des notes rédigées en allemand, en anglais et en russe sur les ouvrages historiques parus en Hongrie ou à l'étranger. Le volume se termine sur une bibliographie choisie des travaux historiques publiés en Hongrie au cours de l'année 1969 (les titres hongrois y étant traduits en deux langues étrangères).

Au cours des dernières années, notre revue a déjà rendu régulièrement compte de la publication annuelle éditée par les différentes chaires d'histoire de l'Université de Budapest, ce qui permet au lecteur étranger de se faire une idée de l'activité scientifique complexe, déployée par les enseignants de ces chaires. Une bibliographie, rédigée en allemand par M^me M. Diószegi, directrice de la Bibliothèque d'histoire de la Faculté des Lettres à l'occasion du 25^e anniversaire de la Libération, constitue le numéro de 1971 de la revue *Annales*, bibliographie qui dresse la liste des ouvrages scientifiques rédigés par les historiens enseignant à l'Université, ainsi que des différentes thèses de doctorat, portant sur un sujet d'histoire, qui ont été présentées et soutenues à l'Université.

Le lecteur trouvera dans cette bibliographie précise et agréablement présentée des ouvrages de caractère lexicologique et d'autres consacrés aux sciences annexes de l'histoire et aux problèmes méthodologiques ou théoriques de la recherche historique ; travaux traitant de l'historiographie, de l'histoire de la civilisation, de l'histoire de l'Université ; biographies et revues annuelles et enfin, manuels universitaires. La deuxième partie embrasse les publications consacrées à l'histoire de la Hongrie, regroupées selon les périodes historiques, tandis que la troisième partie contient, répartis d'après le même système chronologique, les ouvrages dont le sujet relève de l'histoire universelle. En dehors de leurs publications, l'auteur de la bibliographie nous retrace les carrières scientifiques des historiens enseignant à l'Université. Dans ce cadre, M^me M. Diószegi nous renvoie aussi aux principaux ouvrages scientifiques d'avant-guerre, écrit par les historiens enseignant à l'Université depuis la Libération ; elle ne manque pas de mentionner également les travaux qui ont été publiés à un moment où leur auteur ne se trouvait pas encore ou ne se trouvait plus parmi les collaborateurs de l'Université. L'auteur s'efforce, d'autre part, de présenter au lecteur étranger les différents grades universitaires de façon que celui-ci puisse en avoir une idée précise.

I. Berténvi

ARCHÉOLOGIE

En 1971, la littérature archéologique hongroise s'est enrichie de quelques monographies intéressantes, certes, mais qui ne font que rendre compte de recherches de grande envergure relativement anciennes. En ce qui concerne les travaux plus récents ou actuellement en cours, leurs résultats sont normalement débattus dans des périodiques. Malheureusement, au cours de l'année écoulée, les plus importantes de ces revues (*Acta Archaeologica*, *Archaeológiai Értesítő* [Bulletin Archéologique]) sont demeurées en reste d'une année entière, de sorte que nous ne pourrons en rendre compte que l'année prochaine.

Les Akadémiai Kiadó ont publié quatre monographies. Le livre de K. Bakay *(Scythian Rattles in the Carpathian Basin and their Eastern Connections)* constitue l'étude la plus complète réalisée jusqu'à ce jour sur les « ornements des extrémités de pieux scythiques » (objets de bronze ajourés à douille, surmontés d'une figure animale). L'ouvrage se divise en trois chapitres. Le premier chapitre comprend le catalogue des ornements groupés par régions. L'auteur distingue trois grandes régions dans le bassin des Carpates (Hongrie septentrionale, Transylvanie et Transdanubie), six sur le territoire de l'U. R. S. S. (région du Kouban, région du Don, région de Soula, région de Kiev, région du cours inférieur du Dnieper et région du Dniester-Boug), puis il passe en revue les différentes théories émises sur la fonction des extrémités de pieux. Dans le deuxième chapitre, l'auteur nous fournit un répertoire des spécimens découverts dans le bassin des Carpates, suivi d'une analyse détaillée de leur fonction pratique. C'est là que K. Bakay nous communique l'essentiel de ses conclusions : les objets mystérieux étaient censés produire un bruit sonore — c'est-à-dire qu'ils étaient en réalité des grelots. (Sur la base de données relatives à la fréquence du son, on a réussi à établir que les « grelots » produisaient des tons musicaux.) Ensuite, l'auteur présente un second répertoire du même genre que le premier, mais moins complet, où il mentionne notamment les spécimens orientaux, à propos desquels il réfute l'opinion traditionnelle selon laquelle ces objets auraient servi — du moins en partie — à orner des chars. La principale conclusion que l'auteur tire de ces considérations d'ordre chronologique est que les pièces provenant du bassin des Carpates se divisent en deux groupes, dont l'un comprend les pièces remontant à la fin du VI^e^ ou au début du V^e^ siècle avant notre ère et l'autre celles qui datent de la fin du V^e^ siècle. Ce deuxième chapitre comprend également les résultats d'analyses spectrographiques, ainsi qu'une étude consacrée aux figures ornementales zoomorphes. La dernière partie du chapitre traite de l'origine du type, de son arrière-plan spirituel et de sa fonction rituelle. A propos de la première question, tout en insistant sur le rôle de la région du Caucase dans la genèse de l'art des Scythes, Bakay cherche en fin de compte à démontrer que la véritable patrie de ces grelots était l'Asie mineure. A propos du deuxième problème, parti de l'idée selon laquelle les figures zoomorphes peuvent être mises en rapport avec le totémisme, l'auteur conclut que, comme les sonnettes, les grelots constituaient des accessoires importants des cérémonies chamaniques. Cet ouvrage remarquablement présenté, illustré de figures dans le texte, et de photographies en noir et blanc et en couleur, mérite de retenir l'attention d'un public international, et ce, ne serait-ce que parce qu'il dresse un inventaire détaillé des monuments dispersés sur un territoire assez étendu. On peut cependant supposer que les tentatives d'interprétation de l'auteur feront l'objet d'une vive controverse. — Le volume suivant, *Die römischen Steindenkmäler von Savaria*, rédigé par A. Mócsy et T. Szentléleky, est consacré aux monuments en pierre de Savaria, aujourd'hui Szombathely. D'après le titre, le lecteur pourrait s'attendre à trouver un catalogue contenant les principales sources de l'histoire et de l'art de l'une des villes les plus importantes de Pannonie, notamment les inscriptions et les sculptures. En réalité, il s'agit de bien davantage : la moitié du volume est constituée par une monographie moderne, la première dans son genre, de l'histoire, de la religion et de la sculpture de Savaria. Après l'introduction de T. Szentléleky qui retrace l'histoire des recherches, le lecteur trouvera une brève étude de T. Buócz, topographe de Savaria, sur l'étendue et la structure de

la ville antique. L'étude est suivie d'un excellent chapitre où L. Balla nous présente l'histoire et la société de Savaria, en nous donnant notamment un aperçu des manifestations de la vie religieuse de la ville, à l'exception des cultes égyptiens qui sont traités par Szentléleky. L'étude plus détaillée de la partie monographique est celle de Z. Kádár qui présente la sculpture de Savaria, étude qui, malgré ses résultats intéressants, ne dénonce pas moins un certain retard dans les recherches relatives à l'art romain en Pannonie. Le catalogue mentionne — à l'exception des pièces récemment découvertes — tous les monuments en pierre de la ville, avec une documentation photographique à peu près complète. L'auteur a classé les monuments selon différents types : listes, inscriptions sur les constructions, autels, bases, tablettes votives et bas-reliefs, monuments funéraires, sarcophages, restes de monuments funéraires, fragments d'inscriptions, statues, restes d'édifices. Les inscriptions ont été dépouillées par A. Mócsy. Cet excellent ouvrage sera désormais indispensable aux spécialistes de l'Antiquité, non seulement en tant que source, mais encore comme l'ouvrage de base d'une future synthèse de l'ensemble de nos connaissances relatives à Savaria. – Le troisième volume, E. B. Thomas : *Helme, Schilde, Dolche* (Studien über römisch-pannonische Waffenfunde), comprend trois études de moindre envergure sur les armes mises au jour en Pannonie. Ces études ont été publiées dans un volume séparé, pour que les pièces récemment découvertes, et fort intéressantes du point de vue de l'histoire des armes, puissent être le plus rapidement possible accessibles au public scientifique international. (Elles ont déjà été publiées il y a un certain temps en Hongrie.) La première étude se divise en deux parties. La première partie est consacrée à la découverte de deux casques d'apparat ornés de bas-reliefs (coll. de Brigetio et ancienne coll. Delhaes) ; la seconde porte sur des casques en fer ornés de lamelles, dits « casques à crête » (spécimens d'Intercisa, casque d'apparat de la place Eskü). La deuxième étude est consacrée aux boucliers ; elle porte sur deux belles trouvailles récentes, les *umbo* à ornement poinçonné de Százhalombatta et ceux en bronze de Dunaföldvár. Enfin, le lecteur trouvera un chapitre consacré aux poignards où l'auteur nous présente un spécimen récemment découvert à Dunaföldvár. Dans chacune des trois études, l'auteur cherche en premier lieu à déterminer par recoupements la date et le lieu de fabrication de ces armes pannoniennes. L'intérêt de l'ouvrage est considérablement rehaussé par les photographies et les dessins très réussis qui, même pour les pièces déjà publiées et analysées à plusieurs reprises, peuvent enrichir les connaissances de ceux qui n'ont pas la possibilité d'étudier les pièces originales. – La quatrième monographie dans l'ordre chronologique constitue la cinquième partie de la série *Studia Archaeologia* de l'Institut d'Archéologie de l'Académie des Sciences de Hongrie. Il s'agit de l'étude archéologique et anthropologique d'une nécropole datant de l'époque des grandes migrations : *Das völkerwanderungszeitliche Gräbefeld von Környe*. Les auteurs en sont Á. Salamon et I. Erdélyi. (La partie anthropologique est due à I. Lengyel et à T. Tóth.) Au moment d'ouvrir une carrière de sable on a découvert à Környe plusieurs tombes, pour la plupart détruites (une partie de leur mobilier a pu toutefois être sauvée) ; par la suite, les spécialistes ont réussi à mettre au jour cent cinquante-deux sépultures. L'ensemble est d'autant plus intéressant que dans vingt-et-une tombes du cimetière, qui date du VI^e^ s. apr. J.-C., on a retrouvé les restes de chevaux harnachés, la majorité des autres tombes renfermant des armes. L'analyse scientifique de ces trouvailles a abouti aux résultats suivants : les objets les plus fréquents y sont les objets byzantins provenant surtout d'ateliers des bords de la mer Noire ; le groupe suivant comprend des trouvailles originaires d'Asie centrale, puis viennent les produits occidentaux et locaux. L'ensemble de ces trouvailles permet de conclure à l'hétérogénéité ethnique de la population de Környe, tandis que la répartition des objets d'origines différentes indique que cette population constituait une unité sociale. Se basant sur les caractéristiques du cimetière, les auteurs pensent qu'il doit s'agir de la nécropole des mercenaires byzantins d'une garnison stationnant en Pannonie, hypothèse qu'ils étayent par l'exposé des événements politiques du VI^e^ siècle plus étroitement liés à la Pannonie. Au terme de leur conclusion finale, la présence de mercenaires byzantins dans la Transdanubie se situerait le plus vrai-

semblablement à l'époque de l'empereur Justinien qui, après la mort de Théodoric, tenta de restaurer l'Empire romain en concluant une alliance avec les Lombards de Pannonie. La date approximative de l'abandon du cimetière permet d'envisager une autre hypothèse : les mercenaires de Környe auraient quitté la région en même temps que les Lombards d'Alboin pour aller s'établir dans le nord de l'Italie. Quoiqu'il en soit, les trouvailles de Környe apportent des compléments importants à nos connaissances relatives à l'histoire (fort compliquée) du VI^e^ siècle, connaissances qui seront davantage éclaircies lors des débats qui ne manqueront pas d'accompagner la publication de cet ouvrage.

Aux quatre volumes que nous venons de présenter, il faut joindre une cinquième monographie importante qui constitue le treizième volume (paru en 1970) de la série *Acta Antiqua et Archaeologica* de l'Université József Attila de Szeged. L'ouvrage comprend deux études de J. Harmatta, spécialiste hongrois de renommée internationale de l'iranistique. Ces études avaient déjà été publiées, à un faible tirage, en 1950 et en 1952 ; elles eurent alors un écho tel qu'une nouvelle publication s'imposait. L'ouvrage se divise en trois grands chapitres (1. Les Sarmates de l'Ouest dans la région du Pont septentrional, 2. Les Sarmates en Hongrie, 3. La langue des Sarmates) complétés par une présentation détaillée des nouveaux résultats obtenus depuis 1952, présentation suivie d'une bibliographie choisie.

Après les monographies, disons encore quelques mots des annales de deux de nos musées nationaux. Le périodique bilingue (français-hongrois) du Musée des Beaux-Arts de Budapest *(Bulletin du Musée Hongrois des Beaux-Arts)* est l'une des principales revues ayant trait non seulement à l'histoire de l'art, mais aussi à l'archéologie classique en Hongrie. Le numéro 34–35 (1970), paru avec un peu de retard, comporte quelques études intéressantes. L. Kákosy analyse, à propos des « tablettes de Horus » qui se trouvent au Musée des Beaux-Arts de Budapest, la place qu'occupe ce genre particulier dans l'histoire des religions. M. Szabó nous présente trois statuettes grecques préclassiques en bronze : un taureau subgéométrique pouvant être fixé sur une épingle, un protomé de griffon appartenant aux fontes creuses grecques les plus anciennes et une statuette de kouros datant du VI^e^ siècle av. J.-C. L'étude suivante est la première consacrée à l'important article de J. Gy. Szilágyi (numéro 32-33) qui traite de la première grande représentation sculptée connue d'Iris Pharia ou Pelagia. L. Castiglione démontre que la figure grecque de « l'Isis maritime » remonte à des antécédents égyptiens et représente l'aboutissement d'un processus d'hellénisation que l'auteur analyse ici en détail. Le n^o^ 36 (1971) contient en dehors de la présentation de deux *ushebti* saïtes par I. Nagy, un article de A. M. Bisi, spécialiste italien de l'archéologie punique, sur la collection punique du musée. Une étude intéressante de H. G. Severin (Berlin) est consacrée à un bas-relief en marbre représentant le « sacrifice d'Abraham », chef-d'œuvre de l'époque du règne de Théodose. L'auteur expose des problèmes relatifs au genre et à l'iconographie de cette scène.

Les annales de 1971 du Musée national hongrois (*Folia Archaeologia* 22.) contiennent trois études intéressantes publiées en langues étrangères. Après nous avoir présenté un ceinturon celtique mis au jour à Vezseny (Szolnok, Musée Damjanich) I. Stanczik et A. Vaday passent en revue les chaînes de ceinturon celtiques de type « hongrois » du bassin des Carpathes (texte rédigé en allemand). L. Barkóczi, quant à lui, traite d'un groupe de verres à ornements moulés datant de la fin de l'époque romaine et découverts sur le territoire de la Pannonie (en allemand). Zs. Lovag publie une étude sur les croix pectorales en bronze de type byzantin conservées au Musée National (en anglais). En dehors de ces études, le volume comprend de nombreux articles rédigés en hongrois sur divers sujets concernant l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art. (Chaque article est suivi d'un résumé en langue étrangère.)

Enfin, étant donné la « pénurie » des guides de fouilles et d'expositions en Hongrie, il convient de signaler une fois de plus à l'attention du public la troisième édition remaniée du petit ouvrage de J. Fitz qui nous présente les résultats des fouilles de Gorsium jusque dans ses découvertes les plus récentes. (1970, paru en hongrois, avec un résumé en anglais.)

M. Szabó

LINGUISTIQUE

La grosse majorité des recherches poursuivies en Hongrie dans le domaine de la linguistique ont trait à la langue hongroise. Étant donné que la plupart des spécialistes intéressés par la langue hongroise, en tant qu'objet de recherche, comprennent le hongrois, les ouvrages relevant de ce domaine n'étaient en général publiés qu'en hongrois. (Ces dernières années, on commence à comprendre que la publication de tels travaux uniquement en langue hongroise freine le développement de la linguistique hongroise, elle la confine beaucoup dans d'étroites limites.)

Ces circonstances font que les ouvrages de linguistique publiés en langues étrangères *ne donnent pas* une image fidèle des recherches en cours dans notre pays.

En 1971, des livres parus en Hongrie en langue étrangère seulement trois peuvent être classés dans la rubrique de la linguistique. Deux d'entre eux ont en fait un caractère plutôt philologique, ou relèvent de la linguistique spécialisée, et un seul ouvrage, celui de Ferenc Kovács, concerne la linguistique générale.

La publication de certaines études dans les revues éditées en langues étrangères, quelques travaux parus en langues étrangères dans des revues publiées en hongrois (et ajoutons à cela quelques manuels) contribuent à améliorer légèrement la situation d'ensemble.

Le nombre et l'importance des ouvrages de linguistique parus en Hongrie en langues étrangères en 1971 sont loin d'être satisfaisants.

Dans ce bref aperçu, je signalerai tout d'abord les livres de linguistique publiés en 1971, puis les travaux parus dans les revues éditées en langues étrangères, et enfin diverses autres publications.

Ferenc Kovács : *Linguistic Structures and Linguistic Laws*. Akadémiai Kiadó, Budapest 1971, 398 p. C'est la traduction du livre de l'auteur paru en hongrois (*Nyelvstruktúrák — nyelvi törvények*. Akadémiai Kiadó, Budapest 1971, 309 p.). L'édition hongroise se base sur le texte remanié de la thèse de l'auteur qui lui a valu l'attribution du grade scientifique de docteur ès sciences linguistiques.

L'auteur est l'un des disciples du plus grand théoricien hongrois de la linguistique du XX^e siècle, Gyula Laziczius (1896-1957).

L'ouvrage comprend cinq parties : I. Autonomie de la linguistique ; II. La langue en tant que système. Structure du signe linguistique ; III. Nature et structure du signification ; IV. Rapport du contenu (du signification) et de la forme linguistique ; V. Traits essentiels des lois linguistiques. — L'auteur a cherché à traiter avec une ambition louable la plupart des problèmes fondamentaux de la linguistique contemporaine.

F. Kovács tente de résoudre les problèmes soulevés en partant d'une base marxiste bien étayée. Ceci est d'autant plus important que le marxisme, en tant que philosophie et vision du monde, ne dispose pas à l'heure actuelle d'une position unique, homogène dans les questions de linguistique ; les travaux des spécialistes, et parmi eux de F. Kovács également, contribuent sans conteste non seulement à l'analyse des problèmes fondamentaux de la linguistique, mais également à l'élaboration de conceptions philosophiques adéquates relatives à la langue et à la linguistique.

L'auteur procède à son entreprise de valeur en recourant à la méthode historique et critique ; il ne craint pas de mettre en œuvre çà et là une polémique aiguë inusitée dans la débonnaire philologie. Il critique d'une part la linguistique hongroise, variante évoluée de la linguistique néogrammairienne, d'autre part la linguistique descriptive américaine (et ses représentants de Hongrie). La valeur de son travail ne fait aucune doute, mais elle est quelque peu diminuée du fait qu'il ne discute pas toujours les positions adoptées actuellement au sujet des questions théoriques immanentes à certaines des tendances qu'il critique. *Studia Turcica = Bibliotheca Orientalis Hungarica* XVII. Akadémiai Kiadó, Budapest 1971, 498 p.

Cette série réputée, tout comme le présent volume, paraît sous la rédaction du professeur L. Ligeti. Ce volume-ci a été préparé à l'occasion du centième anniversaire de la Chaire de Philologie turque de l'Université Eötvös Loránd de Budapest. Les auteurs du recueil sont des turcologues

hongrois et étrangers. Du point de vue de la linguistique, nous pouvons relever les études suivantes : G. Bárczi (Budapest) : « Le traitement de *ʒ* et de *č* turcs dans les mots d'emprunt turcs du proto-hongrois », pp. 39-46. — G. Hazai (Budapest—Berlin) : « Zur Frage der historischen Entwicklung der Personalendungen im Osmanisch-Türkischen », pp. 231-234. — S. Kakuk (Budapest) : « Cent ans d'enseignement de philologie turque à l'Université de Budapest », pp. 7-27. — J. Németh (Budapest) : » Noms ethniques turcs d'origine totémistique », pp. 349-359. — A. Róna-Tas (Szeged—Budapest) : « On the Chuvash Guttural Stops in the Final Position », pp. 389-399.

A. Bodrogligeti : *The Persian Vocabulary of the Codex Cumanicus*. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. 235 p.

Le Codex Cumanicus est un document d'un contenu très intéressant datant du XIVe siècle, conservé à la Bibliothèque Saint-Marc de Venise. L'auteur, professeur à l'Université Eötvös Loránd de Budapest et à l'University of California de Los Angeles, analyse, en recourant aux méthodes de la linguistique classique et moderne, le matériel de langue persane en transcription latine du Codex Cumanicus, glossaire en latin vulgaire, persan et turc. Les résultats de l'ouvrage intéressent avant tout les iranisants.

Acta Linguistica Academiae Scientiarum Hungaricae. La Maison d'Édition de l'Académie des Sciences de Hongrie (Budapest) a publié en 1971 le XXIe tome des Acta en deux fascicules doubles (1-2 et 3-4). La revue publie des études, des chroniques et des comptes rendus. Les sujets des études sont extrêmement hétérogènes ; le volume contient des articles intéressant pour ainsi dire tous les domaines de la linguistique, surtout de la plume d'auteurs hongrois, mais aussi de certains chercheurs vivant à l'étranger.

Parmi ces études, nous mentionnerons celles qui ont un caractère théorique, ainsi que quelques autres textes qui semblent particulièrement intéressants.

Les études de caractère théorique sont les suivantes : F. Fabricius-Kovács (Budapest) : « Linguistics, Communication Theory, Social Psychology », pp. 69-86. — Contribution à la théorie moderne de la communication sociale à partir des conceptions de S. Karácsony (1891-1952). — J. C. Nyíri (Budapest) : « Explorations in the Philosophy of Language », pp. 439-358. — Étude critique d'ensemble du jeune philosophe du langage. — L. Papp (Budapest) : « Umstrittene Fragen in der Sprachwissenschaft», pp. 59-68. — Analyse critique de certains problèmes du structuralisme linguistique. — L. V. Sova (Leningrad) : « Strouktourno-syntagmatitcheski invariant », pp. 267-281. — Étude relevant de l'école de typologie linguistique de Leningrad. — E. Zierer (Trujillo, Pérou) : « Some Psycho-Syntactic Implications in Language Comprehension », pp. 53-58. — Contribution théorique et expérimentale à l'hypothèse de la profondeur. — J. Zsilka (Budapest) : « Dialectics of the Form of Motion in the Language (On the basis of sentences with an object) », pp. 282-320. — Nouveaux développements de la théorie élaborée par l'auteur, en partie sur la base des conceptions de Chomsky.

Autres études importantes de linguistique : L. Gáldi (Budapest) : « Endre Ady et les traditions de la métrique finno-ougrienne », pp. 379-390. — L. Lőrincze (Budapest) : « Die Prinzipien der ungarischen Sprachpflege und das neue Etymologische Wörterbuch », pp. 247-266. — J. Németh (Budapest) : « The Runiform Inscriptions from Nagy-Szent-Miklós and the Runiform Scripts in Eastern Europe », pp. 1-52. Étude synthétique du rédacteur en chef de la revue, nestor de la turcologie. — I. Szatmári (Budapest) : « Qu'est-ce qui entre dans la symbolique des sons ? », pp. 87-104. Sur la base du matériel fourni par la langue hongroise. — V. Voigt (Budapest) : « Preliminaria hungaro-baltica », pp. 391-400. Une première étude dans ce domaine.

Il nous faut signaler que le volume de 1971 de la revue contient cinq articles résumant les recherches effectuées entre 1945 et 1970 dans les domaines de la linguistique hongroise, et dans ceux des langues ouraliennes, germaniques, romanes et orientales. La même rubrique publie depuis longtemps la chronique des activités linguistiques déployées au cours de l'année précédente en Hongrie : L. Papp (Budapest) : « Chronik des Jahres 1970 », pp. 409-430. Une bibliographie et une chronique spécialisées excellentes.

Studia Slavica Academiae Scientiarum Hungaricae.

En 1971, ont paru les fascicules jumelés nos 1-2 et 3-4 du tome XVII. — La revue prête ses pages à la linguistique aussi bien qu'à d'autres sciences sociales, traitant toutes de la langue et de la culture des peuples slaves. La structure de la revue est similaire à celle des Acta Linguistica.

En 1971, la revue n'a pas publié d'étude de caractère théorique. Autres matériaux touchant la linguistique :

J. Bańczerowski (Budapest) : « O ïazyke Loutskovo évanghélia » (Écriture, orthographe, phonétique), pp. 1-44. — G. I. Firsanova (Leningrad) : « K voprossou o méloditeskom oformlénii voprosno-otvetnykh 295. — F. Gregor (Budapest) : « Slowakische Schimpfworte und Flüche ungarischer Herkunft », pp. 107-118. — R. l'Hermitte (Paris) : « La phrase nominale en russe et les constructions voisines dans les langues finno-ougriennes », pp. 335-345. — D. Müller-Ott (Vienne—Heidelberg) : « Zur quantitativen Erforschung der Lexik der russischen Volksdichtung », pp. 170-175.

Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae.

Les trois fascicules du tome XXIV parus en 1971 contiennent de nombreux articles intéressant divers domaines de l'orientalisme en particulier la philologie. Du point de vue spécialement linguistique, nous devons noter à part :

J. Vekerdi (Budapest) : « The Gurvāri Gypsy Dialect in Hungary », pp. 381-388.

Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae.

A ce jour, seuls les fascicules jumelés 1-2 du tome XIX ont paru. Du riche matériel intéressant l'étude de l'antiquité, nous pouvons relever du point de vue de la linguistique l'étude de :

J. Harmatta (Budapest) : « Sino-Iranica », pp. 113-144 (en anglais).

Slavica-Annales Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae.

A côté de diverses études de philologie, d'histoire de la littérature, d'histoire culturelle et d'ethnographie slaves, le tome XI (Debrecen, 1971) publie également quelques articles de linguistique :

J. Drahos (Debrecen) : « K voprossou katégorii prédelnosti/néprédelnosti v glagolnykh deïstvyakh », pp. 31-42. — S. Jánoska (Debrecen) : « Osobyé slutchaï oupotréblénia soïouknykh slov *kto* i *tchto* », pp. 17-30. — F. Papp (Debrecen) : « Konférentsia o slavianskom slové », pp. 171-173. Compte rendu sur la conférence organisée en 1970 à Los Angeles. — P. Schveiger–J. Máthé (Cluj, Roumanie) : « K voprossou o strouktournom opisanii prédlojénia v rousskom ïazyke », pp. 5-15. Une des rares applications de la « grammaire des catégories ».

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio Linguistica.

Le tome II de l'année 1971 (pp. 3-109) publie plusieurs études spécialisées de linguistique. Parmi celles-ci, nous signalerons :

M. Horváth (Budapest) : « Fragen der Gruppierung der deutschen Lehnwörter des 17. Jahrhunderts im Ungarischen », pp. 3-10. — J. Kiss (Budapest—Göttingen) : « Die Entstehungsarten der Verbalsuffixe im Ungarischen », pp. 31-34. — J. Molnár (Budapest) : « Zur Frage der akustischen Struktur der ungarischen Sprachlaute », pp. 35-44, avec des rœntgenogrammes. — I. Szabics (Budapest) : « La valeur stylistique du passé composé en ancien français », pp. 75-85.

Analecta Linguistica.

Tome I, fascicules 1 et 2 (Akadémiai Kiadó, Budapest), pp. 1-268, 1-215 (ronéotypés).

Le caractère même de ce nouveau bulletin introduit une nouveauté dans la linguistique hongroise : il fournit des informations sur les nouvelles acquisitions des bibliothèques publiques de Hongrie en matière de linguistique (livres et périodiques) ; il publie en fac-similé le sommaire de plusieurs revues et périodiques importants du domaine de la linguistique et de la philologie, ainsi que des bibliographies thématiques. La rubrique « linguistique » comprend également les aspects linguistiques de l'orientalisme, de la philologie classique et de l'ouralistique. — Ce bulletin d'information est rédigé en anglais, hongrois et russe.

Nyelvtudományi Közlemények
(Bulletin de Linguistique).

En 1971, la revue de la Commission de Linguistique de l'Académie des Sciences de Hongrie, qui paraît en général en hongrois et sous une forme imprimée, a été éditée en deux fascicules : ce LXXIII[e] volume comprend entre autres trois études en langue étrangère :
J. Bańczerowski (Budapest) et W. Kołwzan (Poznań) : « Nékotorye problémy ïazyka i ïazykovoï kommounikatsii », pp. 232-248. — J. Bańczerowski (Poznań) : « Bemerkungen zu den Theorien über das Klusilsystem im Proto-Uralischen und einige Modellvorschläge », pp. 49-64. — H. Katz (München) : « Kleinigkeiten zur Phonologie des Ostjakischen », pp. 129-135.

Folia Practico-Linguistica.

Série ronéotypée, publiée depuis 1971 par l'Institut des Langues étrangères de l'Université technique de Budapest. Dans le cahier n° I qui compte 96 pages, nous trouvons quelques textes de linguistique intéressants publiés en langues étrangères : Mme M. Osztatni (Budapest) : « Upotréblénié glagolov *utchit, utchitsa, zanimatsa* », 37-46. — K. Tóth (Budapest) : « Nékotoryé voprossy postroénia programmy po rousskom iazykou dla studentov tekhnitcheskikh vouzov », pp. 59-70.

Magyar Nyelvjárások — a Debreceni Kossuth Lajos Tudományegyeiem Magyar Nyelvtudományi Intézetének Évkönyve
(Dialectes hongrois — Annales de l'Institut de Linguistique hongroise de l'Université Kossuth Lajos de Debrecen)

Le XVII[e] tome (Debrecen, 1971) a été dédié au professeur István Papp, décédé depuis, à l'occasion de son 70[e] anniversaire. Ce volume contient avant tout des communications intéressant la dialectologie, mais aussi d'autres articles de lingustique, surtout sur la langue hongroise. Les communications sont en général publiées en hongrois, à quelques exceptions près. Tous les articles parus dans le tome XVII sont publiés en hongrois. Nous devons pourtant signaler ces Annales, étant donné que c'est la seule publication qui donne régulièrement, depuis ses débuts, des résumés substantiels en langues étrangères.

Au cours de 1971, trois conférences internationales et une demie ont été organisées en Hongrie dans le domaine de la linguistique : trois se sont déroulées entièrement en langues étrangères, une quatrième à moitié. Le matériel de toutes ces conférences doit paraître en Hongrie : cette circonstance améliorera sensiblement la proportion des publications de linguistique en langues étrangères. Ajoutons que tout au début de 1972 paraissait déjà un ouvrage de linguistique, et tout laisse supposer que cette année verra la publication en langues étrangères d'autres volumes encore.

Il est cependant indiscutable que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. La mise en train d'une série de monographies spécialisées en langues étrangères dans le domaine de la linguistique hongroise apportera probablement les changements positifs nécessaires.

Gy. Szépe

BELLES-LETTRES ET SCIENCES LITTÉRAIRES

Le périodique en langue étrangère de l'Académie des Sciences de Hongrie, *Acta Litteraria* a paru en 1971 avec une documentation volumineuse. Cette publication rend hommage au professeur Gábor Tolnai, directeur de la revue, à l'occasion de son soixantième anniversaire et ce non seulement dans des articles solennels et analytiques, mais également par la publication d'une bibliographie complète sur son activité.

Fidèle aux traditions, le périodique publie des travaux concernant non seulement la littérature hongroise, mais les littératures étrangères : études, recherches, analyse comparative des différentes littératures, articles théoriques et portraits d'écrivains. Il nous est malheureusement impossible ici de présenter au lecteur chacune des études dont les sujets et même la langue sont très variés. Nous mentionnerons donc avant tout les essais écrits en français.

Dans son étude, « la Crise de la Renaissance et le maniérisme », T. Klaniczay qui est au courant de toutes les recherches entreprises dans ce domaine, se propose de déterminer le maniérisme, son rôle, sa fonction et son arrière-plan social en Europe. Il expose la crise économique et sociale de la Renaissance en soulignant qu'elle fut suivie d'une crise intellectuelle. Le professeur Klaniczay nous montre comment la conception humaniste convaincue des capacités illimitées de l'homme a fait faillite, comment ont vu le jour des théories nouvelles s'éloignant de plus en plus des sciences. D'autre part, l'auteur nous décrit la crise que traversèrent alors les arts, l'idéal de beauté de la Renaissance étant renversée, l'harmonie détruite.

Gagnant du terrain, le maniérisme s'écarta de plus en plus de la Renaissance ; il se caractérise dans les arts par des héros schizoïdes, dans la vie ecclésiastique, par des conversions spectaculaires, et parmi les gens d'esprit, par le cosmopolitisme. L'étude analyse les vues des savants, philosophes et artistes, tel Giordano Bruno, en suivant la ligne d'évolution des deux principales tendances idéologiques du maniérisme : la tendance ésotérique, platonicienne-hermétique et le néo-stoïcisme chrétien.

L'article de M. Szabolcsi est d'un caractère différent. Cette étude a été écrite dans le cadre d'une enquête sociologique sur la vie littéraire hongroise actuelle ; son auteur nous rend compte des recherches poursuivies sur différents sujets par l'Institut d'Études littéraires de l'Académie des Sciences de Hongrie. L'étude est composée de trois parties : M. Szabolcsi analyse dans une première partie le goût littéraire, dans une deuxième partie le contenu des ouvrages cités, tandis qu'une troisième traite de la situation sociale des auteurs, de leur rôle dans la vie littéraire et sociale. C'est surtout cette dernière investigation qui importe car de telles recherches n'avaient pas encore été entreprises, ni chez nous, ni ailleurs, par les sociologues de la littérature. L'auteur présente, à l'appui de nombreux exemples, les méthodes utilisées et les problèmes posés par cette recherche.

Dans son étude, « Petőfi et Dumas », S. Fekete analyse les influences littéraires et les rapports intellectuels des deux écrivains. L'article est particulièrement intéressant pour les spécialistes français, du fait qu'il paraît en même temps que la nouvelle édition en français des poèmes de Petőfi. L'étude mentionne entre autres que dans ses *Lettres de voyage*, Petőfi parle avec enthousiasme de Dumas père dont il admirait l'œuvre. En effet, dès 1845, Petőfi range Dumas parmi ses écrivains favoris. Dans cette étude, S. Fekete s'efforce de dégager les raisons qui expliquent cet enthousiasme de Petőfi vis-à-vis de Dumas ; il recherche l'influence de Dumas dans l'œuvre du poète, et ce moins dans sa poésie lyrique que dans ses romans dont les héros sont des redresseurs de torts.

Le traité de D. Baróti intitulé « Un écho hongrois du classicisme français : 'La tragédie d'Agis' de Gy. Bessenyei » puise son sujet dans l'époque des lumières. Son auteur analyse cette œuvre de Bessenyei la plus importante de la littérature hongroise d'alors, en la comparant aux œuvres littéraires françaises de l'époque.

L'étude d'I. Sőtér : « Comparaison — confrontation » traite des questions théoriques des recherches de la littérature comparée. Jadis, la méthode de la comparaison ne s'étendait qu'aux problèmes des influences réciproques. Aujourd'hui, la comparaison est plutôt une confrontation : nous recherchons les analogies et les disparités qui

se manifestent parallèlement dans les différentes littératures, en confrontant les littératures nationales ou en étudiant les différentes époques de la littérature mondiale. Cette méthode fournit une base solide pour la rédaction d'une nouvelle histoire de la littérature mondiale.

Dans son étude : « La carte poétique de Villon », O. Süpek établit un rapprochement entre certaines données biographiques avec les œuvres de Villon, ce qui lui permet à enrichir la connaissance de la carrière du poète français.

Plusieurs essais traitent des problèmes théoriques de la littérature vivante. Parmi les analyses des problèmes du réalisme socialiste, l'étude de B. Köpeczi : « Réalisme socialiste — légende et vérité », est le plus remarquable. L'auteur se refère aux vifs débats de ces dernières années à ce sujet, et donne une interprétation de la notion du réalisme socialiste. « De notre part, nous considérons que le réalisme socialiste est une tendance fondamentale de la littérature et des arts du XX^e siècle, tendance qui s'est formée dans la lutte menée pour la victoire de la révolution socialiste et pour la construction de la nouvelle société. » Il ressort de cette définition que l'on ne peut considérer comme définitifs, achevés, ni le style ni la méthode utilisés par le réalisme socialiste dont l'auteur fait connaître les débuts, et les tendances littéraires qui l'ont précédé au siècle dernier en Europe orientale et occidentale, tendances liées aux mouvements ouvriers. Le lecteur connaîtra l'origine et la signification de l'expression employée la première fois en Union soviétique en 1932. L'étude traite finalement des caractéristiques, des résultats acquis et des possibilités du réalisme socialiste.

L'étude de P. Nagy intitulée « le Réalisme socialiste — fiction ou vérité ? » est en rapport étroit avec la précédente. L'auteur expose ses vues à propos d'une anthologie en deux volumes (*Réalisme socialiste I-II.* Budapest, 1970.)

Le périodique comprend aussi plusieurs articles rédigés en allemand, parmi lesquels celui de L. Illés : « Écrire — prendre parti » ; l'auteur se penche sur l'engagement littéraire et traite donc un sujet similaire à celui de l'étude de P. Nagy. J. Mezei, quant à lui, disserte sur « le Modèle du roman sentimental », tandis que plusieurs études puisent leur sujet dans la littérature ancienne et dans la presse. Seule l'étude d'A. Mádl traite d'un thème du vingtième siècle ; il nous rend compte de l'écho dans la presse de la visite de Thomas Mann à Budapest en 1935.

Parmi les essais parus en russe, mentionnons celui de Gy. Király : « la Relation des éléments narratifs et dramatiques dans 'Crime et Châtiment' ». A propos du roman de Dostoïevski et de son adaptation à la scène, Gy. Király analyse la différence de genre entre le « roman dramatique » et le « roman épique ».

L'étude de N. Király « De la nouvelle à tendance dialectique au roman » résume les résultats des études analysant l'évolution du roman polonais. N. Király, quant à lui, traite certaines questions du modernisme tel qu'il se reflète dans la littérature hongroise au début de notre siècle.

Dans une étude publiée en anglais, « la Poésie moderne dans l'Arabie du Sud », Gy. Germanus présente au lecteur la poésie lyrique du vingtième siècle — et surtout celle d'après 1948 — dans cette région. Une étude de K. Kulin examine les raisons et les caractéristiques de l'influence de Faulkner sur la prose moderne d'Amérique latine. J. Kovács nous relate la rencontre de Máté Zalka et de Hemingway en Espagne.

L'étude parue en italien, de T. Kardos : « la Corte rinascimentale di Tamás Nádasdy » nous introduit à la cour de Tamás Nádasdy, à l'époque de la Renaissance.

En 1966, à l'occasion de la rencontre internationale des poètes, a paru le premier numéro d'*ARION*, Almanach international de poésie, rédigé par György Somlyó et par les soins des Éditions Corvina. L'almanach, de simple publication occasionnelle et solennelle, à ses débuts, s'est transformé en un volume paraissant annuellement, en langues étrangères. Dans son quatrième numéro il publie, outre des poèmes, des articles et des études sur les poèmes et leurs auteurs, ainsi que des œuvres en prose.

Le N° 4/1971 d'*ARION* publie en tête une nouvelle de Gyula Illyés, l'un de nos meilleurs poètes et prosateurs : *Anna*, dans l'adaptation de Jean Rousselot. La nouvelle est suivie d'un article de M. Domokos « Naissance d'une nouvelle » où l'auteur nous retrace l'histoire de cette nouvelle inhabituelle, et d'un portrait de l'écrivain, « classique vivant de la littérature hongroise

qui a créé des œuvres exceptionnelles dans tous les genres littéraires ». La belle figure féminine du récit, modélée sur la véritable Anna qui repose depuis dans un cimetière de Sofia, est évoquée avec tendresse.

Le volume contient aussi d'autres œuvres en prose, notamment celles d'István Örkény, auteur d'un genre particulier : les « nouvelles d'une minute ». *ARION* en présente quelques-unes, en même temps qu'un portrait de l'auteur, une notice biographique aussi concise que les nouvelles. Örkény a publié des romans, des récits et des reportages ; ses pièces de théâtre ont toujours connu un grand succès, notamment *la Famille Tót* qui a été jouée dans 17 pays. Les idées bizarres et les types originaux abondent déjà dans les écrits antérieurs d'Örkény. C'est son humour singulier qui constitue la charpente des *Nouvelles d'un minute*, genre dont Örkény est l'inventeur.

Outre des écrits en prose, on trouvera dans la première partie du volume quelques poèmes de jeunesse de Tibor Déry, poèmes d'avant-garde qui viennent de paraître dans un recueil intitulé : *Animaux de nuage.* Les poèmes sont accompagnés d'un article de B. Pomogáts qui pose la question : Tibor Déry est-il poète ou prosateur ? Il résume ainsi ses explications : « Déry abandonne la poésie pour la prose, quitte à couler désormais ses mouvements lyriques dans les moules du roman et du récit. »

Une partie considérable du volume comprend la documentation relative aux Journées de la poésie (Budapest—Balaton, Mai 1970). Le sujet en est toujours la poésie, vue sous tous les angles, dans toutes les nuances. Outre les poètes hongrois (István Vas, Ferenc Juhász, Sándor Weöres, Gábor Garai) ont participé aux débats de nombreux poètes étrangers dont Robert Graves, Guillevic et Vosnessenski.

C'est lors de cette rencontre que Robert Graves a fondé un prix, portant son nom, qui sera décerné au poète hongrois, auteur du plus beau poème de l'année. Le Prix Robert Graves a été décerné pour la première fois en 1970 à László Kálnoky pour son poème *De profundis. ARION* rend compte de ce succès et publie le poème en trois langues : hongrois, français et anglais.

La publication évoque également les poètes et traducteurs récemment décédés ; les hommages chaleureux sont accompagnés d'extraits de leurs œuvres.

Le volume s'achève sur quelques beaux documents de l'amitié, de la fraternité des poètes.

Les *poèmes de Sándor Petőfi* parurent pour la première fois en français en 1860, un peu plus de dix ans après la mort du poète. L'avant-dernière publication en français date de 1954. En 1971, les Éditions Corvina ont publié la onzième édition en français, plus précisément un choix des poèmes de Petőfi, avec une introduction de Jean Rousselot. Ce volume ne contient que les poèmes lyriques de Petőfi, l'intention de l'éditeur étant de présenter au lecteur français le poète de l'amour et de la liberté. Le recueil se compose de cent poèmes, ce qui est à la fois peu et beaucoup si l'on songe à la disparition prématurée du poète. Mais la grandeur de l'adolescent Rimbaud ne réside-t-elle pas elle aussi dans son œuvre et non pas dans son âge !

L'étude vibrante de Rousselot présente au lecteur français le poète dont on ne peut pas parler au passé, car « en vérité, il vit toujours... aux yeux des Hongrois d'aujourd'hui, il est plus vivant que jamais ». L'auteur suit les péripéties de la vie de Petőfi et, outre sa biographie, il fait une mise au point de l'art poétique, du développement artistique du poète.

On ne peut, à vrai dire, analyser et comprendre l'essence de Petőfi qu'en tenant compte à la fois de ses origines modestes, de son accent tout neuf, de son message révolutionnaire et des événements de sa vie. Il a passé sa jeunesse à vagabonder dans son pays. Après des années estudiantines aventureuses, il devint comédien ambulant, passa quelque temps sous les drapeaux ; autant d'expériences qui enrichissent sa lyre.

Son premier poème vit le jour en 1842. Petőfi avait alors 19 ans. Il créa dès lors une poésie d'un type nouveau, réaliste, d'inspiration populaire et révolutionnaire, ce qui tranche vivement sur la poésie hongroise contemporaine des « beaux esprits ».

Le poète populaire devint le chef de la jeunesse révolutionnaire. A la nouvelle de la révolution de Vienne, les jeunes clamèrent dans les rues et à l'université, le *Chant national* qu'il venait d'écrire. A côté de ses poèmes lyriques et révolutionnaires, devaient se ranger plus tard ses chants de guerre. Ses dernières œuvres s'attachent étroitement aux événements guerriers. Il

mourut lors d'un combat, mais nous ignorons les circonstances précises de sa mort. Cependant, le peuple ne voulut pas croire à sa disparition, et longtemps encore, certains attendirent son retour.

La poésie lyrique de Petőfi nous renseigne non seulement sur son existence personnelle, mais elle nous permet de nous faire une idée sur la société de l'époque. Sa gamme sentimentale comprend, et fait retentir, tous les accents humains, du ton espiègle à la voix des grandes passions.

Rousselot met en parallèle les contemporains européens et français de Petőfi et présente le poète tel qu'il vit dans le cœur de son peuple. La préface et la sélection feront comprendre au lecteur français pourquoi Petőfi est devenu le symbole de la révolution, dans son pays et partout où l'on connaît ses œuvres.

Les poèmes ont été adaptés par Paul Chaulot, Eugène Guillevic, Michel Manoll et Jean Rousselot.

Un *Choix de Poèmes de Milán Füst*, ainsi qu'un autre recueil de poèmes a paru en français en 1971 ; l'ouvrage a été édité en commun par les Éditions Corvina de Budapest et Jean-Pierre Oswald, de Paris. Le nom de Milán Füst n'est pas inconnu dans les milieux littéraires français. Ses poèmes ont paru plusieurs fois en français dans les anthologies composées d'œuvres d'écrivains hongrois ; on a également édité en français son roman : *Histoire de ma femme* (Gallimard, 1958) qui a obtenu un grand succès et a été traduit en plusieurs langues. La préface est de la plume de Georges Mounin ; elle constitue plutôt une confession dans laquelle l'écrivain français nous dit comment il a été impressionné par la lecture des œuvres du poète hongrois. Il exprime sans réserve son admiration pour le poète : « Je sais simplement que je n'ai pas fini de lire Milan Füst. Et c'est le critère : le poète, c'est celui qu'on relit ». La postface, qui comprend une brève biographie de Füst, est de la plume de László Rónay. Le poète est né en 1888, dans une famille bourgeoise. Il suit les cours de la Faculté de Droit de Budapest... Il a vingt ans lorsque Ernő Osvát, le rédacteur de la revue *Nyugat*, se lie d'amitié avec lui. La revue publiera d'ailleurs dès la première année de sa fondation (1908) un article de Füst.

On ne peut se faire une idée juste de la littérature hongroise de cette époque sans savoir que la vie intellectuelle hongroise a subi une véritable transformation au début du siècle. Le chef de file de ce renouveau est le poète Endre Ady, son porte-parole, la revue Nyugat. Dans cette génération d'avant-garde Milán Füst occupe une place à pont, c'est un poète solitaire. Ses compagnons, souvent novateurs pour le fond, utilisaient des formes traditionnelles, tandis que Milán Füst s'est exprimé en s'écartant de la tradition qui était de règle dans la poésie hongroise. Cependant, le fait qu'il écrivait en prenant toutes les libertés avec la forme et en vers libres ne sont pas caractéristiques de sa poésie. Il ne fut ni un précurseur, ni un compagnon de ses avant-gardistes. Quoiqu'il se soit exprimé sur un ton jusqu'alors sans précédent dans la littérature hongroise, ses poèmes sonnent d'une façon tout à fait classique. On a l'impression d'un mélange étrange et suggestif d'une voix médiévale et d'un accent du vingtième siècle. « Alliage unique et sans précédent d'antiquité et de nouveauté où s'efforce de prendre corps une nouvelle perception de l'Histoire, la totalité du passé humain se découvrant à notre époque ». écrit György Somlyó à propos de Füst.

La génération dont nous avons parlé avait déclenché un grand écho dans la vie publique, mais Füst travaillait solitaire, dans le silence, à la manière des alchimistes ; cependant, il connaissait, lui, le secret du « grand œuvre ». Pendant des dizaines d'années, il fut le poète des poètes : les poètes de sa génération réformiste l'avaient apprécié, estimé dès ses débuts, mais son influence ne s'est traduite que dans la poésie de la génération qui devait lui succéder (mentionnons les noms des poètes déjà cités : Miklós Radnóti, Attila József, Gyula Illyés).

Füst travaillait avec un souci artistique extraordinaire. Issu d'une génération très féconde il était en apparence un poète peu productif. Mais à vrai dire, il a su condenser en cent poèmes ce que d'autres auraient dit dans une œuvre dix fois plus volumineuse.

Füst a excellé dans d'autres genres également. Mis à part son roman traduit en plusieurs langues — et qui a remporté partout un grand succès — nous lui devons des nouvelles et un traité remarquable d'esthétique. Ses pièces de théâtre, œuvres de jeunesse, mais jouées seulement après la guerre, en font un précurseur du théâtre moderne.

Dans la préface du recueil des poèmes de Petőfi dont nous parlions ci-dessus, Rousselot cite aussi l'ouvrage de *Illyés* sur Petőfi. Ce sont les lecteurs allemands qui seront les premiers à pouvoir lire ce livre (Budapest, 1971, Corvina). D'autre part, un choix de poèmes de Petőfi paraîtra bientôt, en allemand également, de même qu'a paru récemment une anthologie lyrique présentant la poésie amoureuse hongroise. L'anthologie porte un titre tiré d'un poème de Petőfi : *Wie könnte ich dich nennen* (Mais quel nom te donner ?). Huit poèmes d'amour représentent Petőfi, en compagnie de plusieurs anciens et nouveaux poètes hongrois (Budapest, 1971, Corvina).

Quelques autres livres en langues étrangères édités par Corvina méritent d'être aussi mentionnés. C'est ainsi que paraît en allemand pour la première fois le roman *Les Pauvres Riches* de Mór Jókai, contemporain et ami de Petőfi. L'excellent prosateur de la génération suivante, Kálmán Mikszáth est représenté par deux récits très populaires : *La Robe qui parle* et *les Deux étudiants quêteurs* Les deux romans sont également publiés en anglais. A signaler encore deux ouvrages parus en allemand : le roman historique de László Passuth : *A Ravenne, on enterra Rome,* et un recueil de nouvelles intitulé *Histoire de chasse* de Imre Szász.

E. SINKA

HISTOIRE DE L'ART

L'édition des livres d'histoire de l'art en Hongrie est organisée de telle manière qu'en 1971 également, la majorité des publications en langues étrangères a été confiée aux Éditions Corvina, à l'exception d'une monographie de la Maison d'Édition de l'Académie des Sciences de Hongrie, d'un périodique d'histoire de l'art et du Bulletin du Musée Hongrois des Beaux-Arts.

Cela revient à dire qu'un seul et même éditeur doit assurer la publication des albums d'art, des guides de musée illustrés en langue étrangère et des ouvrages de caractère scientifique. Le fait que le nombre des titres parus dans cette dernière catégorie soit relativement élevé est un signe prometteur pour l'avenir : il permet de penser que l'éditeur abordera hardiment la question des publications d'intérêt scientifique qui ne peuvent être insérées dans les séries habituelles. La plupart des livres qui viennent de paraître dans ce domaine sont déjà accessibles depuis quelques années aux lecteurs hongrois, de sorte qu'ils se sont fait une place dans l'opinion publique qui les a classés d'après leur valeur. Nous allons précisément traiter plus particulièrement ces ouvrages dans ce compte rendu.

Fidèle au rôle qu'elle assume depuis bien des années dans la vulgarisation scientifique et la présentation de l'art et des collections d'œuvres d'art en Hongrie, la maison Corvina a publié un guide à l'intention des étrangers visitant *le Musée des Beaux-Arts de Budapest ;* il s'agit d'un ouvrage d'Á. Czobor, édité en français, en allemand, en anglais et en russe, illustré de reproductions des œuvres les plus célèbres de la collection du Musée des Beaux-Arts. C'est dans le même ordre d'idées qu'a été publié *Arts et Artisans de Hongrie,* un album offrant un choix des plus belles créations de l'art populaire hongrois, avec de splendides photographies de K. Gink, et une introduction d'I. Kiss. Un autre volume du même genre, publié en français, en allemand et en anglais, porte le titre d'*E seignes.* L'auteur, le regretté Endre Csatkai, a choisi pour sujet des monuments très particuliers des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, provenant principalement des villes de l'Ouest de la Hongrie. Les vieilles enseignes des boutiques, qui figurent dans ce livre fort bien présenté, constituent non seulement des témoignages rares et intéressants de l'histoire culturelle, mais aussi des pièces caractéristiques des collections de l'histoire locale. D'excellentes reproductions permettent au lecteur moderne de se faire une idée des qualités et des conventions naïves de l'art artisanal des petites villes de jadis.

Parmi les ouvrages destinés à faire connaître les traditions artistiques hongroises, il nous faut mentionner *Budapest vu par un architecte,* de P. Granasztói, architecte et urbaniste. Publié en français, en allemand et en anglais, ce livre initie les lecteurs étrangers à l'histoire de la capitale et à ses valeurs architecturales.

A propos des musées de Budapest,

signalons *l'Art de l'Indonésie* de T. Bodrogi, directeur du Musée Ethnographique ; déjà publié en hollandais, ce volume fait partie de la série consacrée à l'art des pays exotiques, et présente les monuments historiques et artistiques de l'archipel en prenant pour point de départ la riche collection du Musée Ethnographique de Budapest.

Certaines séries lancées il y a quelque temps par Corvina se sont également enrichies de nouveaux titres. Tel est le cas de la série des guides des monuments historiques de Hongrie, qui a été complétée par le petit livre d'I. Czeglédi sur *Le château de Diósgyőr*. L'auteur se consacre depuis des années à l'histoire et aux problèmes archéologiques posés par cet important monument. On lui doit entre autres la mise au jour, sous le château construit dans la seconde moitié du XIVe siècle pour Louis Ier d'Anjou, des ruines d'un ancien château, dont l'existence n'avait été prouvée jusque-là que par les allusions qu'y faisaient certaines chartes. Abstraction faite de quelques articles, le petit livre donne la première description de ce château, qui abritait au XIVe siècle un grand nombre d'œuvres d'art, entre autres une Vierge attribuée à Giovanni Dalmata.

Dans la série des *Trésors de l'art*, consacrée aux grandes époques des différentes écoles de la peinture européenne et aux œuvres conservées dans les musées hongrois, Corvina a publié, dans la forme traditionnelle et avec des reproductions extrêmement soignées, deux nouveaux ouvrages. Le livre de Zs. Urbach, *Maîtres des Anciens Pays-Bas*, présente les tableaux flamands des XVe et XVIe siècles qui se trouvent au Musée des Beaux-Arts de Budapest et au Musée Chrétien d'Esztergom. C'est la haute époque de la peinture flamande, dont le début est marqué dans nos collections par une « Descente de croix », copie exécutée au XVIe siècle d'après une œuvre perdue de Jan van Eyck, et la fin par « la Fuite en Égypte » de Herri Met de Bles. Entre les deux s'échelonnent des œuvres de Petrus Christus, Gerard David, Memling, Adriaen Isenbrant, Colyn de Coter, ainsi qu'une copie d'époque du « Jardin des délices », de Jérôme Bosch, récemment identifiée par l'auteur. L'étude qui introduit les reproductions expose les problèmes historiques de la peinture ancienne des Pays-Bas, et traite aussi bien des copies que des œuvres sorties de l'atelier des grands maîtres.

La peinture des Pays Bas n'est représentée que depuis quelques dizaines d'années dans les musées hongrois. Par contre, la peinture vénitienne fait partie des fonds originaux du Musée des Beaux-Arts, ces tableaux provenant des collections particulières rassemblées par les grands seigneurs du XVIIIe siècle. Dans son livre intitulé *La peinture vénitienne du XVIIIe siècle*, K. Garas présente une série de tableaux dont la qualité artistique — à la différence des tableaux flamands, dont nous venons de parler — ne surprend nullement. Les œuvres d'artistes comme Sebastiano Ricci, G. B. Pittoni, Giambattista et Giandomenico Tiepolo, les deux Canaletto et les Guardi occupent dans l'histoire de la peinture vénitienne une place distinguée. Les reproductions sont accompagnées d'une étude historique dans laquelle l'auteur fait preuve d'une connaissance profonde de la peinture vénitienne du XVIIIe siècle, et qui situe les tableaux présentés dans leur contexte original.

Deux volumes apparentés aux albums présentant les collections des musées, nous font connaître la peinture hongroise des XIXe et XXe siècles. Il s'agit là de la nouvelle édition remaniée de l'ouvrage de G. Ö. Pogány, qui comprend surtout des reproductions — malheureusement, ces planches de grandes dimensions sont d'une qualité inférieure à celles des reproductions des livres habituellement édités par Corvina — d'œuvres exposées à la Galerie nationale, ce qui est normal, en particulier pour les œuvres du XIXe siècle, puisque la Galerie est destinée à constituer une collection représentative de l'art hongrois. Ce qui confère à ces deux volumes un caractère de catalogue, c'est le strict ordre chronologique que l'auteur a observé dans la présentation des œuvres. En effet, la première toile du XIXe siècle date de 1827, la dernière de 1899, tandis que le XXe siècle s'ouvre sur un tableau peint en 1900 et s'achève sur une œuvre datant de 1943. Du fait de cette chronologie sévère, les écoles et les tendances se confondent. La préface du volume consacrée au XIXe siècle est due à G. Ö. Pogány, le choix des œuvres figurant dans le volume sur la peinture du XXe siècle étant accompagné d'un commentaire de la plume de Zs. D. Fehér.

Les Akadémiai Kiadó ont publié un livre de L. Gerevich intitulé *The Art of Buda*

and Pest in the Middle Ages. Il traite des monuments' dart de Óbuda, de Buda et de Pest, les trois villes dont la réunion devait donner naissance au Budapest actuel, et de ceux de nombreuses petites agglomérations et communes constituant la banlieue de la capitale. L'auteur reste dans la voie des recherches traditionnelles relatives au passé artistique de Budapest, tradition qui fut marquée, entre les deux guerres, en premier lieu par le nom de Henrik Horváth.

Ce livre illustre de manière éloquente les méthodes rendues nécessaires par la destruction d'un grand nombre de monuments de la ville, et dans l'élaboration desquelles l'auteur a de grands mérites. Il s'agit notamment d'une méthode qui combine heureusement les recherches traditionnelles en matière d'histoire de l'art avec la méthode archéologique classique, et qui fut à la base des études consacrées aux problèmes artistiques posés par des monuments aussi importants que les palais royaux d'Óbuda et de Buda ou des maisons urbaines devenues des éléments caractéristiques du panorama urbain de Buda.

Sur beaucoup de points l'auteur apporte des corrections et des précisions à l'image que les historiens de l'art ont tracée jusqu'à ce jour des monuments de la capitale. C'est ainsi qu'il propose une date différente pour les fragments de sculpture ornamentale provenant de la prévôté d'Óbuda, fondée au XI^e^ siècle, et traditionnellement attribués à une époque plus lointaine et qu'il accorde une importance nettement plus grande que ses précurseurs au développement que connut le territoire au cours de la première moitié du XIII^e^ siècle, en enrichissant de nouvelles données nos connaissances relatives au palais d'Óbuda. En s'appuyant sur les résultats de fouilles récentes, Gerevich brosse un tableau nuancé de l'architecture et de l'art des villes fondées en Hongrie après l'invasion des Mongols dans les années 1241-1242, et, ce faisant, fournit un témoignage précieux de la diffusion de l'architecture gothique en Europe centrale. Pour retracer le développement survenu aux XIV^e^ et XV^e^ siècles, en particulier l'épanouissement des tendances artistiques au milieu du XIV^e^ siècle, sous le règne de Louis le Grand d'Anjou, puis à l'époque de Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, empereur romain-germanique, et enfin à la cour Renaissance du roi Mathias au cours de la seconde moitié du XV^e^ siècle, l'auteur s'appuie sur l'un de ses propres ouvrages, qui présentait une synthèse des résultats obtenus à la suite des fouilles effectuées au palais royal de Buda.

L'œuvre est abondamment illustrée de relevés de fouilles, de plans et de dessins de reconstruction, qui complètent des reproductions hors-texte. Les illustrations, tout comme le texte, constituent de solides bases au panorama d'histoire culturelle que l'auteur s'est fixé comme but. On ne peut qu'espérer que, grâce à ce livre, les monuments historiques de Budapest deviendront accessibles dans leur ensemble, et non pas seulement dans leurs détails, aux recherches internationales, et qu'ils pourront de ce fait, occuper dans l'histoire de l'art européen la place qu'ils méritent.

Le livre de P. Voit sur *l'Art baroque en Hongrie*, qui vient d'être publié en allemand chez Corvina, accuse une certaine parenté avec l'ouvrage de Gerevich, notamment parce que, là encore, l'image d'ensemble de l'histoire d'un style est fondée sur le développement de l'architecture. L'exposé, assez succint et se bornant aux principales tendances du style baroque en Hongrie, est illustré dans le texte par une documentation relative aux réalisations de l'architecture (plans et gravures de l'époque) et, en fin de volume, par des planches peu nombreuses mais judicieusement choisies (photographies en noir et blanc et en couleur). Les illustrations ne font qu'évoquer les principaux problèmes soulevés dans le texte et, étant donné qu'elles ne le suivent pas de près, finissent par en être partiellement indépendantes. L'absence quasi totale des monuments qui se trouvent sur des territoires ne faisant plus partie aujourd'hui de la Hongrie, est particulièrement sensible, et cette lacune porte dans une certaine mesure préjudice à l'essentiel des efforts de l'auteur, qui s'attache précisément à présenter l'art baroque en Hongrie non pas seulement dans sa portée nationale, mais aussi dans sa détermination géographique. Doublé d'un ensemble d'illustrations suffisamment riche, cet effort pour suivre les tendances artistiques représentées par des maîtres qui ont travaillé en Hongrie aurait pu aboutir à un ouvrage exposant les tendances principales de l'art baroque en Europe centrale. Cependant, étant donné

que l'auteur réduit la peinture, la sculpture et les arts décoratifs à un rôle épisodique en les subordonnant aux points de vue qui président à l'analyse des ensembles architecturaux, ces domaines de l'art ne sont représentés dans le livre que par certains aspects. En revanche, il aboutit à des résultats importants chaque fois qu'il démontre, conformément au but original, les rapports existant entre certains monuments hongrois et les centres de l'art baroque des pays voisins ; c'est par exemple le cas du passage qui traite des architectes et artistes décorateurs italiens qui, au XVII^e siècle, travaillèrent à la fois en Hongrie, à Vienne et à Prague, ou encore lorsque l'auteur nous parle des monuments du début du XVIII^e siècle reflétant les acquis de l'école architecturale danubienne de la fin de l'époque baroque. A propos de ces derniers, il évoque avec beaucoup de bonheur l'activité de Martin Wittwer, qui exécuta ses meilleures œuvres en Hongrie. Tout aussi intéressante est l'analyse des rapports qui relient les constructions du palais royal de Buda à d'autres travaux, ainsi que les aspirations qui se traduisent dans l'architecture de province du XVIII^e siècle, l'analyse de l'influence de Franz Anton Pilgram sur l'architecture de Hongrie, les relations entre le baroque de Hongrie et le baroque tardif de Prague, et la délimitation des tendances du baroque tardif classicisant.

L'auteur corrige et critique sur de nombreux points les opinions établies. Ainsi son appréciation du rôle de Pilgram, son avis sur le château des Esterházy à Fertőd ou sur l'activité de Jacob Fellner, sont nettement opposés aux traditions de la littérature de l'époque, et constitueront sans doute un point de départ pour de nouvelles recherches. L'image que Voit présente du baroque, image nouvelle parce qu'empreinte d'idées personnelles, ne pourra plus désormais être négligée par les historiens de l'art qui se pencheront sur les problèmes de cette époque. Grâce à cette édition en langues étrangères, le public international connaîtra, sous une forme abrégée, l'essentiel des vues que l'auteur a développées à travers de nombreuses études au cours de sa carrière d'historien de l'art.

Tandis que les livres parus en 1971 présentent pour la plupart les résultats de recherches de plusieurs années, les numéros de nos deux périodiques en langues étrangères pour la même année rendent compte de recherches en cours et de problèmes scientifiques caractérisant des études actuelles. Les *Acta Historiae Artium* ont fait paraître leur XVII^e tome en deux cahiers, tandis que le *Bulletin du Musée Hongrois des Beaux-Arts* a sorti cette année son trente-sixième numéro. Deux articles du tome 1971 des Acta Historiae Artium, l'un signé par Charles de Tolnay « Leo Popper und die Kunstgeschichte », l'autre par Gy. Lukács « Leo Popper, Ein Nachruf » présentent l'activité de Leo Popper, un des chefs de file de l'école d'esthétique et d'histoire de l'art qui fut fondée à Budapest au début de ce siècle. Ce cercle à l'esprit progressif, et dont faisaient également partie les deux auteurs, déploya pendant la Première Guerre mondiale et la révolution de 1918 une activité théorique importante (qui lui valut d'être dispersé après la révolution), et considérait Leo Popper, mort à l'âge de 25 ans, comme l'un de ses modèles.

Dans les périodiques en langues étrangères, les recherches concernant l'histoire de l'art hongrois sont représentées en premier lieu par des articles consacrés à l'art médiéval. Ainsi, les n° 3 et 4 des *Acta Historiae Artium* publient une série d'articles sur les derniers résultats des recherches en cours. L'article de M. Tóth « Le pitture murali romaniche nella cripta della chiesa di Feldebrő » traite des problèmes iconographiques et stylistiques du cycle de fresques de l'église de Feldebrő, datant du XII^e siècle. L'auteur se propose de situer avec une plus grande précision la place de cet important monument d'art dans l'ensemble des aspirations artistiques de caractère byzantin. E. Marosi « Einige stilistische Probleme der Inkrustationen von Gran Esztergom » signale également à propos des fragments incrustés d'Esztergom, qui datent de la fin du XII^e siècle, des tendances artistiques byzantines arrivées en Hongrie en même temps que les premières vagues du style gothique français ; É. Kovács se place du même point de vue dans son analyse de la croix ornant la couronne de Wawel de Cracovie et de la couronne reliquaire de Plock « Über einige Probleme des Krakauer Kronenkreuzes ». Son article constitue une contribution importante à la discussion qui se poursuit depuis un certain temps dans la littérature spécialisée au sujet des problèmes posés par

la couronne des rois de Hongrie et l'orfèvrerie vénitienne.

Un auteur polonais, Ewa Sniezinska-Stodot, aborde un problème intéressant à la fois l'histoire de l'art en Hongrie et en Pologne, en l'occurrence l'iconographie d'Élisabeth, princesse polonaise et reine de Hongrie au XIVe siècle « Die Ikonographie der Königin Elisabeth ». Gy. Rózsa publie une série d'estampes extrêmement intéressantes au point de vue des débuts du baroque en Hongrie, tout en démontrant que l'artiste qui a exécuté des scènes de bataille de Hongrie « Isaak Majors ungarische Schlachtenbilder ». Parmi les articles consacrés à l'art moderne, il nous faut mentionner l'étude de N. Aradi sur les recherches iconologiques des arts plastiques socialistes, dans laquelle l'auteur présente à partir d'exemples hongrois le système particulier des symboles de l'art socialiste et les problèmes soulevés par les recherches dans ce domaine « Iconologic Research of Socialist Fine Arts ». Toujours dans ce tome des « Acta », nous trouvons un article de S. Lánc sur l'artiste graphique György Konecsni.

Une autre partie des articles parus dans les Acta et le Bulletin intéresse l'histoire universelle de l'art, que les auteurs abordent à propos d'œuvres conservées dans les collections hongroises. D. Radocsay complète sa série d'articles déjà publiés sur les lettres armoriées et les lettres d'indulgence enluminées qui, malgré le rôle important qu'elles ont joué dans la peinture ornamentale du gothique et de la Renaissance, ont été presque entièrement négligées jusqu'à présent « Über einige illuminierte Urkunden ». Gy. Török contribue à notre connaissance de l'œuvre de Veit Stoss par des précisions apportées à un dessin peu connu de l'artiste et son interprétation convaincante « Eine unbekannte Veit Stoss-Zeichnung ». La plupart des études parues en 1971 traitent des problèmes de l'art de la Renaissance. E. Pogány-Balázs nous expose le rôle des statues des Dioscures du Monte Cavallo de Rome dans l'art de Mantegna et de Dürer « On the Problems of an Antique Archetype of Mantegna's and Dürer's ». L. Mrávik étudie un tableau de Giorgione conservé au Musée des Beaux-Arts et nous apprend qu'il ne représente pas Antonio Brocardo, mais un juriste inconnu, et rentre donc, par ses caractéristiques, dans la série des portraits représentant des juristes *(Contribution à quelques problèmes du portrait de « Brokardus » de Budapest)*. L'analyse d'un dessin de Giovanni Battista Sangallo *(Un dessin de Giovanni Battista Sangallo et les projets de fresques de la Chapelle Médicis)* permet à L. Zentai de prendre position en ce qui concerne l'œuvre de Michel-Ange et la décoration sculpturale et picturale — hypothétique — de la Chapelle Médicis.

En s'appuyant d'une part sur l'exposition organisée à l'occasion du XXIIe Congrès d'Histoire de l'Art (Budapest 1969) et d'autre part sur des recherches relatives à la critique de ses sources scientifiques, M. Aggházy démontre que la statuette équestre du Musée des Beaux-Arts de Budapest est une œuvre de Léonard de Vinci. L'un de ses anciens propriétaires, Leone Leoni, en avait exécuté des copies, qui se trouvent être identiques aux chevaux (originalement attelés à une voiture), conservés dans une collection privée de Londres et au Metropolitan Art Museum de New York *(La statuette équestre de Léonard de Vinci)*. Les sources étudiées permettent à l'auteur de conclure que la statue projetée de Vinci représentait, non pas un cheval de bataille, mais un cheval de tournoi ; par conséquent, le modèle de Budapest n'avait pas non plus été exécuté pour le cavalier du monument de Sforza ou de Trivulzio, mais vit sans doute le jour dans les dernières années de la vie de l'artiste, à la cour de François Ier, qui aimait lui-même participer à des tournois dans le costume du roi Arthur *(Bulletin)*.

On trouvera encore dans le *Bulletin* un article de T. Gerszi sur le style des dessins des disciples de Rembrandt, tandis que l'histoire de l'art graphique représentée dans les *Acta* par une étude d'A. Czére, notamment consacrée à l'activité du graveur de mezzo-tinto, John Raphael Smith. Toujours dans les *Acta*, Á. Tímár analyse la nouvelle intitulée *Le chef-d'œuvre inconnu* de Balzac.

Les publications d'une seule année ne nous autorisent pas à tirer des conclusions définitives. Les aspects positifs et les lacunes que nous venons de signaler constituent cependant des renvois aux tâches actuelles non seulement des éditeurs, mais aussi à celles des auteurs.

E. Marosi

ETHNOGRAPHIE

La moisson d'une année dite « grise » peut malgré tout être instructive. Bien que cette année les séries ethnographiques hongroises paraissant en langues étrangères n'aient pas publié de volumes indépendants, le nombre des ouvrages en langues étrangères ou bilingues n'a pas diminué. Le plus important périodique ethnographique international, Acta Ethnographica, publié par l'Académie des Sciences de Hongrie (*Acta Ethnographica Academiae Scientiarum Hungaricae Tomus XX, fasciculi 1-2.* Budapest, Akadémiai Kiadó 1971) contient trois études : J. Manga traite des problèmes historiques d'une coutume hongroise de la fin de l'hiver, Mme A. Kowalska-Lewicka (professeur à l'Université de Cracovie) passe en revue les coutumes populaires de l'alimentation en Pologne ; enfin, S. Erdész se penche sur la question des types de dragons les plus répandus dans les contes du Nord-Est de la Hongrie, et expose un grand nombre de parallèles hongrois et internationaux.

La rubrique *Varia* est cette fois-ci particulièrement riche. En octobre 1970, la section ethnographique de la Commission mixte des historiens soviétiques et hongrois a tenu une session à Budapest. Les matériaux de cette réunion sont présentés par Mihály Sárkány. Dans une nécrologie sous la signature d'I. Erdélyi, le périodique rend hommage à l'ethnographe russe V. N. Tchernetsov (1905-1970), qui fut le meilleur connaisseur de ce siècle de l'archéologie des Vogouls. T. Bodrogi rend compte des nouvelles expositions du *Museum für Völkerkunde* de Berlin (R.D.A). Grâce à la réorganisation des musées, c'est en fait un nouveau musée qui vient d'exposer au public une collection d'ethnographie universelle pratiquement inconnue jusqu'à ce jour. Un article de caractère synthétique intitulé « Culture et communication » et accompagné d'une bibliographie détaillée, constitue dans ce numéro de la revue une première tentative dans un genre nouveau. Les auteurs en sont M. Hoppál et V. Voigt.

Les comptes rendus font connaître la totalité des articles des dernières années des périodiques ethnographiques hongrois, ainsi que des monographies consacrées aux ballades populaires hongroises, à l'apiculture, aux costumes folkloriques, aux chansons populaires, aux instruments et aux coutumes de fête. Ils examinent également les publications de chansons et de contes populaires. L'ethnographie générale est représentée par des comptes rendus d'ouvrages consacrés aux peuples d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Australie et d'Océanie. En ce qui concerne les ouvrages ethnographiques européens dont le périodique nous informe, ils traitent des sujets suivants : recherches sur la charrue et, en général, sur l'agriculture, l'outillage de la culture populaire, le folklore balto-finnois et la science des religions, légendes et ballades allemandes. Plusieurs ouvrages de caractère structural et sémantique sont également analysés. Cette variété des sujets traités reflète l'intérêt méthodologique de plus en plus vaste et complexe de l'ethnographie hongroise.

Zsuzsanna Tátrai : Az *Ethnographia 1940-1969 évfolyamának szerzőmutatója* (Verfasserregister der Zeitschrift der Ungarischen Ethnographischen Gesellschaft : « Ethnographia » 1940-1969). Groupe de Recherches Ethnographiques de l'Académie des Sciences de Hongrie — Musée Damjanich János, Budapest—Szolnok.

Ethnographia, périodique de la Société Ethnographique, organe central en langue hongroise de notre science ethnographique, paraît sans interruption depuis 1889 et se trouve être de ce fait l'une des publications ethnographiques les plus anciennes d'Europe. En 1942 parut, grâce aux soins de Zsigmond Szendrey, un Index des années I-L du périodique *Ethnographia — Népélet*, qui donnait une image intégrale des cinquante premières années de la revue jusqu'à 1939. Au cours des trente dernières années, l'étendue du périodique a augmenté et son importance a grandi, ce qui motive suffisamment la publication d'un nouvel index à l'intention du public hongrois et international. La première partie de cet index porte sur les auteurs ; elle sera bientôt suivie d'un index des matières, d'un index des mots, etc. L'ouvrage bilingue (hongrois et allemand) satisfait aux exigences des recherches internationales.

István Sándor : *A magyar néprajztudomány bibliográfiája 1955-1960* (Bibliographie

der ungarischen ethnographischen Literatur in den Jahren 1955-1960). Akadémiai Kiadó, Budapest 1971.

Les tentatives pour publier la bibliographie des recherches ethnographiques hongroises n'ont en realité jamais fait défaut. Dans les bibliographies ethnographiques internationales (en particulier dans les volumes de la *Bibliographie Internationale des Arts et Traditions Populaires* rédigée par Robert Wildhaber), on trouve régulièrement depuis des années des ouvrages hongrois. Ce n'est toutefois que depuis quelque temps que les chercheurs hongrois et étrangers ont à leur disposition une quantité relativement grande de données bibliographiques. En 1965, István Sándor, ancien conservateur en chef du Musée Ethnographique de Hongrie (Budapest) a publié un ouvrage intitulé *A magyar néprajztudomány bibliográfiája, 1945-1954* (Bibliographie de l'ethnographie hongroise 1945-1954), Budapest, Akadémiai Kiadó, qui contient environ 6 000 titres de la période en question, avec des annotations en quatre langues (hongrois, allemand, anglais et russe).

Le volume qui vient de paraître fait suite à cette première bibliographie. Sur 700 pages imprimées, il présente 7 365 titres, la moisson de six années de travail scientifique, en quatre langues, ce qui le rend accessible aux recherches internationales. Les matériaux publiés par année constituent un répertoire complet. La répartition selon les sujets est très exacte, des renvois aident le lecteur à s'orienter parmi les ouvrages relevant de plusieurs sujets. Un index des noms complète le volume.

Contrairement à l'usage des bibliographies, Sándor renvoie dans sa préface à la réorganisation socialiste du village hongrois, terminée en 1960, qui a placé les ethnographes hongrois devant une situation entièrement neuve. C'est pourquoi cette année peut être considérée comme une borne pour la bibliographie également.

Plusieurs séries scientifiques et de popularisation paraissent en Hongrie en langues étrangères, comme par exemple une série de contes populaires en langue allemande, *Märchen der Völker* sous la direction de l'académicien Gyula Ortutay. C'est dans cette série qu'a été édité pour la troisième fois depuis 1967 le volume de contes français, italiens, espagnols et portugais, rédigé par Tekla Dömötör *(Das Schloss an den goldenen Ketten.* Corvina, Budapest, 1971). Les principaux aspects de ces contes authentiques d'une grande beauté sont mis en relief grâce à une brève préface qui s'adresse aussi bien aux enfants qu'aux adultes.

V. VOIGT

MUSICOLOGIE

Les éditeurs de livres en langues étrangères de Hongrie ont célébré par de nombreuses publications et — ce qui est surtout important — sans aucun retard, le 90e anniversaire de la naissance de Zoltán Kodály (16 décembre 1972). Corvina a entrepris, dès 1971, la mise au point de la deuxième édition anglaise d'une des synthèses fondamentales de Kodály intitulée *A magyar népzene* (Folk Music in Hungary). C'est en 1937, à l'intention du quatrième volume de l'ouvrage *A magyarság néprajza* (Ethnographie des Hongrois), que Kodály résuma l'essentiel de ce qu'il y a lieu de savoir sur la musique populaire hongroise, bien entendu sous une forme réduite correspondant au caractère de la publication. En 1952, étape importante de l'histoire de l'ouvrage dont paraissait alors la troisième édition, l'étude fut complétée par un répertoire contenant près de 500 chansons populaires, rédigé par Lajos Vargyas. Dans les années soixante elle commença à être connue à l'étranger en traductions allemande et anglaise. Cette première édition anglaise fut remaniée par les soins de Lajos Vargyas, directeur actuel du groupe de recherches ethnomusicologiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, et en cette qualité successeur de Kodály, qui enrichit le volume des résultats des recherches de ces dernières années.

L'activité de Béla Bartók et de Zoltán Kodály, les deux maîtres classiques de l'ethnomusicologie hongroise, constitue un ensemble organique, et c'est précisément par son unité qu'elle représente une valeur inestimable pour l'ethnomusicologie internationale. La grande synthèse de Bartók — *A magyar népdal* (la Chanson populaire hon-

groise) — parut en 1924 en hongrois, en 1925 en allemand et en 1931 en anglais, puis dans les années soixante elle connut une nouvelle édition allemande. Bartók consacrait une attention particulière aux phénomènes rythmiques et métriques de la chanson populaire, ainsi qu'à la confrontation de la musique populaire hongroise avec celle des peuples voisins, sans se préoccuper particulièrement des points de vue historiques. Dans son œuvre grandiose l'histoire de la naissance des différents dialectes musicaux, les rapports de la musique populaire et de la musique classique passent au second plan.

Kodály, en revanche, examine en premier lieu dans la synthèse en question les phénomènes mélodiques — ce qui en soi-même, illustre l'interdépendance étroite des deux méthodes —, l'évolution historique des styles et leurs rapports, non pas avec la musique des peuples voisins, mais avec les chansons de peuples lointains, parents des Hongrois. La musique populaire hongroise s'occupe donc non seulement de folklore musical, elle est en même temps un miroir de l'histoire de la musique hongroise si pauvre en documents. Au cours de ses enquêtes dans la campagne hongroise, Kodály a reconnu de bonne heure que la tradition populaire avait conservé un grand nombre des monuments de la musique savante hongroise disparue. Il put ainsi démontrer les rapports de la musique populaire et de la musique savante, l'interaction permanente et fructueuse du « haut » et du « bas ». Ces considérations sont résumées dans le premier chapitre de son livre. Le deuxième chapitre est consacré aux problèmes de l'ancien style de notre musique populaire, à l'ordre des lignes mélodiques pentatoniques descendantes. Kodály démontre leur parenté étroite avec la musique de certains petits peuples vivant sur le territoire de l'U. R. S. S. (Mari, Komi, etc.), qui se sont détachés il y a des milliers d'années du peuple hongrois. En dehors de la musique il n'y a guère que la structure des langues qui conserve aussi fidèlement les traits apparentés. Un chapitre à part traite du nouveau style de notre musique populaire, caractérisé par une structure architectonique — ABBA, ABCA, etc. c'est-à-dire, l'identité de la première et de la dernière lignes de la mélodie, l'extension graduelle de la gamme pentatonique vers la modalité. Dans ce même chapitre Kodály expose aussi les rapports et les interactions du nouveau style de la chanson populaire hongroise et de la chanson savante de caractère populaire.

Les chapitres suivants (IV, V) font connaître des formes musicales caractéristiques, de circonstance, comme les chants d'enfant, les chants *regős* (du « barde ») qui remontent à des traditions païennes et les chants funéraires conservant des formes simples et archaïques. Ces formes de chant ont pu entrer séparément dans le volume parce que l'entreprise monumentale appelée *A Magyar Népzene Tára* (Corpus Musicae Popularis Hungariae) comprend une édition critique de ces types. En s'appuyant plus d'une fois sur Bartók, Kodály analyse ensuite l'interaction de la musique populaire hongroise et de celle d'Europe centrale et orientale, l'influence du chant grégorien, du chant populaire ecclésiastique et des mélodies laïques hongroises sur la musique populaire, la musique instrumentale du peuple hongrois, et il résume pour finir les rapports de la tradition populaire et de la culture musicale. En annexe du volume, on trouve la préface de Kodály à l'édition de 1937, dans laquelle l'auteur énumère un certain nombre de tâches que les recherches ethnomusicologiques hongroises ont résolues précisément dans les vingt dernières années, avec le soutien efficace de l'Académie des Sciences de Hongrie.

Lajos Vargyas, qui a mis au point cette nouvelle édition de *Magyar népzene*, a manié le texte de Kodály avec soin et compétence. Les compléments qu'il y apporte étaient nécessaires, à cause du développement rapide de nos recherches ethnomusicologiques. C'est précisément par fidélité à l'esprit de Kodály que le volume reflète, soit dans le texte principal soit dans les notes abondantes, les résultats les plus récents. Par rapport à la dernière édition anglaise, on relève ici un accroissement considérable des exemples musicaux, des citations de chansons populaires ; 206 mélodies offrent déjà une image assez complète de la richesse de la musique populaire hongroise. La belle publication est utilement complétée par la traduction anglaise des textes de chansons populaires.

Ce sont les recherches scientifiques de Kodály qui ont suggéré à l'enthnomusicologue László Vikár et au linguiste Gábor

Bereczky de mettre au point le volume *Cheremiss Folksongs* qui a paru à la fin de 1971 aux Akadémiai Kiadó Les Tchérémisses (qui se nomment eux-mêmes Maris), petit peuple vivant au pied de l'Oural, appartiennent à la famille des peuples ougriens et sont ainsi apparentés aux Magyars.

Bien qu'il n'eut à sa disposition que peu de matériaux, Bartók avait insisté sur la parenté des musiques populaires tchérémisse et hongroise déjà dans son ouvrage sur la chanson populaire hongroise (*A magyar népdal*, 1924). En possession de matériaux considérablement plus importants, Kodály consacra en 1934 une étude séparée aux caractéristiques de la musique populaire des Tchérémisses, et démontra sa parenté avec la musique populaire hongroise. Combien Kodály appréciait les chants de ce peuple lointain ressort entre autres de ce qu'il utilisa dans ses compositions un grand nombre de chansons populaires tchérémisses. Toute sa vie, il caressa le projet d'étudier la musique tchérémisse sur les lieux. C'est sur son encouragement que son élève László Vikár entreprit de réaliser la tâche, à laquelle il travaille depuis 1958 avec son collaborateur linguiste.

Les deux spécialistes ont recueilli près de 1 000 mélodies, dont 320 ont été admises dans ce volume. Les matériaux présentés dans un groupement exemplaire, illustrent fort bien la parenté de la structure, du système tonal et des phrases mélodiques de la musique populaire tchérémisse et de la musique populaire hongroise.

La plus grande valeur du volume réside dans son appareil scientifique ; en effet, jamais encore la musique populaire tchérémisse n'avait été étudiée et publiée selon une méthode aussi scientifique : la méthode classique des recherches ethnomusicologiques hongroises. Le volume est introduit par un aperçu historique, dans lequel les auteurs font connaître d'une part le passé plus que centenaire des études de musique folklorique des Tchérémisses, d'autre part les recherches hongroises y relatives. Particulièrement intéressante est l'analyse structurale et formelle des matériaux publiés, l'examen approfondi des principales caractéristiques des mélodies à l'aide des moyens ethnomusicologiques modernes, la différenciation et en même temps la définition des rapports et interdépendances des dialectes musicaux. Dans les pays où la musique populaire n'est plus une réalité vivante, comme dans la plupart des pays d'Europe centrale et occidentale, on trouvera particulièrement intéressant le chapitre dans lequel les deux spécialistes exposent le rôle que la chanson populaire joue dans la vie quotidienne, dans le travail et dans les fêtes de ce petit peuple.

La disposition des exemples est extrêmement logique, car les mélodies apparentées sont placées les unes à côté des autres. Le lecteur trouvera à la fois la traduction anglaise et hongroise des chants. Des tableaux présentent l'ordre des notes finales, le nombre des syllabes et le diapason des mélodies, ainsi que les endroits où l'enquête a été poursuivie. Cette publication sans pareille en son genre est complétée d'une bibliographie et d'un grand nombre de photographies.

A la fin de l'année 1971, Corvina a publié *La Vie de Kodály en images*, une édition digne de l'événement. Les matériaux du volume paru en anglais et en allemand ont été recueillis et mis au point par László Eősze, qui est également l'auteur de la préface. Un simple coup d'œil sur l'album suffit pour nous convaincre que sa présentation — la technique de la typographie — ne laisse pas à désirer. Et pourtant, il ne devait pas être facile de reproduire à ce niveau typographique de vieilles photos jaunies, des documents exposés à l'usure du temps. Près de 250 photos et documents permettent au lecteur de se faire une idée de la longue et fructueuse vie du compositeur. Les images de l'album illustrent une vérité historique qui de nos jours — sans doute transitoirement — n'est pas assez évidente, à savoir que l'importance du compositeur Kodály ne se limite pas à la Hongrie, que son art relève à la fois du patrimoine musical de la Hongrie et du monde. Les plus grands interprètes de son époque, tels que Toscanini, Mengelberg, Furtwängler, Ansermet, Casals se sont employés à diffuser ses compositions. Ses œuvres pour piano ont eu des apôtres tels que Béla Bartók, sa musique de chambre a été interprétée, en dehors des ensembles hongrois, par le Quatuor Amar-Hindemith entre autres. Rien ne put arrêter le succès international de ses œuvres à partir du moment où le 12 mars 1910 sa sonate pour violoncelle et piano fut interprétée pour la première fois à Paris.

Dans une introduction de 21 pages

seulement, László Eősze a entrepris de résumer l'ensemble de l'œuvre de Kodály. Cette étendue limitée ne lui permettait bien entendu pas d'entrer dans le détail. De même, il est naturel que cette brève étude soit destinée plutôt à rendre l'interprétation traditionnelle des œuvres qu'à communiquer de nouveaux points de vue ou les résultats des recherches. C'est précisément sa concision qui rend cette introduction remarquable, en particulier lorsqu'il s'agit d'analyser des œuvres, telles que le *Psalmus hungaricus*, *Háry János* ou encore les variations symphoniques du *Paon*. La tentative de l'auteur de liquider la discussion en cours depuis des dizaines d'années entre la dodécaphonie et le folklorisme, en exposant les traits « communs » des deux tendances de style, paraît moins convaincante d'autant plus qu'il ne s'agit pas simplement de procédés techniques, de méthodes de composition, mais de la différence, de l'opposition entre les attitudes créatrices et humaines des compositeurs. De même, la présentation de l'activité de Zoltán Kodály en tant que pédagogue de la musique demanderait à être complétée. En effet, l'introduction donne une image quelque peu unilatérale de la « méthode Kodály » connue et estimée de par le monde. En réalité cette méthode doit son succès à deux facteurs d'importance égale : d'une part à l'initiative de Kodály, d'autre part à la société hongroise de nos jours qui a fourni aux idées de Kodály l'appareil pédagogique nécessaire. Cette observation ne porte cependant aucun préjudice à la valeur de la publication. L'album de documents et son introduction sont réellement dignes de l'œuvre de Kodály.

Un livre essentiellement différent des volumes énumérés en ce qui concerne son contenu et son caractère est l'œuvre commune de Géza Körtvélyes et György Lőrincz, *Les Ballets de Budapest*, publiée par Corvina en anglais, français, allemand et russe. Les cinq études du volume font connaître le passé et le présent du corps de ballet de l'Opéra de Budapest, illustrés par 114 photos artistiques faites au cours des représentations, de répétitions et des leçons. En annexe du volume on trouve, de la main de Gedeon Dienes, le répertoire de l'ensemble entre 1936 et 1971, ainsi que les données de ses tournées à l'étranger et la liste des membres.

A première vue, il peut paraître arbitraire que les auteurs aient retenu l'année 1936 comme début de la période examinée. En effet l'Opéra a ouvert ses portes en 1884, depuis cette époque il est le foyer indépendant des représentations d'opéra et de ballet. Mais même avant cette date le ballet figurait déjà au répertoire du Théâtre national. Le choix de l'année est cependant parfaitement justifié : c'est en 1936 que Gyula Harangozó, la plus grande figure de la chorégraphie hongroise, fit ses débuts à l'Opéra. L'introduction qui relate les conditions dans lesquelles est né le répertoire des ballets expose l'activité de Harangozó qui a réalisé une combinaison des traditions classiques de la chorégraphie et des éléments du folklore hongrois. Entre 1936 et 1942, il mit au point la chorégraphie de 14 ballets, entre 1945 et 1968 celle de 19, et dans la majorité de ses productions il incarnait un personnage grotesque ou humoristique. Il joua donc un rôle décisif dans la création du ballet hongrois, tout comme Ferenc Nádasi, le fondateur et promoteur de l'enseignement de la danse en Hongrie.

Le deuxième chapitre du volume traite de la tradition classique et de l'influence des ensembles de ballet étrangers. Sous ce rapport, il y a lieu de signaler surtout les rapports des ballets hongrois avec les ballets soviétiques (les Ballets russes se présentèrent au public hongrois dès les années 1910). Après 1949 ce sont des maîtres de ballet de Moscou et de Leningrad qui ont mis au point chez nous la chorégraphie des ballets de Tchaïkovski et de quelques ballets soviétiques. A la même époque, les meilleurs danseurs hongrois eurent la possibilité de faire des voyages d'étude prolongés à Moscou et à Leningrad. Ces rapports s'avérèrent extrêmement fructueux et enrichirent considérablement les connaissances techniques et la richesse d'expression de l'ensemble.

Les chorégraphes qui succédèrent à Gyula Harangozó choisirent comme point de départ la fusion des traditions nationales et étrangères, mais en même temps — comme le montre la troisième étude du volume — ils s'intéressèrent aux résultats des nouvelles tendances universelles du ballet. L'activité d'Imre Eck, de Sándor Barkóczy, de László Seregi est caractérisée par l'innovation de l'art de la danse. La quatrième étude du volume présente les

artistes du corps de ballet de Budapest, la dernière fait connaître sa méthode de travail.

Des données succintes de la chronique des tournées étrangères de l'ensemble, il ressort que c'est au cours des quinze dernières années que les Ballets de Budapest furent classés parmi les meilleurs du monde. Alors qu'entre 1936 et 1957 ils n'effectuèrent que trois tournées à l'étranger, depuis 1957 ils y sont allés 25 fois.

Le *Couperin* de l'Editio Musica Budapest ne manquera certainement pas d'éveiller l'intérêt du public étranger. József Gát, l'éminent pédagogue et artiste du clavecin, mort prématurément en 1967, a mis au point cette édition critique des 27 Ordres de François Couperin avec un maximum de fidélité. L'édition vient combler une réelle lacune, puisque la dernière édition critique des œuvres de Couperin, donc également celle des Ordres écrits pour clavecin, a paru il y a quarante ans et compte depuis longtemps parmi les raretés bibliographiques. Le texte de Gát suit l'original, à savoir les *Pièces de clavecin* parues en 1713, 1716, 1722 et 1730 et répond par conséquent aux exigences de l'édition scientifique, bien qu'il soit destiné avant tout à la pratique. L'intention de Gát était de fournir aux interprétateurs des œuvres de Couperin un texte exacte et fidèle. On ne peut que féliciter l'éditeur de l'excellente et ingénieuse solution qu'il a trouvée pour l'exécution des ornements. Sur la partie repliée de la couverture, l'interprétateur trouvera le tableau comprenant les trilles et les fioritures qu'il a donc ainsi continuellement sous les yeux pendant l'exécution des pièces. Les fioritures suivent d'ailleurs les suggestions de « L'art de toucher le clavecin » de Couperin.

La tradition hongroise de l'édition des œuvres de Couperin est pour ainsi dire le miroir des changements survenus dans l'interprétation de la musique ancienne au cours du siècle. Au début des années 1910, Béla Bartók prépara la publication de deux volumes des pièces de Couperin. Il les joua lui-même souvent, bien entendu au piano. Il consacra une étude séparée aux problèmes de l'interprétation de cette vieille musique de clavecin et était partisan de leur exécution au piano. La nouvelle édition intégrale est destinée aux artistes du clavecin et ne s'appuie en rien sur les idées de Bartók, d'autant plus qu'entre-temps le culte des anciens instruments historiques a connu une véritable renaissance et qu'il est devenu parfaitement possible de rétablir la sonorité originale des pièces pour clavecin de Couperin. La nouvelle édition est destinée à la pratique, néanmoins l'éditeur a aussi pensé à ceux qui n'ont pas besoin de l'ensemble des pièces, et il a publié pour eux un choix de pièces en deux volumes.

La plus importante entreprise de la jeune fabrique de disque de Hongrie est la réalisation de l'intégrale de Bartók sur 38 disques. L'entreprise est unique en son genre, aucun compositeur de notre siècle n'ayant encore d'édition intégrale de ses œuvres mise au point selon des points de vue homogènes. Quoique une édition critique absolument exacte et impeccable de la musique des œuvres de Bartók n'ait pas encore été publiée, la série de disques illustre d'une manière éclatante les rapports créateurs de l'art de l'interprétation et de la musicologie. Les enregistrements qui mettent à profit les résultats des recherches musicologiques actuelles vouées à l'œuvre de ce grand compositeur, fixent le texte musical le plus exact possible.

Il n'est que trop naturel qu'une entreprise de cette envergure ne puisse être parfaitement homogène au point de vue de l'interprétation. La série a des sommets indiscutables, mais elle comporte aussi des enregistrements qui seraient sans doute susceptibles d'être critiqués. Parmi les sommets citons avant tout la musique du ballet *Le mandarin merveilleux* (LPX 11319) enregistrée sous la direction de János Sándor. Grâce à un accord parfait et rare entre le chef d'orchestre et l'Orchestre de la Société philharmonique de Budapest, l'enregistrement évoque les visions expressionnistes de Bartók avec une force hallucinante. Avec ce même orchestre, András Koródi réussit une interprétation brillante et colorée de l'autre ballet de Bartók *Le prince en bois* (LPX 11403). *Le Concerto pour violon* de 1937 et la version orchestrée des deux *Rhapsodies pour violon* restent inoubliables grâce au jeu profondément lyrique, élaboré avec une maîtrise achevée de Dénes Kovács (LP 11357).

Si les six quatuors à cordes exécutés avec un art nuancé et mûr par le Quatuor Tátrai (LPX 1294. 6), sont parmi les plus beaux enregistrements, le sommet absolu de cette série est probablement le premier

disque comportant les 27 chœurs pour voix égales interprétés avec pureté cristalline par le Chœur de Jeunes Filles de Győr sous la direction de Miklós Szabó (LPX 1290).

L'intégrale de Bartók mérite une attention particulière, nous le répétons, en tant que série. C'est ce qui a valu à l'entreprise le prix de l'Académie Charles Cross de Paris.

La Fabrique hongroise de Disques enregistre actuellement un choix des œuvres de Kodály. Dans le cas de Kodály une intégrale serait une entreprise discutable, car du moment qu'on prétend à l'intégrité il faudrait enregistrer tous les exercices de chant et les moindres solfèges, alors que ces œuvres — si belles qu'elles soient — sont destinées non à être écoutées, mais à faciliter l'enseignement. Les chœurs a capella qui occupent une place importante dans l'œuvre de Kodály ont été enregistrés jusqu'ici sur six disques avec le concours des meilleurs chœurs professionnels et amateurs du pays. Dans le cadre des œuvres choisies, on a enregistré en dehors de quelques petits morceaux de musique de chambre la *Sérénade pour trio*, la première composition du maître qui ait remporté un notable succès à l'étranger, avec le concours de trois membres du Quatuor Tátrai qui l'interprètent avec un art achevé. Parmi les grandes réussites de cette série, il faut mentionner la *Suite Háry János*, les *Danses de Galánta*, les *Danses de Marosszék* (LPX 1194), ces pièces pour orchestre si populaires de Kodály, enregistrées avec le concours de l'Orchestre de la Société philharmonique de Budapest, sous la conduite de l'excellent chef d'orchestre János Ferencsik.

Il est rare qu'un même disque remporte deux prix dans le même pays et ceci en quelques mois. Or ce fut le cas de l'oratorio *Christus* de Liszt (SLPX 11506-11508) qui, après avoir obtenu le Prix Orphée d'Or de l'Académie du Disque de Musique Vocale, s'est vu décerner un des prix de l'Académie Charles Cross. C'est le troisième disque de la série Liszt de la fabrique Hungaroton qui a remporté un prix français. Ce premier enregistrement de l'oratorio de Liszt a été vendu en plus de 13 000 exemplaires en trois mois. Son succès est dû à la fois à l'œuvre rarement entendue et à l'excellente interprétation. Le chef d'orchestre Miklós Forrai dirige un ensemble de plus de 300 membres avec intuition et un maximum de fidélité à l'esprit de Liszt. La beauté des puissants mouvements du chœur est tout aussi parfaite que celle des parties en solo plus douces et plus intimes. L'enregistrement ne manquera pas de contribuer à une certaine correction de l'image trop unilatérale du Liszt « virtuose ».

Trois disques évoquent le souvenir de la musique hongroise ancienne : il s'agit de l'enregistrement de l'*Harmonia Caelestis*, cycle de cantates de Pál Esterházy (LPX 11433-35). L'œuvre imprimée en 1711 à Vienne remonte à la seconde moitié du XVII^e siècle. Pál Esterházy, grand-père du prince Miklós Esterházy dont le nom est lié dans l'histoire de la musique à celui de Joseph Haydn, est le fondateur de la famille princière, célèbre chef de guerre et compositeur amateur fort cultivé. Ces cantates enregistrées sur disque pour la première fois, montrent que le compositeur connaissait à fond les œuvres italiennes, autrichiennes et allemandes et en même temps la musique hongroise contemporaine. Le cycle est d'autant plus intéressant qu'il constitue l'unique monument d'une certaine envergure de la musique savante hongroise de l'époque. L'œuvre touchante jusque dans ses naïvetés est dirigée par Frigyes Sándor, spécialiste des styles anciens. L'*Harmonia Caelestis* a remporté en 1972 le Prix Charpentier de l'Académie du Disque de Musique vocale.

Il est facile de remporter des succès dans le monde par des enregistrements de musique hongroise, car même les plus grands artistes de l'étranger ont quelque peine à comprendre le tempérament des œuvres hongroises, leur ligne musicale qui correspond souvent aux modulations de la langue parlée et qui est parfaitement naturelle au musicien hongrois. En revanche il est plutôt rare que l'interprétation d'une œuvre étrangère, de plus, d'une œuvre du XX^e siècle, obtienne tous les suffrages, non parce que les interprétateurs hongrois ne disposent pas d'assez d'expériences dans le domaine du répertoire international, mais parce que, au moment où l'artiste quitte le terrain sûr de la musique de son pays, il doit se mesurer avec les plus grands artistes de la vie musicale internationale. C'est pourquoi on appréciera doublement le prix que l'Académie Charles Cross de Paris a décerné à la soprano Erika Sziklai pour son enregistrement des œuvres de Schœn-

berg, Webern et Pierre Boulez (SLPX 11385).

C'est une entreprise pour le moins téméraire de chanter sur disque le *Pierrot lunaire* de Schœnberg, œuvre pour ainsi dire taillée à la mesure de la langue allemande. La réalisation de la partie chantée d'une hauteur indéfinie, correspondant à un parlando présente, même pour le chanteur qui la chante dans sa langue natale, un réel problème. Erika Sziklai s'écarte quelque peu de la tradition de l'exécution de l'œuvre en rapprochant la parole rythmée de Schœnberg du chant, et cette légère modification transpose l'œuvre sur un plan plus humain. L'interprétation des deux poèmes de Rilke mis en musique par Anton Webern (op. 8) et celle des *Cinq canons* (op. 16) marquent également un sommet, mais la production la plus belle, la plus réussie de l'ensemble est sans doute celle des *Improvisations I et II* de Mallarmé composées par Pierre Boulez. L'Ensemble de Musique de chambre de Budapest, sous la direction d'András Mihály, assure un fond instrumental précis à l'excellente cantatrice.

J. BREUER

LIVRES D'ENFANT

La maison d'Édition Corvina s'est assigné comme de ses tâches de répandre à l'étranger la littérature hongroise pour la jeunesse et les enfants, afin d'enrichir par là aussi l'immense choix, qui pourtant reste toujours inférieur à la demande, des livres pour enfants. Ce sont en tout premier lieu les ouvrages de vulgarisation qui paraissent en langues étrangères (précédés en général d'une édition hongroise aux Éditions Móra pour la Jeunesse). Commençons par les tout petits :

En édition commune avec la Postreiter Verlag à Halle, en langue allemande, le petit dépliant *Was ist das ?* (Qu'est-ce que c'est ?) est destiné, comme premier livre d'images, aux petits d'un ou de deux ans qui y trouveront leurs premiers jouets, les premiers objets connus, représentés par des dessins fort simplifiés, aux couleurs vivantes.

Das goldene 1×1 et *ABC* s'adressent aux élèves des maternelles et des petites classes (le premier en anglais et en allemand, le deuxième en français et en allemand, en édition commune avec les Éditions *la Farandole*, Paris et *Deutsche Bücherbund*, Stuttgart—Hamburg). Les dessins charmants de Károly Reich apprennent, en jouant, à compter jusqu'à dix et, dans le second livre, à connaître l'alphabet.

Les tout petits liront encore le livre d'Erzsébet Gazdag : *Hívogató* (Appeau) publié en commun avec la maison Chatto & Windus. Les charmantes et spirituelles poésies pour enfants sont traduites par C. Day Lewis et Mátyás Sárközi et illustrées par Károly Reich.

Le Ołówek opowioda (le Crayon conteur) de Pál Korcsmáros (paru en quatrième édition en 1971, en polonais) peut être utile à des enfants de tout âge, grâce à des schémas et à des trouvailles astucieuses, il facilite l'apprentissage du dessin.

Un livre de jeunesse a paru en langue russe : un volume de la série d'Encyclopédie pour enfants (sous la rédaction de László Dala), *la Terre et ses habitants*. Ce livre raconte la découverte de la Terre, aux enfants au-dessus de huit ans, il en décrit les pays et la vie des peuples.

Dans la même série existe un livre rédigé en allemand de Kindzierszky : *Warum die Bremse bremst* (édition en commun avec Kinderbuchverlag de Berlin). Dans un style très amusant et accessible, l'auteur expose les lois physiques du frottement qu'il illustre par le jeu des boutons, si populaire parmi les petits Hongrois, par le patinage et le rôle de la roue, par des exemples allant de l'homme préhistorique qui faisait jaillir le feu des pierres, jusqu'aux fusées spatiales.

Un nouveau volume de la série le Hibou Savant a paru la même année en anglais et en allemand. C'est le livre de Turcsányi intitulé *Hunters with Eight Legs*. Des dessins plaisants, des textes intéressants qui se laissent facilement lire, font connaître aux enfants les araignées et aident à surmonter le dégoût qu'ils ont de ces bêtes inoffensives, du moins pour les hommes. (En allemand avec la Kinderbuchverlag.)

La maison Éd'dition ne se concentre pas uniquement, dans ses livres pour la

jeunesse, à la vulgarisation des sciences, son activité s'étend aussi au passé. Árpád Szabó, professeur d'université et chercheur connu, donne un résumé de la mythologie grecque, sous une forme accessible à tous, sous le titre de *Das Goldene Vlies*. Il raconte, en allemand, les légendes de la Toison d'or, les légendes d'Heraclès et, dans le chapitre intitulé« Dieux, héros, hommes » des histoires indépendantes, qui peuvent captiver aussi bien les adultes que les enfants. Édition commune avec les maisons Boje de Stuttgart et Prisma de Berlin.

Le livre de Viktor Szombathy : *Der Wanderer des Halbmondes* traite d'une manière insolite l'histoire de l'occupation turque en Hongrie, présentée par un Turc. Le héros de son roman qui parle à la première personne, n'est pas inventé, c'est un personnage historique, Evliya Tchelebi, fils d'un orfèvre d'Istanbul. Favori du Sultan, il parcourait l'empire turc et, dans ses récits de voyage formant en tout 18 volumes, il consacra quatre passages à la Hongrie du XVII^e siècle. Mêlant à ces récits de voyage une affabulation de son cru, l'auteur en a fait une lecture amusante et instructive pour la jeunesse allemande.

András Dékány, dans son *Die letzte Abenteuer Robinson Crusoes* n'a plus recours à des personnages réels. Il essaie de continuer l'œuvre de Daniel Defoe ; chez lui Robinson Crusoe, vieux, quitte encore une fois sa ville natale, York, pour se rendre à son île. Il tombe prisonnier des Caribes pour être libéré par des pirates ; ses passionnantes aventures n'ont pas de fin. Le livre a également paru en allemand, en deuxième édition.

Et enfin, évoquons l'univers des contes, Publiée en allemand, en collaboration avec l'Altberliner Verlag de Berlin, a paru la cinquième édition de *Die goldene Tulpe* d'István Kormos qui a choisi les plus beaux, les plus originaux et les plus variés des contes populaires hongrois pour les adapter.

Pour finir nous parlerons d'un autre roman, un vrai conte de fée, *Lala, prince du pays des fées* de Magda Szabó. Les romans de Magda Szabó, *Fresque* (Freskó) et *le Faon* (Őz) traduits en plusieurs langues, ont partout remporté un grand succès. Cette fois-ci, et ce n'est pas la première fois, elle s'adresse aux enfants de huit à douze ans pour leur offrir le meilleur de son talent. Le personnage central de ce roman spirituel, plein d'inattendu et de trouvailles, est un curieux prince charmant que ne satisfait pas la vie heureuse, mais monotone, exempte de toute lutte, des fées ; il est tenté de connaître d'autres mondes et voudrait devenir homme. Les habitants du pays des fées ne sont pas les figures schématiques auxquelles les contes nous ont accoutumés, mais des personnages en chair et en os, du caractère bien dessiné. Mêlé à une intrigue passionnante, le message, qui nous enseigne à être de vrais hommes-fées, est si délicatement exprimé, il est si peu didactique que les enfants, et même les adultes, prendront sûrement du plaisir à le lire. Les illustrations modernes, spirituelles et pleines de lyrisme, d'Emma Heinzelmann, la brillante traduction française d'Imre Kelemen ajoutent à l'attrait du livre jugé assez intéressant par Flammarion de Paris et Corvina de Budapest pour être publié en collaboration.

É. V. Deák

VARIA

Souvent, les touristes d'Europe occidentale ou d'outre-Atlantique se hasardent en Hongrie, attirés moins par la beauté supposée du paysage et des monuments que par des survivances d'un monde passé qu'eux-mêmes ne connaissent plus que grâce à la littérature. Tout en sachant que l'industrialisation, le développement des mass-media, l'élévation générale du niveau de vie font peu à peu disparaître le mode de vie paysan dont ils ont la nostalgie, ils ne sont que plus heureux de découvrir tout ce qui reste encore de ce monde « exotique ».

A l'intention de ceux qui sont à la recherche de telles impressions, les Éditions Corvina a publié deux ouvrages en 1971 : le premier est un album de photos intitulé *Arts et artisans*, dont les auteurs, Sándor Kis Ivor spécialiste de l'art populaire vivant, et Károly Gink, photographe nous présentent l'art populaire et la tradition, dans leurs applications actuelles. 91 planches en noir et blanc et 26 en couleur témoignent de la présence, par endroits, des restes de cette vieille culture, bien qu'en Hongrie aussi la tradition paysanne soit en voie de

disparition, que comme partout, le visage de la campagne se transforme, que les artisans ruraux sortent du rang et que le besoin disparaisse d'avoir des outils, des meubles confectionnés à domicile. Les auteurs passent en revue, les unes après les autres, les différentes branches de l'artisanat rural et nous présentent, par unités régionales, dans leur propre milieu, le travail des potiers, des brodeuses, des sculpteurs sur bois. Une série de photos prises lors de noces célébrées à Boldog (petit village en Haute-Hongrie) ouvre le riche monde des costumes et des coutumes populaires. Le livre a été jugé, par l'UNESCO, digne de sa subvention. Il a paru en langues française, anglaise, allemande et russe.

L'autre livre, de caractère semblable, est l'œuvre commune du spécialiste Imre Török et du photographe Attila Alapfy : *le Cheval hongrois*. Le monde occidental conserve encore le souvenir des lointaines incursions des cavaliers hongrois des chevaux à moitié sauvages élevés dans la puszta, des « csikós » romantiques, au tempérament de feu. De nos jours encore, les chevaux de course hongrois sont bien cotés et la rénommée des élevages de chevaux ne faillit pas. Cet album contient cent photos qui nous montrent le célèbre cheval hongrois par les champs et par les bois, au travail, ou encore participant à des courses et à des chasses. Le texte est en français, le livre a paru en collaboration avec la maison d'Édition Champs-Élysées, de Paris.

Si, par contre, sans songer à des aventures romantiques, quelqu'un vient en Hongrie pour connaître ce pays tel qu'il est aujourd'hui, il trouvera également parmi les livres de la maison Corvina de quoi préparer son voyage. Le guide intitulé *la Hongrie* d'Antal Papp (en français, anglais et allemand) contient des renseignements concis, portant sur des faits et des données précises. Ceci, nous le soulignons, parce que, jusqu'ici, les guides sur la Hongrie parus en langues étrangères étaient tous des livres volumineux encombrés de descriptions détaillées ; ils constituaient des lectures agréables plutôt que des guides pratiques. Dans la première partie, on trouvera des renseignements généraux sur le pays, un aperçu sur l'histoire, la géographie, la civilisation, l'ethnographie et l'art populaire ainsi que tout ce qu'il faut savoir sur les modalités d'entrée et de séjour dans le pays, avec des choix de programmes divers. La deuxième partie constitue le guide proprement dit, tandis que la troisième, l'annexe, comprend des données pratiques concernant les principales villes et villégiatures (d'hôtels, restaurants, musées, etc.). Des cartes et des photos en noir et blanc rendent ce livre à la fois agréable et utile.

D'autre part, les Éditions Corvina ont repris la publication de la série qui présente au public étranger les différentes régions et villes de Hongrie. L'album de photos de György Lőrinczy présente *Sopron*, la ville la plus occidentale et peut-être la plus riche en monuments d'art (en anglais et allemand). L'album de photos du *Département de Csongrád* contient près de 200 photos représentant les curiosités de toute une région. Les légendes sont rédigées en cinq langues.

Le guide du *Balaton*, d'Aurél Vajkai, décrit en détail tout ce qu'il faut savoir sur le plus grand lac d'Europe centrale ; il nous fournit des renseignements sur les possibilités de sport, de culture et de distraction, esquisse le fond historique et nous présente les aménagements et constructions en cours. Toutes les villes d'eau, toutes les curiosités touristiques y trouvent place, des cartes facilitent l'orientation et les photos incitent le touriste à ne pas se confiner dans un seul endroit, mais à découvrir également les beautés cachées du lac et de ses environs. Paru en allemand, en deuxième édition.

Les Hongrois sont un peuple de cavaliers, un peuple d'escrimeurs — dit-on souvent. Il est vrai, en effet, que les traditions de ces sports sont toujours bien vivantes et que les escrimeurs hongrois font toujours bonne figure aux concours internationaux. Il sera donc intéressant pour les spécialistes, sportifs, entraîneurs ou supporters, de lire le livre d'István Lukovich, maître d'armes des fleurettistes hongrois. Dans son ouvrage intitulé *Electric Foil Fencing* paru en langue anglaise, il nous expose les méthodes nouvelles et les changements qu'elles ont apportés.

Mais la maison d'édition ne s'intéresse qu'à la théorie des sports physiques ; elle étend aussi son champ d'activité à cette joute intellectuelle que sont les échecs. Deux livres ont paru dans ce domaine en 1971, en allemand : *Schach-Olympiaden* d' Árpád Földeák, qui est une chronique des championnats du monde, la présentation,

sous forme de tableaux, des jeux d'échecs olympiques organisés depuis 1927 et la description des équipes. L'autre, *Verteidigung und Gegenangriff*, de Tibor Flórián, publié en commun avec Schach-Archiv de Hambourg, fait connaître le fond historique, les modalités, les principes de la défense et contient des conseils relatifs à la défense contre certaines attaques caractéristiques.

La Hongrie a dix millions d'habitants dont près d'un cinquième, deux millions, habitent la capitale. Cette centralisation poussée se manifeste non seulement dans le chiffre de la population, mais aussi dans la concentration des forces culturelles et économiques. Il n'est donc pas étonnant de voir la majeure partie des touristes étrangers renoncer à la poursuite du voyage pour rester dans cette ville au bord du Danube, si célèbre par la beauté de son site. L'année dernière, la maison Corvina a offert aux visiteurs de la capitale des publications d'une très grande variété. L'album *Budapest*, comprenant 124 photos, et préfacé par Endre Vészi, en allemand et en russe, est déjà une réédition. Il présente les monuments et les aspects les plus connus et les plus caractéristiques.

Un autre album de photos aborde le thème sous un autre jour. L'auteur, jeune écrivain de style personnel, est István Csurka et le photographe, János Reismann, lauréat de plus d'un prix international. Leur ouvrage intitulé *Variations sur Budapest* sort de l'ordinaire, il saisit l'atmosphère, « l'esprit » de la ville. D'un bout à l'autre, on y trouve la simplicité, le naturel et l'intimité de la vie de tous les jours. Les hommes qu'il évoque sont bien vivants et le lecteur sera pris d'amitié non seulement pour la ville mais aussi pour ses habitants. Les séries d'images sont réparties et introduites par les textes lyriques, ou d'un humour mordant, de Csurka. Le livre est amusant, spirituel, pour celui qui n'a encore jamais été à Budapest et un souvenir évocateur pour ceux qui, ayant déjà séjourné dans la ville, ont eu des yeux pour voir son caractère.

Une des principales particularités de Budapest est d'être à la fois une capitale et une ville d'eau. Les sources naturelles, chaudes et froides, les eaux thermales, les bains à coupole, souvenirs de l'occupation turque, et les traditions balnéaires constituent, en été comme en hiver, un trait inséparable de la ville. *Bains, piscines et plages de Budapest*, paru en français, anglais, russe et allemand, décrit en détail les bains en distinguant les bains thermaux, les piscines en plein air et les piscines couvertes. Les simples amateurs de bains tout aussi bien que les spécialistes peuvent acquérir des connaissances utiles sur l'environnement, l'histoire des bains, ils peuvent se familiariser avec la composition chimique des eaux, leurs vertus thérapeutiques, l'équipement des bains. 48 planches en couleur et près de 150 photos en noir et blanc présentent les bains, des figures de caractère technique font connaître les installations et les plans.

Les étrangers visitant Budapest prennent goût à la cuisine hongroise qui a des amateurs même parmi ceux qui ne la connaissent que par sa renommée ou grâce aux restaurants hongrois qui se trouvent dans toutes les grandes villes étrangères. Corvina a déjà plusieurs fois réédité *la Cuisine hongroise* de Károly Gundel, fondateur d'un des plus célèbres restaurants budapestois. En 1971, ce livre a de nouveau paru en langues française, anglaise et allemande avec 140 recettes, pour la plupart de spécialités hongroises.

Certains pourront ne pas se contenter de ce choix. Nous pouvons leur recommander le gros livre d'Olga Siklós et Pál Magyar : *Ungarische Küche für jedermann* (la Cuisine hongroise pour tous) où ils trouveront des centaines de recettes pour préparer des spécialités hongroises et où des photos en couleur mettront l'eau à la bouche et inciteront à les essayer. Le livre est paru en langues allemande et slovène.

En Hongrie, le grand événement de l'année 1971 a été l'Exposition mondiale de la chasse organisée à Budapest : occasion pour le cordon bleu Emil Turós — et pour la maison d'Édition Corvina — de composer un livre contenant des recettes de plats de gibier. Des traditions de longue date s'attachent au gibier en Hongrie et ce livre, *Wildbret für Feinschmäcker* (Plats de gibier pour gourmets), puise à la fois dans les recettes internationales et hongroises. Il a paru en allemand et est illustré de nombreuses et excellentes photos en couleur.

É. V. Deák

CE VOLUME EST EN VENTE CHEZ LES DISTRIBUTEURS SUIVANTS :

AUSTRALIE: New World Booksellers, 425 Pitt Street, Sydney
AUTRICHE: Globus Buchvertrieb, Höchstädtplatz 3, 1201 Wien
Rudolf Nowak GmbH, Köllnerhofgasse 4, Wien 1
BELGIQUE: Librairie Du Monde Entier, 162, rue du Midi, Bruxelles 1000
BRÉSIL: Livraria D. Landy, Rua 7 de Abril, 252 5°S/53, São Paulo
CANADA: Pannonia Books, 164 Spadina Avenue, Toronto (Ont.) M5T 2T8
Délibáb Film & Record Studio, 19 Prince Arthur Street, West., Montreal 18
CUBA: Instituto del Libro, Calle 10 y 19, Habana
DANEMARK: Hunnia Books & Music, Nörrebrogade 182, Kobenhavn
Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Kobenhavn
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: Center of Hungarian Literature, 4418 16th Avenue, Brooklyn, N.Y. 11204
Magyar Áruház, 1 1802 Buckeye Road, Cleveland (Ohio) 44120
FINLANDE: Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2 Helsinki
Suomalainen Kirjakauppa, Vanha Yliopilastalo, Helsinki
FRANCE: C. D. L. P., 146, rue de Fg. Poissonnière, Paris, 10e
Librairie Hachette, 25, rue des Cévennes, Paris, Cedex 15 (75 739)
Orhrys Librairie, 10, rue de Nesle, Paris 6e
GRANDE-BRETAGNE: B. H. Blackwell Ltd., 48–51 Broad Street, Oxford
Central Books Ltd., 37 Gray's Inn Road, London W. C. 1
Danubia Book Co., 78 Shaftesbury Ave., London W. 1
W. Heffer & Sons Ltd., 20 Trinity Street, Cambridge CB 2 3 NG
I. R. Maxwell and Co. Ltd., Waynflete Building, 1–8 St. Clements, Oxford
GRECE: Eleftheroudakis, Constitution Square, Athens 126
INDE: Current Technical Literature Company, India House, OPP. G. P. Post Box 1374, Bombay 1
JAPON: Maruzen Company Ltd., 6. Tori Nichome, Nihonbashi, Tokyo
Nauka Ltd., 30–19, Minami-ikebukaro-Higashi 2-chome, Toshima-ku, Tokyo
Sanyo Shuppan Boeki, Co. Inc., Hoyu Bldg. 8, 2-chome, Takaracho Chuoku, Tokyo Central
NORVEGE: Johann Grundt Tanum, Karl Johansget 43, Oslo
Norsk Bogimport. Övre Vollgate 15, Oslo
PAYS-BAS: Martinus Nijhoff, Lange Voorhout, 9–11, 's Gravenhage
Meulenhoff & Co., Beulingsstraat 2/4, Amsterdam C.
Pegasus, Leidsestraat 25, Amsterdam C.
«Club Qualiton», Prinsenstraat 26, Amsterdam C.
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE: Kubon & Sagner, Schliessfach 68, 8. München 34
Kunst und Wissen, Erich Bieber, Postfach 46, 7. Stuttgart 1
Erich Röth Verlag, Korbacher Str. 235, 35, Kassel
SUEDE: Almquist & Wiksell, Gamla Brogatan 26, Stockholm
C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16
Gleerupska Universitetsbokhandeln, Stortorget 2, Lund
Nordiska Bokhandeln, Kungsgatan 2, Stockholm 1
Sandbergs Bokhandel, Osteuropeiska Avdelningen, Brahegatan 3, Stockholm 5
SUISSE: Genossenschaft Literaturvertrieb, Feldstr. 4, Zürich
Librairie Rousseau, 36, rue J.-J. Rousseau, Genève
Pinkus & Co., Froschaugasse 7, Zürich
Karger Libri AG. Petersgraben 15. CH–4000 Basel 11
VENEZUELA: Ilaco, Calle Union No. 7, Sabana Grande, Caracas
Louis Tarcsay, Calle Iglesia Edif, Villoria Apto 21, Sabana Grande, Caracas

ou en Hongrie:

KULTURA

Société Hongroise pour le Commerce de Livres et de Journaux

1389 Budapest 62, Boîte postale 149